

مذا من راحل

Le Monde

EN ÎLE-DE-FRANCE

■ Demandez
«aden»,
le guide culturel



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16433 - 7,50 F

JEUDI 27 NOVEMBRE 1997

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

La semaine de 35 heures ne s'appliquera qu'en 2002 dans les petites entreprises

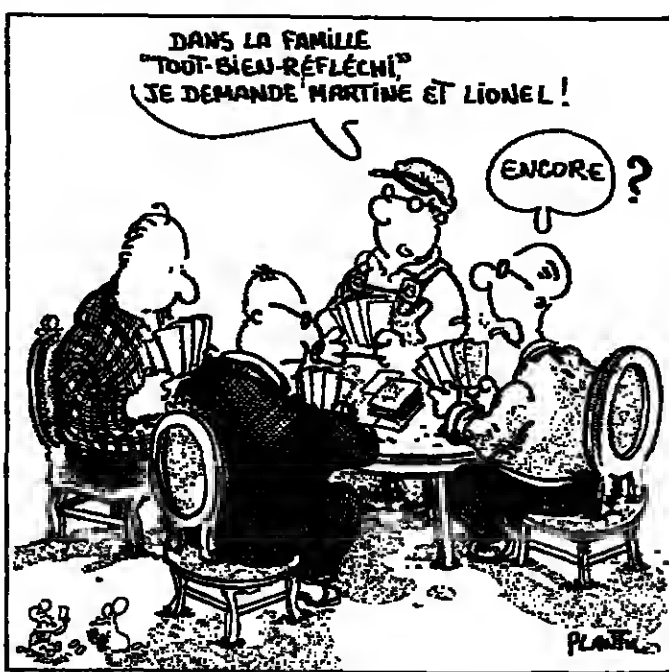
Seules les sociétés employant plus de vingt salariés seront concernées dès l'an 2000



Les meilleures «prépas»

ENGAGÉE en 1995, la réforme des classes préparatoires aux grandes écoles a été suivie d'une réforme des concours, tandis que les écoles elles-mêmes devaient se transformer à partir de 1998. L'objectif est de diversifier le profil des élèves et de rapprocher ces établissements de l'université. Le Monde publie les performances des meilleures classes préparatoires aux concours 1997 et, sur Minitel, l'ensemble des résultats.

Un cahier spécial de huit pages



1^{er} janvier 2002. Environ 9 millions de salariés seront donc concernés par la baisse au 1^{er} janvier 2000.

Seillère avait souhaité, comme le ministre de l'économie, que les entreprises de moins de cinquante salariés soient exonérées de cette obligation au 1^{er} janvier 2000. Mais ce geste a peu de chances de déamorcer l'opposition du CNPF, qui organise des États généraux du 8 au 12 décembre, notamment contre les 35 heures, avant d'être le successeur de Jean Gandois. Les syndicats, qui sont en campagne pour les élections prud'homales du 10 décembre, jour de l'adoption du projet de loi sur les 35 heures par le conseil des ministres, manifestent quelques inquiétudes sur la méthode choisie pour engager la réduction de la durée du travail. « Le grand engagement pour les 35 heures est en train de se déliter », avait affirmé Marc Blondel, secrétaire général de FO, le 24 novembre. L'arbitrage de M. Jospin pourrait aussi susciter quelques critiques au sein de la majorité « plurielle » et même au Parti socialiste.

Lire page 8 et notre éditorial page 16

Danger pour la planète

■ La France s'engage à combattre le réchauffement de la Terre sans attendre la conférence de Kyoto

■ Dominique Voynet annonce un plan pour les transports, l'habitat et l'électricité

■ Une catastrophe toucherait d'abord les pays les plus pauvres et les plus peuplés

Lire pages 6 et 14

Singes et abeilles font la leçon aux businessmen

LONDRES

de notre correspondant dans la City
« L'homme sapiens n'est qu'un singe nu », a pu écrire Desmond Morris, spécialiste du comportement des primates en milieu naturel. Le monde des affaires, en mal de réorganisation, s'inspirerait-il ces jours-ci de l'appel de la « vraie » jungle ? Le dernier chic pour les entreprises, aux États-Unis et au Japon, consiste en effet à faire appel aux zoologistes pour réformer leurs services de vente.

Nike, BT (ex-British Telecom), BMW ou Wells ont ainsi engagé Pauline Beldon, directrice du bureau-conseil Performance through Excellence, installé à Manchester, pour brancher leurs cadres sur la nature. « Le monde animal est plein de solutions créatives pour le business, assure-t-elle. L'observation des espèces organisées en colonies adeptes du travail en équipe et chez qui les obligations collectives prennent sur les convenances personnelles est pleine d'enseignements. Les loups, fourmis, termites ou abeilles peuvent répondre plus rapidement aux crises que les êtres humains. »

Aux yeux de cette zoologiste de formation,

sociologue du management par défi, la vie professionnelle d'une abeille est le type de profil de carrière idéal d'un représentant de commerce : « progressive » et « diversifiée ». Le jeune insecte prépare les cellules puis, par la suite, s'occupe de l'alimentation des larves ou de la construction de ruches. À l'âge adulte, l'abeille patrouille et part en quête de nourriture, avant de terminer son existence en participant à la garniture des alvéoles.

Biologie et anthropologie seraient-elles deux mamelles de la connaissance du milieu des entreprises ? M^{me} Beldon trouve des parallèles troublants entre l'univers des animaux et le secteur de la grande distribution. Pour elle, la chasse en meute est l'équivalent de la recherche des commandes. La défense des parts de marché face aux assauts de la concurrence. La reproduction ? L'établissement de joint-ventures. L'éducation des petits ? La formation professionnelle.

Mais à ceux qui aimeraient lui faire dire que toute entreprise devrait s'inspirer de l'exemple des loups et que la loi économique

est comparable à celle des animaux, notre interlocutrice oppose sa prudence. « Sur un plan purement scientifique, la corrélation entre ces deux modèles d'organisation ne peut être prouvée. Étudier mammifères et insectes offre un aperçu de ce qui peut motiver les groupes sociaux. »

D'autres y vont plus fort. Ian Thomas, ancien gardien de réserve en Afrique du Sud et expert reconnu des fauves, conseille Microsoft et IBM. Les informaticiens seraient fascinés, à la suite de ses conférences, par l'implémentable système de sélection expliquant le faible nombre de lionceaux qui survivent et atteignent l'âge adulte.

La palme revient toutefois à Jane Goodall, spécialiste des chimpanzés de Tanzanie. Cette éthologiste de renom a expliqué récemment à des industriels japonais, ravis, que, chez les singes, « le mâle dominant est accepté par tous et court-circuite ses rivaux pour arriver au sommet ». Tel serait le nouveau modèle. Tremblez...

Marc Roche

Lire page 10

Instruction civique au lycée

L'INSTRUCTION CIVIQUE effectuée un retour dans les écoles. Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, a présenté, mercredi 26 novembre, plusieurs mesures en conseil des ministres, alors qu'a lieu une « semaine d'initiatives citoyennes » dans tous les établissements. Développée à l'école primaire et au collège - une épreuve sera organisée lors du brevet -, l'éducation civique deviendra obligatoire au lycée dès la prochaine rentrée. Ce sont les professeurs de philosophie qui coassureraient les cours. Ségolène Royal promet un premier bilan pour le printemps 1998 et l'élaboration de « textes de référence ».

« Le Goût de la cerise »



ABBAS KIAROSTAMI

LA PALME D'OR du Festival de Cannes attribuée au *Goût de la cerise*, du cinéaste iranien Abbas Kiarostami, consacrait une œuvre d'une époustouflante inventio formelle sous son apparente simplicité. Tébérân s'est peu à peu réconcilié avec son fils prodigue, dont les films ont contribué à inscrire l'Iran parmi les grandes nations du cinéma.

Lire page 27

L'amour à mort de la « femme-piano »

BARBARA meurt, un pan de vie s'écroule, l'adolescence de trois générations de jeunes filles, les repères identitaires de trois générations de garçons. Barbara, la « femme-piano », aimée par son public avec la passion des amants, était un maillon central de la chaîne de la chanson française, une des rares pour qui, dans les années 60, la jeunesse boudait Sylvie Vartan ou Johnny Hallyday pour écouter Dis, quand reviens-tu. Mutante, démodée, visionnaire, la chanteuse en noir aimait la vie, qui était devant, et la mort autant.

Jeune fille espiègle aux cheveux coupés à la garçonne planquée derrière un piano, elle donna davantage d'âme à un ancien bistrot de marinière du quai des Grands-Augustins, l'Ecluse. Elle fut ensuite l'une des rares représentantes de la chanson vive gauche à survivre pleinement aux assauts de la musique pop.

Excentrique à turban et lunettes noires, abusive, enfant poussée à la sauvagerie dans le square des Batignolles, elle débusqua la féminité dans les noirceurs de l'hystérie, façon Charcot. Dame vieillissante dans un rocking chair, elle resta jusqu'au bout accrochée à son

mystère, son tricot, ses soies et ses cousines. « La chanteuse ne s'était jamais mariée », coiffait une dépêche d'agence publiée au matin de sa mort, comme s'il n'y avait rien de plus à dire.

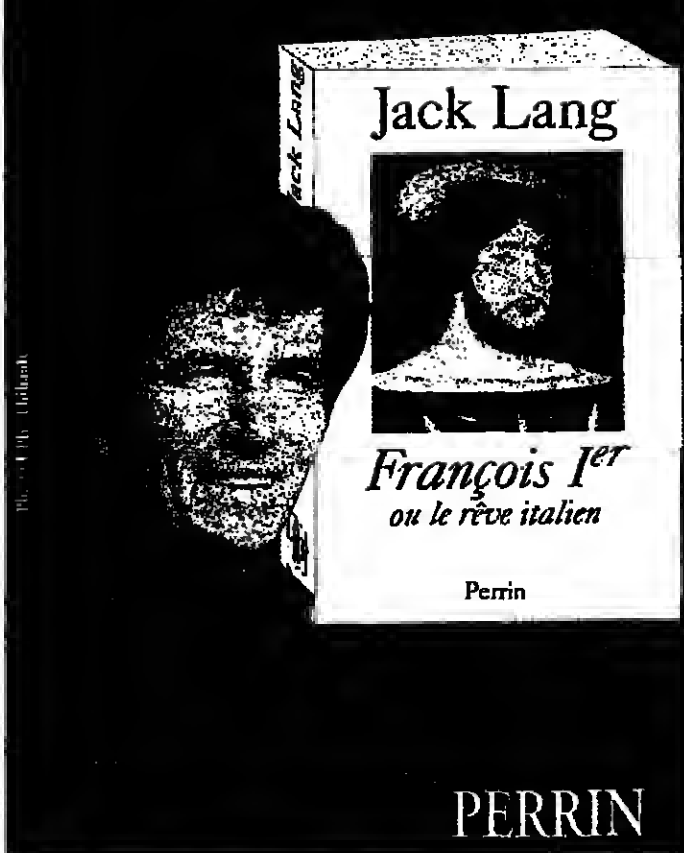
Barbara était un mythe, attachée à ses images comme on traîne ses casseroles, parfois encombrantes, mais vitales. Barbara décrivait les sentiments du désir, parlait de l'amour et de la séparation. Elle dessinait les contours d'une sexualité mythologique - l'Aigle noir, ou le sexe avant de l'avoir vécu. Taillée en angles aigus, enveloppée de câbles, de dentelles et de discrétion, Barbara était retransmise en retraite à Précy en 1973, quatre ans après avoir lancé, depuis la scène de l'Olympia où elle triomphait : « Je pars. »

A Précy, elle cultivait l'art d'être présente sans apparaître, avec pour compagnons un piano et des chats. De loin, mais de si près, c'est de là qu'elle entreprenait le cercle de ses intimes - ces centaines de milliers d'inconditionnels en quête d'absolu.

Véronique Mortaigne

Lire la suite page 16 et nos informations page 29

Quand naissait la France moderne.



Un tueur en série sévit à Paris

Les tests ADN confirment que c'est un seul et même homme qui a tué quatre femmes à leur domicile, à Paris, de décembre 1994 à novembre 1997. p. 10

Sur le « Livre noir »

Quatre chercheurs, dont Nicolas Werth et Annette Wieviorka, exposent leur point de vue après la publication du Livre noir du communisme. p. 15

La victoire du RC Strasbourg

Les footballeurs alsaciens ont battu l'Inter de Milan 2-0, mardi 25 novembre, en huitième de finale aller de la Coupe de l'UEFA. p. 24

Allemagne, 3 DM : André-Guyon, 8 F : Aspinette, 26 AYS : Soliman, 45 FB : Canella, 225 S CAN : Cère-d'ivoire, 800 F CFA : Denmark, 16 FRO : Espagne, 225 PTA : Grande-Bretagne, 1 C : Gales, 451 GB : Mande, 1402 : Italie, 2000 L : Luxembourg, 46 FL : Maroc, 10 DH : Norvège, 14 KEN : Pays-Bas, 3 FL : Portugal CON, 250 PTE : Roumanie, 3 F : Sénégal, 100 F CFA : Soudan, 10 KOS : Soudan, 210 FS : Tunisie, 12 Din : USA (NY), 28 : USA (autres), 250 S.

M 0147 - 1127 - 7,50 F



ÉCONOMIE Les autorités japonaises admettaient, mercredi 26 novembre, la gravité de la détérioration du système financier du pays, même si la Bourse, elle, se redressait sensiblement.

Les autorités s'attachaient toujours à mobiliser des fonds publics pour garantir la protection des déposants - au lendemain de la faillite du courtier Yamaichi - et assurer

la stabilité du système financier. ● LA DEVISE japonaise était toujours à la baisse, atteignant même, mardi, son niveau le plus bas par rapport au dollar (128,05 yens pour 1 dollar) depuis

cinq ans. ● A VANCOUVER, les dix-huit chefs d'Etat et de gouvernement du Forum Asie-Pacifique ont conduit leurs travaux, mardi, en réaffirmant leur foi dans les mérites du libre-

échange. Ils se sont déclarés résolument confiants dans la capacité des Asiatiques à redresser les situations qui, ça et là, ont provoqué les crises de ces dernières semaines.

Le Japon mobilise des fonds publics pour rassurer les déposants

Après la faillite du courtier Yamaichi, près d'une dizaine de banques nippones semblaient connaître des difficultés, sans susciter, toutefois, de mouvements de panique ; alors que la Bourse se redressait, le yen continuait à reculer face au dollar

TOKYO
de notre correspondant
La crise ouverte par la mise en liquidation de Yamaichi, la quatrième maison de titres japonaise, a contraint les autorités monétaires à admettre la gravité de la détérioration du système financier dans son ensemble. « La situation devient de plus en plus tendue », reconnaît-on à la Banque du Japon. Selon le quotidien *Asahi*, « un fléchissement supplémentaire de la Bourse pourrait amorcer une spirale de désagrégation de tout le système financier ». En est-on là ? Les risques existent. « Imaginez un pays avec une offre de crédit hypothécaire multipliée par vingt : il y a de quoi être préoccupé », souligne un observateur étranger. Bien que l'annonce de la fermeture d'une petite banque régionale, Tokai City Bank de Sendai (nord du Honshu), ait ajouté momentanément au climat d'incertitude, l'indice Nikkei s'est légèrement redressé, mardi 25 novembre, par rapport au recul de la veille.

En revanche, la Bourse a reflété une inquiétude sur les valeurs de certaines banques. Treize des vingt premières d'entre elles seront dans le « rouge » à la fin de l'exercice fiscal en cours (en mars), en raison de l'apurement de leur trésorerie. Le montant de leurs créances irrécouvrables s'élèverait encore officiellement à 16 500 milliards de yens. Certains pourraient couvrir leurs dettes, d'autres plus difficilement. La différence entre les banques ne fait donc que s'accroître et il se dessine une polarisation du secteur entre les établissements disposant de provisions suffisantes et ceux, comme Fuji et Daiwa, qui ne peuvent couvrir plus de la moitié de leurs pertes. Avec l'arrêt de la pratique du « convoi », qui consistait pour les autorités à faire encadrer les établissements en difficulté par ceux qui étaient sains, afin d'assurer la survie de l'ensemble, il y aura désormais au Japon, comme ailleurs, des « bonnes » et des « moins bonnes » banques.

Comme elle s'y était engagée, la Banque du Japon a débloqué 800 milliards de yens sous forme de prêts sans hypothèque destinés à couvrir les retraits des déposants chez Yamaichi. De longues files d'attente se sont formées dès l'ouverture mardi des cent onze bureaux du courtier à travers le Japon. Les retraits se sont opérés dans le calme. En une journée, la filiale de Yamaichi chargée de la gestion des portefeuilles aurait vu ses avoirs diminuer de 559 milliards de yens, soit 15 % du total.

Le gouvernement cherche à accélérer la discussion sur la mobilisation des fonds publics, afin d'assurer la protection des déposants et la stabilité du système financier. Souhaité par les milieux économiques et une partie de la presse, le recours aux fonds publics est une mesure qui suscite la méfiance de l'opinion, étant donné le précédent du plan de sauvetage des organismes de crédit immobilier (*jusen*) - opération transparente dans laquelle ont été engloutis 630 milliards de yens prélevés sur le budget. Cette fois le recours aux crédits budgétaires ne sera accepté qu'à la condition que ces fonds servent uniquement à la protection

des clients individuels et que cette mesure soit assortie au préalable de poursuites judiciaires à l'encontre des responsables publics et privés de la mauvaise gestion de Yamaichi.

Au pays de l'« entreprise famille », c'est la presse qui a appris la banqueroute de Yamaichi à ses employés

Le ministère des finances a commencé son enquête sur les causes de la mise en liquidation de la maison de titres. Elle se livrait, entre autres, à des opérations illégales par le biais de sociétés-écrans qui se sont soldées par un passif hors bilan de

260 milliards de yens. Pour l'instant, Yamaichi n'est pas encore légalement en faillite. La maison de titres a simplement annoncé la cessation de ses activités et, selon la Banque du Japon, elle dispose d'actifs importants. Toute la question est de savoir s'ils seront suffisants pour rembourser les passifs : 3 000 milliards pour la seule maison mère et 6 700 milliards si l'on compte l'ensemble des entreprises qui en dépendent. Mais c'est d'ores et déjà dans l'opinion la plus grosse faillite du Japon de l'après-guerre, appelée à rester dans les mémoires.

Les excuses larmoyantes du président de Yamaichi adressées aux clients de la maison de titres et à ses employés ainsi que les engagements des autorités n'ont pas dissipé la colère des premiers et l'amertume des seconds. « Je n'ai plus confiance dans aucune maison de titres », déclarait à la télévision un déposant de Yamaichi qui venait de procéder au retrait de ses avoirs. « On ne peut même plus avoir confiance dans les banques : le mieux est de garder son

argent chez soi », renchérisait un autre. Après les déconvenues de l'éclatement de la « bulle spéculative » au début de la décennie, après avoir découvert par la suite au fil de scandales à répétition que les millions de titres accordaient des privilèges (compensation en cas de pertes) à ses gros clients, alors que lui-même subissait de plein fouet la chute des marchés, le petit épargnant pourrait ne pas retourner de sitôt vers la Bourse.

Quant aux employés de Yamaichi, ils ont fait une amère expérience. Au pays de « l'entreprise famille », du moins selon le discours patronal, c'est par la presse qu'ils ont appris la mise en liquidation de leur entreprise. Outre les 7 500 employés de la maison mère, 4 500 salariés de la cinquantaine de filiales de Yamaichi vont se retrouver sans travail. A ceux qui demandent combien de temps ils pourront occuper les logements de l'entreprise il est répondu : « Nous ne connaissons pas les détails. »

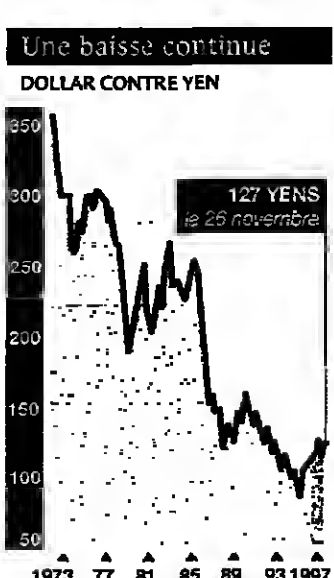
Philippe Pons

La parité yen-dollar est remise en question

LA BOURSE DE TOKYO n'est pas la seule victime de l'aggravation de la crise bancaire au Japon. La devise nipponne connaît elle aussi, depuis plusieurs jours, un sérieux accès de faiblesse. Elle est tombée, mardi 25 novembre, jusqu'à 128,05 yens pour 1 dollar, son cours le plus faible depuis cinq ans face au billet vert.

Loin d'être surpris par sa chute, les analystes jugent au contraire que la monnaie japonaise a fait preuve jusqu'à présent d'une étonnante résistance, compte tenu de l'ampleur des difficultés économiques et financières dans l'archipel. Depuis le déclenchement de la crise asiatique, au début du mois de juillet, le yen a perdu « seulement » 10 % de sa valeur face au dollar. Dans le même temps, la Bourse de Tokyo a cédé plus de 20 %.

Pour expliquer le relatif bon comportement du yen, les économistes mettent en avant l'importante force de rappel que constitue l'excédent de la balance commerciale japonaise. Il devrait s'élever, en 1997, à près de 100 milliards de dollars, et il ne cesse de progresser. En comparaison, le déficit des Etats-Unis dépassera 200 milliards



Malgré son récent rebond, le dollar a perdu les deux tiers de sa valeur en vingt-cinq ans face au yen.

de dollars cette année. Ce déséquilibre entre les deux pays plaide mécaniquement pour une appréciation du yen vis-à-vis du dollar : de façon concrète, à tout télévi-

seur Sony vendu 500 dollars aux Etats-Unis correspond, sur le marché des changes, un achat de 63 500 yens.

Ce phénomène explique pour une large part l'appréciation continue du yen face au billet vert depuis dix ans. Alors que 1 dollar valait 250 yens début 1985, il ne valait plus que 80 yens en avril 1995, soit une dépréciation de 70 % de la monnaie américaine. Au cours des deux dernières années, grâce aux interventions massives de la Banque du Japon, le yen s'était toutefois affaibli pour parvenir à se stabiliser, depuis quelques mois, dans un corridor compris entre 110 et 120 yens pour 1 dollar. La crise bancaire au Japon vient de l'en faire sortir. Les analystes parient sur une poursuite de la baisse de la monnaie japonaise. Les experts de la banque américaine Merrill Lynch estiment ainsi qu'elle s'inscrira à un cours de 140 yens pour 1 dollar dans un an, soit une dépréciation supplémentaire de 10 %.

Le yen est d'abord pénalisé par la faiblesse des rendements au Japon. Le taux d'escompte de la banque centrale est fixé à 0,5 % depuis le mois de septembre 1995. Compte tenu des difficultés que traversent les banques de l'archipel, son relèvement est exclu. Les investisseurs internationaux n'ont aucun intérêt à détenir des yens assortis d'une rémunération dérisoire. Ils préfèrent posséder des dollars, qui leur rapportent plus de 5 %. La fragilité des établissements financiers nippons est une raison supplémentaire pour les opérateurs étrangers de ne pas placer leurs capitaux au Japon. En cas de faillite, ils peuvent craindre de ne pas récupérer leurs fonds.

Justifiée sur le plan financier, une baisse du yen répondrait aussi à des besoins économiques. Elle redonnerait de l'oxygène aux entreprises nippones, dont la compétitivité dans la région, avec la chute des devises d'Asie du Sud-Est durant l'été, s'est nettement dégradée. De façon générale, les analystes jugent que le yen est largement surévalué par rapport au dollar, de 25 %, selon les calculs de Merrill Lynch.

La grande inconnue réside toutefois dans l'attitude qu'adopteront les Etats-Unis en cas de plongeon de la monnaie japonaise. Ils sont par principe opposés à une telle facilité monétaire, de crainte d'une nouvelle augmentation de l'excédent commercial japonais. Mais les risques que fait courir la crise bancaire japonaise au système financier américain pourraient inciter Washington à se montrer tolérant et à accepter un affaiblissement du yen.

Pierre-Antoine Delhommai

Les pâtisseries de Hongkong victimes de la crise

HONGKONG
de notre correspondant

La crise asiatique prend parfois un tour pour le moins inattendu. Jeudi 20 novembre, la chaîne de grands magasins japonais Yaohan, en pertes depuis deux ans, décide de fermer ses neuf boutiques de Hongkong. C'est un choc pour le territoire ; 1 800 personnes se trouvent mises à pied sans préavis et sans indemnités. La rumeur court que la chaîne de boulangeries-pâtisseries Saint Honore Cake Shop, naguère filiale du groupe Yaohan, va aussi être contrainte de mettre la clé sous la porte.

A peine la Bourse a-t-elle fermé, lundi, que des milliers de personnes se précipitent dans les quarante-sept pâtisseries. Certaines voient affluer plus de 1 000 personnes. Des étagères vides s'effondrent dans la bousculade d'une cohue qui brandit des petits carnets rouges. Leur peur ? Perdre ces bons d'achat de gâteaux de 34 francs pièce, qui à Hongkong font l'objet de cadeaux ou sont achetés par les clients les plus fidèles.

La société mère, qui vient de changer de nom pour éviter toute assimilation fâcheuse avec les grands magasins défunts, s'empresse de rassurer les clients, faisant valoir que la chaîne est profitable. Rien n'y fait. « Comment savoir si c'est vrai », s'alarme Fanny Cheung, une ménagère dans la queue d'un magasin. Il n'y a pas si longtemps, Ya-

han affirmait qu'il n'avait pas de crainte sur son avenir, et vous avez vu ce qui s'est passé ! ». « L'économie ne va pas bien. Nous n'avons plus confiance », ajoute Tina Ng Li King-oi, une jeune femme qui craint pour ses trente coupons reçus en cadeau de noces.

DES GÂTEAUX POUR SE LIBÉRER DE L'ANGOISSE

Les psychologues invoquent « une manière de libérer l'angoisse ». « Ce n'est pas le peur de perdre un gâteau », assure le professeur Agnès Chan Sui-yin, neuropsychologue à l'université chinoise de Hongkong. Elle rappelle l'affolement des déposants de la International Bank of Asia, qui, sur des rumeurs avaient retiré il y a deux semaines plus de 1 milliard de francs en deux jours.

Ce n'est pas la première fois que Hongkong se rue dans les pâtisseries pour évacuer ses angoisses. En mai 1984, alors que les pourparlers sur l'avenir de la colonie piétinaient, provoquant une crise financière, les pâtisseries Maria avaient vu affluer des milliers de clients venus se faire rembourser leurs bons d'achat. Ménagères et pères de famille avaient tout raffé : gros gâteaux d'anniversaire, tartelettes aux œufs, flans, forêts noires, massapains, petits pains. Mais sans très bien savoir au juste comment ils allaient les engloutir.

Valérie Brunschwig

Le sommet de l'APEC cultive l'optimisme de commande

VANCOUVER
de notre envoyé spécial

Lorsqu'ils ont lieu au cœur d'une crise économique, les sommets internationaux s'adressent à l'audience particulièrement volatile des marchés financiers et des investisseurs. Dans ce contexte, la pédagogie à laquelle ont recours les chefs d'Etat et de gouvernement ressemble fort à la désinformation, en ce sens qu'il devient impérieux de brosser une situation aussi rassurante que possible : l'exercice vise à préserver la stabilité et la santé économique des pays concernés, partant le niveau de vie de leurs habitants. Le sommet du Forum économique Asie-Pacifique (APEC), qui s'est achevé, mardi 25 novembre, à Vancouver, aura été, dans ce registre, un modèle du genre.

Au moment d'accorder l'imprimatur au communiqué final, tel président ou premier ministre, inquiet des conséquences de cette sorte de fuite en avant du libre-échange destinée à retrouver l'âge d'or du « miracle » économique asiatique, aura mis une sourdine à ses réticences, au nom du nécessaire consensus. Celui-ci repose sur le constat suivant : nul ne peut désormais tourner le dos à la globalisation des échanges, comme le montrent les mouvements rapides et incontrôlables des capitaux (et donc de la spéculation) à travers le monde.

Les pays asiatiques ont, par ailleurs, profité depuis quinze ans d'un « boom » de la croissance qui

a profondément fait évoluer les comportements de leurs populations, lesquelles ne sont pas prêtes à accepter un retour en arrière. Dès lors, lorsqu'un pays est victime d'une crise monétaire ou financière, le mauvais réflexe est celui du repli sur soi et du protectionnisme : au contraire, on a affirmé avec force à Vancouver, c'est dans l'accentuation du libre-échange que l'on peut espérer faire revenir les investisseurs. Parallèlement, il ne faut pas hésiter à adopter des mesures intérieures draconiennes, lesquelles, de toute façon, seront imposées par le Fonds monétaire international comme conditions de son assistance financière.

UNE BASE SOLIDE

Toute la routine de mardi a ainsi été consacrée à ce qu'un haut diplomate canadien a qualifié de « séminaire sur la meilleure façon de gérer une crise ». Le FMI se voit officiellement confier le premier rôle s'agissant du plan de secours devant être mis en place pour venir au chevet des économies asiatiques en difficulté. Si besoin est, une « deuxième ligne de défense » (associant vraisemblablement les pays riches de l'APEC, tels les Etats-Unis, le Canada et le Japon) se mettra en place, mais rien n'indique que cette « entente financière de coopération pour compléter au besoin les ressources du FMI » sera nécessaire, a souligné le premier ministre canadien, Jean Chrétien. Le FMI, selon plusieurs partici-

pants, dispose actuellement de fonds suffisants.

Les chefs d'Etat et de gouvernement sont en outre convaincus, souligne le communiqué final, que « les éléments de base de la croissance et des perspectives à long terme [de la région] demeurent exceptionnellement solides », et que « l'Asie-Pacifique continuera à jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale ». L'ouverture des marchés apportant des « avantages substantiels », il est nécessaire de poursuivre sur la voie de la « libéralisation du commerce et de l'investissement pour favoriser la croissance ». Pour autant les pays concernés sont invités à adopter des « politiques prudentes et transparentes », et à réglementer efficacement le secteur financier.

Bill Clinton s'est félicité du « fort vote de confiance » adressé par l'APEC au plus fort de la crise asiatique : « nous avons prouvé que notre communauté existe pour les bons jours comme pour les temps de défis », a-t-il souligné. Le président américain est arrivé à Vancouver avec une autorité affaiblie par la déroute politique du *fast-track*, cette procédure parlementaire permettant à l'administration de demander au Congrès une approbation sans conditions des accords commerciaux. M. Clinton a tenu à ses homologues de l'APEC le même langage qu'aux Américains, à savoir que ce revers est provisoire.

Laurent Zecchini

GRANDES ÉCOLES

Une ou sept écoles ?

Une est à la fois une et septuple. Une, parce que à son nom et son titre s'attachent des programmes, des méthodes, des niveaux d'enseignement et des profils d'élèves qui sont harmonisés ; d'où le fait que chaque antenne est habilitée à délivrer le titre national, homologué par l'Etat au niveau II. Mais chaque école s'inscrit dans sa région, plonge ses racines en profondeur dans le milieu économique et apporte son dynamisme à l'ensemble. Dans, c'est une école élargie sur sept villes de France.

3 filières Bac + 4 homologuées par l'Etat

- ISEG SUP - HAUTES ETUDES DE COMMERCE ET DE GESTION
Admissions sur concours SEP-NOV
- ISEG CO - ETUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Admissions sur dossier et entretien
- ISEG FI - HAUTES ETUDES EN GESTION-FINANCIÈRE, EXPÉRIENCE COMPTABLE
Admissions sur dossier et entretien

GROUPE ISEG

ISEG Paris - Tél. 01 44 78 88 83
ISEG Bordeaux - Tél. 05 56 81 33 02
ISEG Lille - Tél. 03 20 85 06 96
ISEG Lyon - Tél. 04 78 62 37 37
ISEG Nantes - Tél. 02 40 89 07 32
ISEG Strasbourg - Tél. 03 89 36 02 55
ISEG Toulouse - Tél. 05 61 52 35 37

Pour tous renseignements, téléphones ou écrivez à ISEG Centre Info : 23, rue des Frères-Bougeois - 75003 Paris



ISEG, CE SONT NOS ÉTUDIANTS QUI FONT NOTRE ÉCOLE

Les talibans s'engagent à éradiquer la culture du pavot

Les fondamentalistes afghans tirent un revenu considérable de la production d'opium. Ils ont cependant accepté le plan des Nations unies

KANDAHAR (Afghanistan)
de notre envoyé spécial
Le gouvernement des talibans s'est engagé, dimanche 23 novembre, à éradiquer toutes les cultures de l'opium dans les régions qu'il contrôle en Afghanistan, c'est-à-dire plus des deux tiers du pays. Cette annonce constitue le premier signe tangible de la volonté des intégristes d'accepter un plan d'éradication proposé par les Nations unies. Jusqu'à présent, et en dépit de leur condamnation de la consommation de drogues, contrairement aux règles coraniques, les talibans avaient laissé prospérer la culture du pavot et le trafic de l'opium, voire la production d'héroïne, sur leur territoire. Chaque année, ils percevaient environ 9 millions de dollars d'impôts sur la culture du pavot. 96 % de l'opium cultivé en Afghanistan est récolté dans les régions sous

contrôle taliban. Après avoir reçu à Kandahar, le fief d'origine des talibans, le directeur du programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (Pnuicid), Finn Ariacchi, le mollah Mohamed Hassan, gouverneur de la province, a indiqué que « les deux parties étaient parvenues à un accord pour travailler ensemble » dans le but d'éliminer la culture du pavot. L'Afghanistan est le premier producteur au monde d'opium, sa production totale (2 800 tonnes cette année) équivalant à celle du fameux « triangle d'or » du Sud-Est asiatique. Devant un groupe de journalistes internationaux, le mollah Hassan a ajouté que son gouvernement avait demandé aux Nations unies de lui fournir les moyens pour « aider les fermiers à développer des cultures de substitution et à arrêter celle de l'opium ».

La première étape du plan proposé par M. Ariacchi est certes encore modeste : il s'agit d'éliminer, à partir de la prochaine saison des semences, « toute culture du pavot dans les trois principaux districts de Kandahar », où la production ne dépasse pas plus de 7,5 % de celle de l'ensemble de l'Afghanistan. Un budget de 3,8 millions de dollars va ainsi être alloué, dans un premier temps, aux talibans.

Dans les dix prochaines années, un budget total de 250 millions de dollars permettra, selon M. Ariacchi, « d'éradiquer graduellement la culture de l'opium et de consolider les acquis d'une telle évolution ». Reste à savoir si les talibans, dont les méthodes coercitives ne sont plus à démontrer, auront à cœur de convaincre près de 1,4 million de fermiers cultivant l'opium en Afghanistan d'abandonner ce qui représente pour eux un revenu facile et important dans ce pays ravagé par dix-huit ans de guerre civile.

Bruno Philip

Sonia Gandhi perpétue le mythe alors que l'Inde s'enfonce dans la crise

NEW DELHI
de notre correspondant
Elle fait la couverture des deux plus importants hebdomadaires indiens. Elle est au centre de toutes les conversations. Sans sortir de son impérial silence, Sonia Gandhi fait une fois de plus l'objet de toutes les spéculations politiques de New Delhi, alors même que la plupart des commentateurs s'accordent à dire qu'elle ne s'engagera pas dans une bataille électorale où elle a tout à perdre.

Cinquante ans après l'indépendance, le Parti du Congrès, qui s'enorgueillit d'avoir mené la lutte de libération, rêve encore de ressusciter le pouvoir dynastique inauguré en 1947 par Jawaharlal Nehru, poursuivi par sa fille Indira Gandhi, assassinée en 1984 et par le fils de cette dernière Rajiv, lui aussi tué en 1991. C'est aujourd'hui vers la veuve de Rajiv que se tournent les espoirs d'une aile du Parti du Congrès, qui voit dans le retour de la dynastie la seule planche de salut.

Comme l'écrit un éditeur indien, c'est le fantôme de Rajiv Gandhi qui ressurgit avec la publication du rapport Jain sur son assassinat. La publication de ce rapport non encore définitif qui met, entre autres, en cause un parti tamoul, le DMK, membre du gouvernement de coalition, a sonné le réveil des durs du Congrès. Interprétant la pensée de Sonia, ils ont immédiatement exigé du gouvernement le renvoi de ces « félons du DMK », au risque de provoquer des élections générales dix-huit mois seulement après les précédentes, hypothèse désormais très probable. Dans le même temps et pour convaincre les hésitants, les durs ont laissé entendre que Sonia Gandhi conduirait le parti aux élections, lui assurant ainsi une victoire inespérée.

L'ennui est toutefois que celle-ci n'a rien dit et que tout laisse à pen-

ser qu'elle est bien trop prudente pour s'engager dans cette voie. « Le pouvoir de Sonia est son silence, sa muette présence comme héritière de la dynastie », confie un politologue. « Pourquoi prendrait-elle le risque de perdre son aura dans des élections aux résultats incertains et à la tête d'un parti divisé, corrompu, sans idéal, qui n'a pour lui que son passé ? » Murée dans son bungalow gouvernemental, Sonia Gandhi vit comme une reine aux pouvoirs occultes dont chacun espère recueillir les confidences, inventant parfois celles-ci, tant la proximité de « Madame » est politiquement gratifiante. Les dignitaires étrangers eux-mêmes ne manquent jamais l'étape du 10 Janpath et pas une manifestation gouvernementale d'importance n'a lieu à Delhi hors de sa présence, toujours immortalisée par les photographes.

La perpétuation du mythe dynastique dans la plus grande démocratie du monde (600 millions d'électeurs) ne cesse d'étonner, d'autant plus que la plupart des commentateurs condamnent comme « immature et triste » le recours perpétuel du Congrès à Sonia Gandhi. Comme l'écrit dans l'Indian Express S. Prasannarajan, cette attitude du Congrès est « le dernier cri désespéré d'un parti qui n'a d'autre recours qu'un chef mort et sa veuve. Pour un parti qui a échoué dans le réel, l'abstraction est le dernier espoir, et Sonia Gandhi est une abstraction voyante et grossièrement fabriquée ».

Après avoir déclenché la crise, le Parti du Congrès semble en tout cas aujourd'hui de plus en plus réticent à retourner vers les électeurs. Six ans après l'assassinat de Rajiv Gandhi, les congressistes savent que l'émotion s'est dissipée et que cette seule corde ne suffira pas à redonner au parti une majorité qui l'a déserté au fil des ans.

Françoise Chipaux

L'ONU va se résoudre à rappeler ses enquêteurs confrontés à l'intransigeance du président Kabila

Washington exerce de discrètes pressions pour ménager Kinshasa

Le secrétaire général de l'ONU a pris la décision, mardi 25 novembre, de rappeler la mission d'enquête sur les massacres de réfugiés rwandais,

bloquée à Kinshasa, où le pouvoir interdit aux experts d'aller dans les régions où ont eu lieu les tueries. La décision de Kofi Annan devait être ef-

fective après d'ultimes négociations. Les Etats-Unis, qu'un tel retrait mettrait dans une situation délicate, exercent des pressions sur l'ONU.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a pris la décision de retirer de Kinshasa la mission d'enquête internationale sur les massacres des réfugiés rwandais en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). « Le secrétaire général constate qu'il est évident que le gouvernement congolais n'a aucune intention de coopérer avec cette mission, ni d'assumer sa part de responsabilité pour les massacres, explique un diplomate sans citer d'annuaire. On ne voit donc aucune raison de persister, cette mission coûte énormément à l'ONU, pas seulement en termes financiers mais aussi en termes de prestige. »

Malgré cette analyse, des pressions extérieures n'ont fait que la décision de M. Annan n'a pas été officiellement rendue publique. L'ONU a donné un ultime délai de quarante-huit heures à Kinshasa pour revoir sa position.

Les pressions ont été exercées par Washington, pour qui l'annonce du retrait de la mission d'enquête juste avant le voyage, prévu le 8 décembre, du secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright en Afrique, pourrait être embarrassante. L'absence de toute coopération du président de la RDC, Laurent-Désiré Kabila, avec la mission de l'ONU, est d'autant plus gênante pour Washington que cette première tournée de M^{me} Albright dans six pays africains, et notamment à Kinshasa, est annoncée par le département d'Etat comme « la recherche du partenariat avec la nouvelle génération de dirigeants africains ».

Retirés de Kinshasa une première fois le 3 octobre, les trois enquêteurs de l'ONU y sont retournés à la suite d'un « accord » conclu le 20 octobre entre l'ambassadeur américain à l'ONU, Bill Richardson, et le président Kabila. Selon cet accord, les enquêteurs devaient terminer leur travail en mars 1998. En dépit de cette mission « réussie » de M. Richardson, le scepticisme à l'ONU et parmi les organisations de défense des droits de l'homme n'a cessé d'augmenter.



« L'enquêteur américain de l'équipe de l'ONU, qui a démissionné pour des raisons personnelles », la décision de Kofi Annan, si elle se confirme, pourrait être un « cadeau » fait au gouvernement congolais. Dans un entretien avec Le Monde, West Brody explique que, si l'ONU « entend retirer la mission », cela ne peut

que « récompenser Kinshasa pour les entraves au travail des enquêteurs ». Mais, ajoute l'enquêteur américain, « si le retrait de la mission de RDC signifie que l'enquête se poursuivra au sein de la commission des droits de l'homme à Genève, on pourrait s'attendre à des résultats ».

Selon M. Brody, pour tirer au clair les responsabilités sur les massacres de dizaines de milliers de réfugiés rwandais au Congo, l'examen par les enquêteurs des fosses communes pourrait « aider » l'enquête, « mais il n'est pas indispensable ». « La communauté internationale veut savoir qui a ordonné les massacres, quel est le rôle de Kabila, quelle part ont jouée les responsables de gouvernement de Kigali, si les massacres ont été systématiques et prémédités ou s'ils ont eu lieu du fait de la guerre. Les

Afsané Bassir Pour

■ Un opposant politique et le chef d'état-major de l'armée ont été arrêtés, mardi 25 novembre, à Kinshasa. Z'Abidi Arthur Ngoma, dirigeant du Parti des forces de l'avenir, a été arrêté après avoir tenu une conférence de presse. Ancien employé de l'Unesco et adversaire du maréchal Mobutu, il a accusé le mouvement de Kabila de « prendre le pays en otage ». Le commandant Masasu Nindanda, chef d'état-major de l'armée, a été conduit vers une destination inconnue après son arrestation. « Le commandant a été convoqué auprès du chef de l'Etat. L'ordre d'arrestation semble être venu du sommet », a déclaré un membre de son entourage. L'officier était l'un des chefs du mouvement de M. Kabila. (Reuters)

L'ex-président congolais Lissouba porte plainte contre le groupe Elf

LA JUSTICE française pourrait être conduite à intervenir sur le destin du Congo ? C'est la question qui se pose aujourd'hui au parquet du tribunal de grande instance de Paris après avoir reçu une plainte avec constitution de partie civile, datée du jeudi 20 novembre, de Pascal Lissouba, le président congolais renversé par le général Denis Sassou N'Guesso lors d'un coup d'Etat à la mi-octobre, accusant le groupe pétrolier Elf-Aquitaine de complicité.

Par cette démarche inhabituelle, le clan Lissouba entend obtenir le soutien des moyens d'investigation de la justice pour démontrer que Philippe Jaffré, son directeur Afrique et le responsable « recherche et production » ainsi qu'un conseiller du président et un banquier se sont rendus coupables « d'actes de terrorisme, de complicité de meurtres et d'assassinat et d'association de malfaiteurs ». Les auteurs de cette plainte estiment qu'Elf est responsable de la mort de 5 000 à 15 000 personnes lors du conflit qui a opposé les deux leaders africains.

« Ce putsch a été rendu possible par l'invasion et une actuelle occupation du territoire congolais par les troupes armées angolaises et le soutien de la compagnie pétrolière Elf qui exploite les gisements de pétrole congolais, angolais et gabonais », affirme Pascal Lissouba en guise d'explication. Selon lui, la présence de représentants d'Elf auprès du général Sassou N'Guesso « avant, pendant et après le coup d'Etat et qui ont assisté au simulacre de la prestation de serment du général » atteste du fait que le groupe entendait « renouer au plus vite et au mieux ses intérêts dans cette région du monde sans être confronté à la concurrence ».

Afin d'étayer sa démonstration, Pascal Lissouba invite la justice française à enquêter sur les circuits de financement du groupe pétrolier qu'il connaît pour en avoir lui-même profité avant d'être déposé. « Il ne sera pas difficile de trouver des traces comptables de l'aide financière d'Elf au coup d'Etat puisque la pré-

paration et l'exécution d'une opération de cette envergure a coûté directement ou indirectement entre 100 et 200 millions de dollars. » Il dénonce ainsi des circuits financiers qui transigent par plusieurs établissements bancaires tels que la FIBA, à Paris, la SIBA au Luxembourg ou encore la banque belge La Belgoise.

UN CAS JURIDIQUE

L'avocat parisien du président déchu, Olivier de la Robertie, a indiqué au Monde que cette plainte ne constituait qu'une première étape pour faire reconnaître la légitimité du président Lissouba en exil. « Nous nous attendons à nombre d'arguments de droit pour refuser notre plainte, mais nous saurons y répondre. » La consignation ne vaut pas nuire, de facto, d'une enquête. Cette démarche a d'ailleurs placé l'institution judiciaire dans l'embarras. Transmise à plusieurs sections du parquet, la plainte est examinée par la section terroriste.

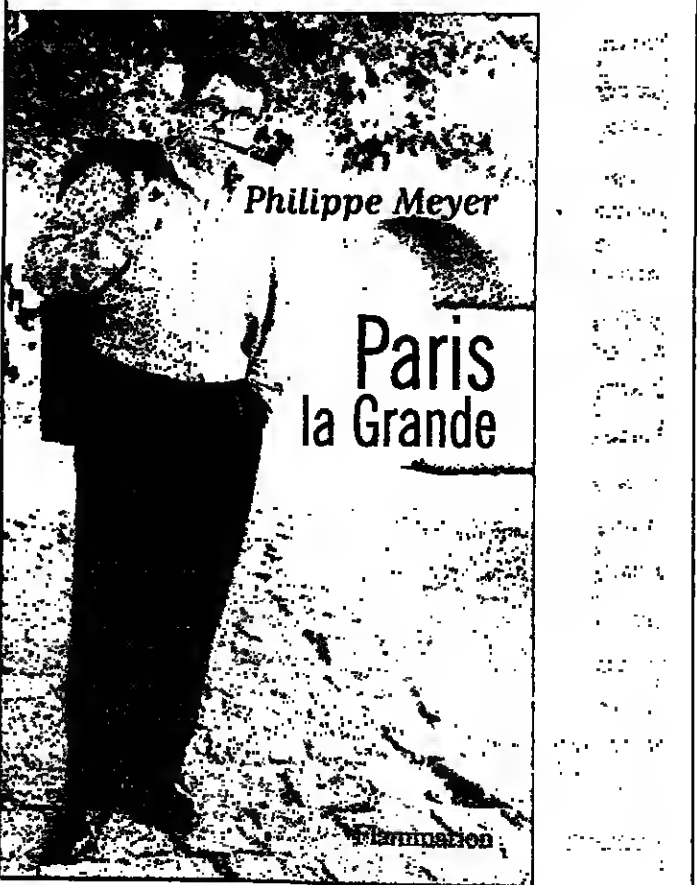
Si le cas juridique laisse perplexe, la chancellerie n'a pas manqué de suivre attentivement le parcours de la plainte au point de demander à deux de ses membres d'assister à la rencontre entre l'avocat de M. Lissouba et le représentant du parquet. Mardi 25 novembre, le juge d'instruction parisien Eva Joy, chargé du dossier Elf, recevait la visite d'un membre du cabinet de Bernard Kelleas, co-signataire de la plainte et ancien premier ministre de Pascal Lissouba afin de l'entendre, à titre officieux, sur les circuits financiers occultes du groupe pétrolier.

Sollicité mercredi 26 novembre par Le Monde, le groupe Elf-Aquitaine n'entend faire aucun commentaire sur les accusations portées par Pascal Lissouba, mais tient à rappeler que sa position lors du conflit congolais s'est limitée « au respect du principe de neutralité ». De plus, ajoute-t-on au siège, « ce qui importe, ce n'est pas le changement d'homme à la tête d'un pays mais la continuité de l'Etat ».

Jacques Fallorou

PHILIPPE MEYER

Paris est-il encore une fête ?
Philippe Meyer répond en écrivain, en humoriste, en amoureux.



Le gouvernement israélien examine un plan de retrait militaire de Cisjordanie

Le projet, proposé par Benjamin Nétanyahou, prévoit l'évacuation de 6 % à 8 % de ce territoire

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a convoqué une réunion extraordinaire de son gouvernement, mercredi 26 novembre, pour

exposer son plan de redéploiement militaire en Cisjordanie. Selon la presse, le projet prévoit un retrait de 6 % à 8 % du territoire, ce qui est bien

en deçà des exigences de l'Autorité palestinienne et des dispositions des accords conclus jusqu'à présent entre cette dernière et Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Classique manœuvre dilatoire destinée à impressionner les Américains qui s'impatientent? Simple tactique de politique intérieure visant à se repositionner dans la perspective d'élections anticipées? Ou sincère tentative de réanimation du processus de paix? La convocation, lancée pour mercredi 26 novembre, par Benjamin Nétanyahou de tous ses ministres, en vue de leur présenter le plan qui pourrait, selon lui, relancer la dynamique des négociations avec les Palestiniens, a plongé les commentateurs israéliens dans la plus grande perplexité.

D'après la presse, le premier ministre, qui est confronté à ce que la chaîne publique de télévision appelle mardi « la colère de l'Amérique » et, à l'intérieur, à une véritable mutinerie des barons de son propre parti, le Likoud, devait proposer à son gouvernement un retrait militaire de 6 % à 8 % de la Cisjordanie occupée. Yasser Arafat, qui a reçu lundi à Gaza un envoyé spécial de M. Nétanyahou, a affirmé qu'aucune proportion territoriale chiffrée ne lui a été communiquée. « Nous demandons simplement, a-t-il répété, que soit mis en œuvre avec honnêteté ce qui a été conclu à Washington et devant le monde entier ».

Pris en tenaille entre les promesses contradictoires qu'il s'est engagé à faire aux uns et aux autres, M. Nétanyahou, qui a donné l'ordre au ministère des affaires étrangères de cesser d'essayer de lui obtenir un rendez-vous avec le président Bill Clinton, semble approcher l'heure de vérité. Son plan a été présenté la semaine dernière au département d'Etat à Washing-

ton par le ministre des infrastruc-

tures, Ariel Sharon.

Selon certains ministres palestiniens qui le déplorent fortement, les 6 % à 8 % envisagés auraient été

« de s'engager vraiment, ce qui n'est

pas le cas, dans la lutte contre l'in-

frastructure terroriste, de faire adopter une nouvelle charte de l'Olp reconnaissant Israël et d'entamer les

négoiations sur le statut définitif des

territoires.

Si le nouveau plan Sharon-Nétanyahou est accepté par le gouverne-

ment et la Knesset, le refus de M. Arafat pourra servir de prétexte à la continuation de l'occupation.

S'il est, en revanche, rejeté par sa coalition, M. Nétanyahou pourra faire valoir auprès des Etats-Unis qu'il a fait ce qu'il a pu et envisager, comme on lui en prête l'intention, d'utiliser son repositionnement

personnel au centre-droit de l'échiquier politique, pour appeler à des élections anticipées - on parle de mars 1998 - qu'il peut très bien emporter à nouveau.

Patrice Claude

M. Védrine juge la situation « très inquiétante »

Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, a quitté Israël pour l'Egypte, mercredi 26 novembre. Visiblement peu convaincu par les protestations de bonne foi du premier ministre israélien, M. Védrine, qui, en septembre, avait jugé la politique de Benjamin Nétanyahou « catastrophique », a concédé que le processus de paix restait apparemment « au cœur des préoccupations du gouvernement d'Israël », mais rien de plus. Le chef de la diplomatie française a noté de la part de ses interlocuteurs, et notamment de M. Nétanyahou, « une volonté d'expliquer » qui l'a favorablement impressionné. Venu pour « poser des questions et entendre les réponses », M. Védrine, qui a engagé Yasser Arafat à « ne pas se décourager », a finalement jugé la situation « très inquiétante ». (Corresp.)

ceptable » par les Américains. Mais

selon Ehoud Yaari, correspondant de la chaîne de télévision publique israélienne aux Etats-Unis, ces derniers seraient au contraire « finis ».

« Sur le point de lui lancer un ultimatum », réclamaient un « retrait territorial conséquent à

deux chiffres » et la suspension de la colonisation, faute de quoi, ils « cesseraient de se contenter d'un rôle de médiateur pour s'impliquer plus

directement ».

SOLDE DE TOUT COMPTE

Le plan de M. Nétanyahou consiste à offrir aux Palestiniens ce redéploiement territorial pour

solde de tout compte. Il y a une condition : que M. Arafat accepte, comme le précisait David Bar-Ilan,

porte-parole du premier ministre,

« S'il doit y avoir un nouveau repli territorial, disant Michaël Kleiner,

numéro deux du parti Guesher et chef du groupe multipartisan dé-

nommé le Front du Grand Israël, il vaut mieux que ce soit un gouverne-

ment de gauche qui le fasse. » Sous-entendu : nous pourrions alors retourner dans la rue.

David Bar-Ilan a fait savoir qu'il

pensait que « le premier ministre

devrait pouvoir trouver la formule acceptable par sa coalition. Que les Pa-

Le Maroc peine à accélérer sa croissance économique

RABAT

de notre envoyé spécial

Quelle que soit la couleur du gouvernement marocain issu des élections législatives du 14 novembre (Le Monde du 18 novembre), il va devoir mener une politique économique audacieuse. Non pas que le royaume ait fait preuve d'immobilisme ces dernières années. Mais, trop timorées ou mises à mal par l'appareil d'Etat (le maktiz), les réformes écono-

miques engagées n'ont pas réussi à faire du Maroc un nouveau « dragon ». Moyennant quoi, sur fond de crise sociale, un sentiment de frustration et de désarroi domine parmi la population que les islamistes cherchent à capitaliser.

Certes, aucune grande grève n'est venue perturber le climat social du royaume ces derniers mois, mais les motifs de mécontentement ne manquent pas. Depuis 1985, le taux de croissance réel de

l'économie décline au fil du temps.

Proche de 5 % il y a dix ans, il ne dépassera sans doute pas 1 % en 1997. Les aïeux d'une économie

encore très dépendante de l'agriculture et donc des caprices du ciel ne sont pas étrangers à ce bilan dé-

cevant. « Sept des vingt dernières années ont été des années de séche-

resse », observe un conseiller du roi Hassan II. La démographie pèse également. Même si le taux de

croissance de la population est passé depuis 1995 en dessous de la

barre des 2 %, les effets de cette dé-

croissance se font sentir sur le marché de l'emploi.

FAIBLESSE DES INVESTISSEMENTS

Tous les économistes sont d'accord : le Maroc doit investir massivement s'il veut relancer la croissance et relever le niveau de vie de sa population. L'impulsion ne vien-

dra pas de l'Etat, aux prises avec un déficit public tenace (3,7 % en 1996 hors recettes de privatisations). Une fiscalité plus équitable (l'agricul-

ture, le négoce, l'immobilier bénéficient de privilèges) n'est pas à l'ordre du jour, tandis qu'un re-

tour à l'endettement extérieur ne ferait qu'aggraver la situation.

L'aide étrangère, de son côté, a des limites. En prévision de la visite à Rabat du premier ministre fran-

çais, à la mi-décembre, Paris a fait un nouveau geste pour alléger la dette extérieure marocaine. Quel-

que 1,4 milliard de francs de créances françaises ont été annu-

lées, sous certaines conditions. Il n'y aura pas d'autre « cadeau » de Paris. Ni de Bruxelles, avec qui Ra-

bat a signé un accord de libre-échange. Le Maroc est avec l'Egypte le pays du bassin médité-

ranéen le plus aidé par l'Union européenne (UE).

Résultat, de la production d'énergie à l'approvisionnement en

eau potable, de la construction des autoroutes à celle des ports, le royaume a choisi de faire appel au

secteur privé concessionnaire de services publics. Et, pour les tâches qui reviennent à l'Etat (santé, édu-

cation...), d'essayer de « faire mieux avec moins ».

Mobiliser l'épargne pour relancer l'investissement? Ce n'est pas chose aisée dans un pays où à

peine 15 % de la population adulte possèdent un compte bancaire.

D'où les efforts menés pour attirer les capitaux étrangers. Mais, de ce

point de vue également, les résultats d'apparissent pas à la hauteur des ambitions. Après un pic enregistré en 1993, le flux d'investisse-

ments a commencé à baisser jusqu'en 1996. « Ils se sont envolés en

1997 et ont franchi le cap du milliard de dollars, contre 500 millions l'an-

née précédente », nuance-t-on au

palais royal.

Les investisseurs étrangers ne dé-

tiennent que 5 % ou 6 % de la capitalisation boursière. « Comment

pourrait-il en être autrement quand on connaît les obstacles à franchir »,

accuse un haut fonctionnaire. Pré-

sidé par le gouverneur de la banque du Maroc, Mohamed Sek-

hat, un groupe de travail a identifié dix-neuf étapes sur la route de l'in-

vestisseur potentiel. « Franchir chacune d'elles peut prendre entre

cinq jours et deux ans », affirme le gouverneur. Entre une législation

du travail jugée trop favorable aux salariés (sa réforme est bloquée au

Parlement depuis deux ans), un code du commerce réformé à la

vapeur par des consultants étrangers, une justice « politisée et kor-

kalienne » (mais elle est en cours d'assainissement, selon son

ministre de tutelle), les autres raisons de faire une croix sur le royaume

ne manqueraient pas.

Encore faut-il y ajouter l'influence jugée « pernicieuse » du

ministère de l'intérieur et de son patron, Driss Basit. Homme lige du

roi, le numéro deux de la monarchie est accusé de vouloir tout ré-

genter, de l'impression des billets de banque aux règles d'urbanisme.

Sa « campagne d'assainissement » lancée à grand fracas il y a près de deux ans contre des fonctionnaires et des chefs d'entreprise, accusés

parfois avec beaucoup de légèreté, était « une faute dont le Maroc n'a pas fini de payer le prix à l'étranger en termes d'image de marque, accuse un banquier. L'assainissement ne doit pas être une opération coup de poing menée de façon arbitraire

mais une action quotidienne ».

Comme s'il donnait raison aux détracteurs de son ministre, le roi a annoncé récemment la libération des victimes de l'opération d'assainissement.

Jean-Pierre Tuquoi

Le dissident chinois Wei Jingsheng dénonce la torture en prison

ÉTATS-UNIS. Libéré le 16 novembre et exilé aux Etats-Unis, Wei Jingsheng, le plus célèbre des dissidents chinois, dénonce les tortures dont il a été victime lors de sa détention, dans un entretien paru dans Libération mercredi 26 novembre. Affirmant que le « but du Parti communiste en vous enfermant est bel et bien de vous rendre fou », il raconte comment il a été enfermé avec des détenus de droit commun dans une cellule-bocal, spécialement aménagée avec des parois de verre, « pour qu'on puisse m'observer chaque seconde du jour et de la nuit ». « Voyant que je tenais bon, ils sont passés aux coups », poursuit-il. Parfois aidés par les gardiens qui lui « tenaient les mains dans le dos », les détours de droit commun « me frappaient à coups de poing », raconte le père du mouvement démocratique chinois.

Il déclare savoir « avec certitude que les ordres [de passage à tabac] provenaient du ministère de la justice ». Il estime « très probable » que « ces mesures aient été ordonnées par [le président chinois] Jiang Zemin et [le premier ministre] Li Peng ». Selon lui, la pratique de mauvais traitements systématiques à l'encontre des prisonniers d'opinion « a été introduite dans les prisons chinoises depuis un ou deux ans ». « Il ne faut pas croire que l'avènement au pouvoir de Jiang Zemin ait amélioré grand-chasse dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie », dit Wei Jingsheng.

L'opposition satisfaite du limogeage du gouvernement au Niger

NIAMEY. Au lendemain du limogeage du gouvernement nigérien, l'opposition a indiqué, mardi 25 novembre, qu'il n'existait aucun contact en vue de former un gouvernement d'union nationale, ajoutant que l'organisation d'élections législatives était une condition sine qua non de sa participation à une telle équipe. Regroupés au sein du Front pour la restauration et la défense de la démocratie (FRDD), les huit partis de l'opposition nigérienne contestent la victoire d'Ibrahim Maïnassara Baré lors du scrutin présidentiel de 1996. Selon la radio nationale, le président a décidé d'annuler toutes les manifestations officielles inutilement dépensières, dont le championnat national de lutte traditionnelle. Après une récolte très mauvaise cette année, près de 2 millions de personnes seraient exposées à des risques de famine. - (Reuters.)

EUROPE

■ ALLEMAGNE : plus de 10 000 étudiants ont défilé, mardi 25 novembre, dans les rues de Francfort pour protester contre l'insuffisance des moyens matériels des universités allemandes. D'autres manifestations sont prévues cette semaine dans plusieurs villes du pays, dont un énorme rassemblement jeudi à Bonn, où les organisateurs attendent de 20 000 à 50 000 participants. Le gouvernement a exclu d'augmenter le budget de l'éducation dans la loi de finances

actuellement en discussion au Bundestag. Le chancelier Helmut Kohl souhaite substituer au financement public des universités un système de frais de scolarité sur le modèle américain. - (Reuters.)

■ DANEMARK : le gouvernement danois prévoit la création de 225 000 emplois nouveaux dans les huit années à venir, afin de ramener le chômage à 5 % de la population active contre 7,7 % aujourd'hui. Dans son rapport annuel présenté, mardi 25 novembre, le ministre social-démocrate des finances, Mogens Lykketoft, a souligné que ces emplois nouveaux (150 000 dans le secteur privé et 75 000 dans le secteur public) permettraient de réduire les dépenses

sociales qui grèvent le budget de l'Etat. - (AFP)

AFRIQUE

■ ALGÉRIE : quatre personnes ont été tuées et plusieurs blessées, mardi 25 novembre, par l'explosion d'une bombe à Toualbia (300 km à l'est d'Alger), indique mercredi le quotidien Liberté. Le journal qui ne donne pas de détails sur les circonstances de cet attentat, se demande si l'Armée islamique du salut (AIS) qui contrôle cette région n'a pas rompu la trêve qu'elle observe depuis le 10 octobre. - (AFP)

■ OUGANDA-RDC : l'Ouganda et la République démocratique du Congo vont lancer une opération militaire conjointe contre les rebelles qui se trouvent sur leur frontière commune, a annoncé mardi 25 novembre le journal officiel ougandais New Vision. Les rebelles des Forces démocratiques alliées (soutenues par des soldats des ex-gouvernements du Rwanda et du Zaïre) affrontent sporadiquement l'armée ougandaise et terrorise les civils. - (AFP)

■ SOMALIE : un avion a largué, mardi 25 novembre, pour la première fois, de la nourriture (des biscuits protéinés) aux victimes isolées par les inondations, a indiqué le Programme alimentaire mondial (PAM). Le bilan, confirmé par des organisations humanitaires, des morts en Somalie depuis que le fleuve Juba est sorti de son lit est passé à 1 386 personnes. - (AFP)

Le comte Spencer dans le collimateur des tabloïds britanniques

LONDRES. Les journaux populaires britanniques, vilipendés par le comte Spencer lors des funérailles de sa sœur, Diana, ont pris leur revanche, lundi 24 novembre, en élançant à la « une » la nouvelle concernant les douze balcons extramaritimes qui lui sont prêtés par sa sœur Victoria. Les journaux reprennent largement à leur compte des accusations formulées lundi, lors d'une audience de divorce au Cap (Afrique du Sud), par l'avocat de Victoria. Selon celui-ci, le frère de Diana avait admis devant son épouse qu'il l'avait trompée avec douze autres femmes pendant les cinq mois qu'elle avait passés en 1996 dans une clinique psychiatrique, pour tenter de se débarrasser de ses problèmes d'alcoolisme et de boulimie. Lors des funérailles de Diana à l'abbaye de Westminster, devant la famille royale et des centaines de millions de personnes dans le monde, le comte Spencer avait dénoncé les médias qui ont « pourchassé » sa sœur et se sont « acharnés à [la] détruire ». - (AFP)

TABLEAU GÉNÉRAL DES PROFESSIONNELLS DE L'UNION EUROPÉENNE

Organisme international autonome et indépendant, réservé aux professionnels européens, y compris ceux qui ne sont pas inscrits aux Ordres professionnels nationaux, Licenciés ou Diplômés en Europe ou dans des pays extra-européens. Pour connaître et faire valoir ses propres droits de citoyen et de professionnel européen.

Expédition de dossiers en vue de faciliter la libre circulation des professionnels ainsi que pour l'homologation de diplômes universitaires européens et extra-européens dans tout le territoire communautaire.

L'appartenance au Tableau sera certifiée par une ATTESTATION DE INSCRIPTION et une CARTE D'IDENTIFICATION PERSONNELLE en plus de garantir toute l'assistance nécessaire pour l'exercice de la profession.

REGISTRO GENERAL DE PROFESIONALES DE LA UNIÓN EUROPEA
C. Conde de Miranda 1, 2º - 1 28005 Madrid ESPAÑA
TEL. 00 34 1 366 58 18 - FAX. 00 34 1 365 82 02

La Mairie de Paris - Le Collège de France
Le Goethe - Institut - ARTE
Frankfurter Allgemeine Zeitung - Le Monde
vous invitent au colloque :

France-Allemagne
Passions
Raison

Organisé autour de quatre tables rondes :

- Les imaginaires historiques et culturels
- Les politiques culturelles : convergences, différences et coopération
- Les intellectuels et l'engagement politique
- Quelles visions pour l'Europe ?

vendredi 5 et samedi 6 décembre
au Théâtre Marigny

Entrée libre

Théâtre Marigny, Carré Marigny, 75008 Paris
Métro Champ-Élysées - Clemenceau
Renseignements : 01-40-13-75-36

Le dissident chinois Wei Jingsheng dénonce la torture en prison

Boris Eltsine ne « laissera pas tomber » Anatoli Tchoubaïs

L'expert économique reste son meilleur « fusible »

MOSCOU
de notre correspondant
Officiellement, la dernière « affaire Tchoubaïs » est close : Boris Eltsine a annoncé, mardi 25 novembre, qu'il va garder en place le numéro deux du gouvernement, à charge pour ce dernier de remplir l'engagement présidentiel de payer avant la fin de l'année tous les salaires dus dans le secteur public. Le président a ainsi confirmé une analyse développée par des médias russes durant les deux semaines où durait l'incertitude sur le sort du « premier réformateur du pays », échaoué par un scandale puisant développé par ses ennemis. Boris Eltsine n'a en effet pas intérêt à se débarrasser maintenant de son meilleur « fusible », alors que le vent d'optimisme qui soufflait sur l'état de l'économie russe a fait place à des prévisions moroses, qui devraient se vérifier dans les mois qui viennent.

Le révélateur de la fragilité de la « reprise » qu'aurait connue la Russie en 1997, pour la première fois depuis 1990, fut le repli des capitaux étrangers après la crise des marchés financiers venue d'Asie. La hausse des taux décidée à Moscou pour y faire face compliqua la tâche d'Anatoli Tchoubaïs : celle d'assainir un budget en déficit croissant à cause de la corruption qui mine toutes les tentatives de réforme. Or la marge de manœuvre du premier vice-premier ministre en charge des finances vient d'être sérieusement réduite.

D'abord, sa « moralité » est officiellement reconnue douteuse. Boris Eltsine a réaffirmé, en recevant Anatoli Tchoubaïs mardi devant les caméras de télévision, que ce dernier avait commis une faute : « morale et éthique » - mais pas pénale - avec ses honoraires exorbitants pour une brochure non publiée sur la privatisation. M. Tchoubaïs est, en outre, perçu comme jouissant d'un traitement de faveur, car il échappe aux sanctions infligées à quatre de ses amis renvoyés pour la même faute. Les postes qu'ils occupaient étaient stratégiques et son équipe est désormais très affaiblie.

De plus, le maintien de M. Tchoubaïs est présenté comme purement « utilitaire » : il reste grâce à ses capacités à « travailler vingt heures par jour » et à ses liens privilégiés avec les créanciers occidentaux à un moment difficile pour la Russie. Enfin, ce maintien est partiel : il perd le poste qu'il cumulait de ministre des finances au profit d'un homme, Mikhaïl Zadornov, qui est certes lui aussi libéral et compétent mais issu de l'opposition parlementaire, où il fut toujours ferme dans certaines critiques adressées à M. Tchoubaïs.

PRESSION GROSSIÈRE

Néanmoins, ce dernier garde de solides atouts. En faisant, pour la première fois de sa carrière, un mea culpa public, il est resté le meilleur et le moins dangereux « contrepoids » dans le système d'équilibres qui assure le pouvoir de Boris Eltsine. Les ennemis de M. Tchoubaïs (communistes, hankiens exclus des dernières privatisations et alliés divers du premier ministre Viktor Tchernomyrdine), ligés depuis sa fulgurante « montée en solo » de l'hiver dernier, ont trop violemment réclamé sa tête dans les médias qu'ils contrôlent. Il fut facile d'expliquer à Boris Eltsine qu'il perdrait son aura de « tsar » s'il cédait à une pression si grossière. D'autant plus qu'un fait majeur, et peu remarqué dans la furie médiatique ayant entouré ce dernier scandale, est venu consolider la position de M. Tchoubaïs : c'est l'alliance signée par la banque Unexim, soutenue par ce dernier, avec le pétrolier BP, au lendemain d'un accord similaire entre Shell et le géant Gazprom, poulain de M. Tchernomyrdine (Le Monde du 21 novembre).

Une scrupuleuse égalité, au moins de façade, doit être maintenue entre les deux grands « clans » russes garants de ces accords cruciaux pour la sortie de crise de la Russie. Au moins jusqu'à la prochaine privatisation de la société pétrolière Rosneft, qui intéresse les deux alliances.

Sophie Shihab

Londres veut assurer une stabilité économique à long terme

LONDRES
de notre correspondant
Inaugurant la pratique d'un pré-budget, le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, a annoncé, mardi 25 novembre, à la Chambre des communes, une série de mesures pour assurer la stabilité à long terme de l'économie britannique et pour lutter contre le chômage. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir des travaillistes, le budget était présenté en novembre. Il le sera désormais au printemps.

Pour M. Brown, l'économie britannique doit faire face à trois défis : sa faible productivité (de 20 % inférieure à celle de ses principaux concurrents) ; le fait que près de 20 % des foyers adultes n'ont aucun membre au travail ; et une succession de « booms » et de dépressions dont il a rendu responsables ses prédécesseurs - conservateurs comme travaillistes. Il faut donc « rompre avec notre passé, enterrer le pilotage à court terme (short-termism) et s'assurer une puissance à long terme par la stabilité, la hausse de la productivité et des chances d'emploi pour tous ».

« CLUBS EXTRASCOLAIRES »
Pour aider les entreprises, le Trésor va baisser à nouveau de 2 % l'impôt sur les sociétés, qui atteindra son taux le plus bas de l'histoire, 31 %, en avril prochain, et 30 % un an plus tard. Afin de faire face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les employeurs vont bénéficier de primes importantes pour les inciter à former des jeunes ou des chômeurs de longue durée. Le pré-budget de M. Brown comporte également un volet fiscal. Outre la réaffirmation de son engagement à réintroduire un salaire minimum - en 1999 - et à baisser le taux minimum d'imposition à 10 pences par livre, il prévoit

une aide aux personnes âgées par le biais d'une allocation-chauffage pour l'hiver.

Quatre milliards de livres ont déjà été budgétés pour donner un emploi ou une formation aux jeunes chômeurs. Les parents célibataires vont aussi pouvoir bénéficier de la création de 30 000 « clubs extrascolaires » qui garderont leurs enfants après les classes, leur permettant de prendre un emploi. Et ce qui devrait en même temps fournir du travail à 50 000 jeunes pour un coût d'environ 300 millions de livres sur cinq ans.

Le chancelier se rend compte qu'offrir un emploi ne suffit pas s'il rapporte moins que l'allocation-chômage ou le RMI. Il veut donc que « tous ceux qui sont en état de travailler gagnent plus que s'ils continuaient de vivre de l'aide sociale ». A cette fin, il a annoncé une réforme du système de protection sociale et la création - à l'exemple américain - d'un crédit d'impôt pour les familles qui travaillent et qui ont des enfants. Au lieu d'être aidées par l'Etat, elles devraient toucher en fin d'année une ristourne du fisc. Cette politique s'accompagnera d'une réduction de l'aide sociale pour ceux qui refusent un emploi ou un stage.

Les travaillistes veulent dissiper à tout jamais leur traditionnelle image de partisans « de hausses des impôts et des dépenses ». D'où l'autonomie accordée, en mai, à la Banque d'Angleterre par M. Brown, et sa décision de publier un « code de stabilité fiscale » destiné à responsabiliser, de gré ou de force, les futurs gouvernements. Pour éviter un risque de poussée inflationniste, le chancelier a fermement incité employeurs et employés à faire preuve de modération salariale.

Patrice de Beer

L'enquête sur l'attentat antisémite de Buenos Aires en 1994 confirme l'implication de la police locale

Le gouvernement n'exclut pas de prendre des sanctions contre l'Iran

Plus de trois ans après l'attentat contre l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA) qui avait fait, le 18 juillet 1994, 86 morts, l'enquête rebondit

à Buenos Aires avec de nouveaux éléments confirmant l'implication de la police locale. Le secrétaire d'Etat argentin à la sécurité, Adrian Felachi, a in-

diqué qu'« une évaluation de la dénommée piste iranienne est en cours. En fonction des résultats, nous prendrons sûrement des mesures ».

BUENOS AIRES
de notre correspondant
La découverte d'un versement de 2,5 millions de dollars (15 millions de francs) en faveur de Juan José Ribelli, confirmerait la participation de cet ancien commissaire de police (incarcéré depuis 1996 en compagnie de trois autres policiers) dans l'attentat antisémite qui fit 86 morts à Buenos Aires, en juillet 1994. Ribelli, âgé de 41 ans, est soupçonné d'avoir joué un rôle clé dans la préparation de l'attentat et notamment d'avoir fourni aux terroristes la camionnette piégée qui fit exploser le bâtiment de l'AMIA, en plein cœur du quartier juif de la capitale argentine.

Surnommé « le loup », Ribelli était l'homme de confiance de l'ancien chef de la police de la province de Buenos Aires, Pedro Kłodczyk. Interrogé, le 23 novembre, par la commission d'enquête parlementaire, Kłodczyk n'a pas hésité à qualifier de « délinquant » son ancien bras droit. Il a admis que Ribelli et d'autres policiers sous ses ordres pouvaient être impliqués dans l'attentat mais il a nié toute responsabilité personnelle.

Kłodczyk, qui a reconnu toutes les « négligences » dans le contrôle de ses troupes, pourrait être appelé à témoigner devant la justice. Jusqu'à présent, les seules

preuves nouvelles ont été apportées par la commission parlementaire (notamment les 2,5 millions de dollars) alors que l'enquête menée depuis trois ans malgré la collaboration du Mossad israélien et de la CIA américaine. Par ailleurs, les auteurs de l'autre attentat antisémite, perpétré le 17 mars 1992, contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires (29 morts) n'ont jamais été retrouvés.

Dans le cas de l'AMIA, la mise en cause de la police de la province de Buenos Aires - la plus importante du pays avec 48 000 hommes - ternit la figure du gouverneur Eduardo Duhalde. Grand perdant des dernières élections législatives du 26 octobre, M. Duhalde, qui aspire pourtant à succéder au président Carlos Menem en 1999, a entrepris une spectaculaire purge au sein de sa police.

INTÉGRISTES ISLAMISTES

Plus de 5 000 policiers ont été limogés, parmi lesquels des dizaines d'officiers de haut rang, qui seraient impliqués non seulement dans l'attentat de l'AMIA mais aussi dans d'innombrables affaires de trafic de drogue, de jeux clandestins, de prostitution et d'assassinats, notamment celui du reporter-photographe Jose-Luis Cabezas en juillet dernier. Grâce au contrôle de véritables mafias de policiers et de délinquants,

l'ancien commissaire Ribelli disposerait ainsi d'une fortune personnelle estimée à 15 millions de dollars (90 millions de francs).

En 1994, l'attentat de l'AMIA avait été revendiqué par le Jihad islamique, une organisation pro-iranienne basée au Liban. Quelques jours après la tuerie, le président Menem avait affirmé qu'il existait des indices d'une implication iranienne. Pourtant jusqu'à présent, l'enquête n'a pas permis de confirmer cette hypothèse.

Les investigations ont révélé que Ribelli se trouvait dans la région de la ville paraguayenne de Ciudad del Este (à la frontière entre le Brésil, l'Argentine et le Paraguay) dans les jours précédant l'attentat. Cette ville est considérée comme le sanctuaire des trafics en tous genres (des montres aux téléviseurs, en passant par la drogue et les armes), mais aussi comme un repaire pour les groupes intégristes islamistes.

Les Argentins, eux, se demandent encore pourquoi le terrorisme a frappé par deux fois leur pays. L'Argentine de M. Menem est-elle trop alignée sur la politique étrangère des Etats-Unis ? Est-ce à cause du poids de la communauté juive en Argentine, qui est la plus importante du continent américain après celle des Etats-Unis ? Ou à cause des liens éventuels de M. Menem,

d'origine syrienne, avec certains pays arabes ? Pour la première fois, le gouvernement argentin a émis l'hypothèse de sanctions contre l'Iran. Le ministre de l'Intérieur, Carlos Corach, a affirmé, le 24 novembre, qu'il pourrait interdire l'entrée en Argentine de l'attaché culturel iranien si l'enquête démontre la participation du diplomate dans la préparation de l'attentat.

ESPION REPENTI

Le juge fédéral Juan José Galeano, chargé de l'enquête, s'est rendu il y a quelques jours à Los Angeles pour interroger un Iranien réfugié aux Etats-Unis. Une semaine après la destruction de l'immeuble de l'AMIA, cet « espion repent » avait accusé des diplomates de son pays. La commission d'enquête parlementaire devait également interroger, mercredi, Emilio Morello, député du Mouvement pour la dignité et l'indépendance (Modin), parti d'extrême droite qui s'est rallié au gouverneur Duhalde dans la province de Buenos Aires. Ribelli, un ancien militaire « carapintadas », nom donné aux auteurs de la dernière rébellion militaire de décembre 1991 contre le président Menem, est soupçonné d'avoir servi de contact entre des groupes locaux et étrangers qui auraient planifié l'attentat. M. Morello, lui, clame son innocence et affirme n'avoir « jamais vu unIranien de sa vie ».

La communauté juive de Buenos Aires se plaint des « poursuites policières » et des « menaces antisémites » contre les familles des victimes de l'AMIA, regroupées au sein de l'association Memoria activa. « La connexion locale ne finit pas avec Ribelli, il faut enquêter beaucoup plus haut », estime Diana Malamud, une représentante de l'association. Une autre, Laura Ginsberg, avait accusé, il y a quelques mois, le président Menem et le gouverneur Duhalde de « protéger la communauté locale » (Le Monde du 23 juillet 1997). Pour sa part, l'ambassadeur d'Israël en Argentine, Yitzhak Aviran, avait accusé les enquêteurs argentins de faire preuve d'« antisémitisme ».

Arne Proenza

Christine Legrand

La Colombie rétablit l'extradition de ses nationaux

BOGOTA
de notre correspondant
Les députés colombiens ont approuvé, mardi 25 novembre, après quinze mois de débats, le rétablissement de l'extradition de ses nationaux interdite par la Constitution de 1991, à la suite d'une vague de terrorisme déchaînée, à la fin des années 80, par les cartels de la drogue colombienne. Les bombes et les attentats du cartel de Medellín avaient fait, à l'époque, plus de 5 000 morts, dont trois candidats à l'élection présidentielle. Longtemps tabou, le sujet, qui fait revivre de vieux débats entre les Etats-Unis et la Colombie, a été réouvert par le rétablissement de l'extradition en Colombie, notamment afin de juger chez eux les chefs du cartel de Cali - actuellement emprisonnés à Bogota -, Miguel et Gilberto Rodríguez Orejuela.

Le gouvernement de M. Samper, accusé et blanchi par le Parlement d'avoir été élu grâce à l'argent du cartel de Cali, avait fait une affaire d'honneur et de « dignité » du rétablissement de l'extradition et de la mise en place de nou-

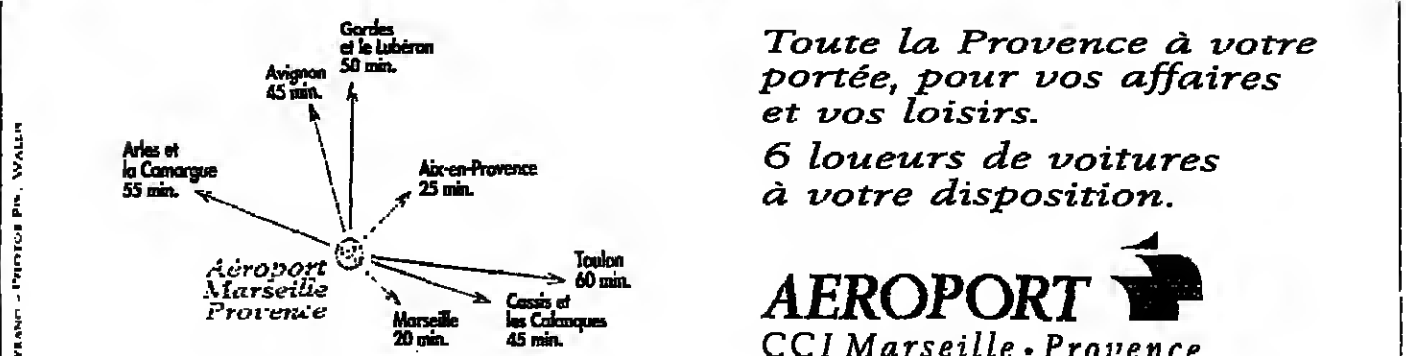
velles lois « fortes » en matière de lutte contre la drogue. Une loi permettant la confiscation des biens acquis dans des conditions illicites, quelle que soit leur date d'acquisition, a été adoptée en début d'année et commence à porter ses fruits.

Si le vote de mardi peut être considéré comme historique, ses effets sont à nuancer, car l'extradition de nationaux colombiens ne pourra pas s'appliquer à ceux ayant commis des délits avant la promulgation de la nouvelle loi. L'extradition sans condition et rétroactive était pourtant l'une des exigences des Etats-Unis pour normaliser leurs relations avec les autorités colombiennes. Jusqu'au bout, le gouvernement a fait pression, en vain, sur les parlementaires pour faire admettre la rétroactivité de la loi, affirmant qu'il en allait « de la crédibilité de la Colombie sur la scène internationale ». Le texte doit encore être ratifié par le président Samper avant d'être soumis à la Cour constitutionnelle.

Gagnez vos marchés en Provence



Paris-Marseille 44 vols par jour !



Toute la Provence à votre portée, pour vos affaires et vos loisirs.
6 loueurs de voitures à votre disposition.

AEROPORT
CCI Marseille - Provence

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 27 NOVEMBRE 1997

CLIMATOLOGIE Avant la conférence climatique qui doit se tenir en décembre à Kyoto (Japon), la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Domi-

nique Voynet, devait rendre public, mercredi, un plan de lutte nationale contre l'effet de serre. Celui-ci est présenté comme devant s'appliquer de manière « unilatérale » par la France,

même si la réunion de Kyoto échoue. **● CE PLAN** a pour ambition de mettre en œuvre toute une série de mesures susceptibles de réaliser des économies d'énergie. **● IL S'APPLIQUERA**

aux secteurs du bâtiment, de l'industrie, des transports et de l'électricité. **● LES MODALITÉS DE LA PASTILLE VERTE** n'ont toujours pas été arrêtées. **● ONZE ACCORDS** ont été si-

gnés par le ministère de l'aménagement et du territoire dans le cadre du plan « emplois-jeunes », devant permettre la création de 5 460 emplois (Lire également l'enquête page 6).

Le gouvernement lance un plan national de lutte contre l'effet de serre

Dominique Voynet devait présenter, mercredi en conseil des ministres, une série de mesures concrètes permettant d'importantes économies d'énergie dans le bâtiment, les transports et l'éclairage. Celles-ci seront appliquées quels que soient les résultats de la conférence de Kyoto

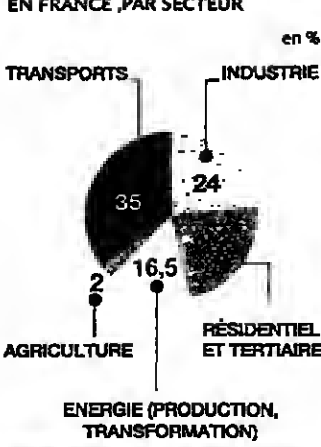
DOMINIQUE VOYNET n'a pas à la conférence climatique de Kyoto sans munitions. Avec, en poche, le « plan national de lutte contre l'effet de serre », dont elle devait faire une communication, mercredi 26 novembre au conseil des ministres, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement pour passer, au Japon, comme la représentante d'un pays qui « montre l'exemple ». M^{me} Voynet, qui dirigera la délégation française, a en effet annoncé que la France appliquera « unilatéralement » ce plan même si, à Kyoto, la communauté internationale prend des décisions en ce sens. « Je serai la porte-parole d'un pays responsable qui amorce la négociation en ayant déjà arrêté des mesures », a-t-elle annoncé.

Face aux menaces multiformes d'un réchauffement climatique que la multiplication des émissions de gaz de provenance de la consommation de charbon et de pétrole fait courir à la planète (Le Monde du 26 novembre), la France apparaît déjà comme le pays bon élève. Elle n'émet en moyenne que 1,8 tonne de carbone par habitant et par an (trois fois moins que les États-Unis). Sans doute doit-elle ce résultat à la mise en place de plus puissants réseaux nucléaires de production d'électricité et à la politique d'économie d'énergie qui a été suivie depuis le choc pétrolier de 1974. Rien d'étonnant alors que, dans les quotas de réduction par pays que l'Union européenne a arrêtés (les Quinze devant aboutir à une réduction globale de 15 % d'ici à 2010), la France se soit vu attribuer un objectif « zéro », c'est-à-dire qu'elle peut, en principe, se dispenser de tout nouvel effort.

Avec son « plan national de lutte contre l'effet de serre », le gouvernement a néanmoins décidé de faire un geste supplémentaire. Il s'agit d'un train de mesures susceptible de

Les émissions de CO₂

EN FRANCE, PAR SECTEUR



Source : Direction de l'énergie nucléaire, 1996

modification après Kyoto. Il ne comporte pas d'objectifs chiffrés globaux (contrairement à la demande de -5 % des écologistes) et son financement sera assuré à partir des crédits ordinaires de chaque département ministériel concerné.

« DOUBLE DIVIDENDE »

L'idée est simple et ressemble à celle de la « chasse aux gaspils » de 1974. Elle consiste à « péigner » et à « gratter », partout où c'est possible, tout ce qui va dans le sens d'une limitation des émissions de gaz à effet de serre, en même temps que dans celui d'une amélioration du fonctionnement de l'économie. On tient beaucoup à ne jamais dissocier les deux démarches : protection des équilibres naturels et efficacité économique. C'est ce qu'on qualifie de « double dividende ».

Il ne s'agit donc pas de décréter « une économie de guerre » mais d'engager une mutation dans la réussite dépendra, selon Dominique Voynet, de l'évolution des compor-

tements individuels, ce qui implique « un effort de sensibilisation, un vrai projet éducatif et une ambition politique ». Un effort qui, selon Cédric Philibert, spécialiste de la question climatique à l'Ademe, « oblige à une politique de long terme ».

Les mesures qui vont être progressivement mises en place tout au long de l'année 1998 s'appliqueront à des secteurs d'activités où les émissions d'énergie sont élevées. **● BÂTIMENT.** On pourra désormais savoir, avant d'acheter ou de louer un appartement, combien il coûte annuellement en dépense énergétique. Un renforcement de la réglementation thermique dans les bâtiments neufs (habitat et tertiaire) permettra de faire baisser la dépense d'énergie de 7 %. On ne trouvera plus sur le marché que des logements isolants. La normalisation sur le chauffage et l'isolation de l'habitat ancien seront amenés au niveau de celle de l'habitat neuf, plus performant.

● INDUSTRIE. Le secteur de la production lourde a déjà beaucoup amélioré ses performances, mais de nouveaux accords volontaires seront recherchés, en particulier pour

le piégeage de l'oxyde nitreux (N₂O). Les aides seront ciblées sur les PMI.

● TRANSPORTS. En 2010, ce secteur sera responsable à lui seul de 40 % des émissions de gaz carbonique (CO₂). La maîtrise de son développement est stratégique. Dans les villes, avec les plans de développement urbain et la priorité accordée aux transports collectifs et au site propre ; sur les routes, en négociant avec les constructeurs européens

une réduction des émissions grâce à des équipements plus performants et à une réduction de la puissance des moteurs. Une automobile émet en moyenne 165 grammes de carbone par kilomètre. Le gouvernement souhaite que Renault et PSA ramènent ce taux, un plafonnement de 120 grammes. Enfin, un plafonnement de la puissance massive des poids lourds (la puissance du moteur divisée par la masse transportée) sera institué. Cela constituera

Le rendez-vous manqué de la pastille verte

La pastille verte a joué l'Ariésienne, mercredi 26 novembre. Aucune communication sur le dispositif de marquage des véhicules les moins polluants, autorisés à circuler en cas de pic de pollution dans les agglomérations, ne devait avoir lieu, ni au conseil des ministres ni lors de la conférence de presse de Dominique Voynet sur le plan de lutte contre l'effet de serre, présenté au conseil.

Faute de consensus au sein du gouvernement, Lionel Jospin n'a pas encore rendu un arbitrage décisif entre les différentes formules envisageables pour la mise en œuvre de la « pastille verte ». Il semble néanmoins que l'une des hypothèses, le mélange de la « pastille verte » et de la circulation alternée, soit écartée. Chaque formule prévoit une différenciation du dispositif selon le niveau (2 ou 3) de pollution. L'un des points sensibles est le sort réservé aux diesels (Le Monde du 26 novembre). Une nouvelle réunion interministérielle est prévue dans les jours à venir.

Jean-Paul Besset

TROIS QUESTIONS A... BENJAMIN DESSUS

1 Benjamin Dessus, vous avez animé les travaux de l'atelier « Les défis du long terme » pour le Commissariat général du Plan dont s'inspirent les mesures gouvernementales. Le réchauffement climatique est-il un défi du long terme ? Pas seulement. Malgré l'échelle lointaine du risque, il impose des mesures immédiates. Des mesures qui concernent tout le monde. Toute la société est responsable des gaz à effet de serre, l'État, les individus, les usines, les maisons, les voitures. Comment répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de répondre à leurs propres besoins ? Derrière le changement climatique, il y a le défi du concept de « développement durable ». On s'aperçoit qu'en posant la question du long terme, on s'oriente vers des choix économiques qui, en intégrant les risques - consommer moins d'énergie pour éviter un effet de serre catastrophique -, impliquent des mesures immédiates alternatives à celles qui reposent sur le scénario actuel, fondé sur l'abondance énergétique.

2 Par exemple ? L'urbanisme. Les choix initiaux déterminent très largement les besoins énergétiques des citoyens. Il

ne faut plus construire de ZUP sans penser en même temps les moyens de desserte. Il vaut mieux prévoir l'installation de Monoprix de quartiers que celle d'Auchan de périphéries. Pareil pour les choix d'infrastructures de transport. Pourquoi ne pas créer une « jospinette » pour les tramways ?

3 Y a-t-il une révolution à opérer dans les modes de production et les comportements ?

Le scénario de la sobriété énergétique ne coûte pas plus cher et peut être mis en œuvre dans la gamme technique existante. Ce n'est pas le chaos ou rien. Avec un peu d'intelligence, on peut introduire une synergie entre environnement et développement. Il faut d'abord accepter quelques changements culturels et préférer par exemple des voitures dont la vitesse maximum est de 150 km/h plutôt que 200, mais qui consomment deux fois moins d'essence.

« L'enjeu est de taille, quand on sait que la filière représente 30 % de l'activité économique des entreprises d'insertion », explique Jacqueline Lortholais, conseillère de Dominique Voynet.



Les nouveaux transports fonctionnent à l'électricité et à l'énergie solaire. Radioguidés par satellite, ils transportent des citoyens solidaires, des consommateurs responsables, toutes les variétés d'espèces vivantes et les vélos gratuitement (Dessin de Mariscal pour « El País semanal », extrait de la série « La vie en vert »).

Plus de cinq mille emplois-jeunes dans l'environnement

LE MINISTÈRE de l'aménagement du territoire et de l'environnement a signé, mardi 25 novembre, onze accords entrant dans le cadre du plan « emplois-jeunes » de Martine Aubry. Ces accords fixent pour objectif la création de 5 460 emplois dans les quatre secteurs : l'éducation, l'environnement, le développement local, les déchets et l'environnement-nature. Le même jour, une charte d'objectifs entre l'État et la filière déchets, qui représente un potentiel de 3 500 emplois-jeunes, a été signée afin de rassembler une profession (secteur privé et économie d'insertion) inquiète des risques de concurrence.

« L'enjeu est de taille, quand on sait que la filière représente 30 % de l'activité économique des entreprises d'insertion », explique Jacqueline Lortholais, conseillère de Dominique Voynet.

Ainsi la charte prévoit que les activités développées dans ce secteur pourront bénéficier de l'aide de l'État « à la condition expresse que leur mise en place ne crée pas d'effet de substitution », ni vis-à-vis d'emplois marchands, ni vis-à-vis d'emplois d'insertion. Deux autres chartes d'objectifs seront attendues dans les domaines de l'eau et de la maîtrise d'énergie. L'air, le bruit constituent d'autres « gisements ».

BESOINS ÉMERGENTS

La liste des emplois-jeunes ne s'arrête donc pas là, tant s'en faut, comme le confirme le rapport de Guy Hascœt, député (Verts) du Nord, chargé par Lionel Jospin d'une « mission d'analyse et de propositions pour développer, dans le domaine de l'environnement, des activités nouvelles et des emplois ». Le document, rendu pu-

blic mardi, dresse une liste de métiers et d'activités dont les besoins sont « émergents ou peu satisfaits ». L'aménagement du territoire, les services publics d'intérêt général, le développement économique local et les nouvelles technologies d'information et de communication représentent à eux seuls, selon M. Hascœt, un potentiel de plus de 50 000 emplois-jeunes.

L'environnement et l'aménagement du territoire pourraient susciter la création d'environ 80 000 emplois-jeunes. Persuadé que, « faute d'un statut juridique approprié, certaines activités ne pourront pas échapper à la précarité », M. Hascœt préconise un statut de l'entreprise d'utilité sociale et collective, à cheval entre « l'activité associative et la démarche entrepreneuriale ».

Clarisse Fabre

Le ministère des finances augmente les prélèvements sociaux sur le tabac

L'ASSEMBLÉE nationale a adopté, mercredi 26 novembre à l'aube, en deuxième lecture, le projet de financement de la Sécurité sociale pour 1998, après onze heures de débats au cours desquels l'opposition a mené une nouvelle bataille d'amendements, comme lors de la première lecture. Le projet a été adopté, à main levée, par les députés socialistes et RCV, les groupes UDF et RPR votant contre. Les communistes, opposés à une majoration de la CSG, se sont abstenus.

Les députés ont annulé, une à une, les modifications apportées par les sénateurs, comme la limitation du basculement des cotisations d'assurance-maladie vers la CSG et l'annulation de la mise sous condition de ressources des allocations familiales, deux dispositions essentielles du projet Au-

bry. Quelques dispositions nouvelles ont été adoptées, comme la réduction de 75 % à 65 % de la part des revenus bruts des casinos assujettie à la CSG, afin de ne pas trop pénaliser ces établissements qui emploient directement plus de 10 000 salariés.

Surtout, un amendement proposé par le gouvernement opère le transfert de la taxe de santé publique sur les tabacs, du projet de loi de financement de la « Sécurité », sur le projet de loi de finances pour 1998, redonnant ainsi l'initiative au ministère des finances. Pour garantir les ressources du régime général de la Sécurité sociale, le gouvernement propose de porter la part des droits de consommation versés à la « Sécurité » de 6,39 % à 9,1 %, ce qui « rapportera un peu plus de 1,4 milliard de francs », a expliqué M. Strauss-Kahn. Le ministre de

l'économie est venu expliquer dans l'hémicycle le nouveau mécanisme de taxation. Il s'agissait, en fait, de trouver une solution permettant d'augmenter les recettes fiscales sur la consommation de tabac, sans pour autant conduire les fabricants à engager une guerre des prix à la baisse, qui aurait en effet entraîné une diminution parallèle des recettes fiscales, préjudiciable à l'État, et dévalorisation des cigarettes françaises à bas prix, fabriquées par la Selta, par rapport à leurs concurrentes étrangères.

GUERRE DES PRIX

Cette entreprise avait mené ces derniers mois une intense action de lobbying auprès de Bercy. Le secrétaire d'État à la santé, Bernard Kouchner, a indiqué qu'une étude est en cours au gouvernement sur une modification de

l'imposition sur le tabac, en vue de « contraindre les producteurs à augmenter leur prix ». Dans le dispositif finalement adopté, la perception minimale pour 1 000 cigarettes, qui s'élevait actuellement à 380 francs, augmentera de 20 francs par an pour atteindre 500 francs pour 1 000 cigarettes en 2003. Pour le tabac à rouler, plus nocif, « la hausse sera sensiblement supérieure », le minimum de perception devant passer à 230 francs pour 1 000 grammes. « La guerre de prix à laquelle se livrent les producteurs conduit à ce que les prix baissent, et ainsi les jeunes consomment plus de tabac, ce que nous voulons éviter. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de proposer un dispositif différent », a expliqué M. Strauss-Kahn.

Le ministre des finances a également annoncé que, pour ré-

pondre « à la mise en place de conditionnements de plus en plus grands » par les fabricants, le gouvernement fixera « dorénavant le prix pour 1 000 cigarettes » et non plus par paquet. « La mise en place de conditionnements de plus en plus grands, visant notamment à des paquets de 25 cigarettes, voire de 30, conduit à la diminution du prix à l'unité, et cela contribue à une augmentation de la consommation », a souligné M. Strauss-Kahn. « C'est pourquoi, dorénavant, nous fixerons le prix pour 1 000 cigarettes, comme c'est le cas dans la plupart des pays de l'Union européenne », a-t-il ajouté.

Le texte du projet de financement de la Sécurité sociale doit être à nouveau examiné par le Sénat avant la lecture définitive par l'Assemblée, le 2 décembre.

Fabien Roland-Lévy

DETAILLANT GROSSE
VEND AUX PARTICULIERS
Région de Paris - Ile de France
Prix commencent par téléphone
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixés ou relevables
SWISSLEX - FRECA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIPELUX - ETC
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir ou tissu
Steiner - Goudon - Buisson - Siffert - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 13 75 011 Téléphone
59, avenue d'Italie PARIS 13 75 011
01.42.08.71.00 - 71.7

Le PC et les Verts ne s'opposent pas au projet de loi sur la nationalité

Elisabeth Guigou justifie la recherche d'un point d'équilibre

L'Assemblée nationale devait entamer, mercredi 26 novembre, l'examen en première lecture du projet de loi sur la nationalité. En présentant

son texte, le garde des sceaux, Elisabeth Guigou, devait à la fois répondre à une partie de la gauche, qui réclame des avancées supplé-

mentaires dans le rétablissement du droit du sol, et à la droite, qui proteste contre le rétablissement « automatique » de la nationalité à dix-huit ans.

À LA VEILLE du débat, qui devait commencer mercredi 26 novembre à l'Assemblée nationale, les députés communistes et écologistes ont fait savoir qu'ils ne voteraient pas contre le projet de loi sur la nationalité, en dépit de leurs souhaits d'avancées supplémentaires en matière de droit du sol. Évoquant un texte qui « paraît valable », Guy Hascot (Verts) a souligné qu'il « propose un retour à l'automatisme à dix-huit ans, ce qui est déjà un progrès considérable ». André Gerin (PCF) a affirmé que les députés communistes « ne voteront pas contre » le projet d'Elisabeth Guigou, qui contient selon lui « des mesures sensiblement positives ».

Mieux assuré sur sa gauche, le garde des sceaux devra toutefois faire preuve de pédagogie pour expliquer pourquoi le gouvernement a choisi de ne pas rétablir la possibilité pour les parents étrangers de demander la nationalité pour leurs enfants mineurs oés en France. Le rétablissement de cette disposition a été réclamé par plusieurs composantes de la gauche « plurielle », mais aussi par la forte minorité du groupe socialiste qui s'était prononcée en ce sens, derrière le rapporteur de la commission des lois, Louis Mermaz (PS).

Tout en soulignant les « avancées nettes » contenues dans le projet de loi, le député de l'Isère devait faire part de ses « regrets » sur ce

point, en rappelant incidemment que les principales avancées dans la législation sur la nationalité ont été enregistrées à l'époque où la France était « forte et généreuse ». S'adressant sur ce point à cette partie de la gauche, la ministre de la Justice devrait plaider en faveur de la nécessaire prise en compte de la volonté personnelle des enfants concernés, et mettre en garde contre les risques de détournement de la procédure au profit de la situation des parents.

M^{me} Guigou devait cependant consacrer l'essentiel de son intervention à répondre aux arguments de la droite, qui défendra trois modes de procédures pour protester contre le rétablissement de l'acqui-

sition « automatique » de la nationalité à dix-huit ans. Plaidant cette fois en faveur de l'intégration, la ministre est hostile à l'obligation de déclaration de la volonté issue de la loi Méhaignerie de 1993, car elle estime qu'elle restreint les conditions d'application du droit du sol.

■ **ILLOGISME** — Au sein de l'opposition, Pierre Mazeaud (RPR) devait se charger de relever les contradictions d'un texte pris entre deux feux, en soulignant l'« illogisme » qu'il y a, selon lui, à maintenir, entre seize et dix-huit ans, une procédure comparable à la manifestation de volonté, tout en rétablissant l'« automa-

Le « père spirituel » de la loi de 1993 avait prévu d'opposer la question préalable, dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre. En présentant une autre motion de procédure, le président du groupe UDF, François Bayrou, devait défendre le principe de la manifestation de volonté tout au long d'une intervention centrée autour d'une réflexion sur la nation, qui doit être une « communauté vivante et non une communauté d'appartenance automatique ». Le président de Force démocrate, qui se présente comme un « militant européen décidé à réconcilier l'Europe et les nations », estime que la nation reste « le cadre indispensable pour les décennies qui viennent ».

Par l'intermédiaire de son unique représentant à l'Assemblée, Jean-Marie Le Chevallier (Var), le Front national, favorable au droit du sang et désireux d'introduire des « critères de qualité » dans les procédures de naturalisation, entend jouer les trouble-fêtes. Lors d'une conférence d'une presse au Palais-Bourbon, mardi, Jean-Marie Le Pen a annoncé que l'attitude des députés RPR-UDF vis-à-vis des amendements de M. Le Chevallier serait pour eux « un test de la possibilité, lors des élections prochaines, de pouvoir être sauvés du grand marasme ».

Jean-Baptiste de Montvalon

A droite : pétition, référendum et pédagogie

L'ancien ministre de l'intérieur Jean-Louis Debré a indigné, mercredi 26 novembre, sur RMC, que « le RPR a l'intention de lancer une pétition » pour « mobiliser les Français » contre le projet de loi sur la nationalité. « On ne peut pas accepter qu'un texte comme ça passe discrètement », a déclaré le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, en estimant que « sur un sujet comme celui-ci, il faut que (les Français) puissent s'exprimer ».

Sur Europe 1, l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing a recommandé à Jacques Chirac d'user de l'arme du référendum, si ce projet va « trop loin dans la mauvaise direction », soulignant que « le texte, tel qu'il est, va dans la mauvaise direction mais je dirais qu'il ne va pas loin dans la mauvaise direction ». Parlant du texte de Jean-Pierre Chevènement sur l'immigration, Alain Madelin, président de Démocratie libérale, avait indigné, mardi, qu'il « avait plus envie de faire de la pédagogie qu'une pétition ».

Ce qui reste de la « manifestation de volonté »

OÙ EST PASSÉE la « manifestation de volonté » ? La principale innovation de la réforme de 1993, qui consistait à exiger des enfants nés en France de parents immigrés un acte d'adhésion à la nationalité française, a disparu du texte que le garde des sceaux défend à l'Assemblée. Cette disparition a suscité, depuis le 24 novembre, une émotion à Matignon, où les conditions de préparation du texte à la chancellerie sont diversement appréciées. En toute hâte, le gouvernement a songé à rédiger in extremis des amendements destinés à réparer une maladresse qui compromet l'affichage de l'« équilibre » du texte. Il y a finalement renoncé, laissant le soin aux parlementaires d'affirmer la place de la volonté dans l'accès à la nationalité avant dix-huit ans.

Dans sa recherche d'un consensus maximal, le rapport Weil avait suggéré, en juillet, de rétablir l'acquisition de plein droit de la nationalité à dix-huit ans, tout en maintenant les « apports de la loi de 1993 » chers à l'opposition, autrement dit la « manifestation de volonté ». Celle-ci, ouverte à seize ans, permettrait d'anticiper l'entrée en possession de la nationalité, mais n'en serait plus la condition nécessaire.

Le gouvernement avait repris cette double proposition. Pourtant, le texte du projet déposé sur le bureau de l'Assemblée a remplacé l'expression de « manifestation de volonté » par celle, moins limpide mais juridiquement synonyme, de « déclaration ». Ce changement illustre

l'ambiguïté d'une notion introduite, en 1993, avec l'intention de faire taire la polémique ouverte huit ans plus tôt par le Front national et dont ce dernier fut le grand bénéficiaire.

Alors que la nationalité « automatique » à l'âge de la majorité était une réalité républicaine depuis un siècle, pas même remise en cause sous Vichy, Jean-Marie Le Pen a su faire fructifier dès 1985 la prétendue menace de ces jeunes devenus « français sans le savoir ». La droite, persuadée à l'époque de la plus-value électorale de ce thème, s'était lancée dans une course-poursuite sur le terrain choisi par le Front national.

PRINCIPE D'ÉGALITÉ

Le premier projet de loi préparé par Albin Chalandon, en 1986, visait non seulement à supprimer le double droit du sol mais, déjà, à astreindre les enfants d'immigrés à une demande de nationalité dès seize ans, avec refus en cas de délinquance. Enterré après une campagne de protestations en 1986, le dossier fut transmis à la commission de la nationalité présidée par Marceau Long, avec un mandat précis : donner un avis sur la « manifestation de volonté » prévue par le gouvernement d'alors. « Avec cette notion de choix volontaire, c'est la conception même de la nation qui est en cause », avançait même M. Chalandon dans sa lettre de mission à M. Long. Figure imposée, la manifestation de volonté a été finalement insérée par les « sages » dans un dispositif libéral qui est apparu à

l'époque, y compris à gauche, comme un moindre mal.

En 1993, la ligne Marceau Long avait été remise à l'ordre du jour par Edouard Balladur pour aboutir à la loi actuellement en vigueur. La nouvelle procédure a été relativement bien accueillie par les jeunes concernés, Portugais, Marocains et Turcs, pour l'essentiel, puisque les enfants d'Algériens sont français de naissance. Alors qu'environ 25 000 jeunes de même profil acquièrent la nationalité chaque année avant 1993, ce nombre a dépassé 33 000 en 1994 et 30 000 en 1995. Pourtant, ces chiffres masquent une réalité moins satisfaisante, puisque le ministère de la Justice estime que 25 % des jeunes concernés pourraient rester exclus du processus volontaire faute d'information.

Le respect du principe d'égalité et les exigences de l'intégration plaident aussi en faveur du rétablissement de l'« automatisation » à dix-huit ans. La formule de la « manifestation de volonté » a pu confirmer aux yeux des enfants d'immigrés la fermeture de la société. Pourquoi demander à un enfant d'immigré né en France et scolarisé jusqu'à seize ans en France une démarche dont le pays s'est passé pendant un siècle et qui n'a jamais été requise de ses camarades nés de parents français ? Cette question-là, au moins, devrait perdre son sens avec le vote de la loi Guigou.

Philippe Bernard

Le futur président se méfie des statuts du CNPF

POSTULANT à la succession de Jean Gandois, Ernest-Antoine Seillière continue sa campagne très « calibrée » au sein du CNPF. M. Seillière, qui doit être intronisé candidat favori par le conseil exécutif le 1^{er} décembre, a prévu d'ouvrir, sept jours plus tard, les états généraux territoriaux du CNPF devant l'union patronale départe-

mentale de Paris. Le président de la CGIP (Compagnie générale d'industries et de participation) a fait savoir qu'il reviendra devant le collège électoral du CNPF dans deux ans. Il compte, à cette occasion, soumettre un premier bilan de son action à la base patronale.

En évoquant un retour devant les électeurs en 1999, date à la-

quelle aurait dû s'achever le mandat de M. Gandois, M. Seillière fait d'une pierre trois coups : il rend hommage au président partant ; il insuffle un peu de démocratie directe dans l'organisation patronale ; surtout, il tente de balayer certaines critiques sur la façon dont le processus électoral a été organisé, soit comme la décision de M. Gandois de se démettre de ses fonctions.

RÈGLES NON RESPECTÉES

Depuis le dépôt officiel des candidatures, le 16 novembre, le conseil exécutif du CNPF vit en effet dans la hantise d'un recours, car les règles statutaires de l'organisation n'ont pas été respectées. Les statuts du CNPF prévoient en effet, dans l'article 15 consacré à la désignation, à la durée du mandat du président et aux candidatures, que ces dernières doivent « être déposées deux mois avant la date prévue de l'élection ». La clôture des candidatures avait été initialement fixée au 16 octobre. Conformément aux statuts, l'assemblée générale a été convoquée, dans la foulée, pour le 16 décembre, soit deux mois plus tard. Or, faute de candidats déclarés en octobre, le conseil exécutif a repoussé au 16 no-

vembre la date limite des candidatures, mais la convocation de l'assemblée générale n'a pas été reportée en conséquence, à la mi-janvier. L'organisation patronale souhaitait en effet ne pas être prise de vitesse par le gouvernement et avoir désigné son nouveau président lorsque le débat sur les 35 heures battra son plein.

En marge de ses petits problèmes statutaires, M. Seillière continue de consulter sur le choix du futur vice-président délégué. Avec une triple contrainte : qu'il soit un homme de dossiers et qu'il ait une vraie légitimité dans l'organisation patronale, tout en restant contrôlable. Après avoir caressé l'idée d'un super-directeur de cabinet piché parmi les permanents de l'organisation, comme Denis Gautier-Sauvagnac de l'UIMM, ou le directeur des affaires économiques du CNPF, Jacques Creysse, M. Seillière songerait à confier ce poste de numéro deux à l'un des membres du conseil exécutif du CNPF dont le mandat arrive bientôt à échéance. Bernard Calvet, l'actuel patron de l'Union française des industries pétrolières, entre tout à fait dans ce profil.

Caroline Monnot

Un rassemblement du FN dans un cimetière de résistants interdit

LE PRÉFET de la Haute-Savoie, Bernard Coquet, a décidé, mardi 25 novembre, d'interdire toute manifestation, le 29 novembre, à la nécropole nationale de Murette, où reposent cent cinq résistants du maquis des Glières, tués lors de l'attaque allemande du 25 mars 1944. C'est dans l'enceinte du cimetière que Jean-Marie Le Pen compte se rendre samedi matin, en prélude à une réunion préélectorale, le soir, à Annecy. Le président du Front national veut décorer le général Valette d'Osia et l'abbé Greffier, deux résistants qui sont membres de son parti et dont les faits d'armes sont contestés par les associations d'anciens combattants.

En riposte, les survivants des Glières ont décidé de se rassembler à la même heure à Annecy. Le Collectif de liaison et d'initiative contre le racisme, la xénophobie et le fascisme (CLIC) a appelé à manifester en ville et à déposer une gerbe à la nécropole en même temps que le Front national. Pour éviter des incidents, le préfet a préféré interdire l'accès au site de Murette. Le Front national a décidé d'ignorer cet arrêté. — (Corresp.)

DÉPÊCHES

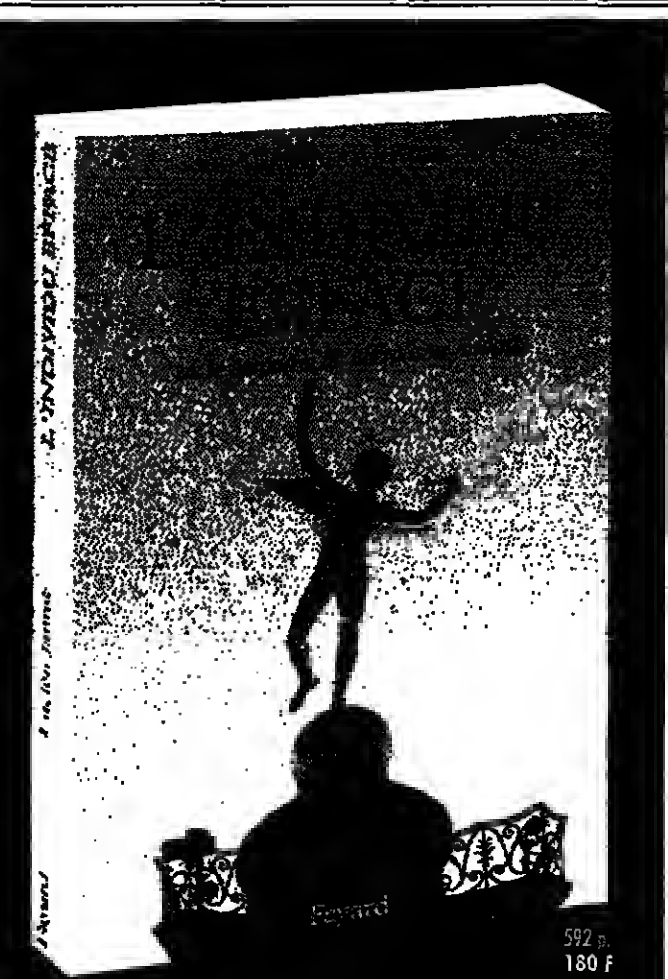
■ **RETRAITÉS** : plusieurs milliers de retraités ont manifesté, mardi 25 novembre, à Paris et dans plusieurs villes de province, pour défendre leur pouvoir d'achat, réclamer une « véritable » prestation dépendance et s'opposer à la loi sur les fonds de pension et à de récentes mesures fiscales (Le Monde du 26 novembre). Ces manifestations s'inscrivaient dans une action lancée par les unions de retraités CGT, CFDT, CFTC, CGC, auxquelles se sont ralliés les retraités FO, FSU et des associations.

■ **SONDAGE** : la cote de popularité de Lionel Jospin enregistre une progression de 5 points en un mois, selon la dernière enquête BVA pour Paris-Match (datée 27 novembre) réalisée du 20 au 22 novembre, auprès de 942 personnes. Le premier ministre recueille 59 % de bonnes opinions, contre 30 % de mauvaises (en baisse de 5 points). De son côté, Jacques Chirac reste stable avec 51 % de bonnes opinions, contre 39 % de mauvaises.

■ **PATRONAT** : le projet de loi sur les 35 heures donne naissance à une nouvelle structure patronale, l'association Croissance Emploi, dont le lancement officiel est prévu le 1^{er} décembre. Cette association qui, « face au projet gouvernemental d'abaisser la durée légale du travail », a décidé d'engager sans délai « une campagne d'information et un grand débat national auprès de l'opinion publique et des décideurs économiques », sera présidée par Jean-Marie Descarpentier, ex-PDG de Bull, assisté par Guillaume Sarcozy, PDG de Tissages de Picardie, et Frédéric Roure, patron de GFI Industrie.

■ **DÉMISSION** : Jean-Pierre Delalande (RPR), député du Val-d'Oise, a annoncé, mardi 25 novembre, sa démission de ses fonctions de maire et d'élu au conseil municipal de Deuil-la-Barre à compter du 1^{er} décembre. Ces fonctions, explique-t-il, ne lui laissent « que très peu de temps personnel ».

■ **AGRICULTURE** : producteurs et transformateurs sont parvenus, mardi 25 novembre, à un accord qui fixe les modalités d'évolution du prix du lait à la production à partir du 1^{er} janvier 1998. Seront pris en compte des indicateurs comme la valorisation des produits laitiers ou l'évolution des charges des éleveurs. Si les négociations régionales interprofessionnelles n'aboutissent pas, producteurs et transformateurs appliqueront une recommandation nationale.



On croit généralement que le libéralisme a consacré partout le triomphe de l'individu. Tel n'a pas été le cas en France du courant majoritaire fondé par Guizot, qui tend à effacer l'individu au profit de l'État, des notables et de l'esprit de corps.

L'Histoire
chez
FAYARD

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (UNRWA)

L'UNRWA vient de terminer la construction d'un hôpital général de 232 lits appelé : Hôpital Européen de Gaza, situé à Khan Younis dans la bande de Gaza. L'hôpital fournira des services de médecine, chirurgie, obstétrique, gynécologie et pédiatrie de même que des services d'urgence.

L'UNRWA recherche des sociétés compétentes dans la mise en route et la gestion d'hôpital pour une période contractuelle de 2 ans. Les sociétés spécialisées, avec de préférence une expérience du Moyen-Orient, sont invitées à faire part de leur intérêt à l'UNRWA et à lui fournir des informations sur leur profil et leur expérience. Un dossier complet d'information sur l'hôpital et la documentation sur l'appel d'offres seront fournis aux candidats intéressés.

Prière d'adresser les réponses avant le 30 novembre 1997 à : Director of UNRWA Operations, Gaza, P.O. Box 700, 1400 Vienna, Autriche. Fax : 00 972 7 6771444

Un groupe de parlementaires RPR demande le report de l'euro

Appuyés par des économistes, Maurice Schumann, Jacques Myard et Jean-Jacques Guillet, ainsi que l'UDF Christine Boutin livrent un ultime combat contre la monnaie unique

C'EST SANS DOUTE le dernier combat des anti-maastrichtiens français. A l'initiative d'une petite vingtaine de parlementaires de droite, dont Jacques Myard (RPR), Maurice Schumann (RPR), Jean-Jacques Guillet (RPR), Christine Boutin (UDF) et Georges Berthou (Mouvement pour la France), un « appel au réalisme » a été lancé, mercredi 26 novembre, « pour un report de l'euro ».

Les signataires de ce texte, qui a également reçu le soutien de quelques économistes classés à droite comme Florin Aftabon (Essec), Alain Cotta (Paris-IX-Dauphine), Gérard Lafay (Paris-II) ou encore Jean-Jacques Rosa (IEP, Paris), nourrissent trois inquiétudes.

D'abord, ils estiment que le coût, notamment financier, pour les entreprises comme pour les administrations, du passage à la monnaie unique a été « sous-estimé ». En deuxième lieu, ils observent que « tel qu'il est, l'euro est un instrument inadapté aux économies européennes » et que « la marche vers l'union monétaire est

une des causes du chômage en Europe ». Enfin, ils estiment que « l'euro sonne le glas de la souveraineté des Etats ». « Pour donner une chance à l'Europe, repartons l'euro ! », concluent les signataires.

Si, de la part des opposants au traité, le ton est donc assez classique, la campagne commence de manière inhabituelle et met en évidence un certain embarras dans le camp des anti-maastrichtiens.

SYMPATHIES EN PRIVE

Alors que Philippe Séguin a pris la présidence du RPR et veut vraisemblablement composer avec les différentes sensibilités du mouvement gaulliste, on ne trouve aucun de ses partisans dans la liste des signataires, en dehors de M. Lafay, qui est membre du Club Valmy. Des séguinistes ont cependant tenu la plume pour rédiger cet appel.

Quelques anti-maastrichtiens connus, comme Charles Pasqua, Robert Pandraud ou Philippe de Villiers, n'ont pas signé ce texte,

mais ont seulement accepté « nuance... » de lui apporter leur « soutien ».

Les parlementaires qui ont pris cette initiative auraient également bien souhaité obtenir l'appui de quelques personnalités de gauche. Ils ont pris des contacts avec le Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement, avec la Gauche socialiste de Julien Dray, ou encore avec le Parti communiste, mais ils n'ont pas obtenu l'assentiment qu'ils souhaitaient. Pour des raisons diverses, les personnalités démarchées ont exprimé leur sympathie, assurent-ils, mais n'ont pas voulu le faire savoir publiquement.

Dans l'esprit de ses concepteurs, cet appel n'est pas seulement un baroud d'honneur. Il devrait avoir des suites, tout particulièrement au RPR. Cette initiative pourrait en effet en préparer une autre : le dépôt d'une motion lors des assises du RPR, convoquées pour le 31 janvier prochain.

Laurent Mauduit

Les 35 heures s'appliqueront dès 2000 aux entreprises d'au moins 20 salariés

Le projet de loi sera débattu au Parlement vers le 20 janvier

Le gouvernement a transmis au Conseil d'Etat, mercredi 26 novembre, son projet de loi sur les 35 heures. La nouvelle législation s'appliquera dès le

1^{er} janvier 2000 aux entreprises d'au moins vingt salariés. Les autres auront jusqu'au 1^{er} janvier 2002 pour s'y conformer.

LE GOUVERNEMENT a adressé au Conseil d'Etat, mercredi 26 novembre, son projet de loi « d'orientation et d'incitation » sur les 35 heures, qui doit être soumis le 10 décembre au conseil des ministres (Le Monde du 26 novembre). Au terme d'ultimes arbitrages, mardi, il a décidé que la réduction de la durée légale du travail de 39 heures à 35 heures par semaine s'appliquerait aux entreprises ayant au moins vingt salariés dès le 1^{er} janvier 2000, tandis que les autres, qui emploient plus de tiers des 14 millions de salariés du secteur privé, ne devront se conformer à la nouvelle législation qu'au 1^{er} janvier 2002. La définition de ce seuil a fait l'objet, au sein du patronat, de vifs débats, moins pour des motifs économiques que pour le partage des territoires entre le CNPF, la CGPME et l'UPA (artisans).

Le projet prévoit bien un dispositif d'aides transitoires et dégressives pour les entreprises qui passeront aux 35 heures dès 1998 et qui embaucheront des salariés supplémentaires. Ainsi, l'aide sera de

9 000 francs par salarié et par an si le chef d'entreprise réduit de 10 % la durée du travail (soit quatre heures) et accroît ses effectifs de 6 %. M^{me} Aubry a indiqué qu'elle serait de 14 000 francs quand cette réduction sera de 15 % et la hausse du nombre de salariés de 9 %. Cette aide décroîtra de 1 000 francs par an, à partir de 1999, pour atteindre 5 000 francs au bout de la cinquième année.

C'est à ce niveau de 5 000 francs que le gouvernement envisage de fixer l'aide structurelle qui sera prévue pour les entreprises se passant aux 35 heures qu'à partir de 2000. Son montant devrait être précisé dans un second texte, qui sera élaboré à la fin de 1999. A l'issue de la conférence nationale sur l'emploi, le 10 octobre, le premier ministre avait indiqué qu'au second semestre 1999, il ferait avec les partenaires sociaux « un nouvel examen pour évaluer la situation économique et les résultats des négociations menées ». Lionel Jospin avait indiqué qu'il en « tirerait toutes les conséquences afin de proposer au Parlement les modalités concrètes de mise en œuvre et d'accompagnement » des 35 heures, notamment les nouvelles règles applicables aux heures supplémentaires.

Mais sans attendre, le gouvernement a décidé de modifier un peu les règles dans ce domaine. Sans réduire le contingent annuel d'« heures sup », qui reste de 130 heures par salarié et par an, il va abaisser le seuil au-delà duquel les salariés ont droit à un repos compensateur égal à 50 % des heures supplémentaires effectuées. Jusqu'à présent, ce repos était dû au-delà de 42 heures dans la semaine. Il le sera au-delà de 41 heures en 1998 et de 40 heures en 1999.

De même, l'abattement de 30 % de charges sociales patronales pour les emplois à temps partiel ne sera plus accordé que pour les contrats ayant une durée minimale de dix-huit heures hebdomadaires, au lieu de seize heures actuellement. Les heures complémentaires (équivalent des heures supplémentaires pour un temps plein) devront désormais faire l'objet d'un accord de

branche, alors qu'un accord d'entreprise suffisait jusqu'à présent. Quant au temps partiel annualisé, créé par la loi quinquennale sur l'emploi de décembre 1993, il ne bénéficiera plus de cette exonération de 30 %, sauf dans certains cas.

Le champ d'application des 35 heures a fait l'objet de beaucoup de débats. La règle générale est simple : sont concernées les entreprises relevant de l'article L. 200 du Code du travail, autrement dit tous les établissements industriels et commerciaux publics ou privés, les associations, les professions libérales etc.

Des aides transitoires et dégressives seront accordées à celles qui passeront aux 35 heures dès 1998

Pour autant, certaines entreprises ont posé des problèmes. Le gouvernement a décidé d'inclure dans la loi les transports urbains, qui bénéficient pourtant d'importantes subventions de la part des collectivités publiques, mais il se refuse à préciser si la Poste, France Telecom ou EDF-GDF pourront appliquer les 35 heures. En revanche, les trois footclubs publics (Etat, collectivités territoriales, hôpitaux), la SNCF et la RATP n'entrent pas dans le champ de la nouvelle loi.

Le calendrier fixé par le gouvernement est particulièrement serré, puisque le projet de loi sera présenté à l'Assemblée nationale dès le début janvier. M^{me} Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, le défendra d'abord devant la commission des affaires sociales dans les premiers jours de janvier, puis, en première lecture et en séance publique vraisemblablement les 21 et 22 janvier prochains. Le texte s'appliquera dès le 1^{er} janvier 1998.

Jean-Michel Bezat

La CFTC espère atteindre 10 % des suffrages aux prud'homales

ILS ÉTAIENT environ deux à trois cents à avoir fait le déplacement à la Mutualité à Paris, pour écouter Alain Deleu. La salle était loin d'être pleine, mardi 25 novembre, pour entendre le président de la CFTC évoquer le thème « Justice et Travail », dans le cadre de la campagne des élections prud'homales qui se tiennent dans quinze jours. La cinquantaine grisonnante, avec, de-ci de-là, quelques éclaircies de jeunes, l'auditoire à forte majorité masculine était sage et concentré.

Accueillis sous les paroles d'une chanson qui répétait, référence biblique oblige, « Les derniers seront les premiers dans notre réalité », les militants CFTC ont d'abord patiemment écouté les témoignages de salariés qui ont eu recours aux conseils des prud'hommes pour se défendre dans leur vie professionnelle.

« UNE CAMPAGNE DIFFICILE »

C'était, notamment, le cas de Jean-Marc, cadre CFTC dans une multinationale bancaire d'origine hollandaise, victime d'une mise à pied conservatoire depuis deux ans et réintégré dans son entreprise depuis le mois d'août par décision de justice. Ou bien de Gisèle, infirmière dans un hôpital de la Croix-Rouge française, qui, après un congé parental d'éducation, s'est vu imposer un changement d'horaires correspondant à une modification substantielle de son contrat de travail.

Il est revenu à Bernard Ibal, président des cadres CFTC, d'aborder le premier sujet qui fâche la centrale chrétienne : la mise sous condition de ressources des alloca-

tions familiales. Fustigeant « la démagogie du gouvernement », le président de l'Ugica a certes reconnu que le gouvernement avait placé pour l'instant le curseur assez haut, entre 25 000 et 32 000 francs de revenus, mais, a-t-il averti, « dès lors qu'il y a un curseur, que l'on ait un gouvernement de droite ou de gauche, on va se le prendre sur la gueule, tôt ou tard ».

Incisif et pugnace, Alain Deleu, qui conduisait la réunion, s'est élevé contre « une campagne difficile où il ne faut pas compter sur la télévision » pour se faire entendre. Dénonçant « des comportements de rejet à l'égard de certaines confédérations », dont la CFTC, M. Deleu a jugé que « le syndicalisme ne se résume pas aux polémiques entre Force ouvrière et la CFDT ».

Présent, vendredi 21 novembre, à Bitche (Moselle), où l'agence régionale d'hospitalisation de la Lorraine vient de décider de fermer pendant un mois les services de maternité et de chirurgie de l'hôpital (Le Monde du 26 novembre), M. Deleu a annoncé son intention de défendre mardi le sort des quarante adhérents de la CFTC.

La centrale chrétienne, qui présente 10 887 candidats aux élections prud'homales, s'est fixée comme objectif d'atteindre la barre des 10 % des suffrages, contre 8,6 % au scrutin de 1992. Enfin, invitant les militants CFTC à « s'inspirer et à se réclamer haut et fort de la morale sociale chrétienne », M. Deleu a estimé que celle-ci préservait la CFTC « de toute influence politique ».

Alain Beauvère-Méry

Le chômage, tout le monde en parle.
Depuis 7 ans, l'ADIE prête aux chômeurs
qui créent leur entreprise.

**Cette année, l'ADIE
aura aidé à créer 1500 emplois.
Si vous trouvez
que ce n'est pas assez,
aidez l'ADIE.**

Depuis 1990, à travers le Crédit Solidaire, l'ADIE a financé et accompagné 3 500 entreprises créées par des chômeurs et des RMistes qui n'auraient pu obtenir des prêts selon les critères classiques. Ces entreprises ont permis la création de 5 000 emplois. La création d'entreprise est le seul remède au chômage, puisque la plupart des grands groupes réduisent leurs effectifs. Encore faut-il que l'initiative soit encouragée et que le crédit ne soit pas réservé aux entreprises établies. L'ADIE ne fait ni de l'assistance ni du crédit à fonds perdus : elle appuie des projets sérieux portés par des créateurs dont le taux de réussite est équivalent à la moyenne nationale.

L'ADIE aide les chômeurs à créer leur entreprise. Elle reçoit chaque année plus de 10 000 demandes de créateurs. Elle ne peut actuellement en satisfaire qu'une sur sept. Si vous souhaitez aider ceux qui s'aident eux-mêmes, téléphonez ou renvoyez le coupon au siège de l'ADIE.



Le Crédit Solidaire au service de l'insertion

Cette annonce a été financée par les partenaires de l'ADIE : BNP, Compagnie Bancaire, CCF, Crédit Municipal de Lyon et de Nantes, Crédit Mutuel, Fondation Agir Pour l'Emploi, Société Bordelaise de CIC.

*Fondation des agents et des entreprises EDF et GDF

☐ Je souhaite apporter un soutien sous forme de don ou de bénévolat.

☐ Je souhaite obtenir des informations plus détaillées sur l'action de Crédit Solidaire menée par l'ADIE.

Nom : _____
ou raison sociale

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopie : _____

Coupon à renvoyer à : ADIE
111 rue Saint-Maur 75011 Paris
Tél. : 01 43 56 38 94
Fax : 01 43 56 38 93
Libellé des chèques :
à l'ordre de la
Fondation de France
Compte ADIE

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 27 NOVEMBRE 1997

JUSTICE Auteur de l'ouvrage « Immeubles intelligents et téléports-Gestion des nouvelles communications » publié en 1990 aux éditions Eyrolles, Agnès Huet, PDG d'un

cabinet de consultants spécialisés dans les nouvelles technologies, a déposé une plainte contre X., mardi 25 novembre, pour « contrefaçon et recel de contrefaçon ».

● CETTE PLAINTE se rapporte à des faits qui renvoient à l'enquête menée depuis trois ans par la justice sur les activités commerciales de l'ancien président du Parti Républicain, Gérard Longuet, entre 1988 et 1993.

● M. LONGUET avait vendu à la Cogedim deux rapports consacrés aux nouvelles technologies de la télécommunication, qui lui avaient été payés plus

d'un million de francs. Le contenu de ces documents semble avoir été recopié sur d'autres études, réalisées par différents Instituts et cabinets spécialisés, dont celui de M^{me} Huet.

M. Longuet est soupçonné d'avoir « plagié » un rapport d'expert

Entre 1989 et 1990, la Cogedim lui avait versé plus d'un million de francs pour une étude sur les « immeubles intelligents ». Une spécialiste des télécommunications accuse l'ancien ministre de « contrefaçon »

« C'est une affaire qui, au pire, est une affaire commerciale, pas une affaire pénale. » Ainsi a réagi Gérard Longuet, mardi soir 25 novembre sur la chaîne câblée LCI, après l'annonce, par Le Canard enchaîné, d'une plainte pour « contrefaçon et recel de contrefaçon », déposée par une spécialiste de la télécommunication, qui le soupçonne d'avoir plagié ses travaux. Fondatrice et PDG du Comptoir des signaux, un cabinet de consultants spécialisés dans les nouvelles technologies, Agnès Huet s'est effectivement constituée partie civile, mardi après-midi, auprès du doyen des juges d'instruction de Paris. La plainte déposée par son avocat, M^{me} Thibault de Montbrial, est libellée contre X... Si le nom de l'ancien ministre n'y est pas même mentionné, les faits qu'elle évoque renvoient aux investigations menées, depuis plus de trois ans, sur les activités commerciales de M. Longuet

entre 1988 et 1993, sous couvert d'une société unipersonnelle, Avenir 55. Créée par M. Longuet alors qu'il était encore ministre des postes et télécommunications, sous la première cohabitation (1986-1988), pour gérer ses activités d'expert local, la société Avenir 55 s'était muée, après son retour dans l'opposition, en société de conseils. C'est au cours de cette période que l'ancien président du Parti républicain (PR) avait signé un contrat avec la Cogedim, par lequel le groupe de promotion immobilière s'engageait à verser à Avenir 55 des honoraires mensuels de 40.000 francs. Entre le 10 juillet 1989 et le 14 octobre 1990, la Cogedim versait en outre – en trois fois – quelque 1,14 million de francs à M. Longuet, au titre de ses conseils. Ces sommes avaient été aussitôt affectées par l'État au paiement des échéances de sa villa à Saint-Tropez (Var). Les recherches entreprises, dès 1994, par le conseiller rennais Renaud Van Ruymbekke devaient montrer que la seule contrepartie produite par le député aux émoluments de la Cogedim consistait en deux rapports d'études, consacrés aux « téléports » et aux « immeubles intelligents ». C'est la matière de ces documents que l'ancien ministre est aujourd'hui soupçonné d'avoir puisée dans celles d'autres travaux, dont ceux de la dirigeante du Comptoir des signaux.

Le hasard a voulu que M^{me} Huet découvre, plus tard, la supercherie en relevant la visite des policiers. Réputée dans son milieu comme l'un des spécialistes les plus éminents, celle-ci fut un temps soupçonnée par les enquêteurs d'avoir contribué aux travaux chèrement revendus par M. Longuet à la Cogedim. Elle-même auteur d'une étude intitulée « Immeubles intelligents : état des lieux et perspectives », Agnès Huet put alors constater que quatre chapitres de son texte étaient reproduits dans le document attribué à M. Longuet. Or, l'étude en question avait été commandée à M^{me} Huet par le mi-

nistère de l'équipement – et facturée 150.000 francs. Désireuse de publier ce texte de référence, la fondatrice du Comptoir des signaux en avait reçu l'autorisation du ministre, le 30 octobre 1989. En juin 1990, les éditions Eyrolles devaient publier l'ouvrage, sous le titre : « Immeubles intelligents et téléports - Gestion des nouvelles communications ». Nulle autorisation ne semble en revanche avoir été sollicitée par Gérard Longuet, qui parlait, mardi soir sur LCI de « documents techniques accessibles à tous », sans expliquer pourquoi, dans ces conditions, la Cogedim lui en aurait payé la reproduction plus d'un million de francs. Au siège du groupe immobilier, les policiers n'avaient d'ailleurs retrouvé que des photocopies desdits rapports, ni datées

ni signées, et dont le texte laisse apparaître plusieurs caractères d'imprimerie différents, uniquement parés d'une étiquette « Avenir 55 ». La comptabilité de la Cogedim, elle, a conservé la trace d'un abonnement aux publications Eyrolles : le livre de M^{me} Huet a donc peut-être été adressé à la Cogedim à ce titre, parallèlement aux relations du groupe avec M. Longuet. L'enquête policière poursuivie sur commission rogatoire du juge d'instruction parisien Mireille Filippini – à qui le dossier du conseiller Van Ruymbekke avait été transmis – a par ailleurs montré que d'autres sources documentaires ont été « pillées » de la même façon. Des passages entiers de l'étude sur les téléports, remise par M. Longuet à la Cogedim, sont extraits d'un rapport de l'Institut de l'audiovisuel et des télécommuni-

cations en Europe (Idate) consacré aux téléports aux États-Unis et au Japon. Commandée par le ministre des PTT en décembre 1985 – soit peu avant l'arrivée de M. Longuet –, cette recherche avait été payée 59.300 francs, et demeure protégée par un copyright. Dans un rapport adressé au juge Filippini, les enquêteurs de la sous-direction des affaires économiques et financières de la PJ avaient retenu, à ce propos, un éventuel délit « d'abus de confiance aggravé » commis au détriment du ministère des PTT, à-t-on indiqué au Mande, de source judiciaire. A ce jour, cette suggestion ne semble pas avoir été suivie par le juge. Les vérifications policières signalaient aussi la reproduction in extenso, dans les rapports vendus par M. Longuet, d'extraits d'un autre document, émanant cette fois de l'Institut d'aménagement et d'ur-

Hervé Gattegno

Les réponses fluctuantes de l'ancien ministre

« Nous avons, M^{me} Huet et moi-même, travaillé sur les mêmes documents techniques, accessibles à tous, a déclaré Gérard Longuet, mardi soir sur LCI. Elle en a fait un livre et c'était son droit. J'en ai fait une documentation, c'était le mien. » Dans son édition du 26 novembre, Le Canard enchaîné publie une réponse sensiblement différente du même M. Longuet, dont le journal ne précise pas la date : l'ancien ministre n'y « prétend pas avoir fait œuvre originale » et admet que « le travail de M^{me} Huet est reproduit dans [son] rapport ». « Dans ce milieu, pourrions-nous, tout le monde copie tout le monde. J'aurais dû demander son accord à M^{me} Huet, et lui proposer un arrangement financier », passant outre le fait que le document était la propriété du ministère de l'équipement.

Michel Junot obtient la condamnation de huit organes de presse

L'ANCIEN sous-préfet de Pithiviers (Loiret), Michel Junot, a obtenu gain de cause, mardi 25 novembre, devant le tribunal correctionnel de Paris, dans l'affaire qui l'oppose à plusieurs organes de presse, dont Le Monde, à propos de son rôle sous l'Occupation (Le Monde du 16 octobre). M. Junot, ancien adjoint de Jacques Chirac à la Mairie de Paris de 1977 à 1995, eût-elle des soupçons pesant sur lui à propos de la déportation des juifs détenus en 1942 et 1943 dans les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande. Parmi les médias poursuivis figuraient également Libération, Le Parisien, La République du Centre, Le Courrier de l'Ouest, Sud-Ouest, Le Maine libre et France-Info. M. Junot, âgé de quatre-vingt-un ans, avait en outre engagé des poursuites contre un élu communiste de la capitale, Henri Malberg. A l'origine, les organes de presse avaient repris une enquête du Point mettant en cause M. Junot. A l'audience, le 14 octobre, celui-ci avait expliqué qu'il n'avait « pas compétence pour gérer les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande, qui relevaient directement de la préfecture d'Orléans ». La dix-septième chambre, présidée par Martine Ract-Madoux, a jugé que le fait d'attribuer à l'ancien haut fonctionnaire un rôle personnel dans l'organisation de la déportation de juifs était diffamatoire. M. Junot a obtenu un total de 250.000 francs de dommages-intérêts. Chaque média devra faire état de sa condamnation lorsque le jugement sera définitif. France-Info

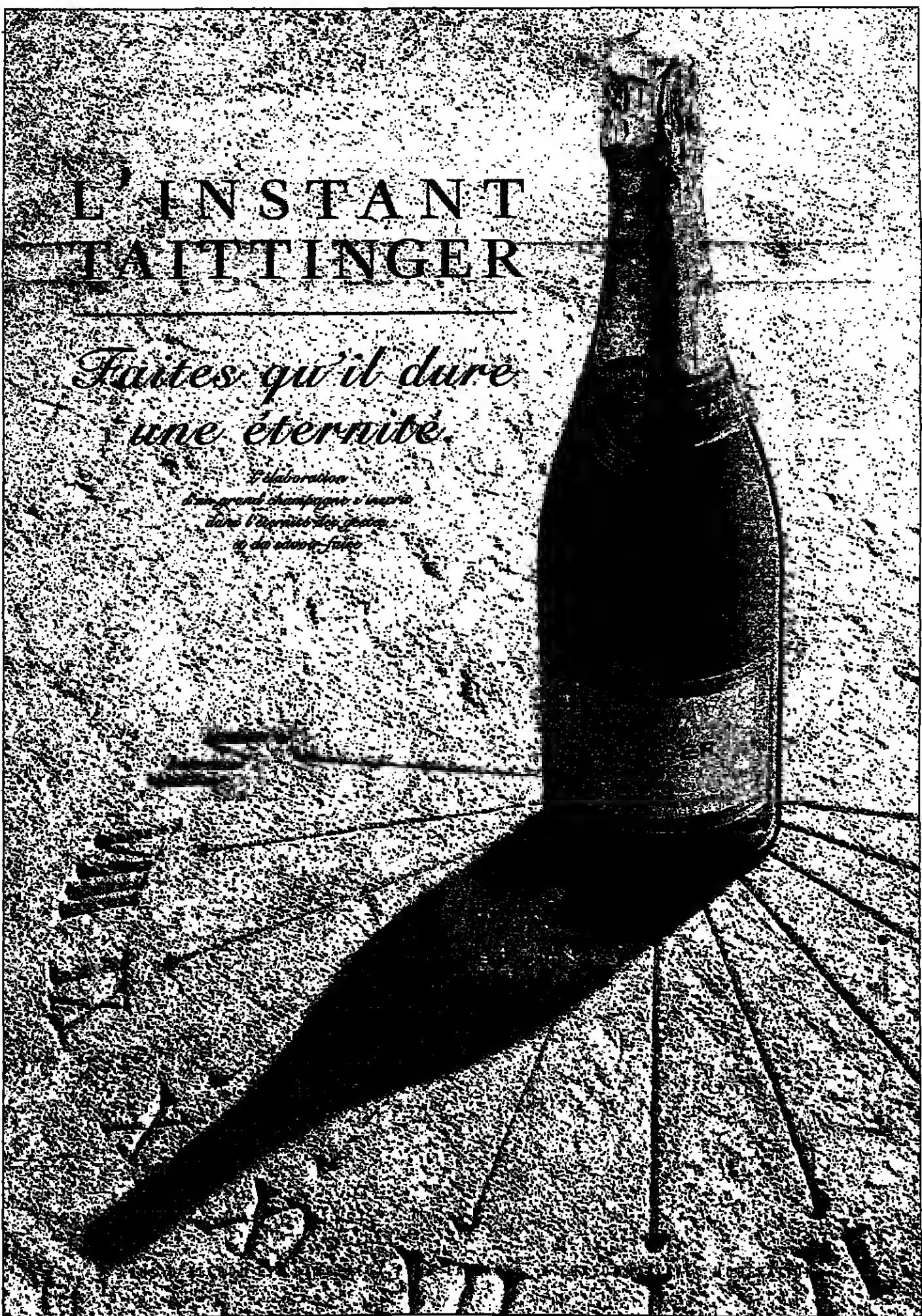
devra annoncer cette condamnation à l'antenne « toutes les trente minutes pendant vingt-quatre heures ».

Pour avoir publié dans son édition datée 2-3 février 1997 un article intitulé « Des documents mettent en cause Michel Junot pour son rôle dans la déportation des juifs », Le Monde a été condamné au total à 60.000 francs d'amende et 50.000 de dommages-intérêts. Les magistrats écrivent : « Si les documents dont les prévenus disposaient au moment de la parution de l'article justifient d'une enquête sérieuse et approfondie, ils n'autorisent pas le journaliste à affirmer que M. Junot avait supervisé des opérations de maintien de l'ordre dans les camps d'internement ni d'en déduire qu'il avait eu un rôle dans la déportation des juifs ».

Le tribunal reproche au Mande d'avoir confié la rédaction de cet article à un journaliste déjà condamné pour avoir publié une enquête jugée diffamatoire, en 1991, dans La République du Centre. Selon les magistrats, notre collaborateur Régis Guyotat aurait fait preuve d'un « acharnement particulier » et d'une « animosité personnelle » à l'égard du plaignant. En outre, selon le tribunal, notre journal aurait dû faire état des « excuses » du Point à M. Junot, un comportement salué par le jugement comme « exceptionnel ».

Le Monde, qui conteste le caractère diffamatoire de l'article incriminé, a décidé d'interjeter appel de ce jugement.

Philippe Broussard



La CITE espère atteindre des suffrages aux prud'hommes

Un même homme impliqué dans les quatre crimes commis dans l'Est parisien

Un portrait-robot est largement diffusé

LES TRACES GÉNÉTIQUES laissées par un homme aux domiciles de quatre jeunes femmes agressées, de décembre 1994 à novembre 1997 dans des quartiers de l'Est parisien, ont permis à la police judiciaire d'attribuer ces crimes à un seul et même tueur en série. Les tests effectués sur les molécules d'ADN prélevées sur les lieux de quatre crimes – les viols et assassinats d'Agos, le 10 décembre 1994, d'Hélène, le 8 juillet 1995, et Estelle, le 16 novembre 1997, ainsi que l'agression de la seule victime ayant réussi à s'échapper, Elisabeth, le 16 juin 1995 – ont en effet conduit à un code génétique identique. Le parquet de Paris a donc requis la jonction de ces quatre dossiers, mardi 25 novembre, en une information judiciaire confiée au juge d'instruction Gilbert Thiel.

L'assassinat et le viol de Magali, le 23 septembre 1997, toujours dans l'Est de la capitale, demeurent pour le moment traités par un juge d'instruction distinct, Olivier Deparis. Si le mode opératoire suivi par l'agresseur de cette étudiante âgée de dix-neuf ans présente des similitudes avec celui des quatre autres dossiers – intrusion sans effraction au domicile, assassinat par étranglement au cou, vols de divers objets –, aucune trace génétique exploitable n'a été retrouvée au domicile de Magali. La brigade criminelle, qui avait précédemment procédé sans succès à des expertises génétiques auprès de plusieurs dizaines d'hommes impliqués par la justice dans des crimes sexuels, demeure cependant en charge de l'ensemble des cinq dossiers.

Un portrait-robot, établi grâce au témoignage de l'unique survivante, a fait l'objet d'une diffusion publique, mercredi 26 novembre, après avoir été diffusé dans l'enceinte des commissariats parisiens (Le Monde du 26 novembre). La fiche de recherches criminelles et ce portrait réalisé grâce à l'information décrivent un homme âgé de vingt-cinq à trente ans, mesurant entre 1,75 et 1,80 mètre, aux cheveux courts et bruns, qui serait de « complexité athlétique » et de type « nord-africain », parlerait le « français sans accent ». La trace

sanglante d'un pied nu, trouvée sur les lieux de l'un des crimes, indique en outre que l'individu « possède le second doigt de pied plus long que le gros orteil ». Afin de recueillir tout témoignage utile à l'enquête, la brigade criminelle a ouvert un numéro vert (08-00-55-51-77). Les enquêteurs fondent leurs espoirs sur la conjonction de ce portrait-robot et des tests ADN, qui peuvent être opérés sur une grande diversité de traces humaines (sang, sperme, buche de cheveux, salive, traces de sueur).

Dans ce genre d'affaires, les progrès de la police technique et scientifique ont incontestablement profité aux investigations criminelles. Le précédent le plus remarquable concerne l'interpellation, en 1987 à Paris, d'un « tueur de vieilles dames ». Thierry Paulin avait toutefois profité des retards enregistrés à l'époque par la police française en matière de police scientifique. Le jeune homme avait commencé par assassiner huit personnes âgées en 1984, retrouvées mortes dans leurs appartements parisiens, où des empreintes digitales avaient été relevées. Peu après, Thierry Paulin avait été interpellé à Toulouse pour un délit sans gravité : ses empreintes digitales avaient alors été recueillies et conservées dans un fichier local.

Faute de l'existence d'un fichier national informatisé, aujourd'hui installé, la police n'avait pas pu faire de rapprochement entre ce petit délinquant, dûment identifié, et le « tueur en série » dont elle possédait les traces papillaires. Thierry Paulin avait donc pu continuer à assassiner, frappant en 1986 à Paris une dizaine de personnes âgées supplémentaires. Ce fut finalement grâce à la diffusion de son portrait-robot que le jeune homme fut arrêté : le croissant dans une rue de la capitale, un policier avait reconnu le suspect et l'avait maîtrisé. Thierry Paulin avait ensuite été totalement confondu, grâce aux empreintes laissées tout au long de sa course criminelle.

Erich Irciyan

Ségolène Royal sonne le retour de l'instruction civique dans les écoles

Renforcée en primaire et au collège, elle devient obligatoire au lycée

A l'occasion de la « semaine d'initiatives citoyennes » qui se déroule dans les écoles, Ségolène Royal, ministre déléguée aux enseignements

scolaires, a présenté, mercredi 26 novembre en conseil des ministres, plusieurs mesures visant à relancer l'instruction civique. Celle-ci devient obli-

gatoire au lycée et est renforcée dans le primaire et les collèges. La ministre souhaite « partir de ce qui se fait dans les établissements ».



citoyenneté, et l'exercice du jugement politique ».

Cette éducation, pour laquelle les professeurs de lycée seront formés « sans tarder », sera dispensée par « les professeurs disponibles dans chaque établissement ». Les professeurs de philosophie, à raison d'une heure par semaine. Enfin, dans les IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres), Ségolène Royal a confirmé l'introduction d'une épreuve d'éducation civique pour les aspirants enseignants.

Ce programme exposé, Ségolène Royal a pris soin de préciser que si « beaucoup d'innovations sont possibles, elles viendront des enseignants plus que de décisions centrales ». Déjà, en présentant la « semaine d'initiatives citoyennes », qui se déroule du 24 au 28 octobre, la ministre avait multiplié les déclarations de prudence :

« Nous ne réussons que si nous portons de ce qui se fait dans les établissements. » De grands axes de réflexion sont fixés – politesse, lutte contre les discriminations, droits et devoirs des élèves. Mais M^{me} Royal reconnaît volontiers qu'il n'est pas toujours « simple de choisir des valeurs communes ». Un premier bilan sera fait au printemps 1998, avec l'ambition de « faire émerger des textes de référence ». Parallèlement, le parallèle de ces travaux a été confié à Jean Baubéro, universitaire et auteur de *La Morale laïque contre l'ordre moral* (Seuil, avril 1997).

Cette réserve ministérielle est également due à de solides contraintes matérielles. Faut-il tailler dans les programmes existants pour dégager une plage horaire consacrée au civisme ? Faut-il, à tous les étages de l'édifice scolaire, faire de l'éducation ci-

vique une matière à part entière, avec épreuves et notation ? Qu'en est-il surtout des manuels d'instruction civique, où le pire côtoie souvent le meilleur ?

MANUELS PÉRIMÉS

Si les éditeurs scolaires ont multiplié les productions, tous les établissements ne disposent pas de manuels à jour, loin s'en faut. Que lit-on, par exemple, dans le chapitre sur la famille du manuel de classe de quatrième de chez Hachette (« édition actualisée 1992 ») ? Un sondage renseigne sur les valeurs qui recueillent la confiance des Français : 92 % font confiance à la famille. Mais les résultats ont été recueillis dans la semaine du 2 au 5 décembre 1985. Commentaire du manuel, en cours en 1997 : « la famille demeure une valeur essentielle. »

Le chapitre suivant porte sur « La femme en France ». Une jeune mère éprouve des légèretés dans une cuisine en compagnie de son enfant. Légende : « Des femmes préfèrent cesser toute activité professionnelle pour se consacrer à leur famille. » Dans la même page, photo du bas, une superbe créature, assise sur son bureau, découvre huit ses loquaces jambes bronzées. C'est une publicité pour les collants Bomo, intitulée « Métro, baulat, Bomo ». Légende : « L'image de la femme, sur les affiches, ne cesse d'évoluer. » Plus vite que dans les manuels d'instruction civique ?

Tout aussi intéressant, cet exemplaire du manuel Nathan qui a échoué cette année à Elsa, après être passé dans les mains de Doris, Laurence, David, Adrien, Kim, Carole, Sandra, Niyata. Dix ans bientôt qu'il circule ! Cette ancienneté lui vaut de découvrir, en page 65, les « Mariannes d'or 1985 pour 17 super-maîtres ».

En photo : Charles Hernu, Jean Bousquet, Gaston Defferre, Dominique Baudis, Alain Dumail, Nicolas Sarkozy (faute d'orthographe comprise). Le « Prix spécial du jury », précise le manuel, fut attribué cette année-là à l'ancien maire de Toulon Maurice Arreckx, condamné, le 18 novembre par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, à deux ans de prison ferme, 1 million de francs d'amende et cinq ans de privation de droits civiques pour complicité et recel d'abus de confiance... L'éducation civique est, décidément, un bien difficile combat.

Béatrice Gurrey

Des agressions à Mulhouse et Rouen

Les vingt enseignants de l'école primaire Kléber, à Mulhouse (Haut-Rhin), se sont mis en grève, mardi 25 novembre, après l'agression, la veille, du directeur de l'établissement. L'enseignant avait été molesté, lundi, par les parents d'une élève de CE1, qui avaient fait intrusion dans son bureau, après l'avoir harcelé au téléphone. Le directeur s'est vu accorder une interruption de travail de trois jours. Mardi matin, la mère de l'élève a de nouveau tenté de s'introduire dans l'école. Les forces de l'ordre ont dû intervenir et l'ont conduite au commissariat de police.

Dans la banlieue de Rouen, les enseignants du collège Emile-Chartier de Darnétal ont également observé un mouvement de grève, mardi, pour dénoncer des actes de violence dans l'enceinte de l'établissement scolaire. Des inconnus avaient lacéré les pneus de plusieurs véhicules d'enseignants stationnés sur le parking du collège.

« Le seul lieu où les élèves peuvent apprendre à vivre en citoyen »

ROUBAIX de notre correspondant régional C'est un bâtiment planté à l'entrée du magnifique boulevard du Général-de-Gaulle, juste entre le

REPORTAGE Au lycée Jean-Moulin de Roubaix, les enseignants font un « travail de fourmi »

quartier huppé de Barbieux et les rues qui s'accrochent comme des guenilles aux grands axes du centre. Seul établissement technologique tertiaire de Roubaix, le lycée Jean-Moulin est coupé à un LEP de 430 élèves. Sur un total de 1 500 élèves, 50 % sont boursiers. Dans la ville, le taux de chômage frise les 30 %, 70 % dans certains quartiers. Beaucoup d'élèves n'ont jamais vu leurs parents travailler. D'autres font des petits boulots (distribution de tracts, livraisons et services divers) avant ou après leur travail. Autant dire que l'établissement a longtemps traîné une mauvaise réputation. Et la menace court toujours dans les deux lycées classiques de la ville : « Attention, si tu ne te reprends pas, tu vas finir à Jean-Moulin. »

Depuis quelques années, l'établissement s'est entouré de grilles et de murs pour se protéger de la violence venue de l'extérieur. Les

élèves se plient volontiers au contrôle systématique de la carte à l'entrée, la sérénité est revenue. « Pas totalement, tempère Annick Lévêque, conseillère permanente d'éducation. Nous avons affaire à une population chochilleuse. Il n'y a ni violence ni menace latente, mais nous avons beaucoup de jeunes livrés à eux-mêmes, avec des parents très âgés et pour qui le grand frère est la seule référence. Ils viennent souvent de quartiers difficiles, avec la drogue à tous les carrefours. Une peur et une pression constantes. L'établissement scolaire est le seul lieu d'expression possible de ce mal-être et le seul endroit où ils peuvent prendre confiance en l'adulte, apprendre à vivre en citoyen. »

La démarche entamée par Ségolène Royal n'est pas perçue comme particulièrement novatrice par le corps enseignant du lycée. La visite qu'elle a effectuée dans l'établissement, lundi 24 novembre, est appréciée : « Une reconnaissance de notre travail. Cela légitime notre action. Indépendamment de toute considération politique, c'est bien pour nous, pour les élèves, pour les parents. »

Le lycée Jean-Moulin a en effet inventé quelques recettes. Un projet d'établissement triennal. La réalisation d'un mémoire pour les élèves de seconde qui préparent alors leur bac français. Un « contrat » qui responsabilise et engage les élèves qui, normale-

ment, ne devraient pas accéder à la terminale. Un peu plus de la moitié de ces élèves ont finalement eu leur bac. « On peut toujours nous dire que c'est peu. Mais, sans cela, ils n'auraient rien eu du tout. Le contrat a parfois été pris comme une sanction, mais il évitait le passage en terminale à n'importe quel prix et mettait les élèves au pied du mur », constate Annick Lévêque.

A Jean-Moulin, beaucoup considèrent que le plus important est la démarche ainsi initiée. « On a parlé de citoyenneté, un peu par hasard. Le projet d'établissement, si on y regarde bien, il n'y a pas grand-chose. Mais, au quotidien, il y a un travail de fourmi qui est colossal, dit un enseignant. Avant de parler d'éducation civique, la question que nous nous posons quotidiennement est celle de la gestion des conflits. Nous avons affaire à des écorchés vifs. »

« EN PERMANENCE DANS L'AFFECTIF » Dans ce domaine, la violence verbale est unanimement dénoncée : la gravité des mots, et des fautes, est difficilement mesurable. « Certains sont trop susceptibles, d'autres pas assez, constate Robert Lebahy, proviseur. Le seul vrai cours d'instruction civique, ce serait peut-être un apprentissage rigoureux de la langue. » Autre réclamation quasi unanime : « Le rappel à la loi et à la règle, il faudrait le commencer au collège. On voit maintenant que la petite délin-

quance arrive très tôt, et nous on passe pour des fochas quand on commence à sévir. »

S'ils se reconnaissent « débordés par le quotidien », affolés devant la difficulté d'apprendre aux élèves à « s'approprier l'école, lieu de consommation obligée », découragés par le fait que les délégués de classe soient « enfermés dans un rôle de défense de leurs camarades en conseil de classe, lieu de verdict scolaire et social », les professeurs de Jean-Moulin revendiquent « une solidarité entre collègues plus forte qu'ailleurs. Ne serait-ce que parce qu'il y a davantage de problèmes qu'ailleurs. »

« A Jean-Moulin, il faut avoir une mentalité particulière, sinon on s'en va. Il faut s'investir au point », dit un professeur qui s'est joint à la conversation de deux jeunes enseignants de droit et sciences-éco, à l'heure des croissants en attendant le ministre. Il a enseigné dix-sept ans à Jean-Moulin et est maintenant dans un lycée de la banlieue cossue « où les élèves ont des familles et où on peut faire passer des messages ». « A Jean-Moulin, dit-il, on est en permanence en négociation, en permanence dans l'affectif. Les élèves ont un besoin de reconnaissance. C'est dur. C'est lourd. Mais c'est autre chose que dans un lycée où l'on fait des cours et on s'en va. »

Pierre Cherruau

PRÉFECTURE DU GARD AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de protection du site historique et écologique du Pont du Gard.
Communes concernées : VERS PONT DU GARD - REMOULINS - CASTILLON DU GARD.

Concessionnaires et maître d'ouvrage : Chambre de Commerce et d'Industrie de Nîmes - UZES - LE VIGAN.

Concédant : Syndicat mixte du Pont du Gard.

Le projet de protection du site historique et écologique du Pont du Gard est soumis à : une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des trois communes concernées, et à une enquête parcellaire conjointe.

Les dossiers du projet, ainsi que des registres d'enquête seront tenus à la disposition du public au mairie de VERS PONT DU GARD, REMOULINS et CASTILLON DU GARD du 15 DÉCEMBRE 1997 au 23 JANVIER 1998 inclus, aux heures normales d'ouverture des bureaux. Le public pourra également faire parvenir ses observations par courrier adressé au Président de la commission d'enquête domiciliée au mairie de VERS PONT DU GARD.

La commission d'enquête désignée par le Tribunal Administratif est composée comme suit :

- Président : M. Robert VASSAS - Ingénieur Divisionnaire à la DDAF - Retraité.
- Assesseurs : M. Michel FREMOLLE - Architecte urbaniste. M. Alain VAREILLES - Chef inspecteur divisionnaire de la police en retraite.
- supplément : M. Daniel LAROCHE - Architecte paysagiste.

Un ou plusieurs membres de la commission d'enquête se tiendront à la disposition du public selon le calendrier suivant :

- le 15 décembre 1997 de 9h00 à 12h00 au mairie de VERS PONT DU GARD
- le 23 décembre 1997 de 14h00 à 17h00 au mairie de CASTILLON DU GARD
- le 30 décembre 1997 de 14h00 à 17h00 au mairie de REMOULINS
- le 10 janvier 1998 de 9h00 à 12h00 au mairie de REMOULINS.
- le 23 janvier 1998 de 14h00 à 17h00 au mairie de VERS PONT DU GARD.

Dans la mesure du possible les trois membres de la commission seront réunis pour les permanences des 15 décembre et 23 janvier au mairie de VERS PONT DU GARD.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront consultables pendant une durée d'un an en préfecture du Gard et en mairies de VERS PONT DU GARD, REMOULINS et CASTILLON DU GARD.

Fait à Nîmes, le 19 novembre 1997
LE PRÉFET, pour le Préfet,
le Secrétaire Général,
Frédéric PIERRET

Le racisme est au centre du procès de cinq jeunes accusés d'avoir provoqué la noyade d'un Malien

Pour en découdre avec « la racaille des cités », ils avaient poussé Idrissa Diara dans le canal

Le procès de cinq des sept jeunes gens accusés d'avoir provoqué la mort par noyade d'Idrissa Diara, un Malien de quarante-deux ans, en le pou-

sant dans le canal Saint-Martin, en juillet 1994, a commencé devant la cour d'assises de Paris, mardi 25 novembre. Au cours de la première journée

d'audience, consacrée à l'examen de la personnalité des accusés, la cour a cherché à comprendre si leur acte était motivé par le racisme.

A AUCUN moment, Amadou n'a détourné le regard devant les meurtriers de son père. Assis sur un banc de bois de la cour d'assises, ce petit garçon de douze ans

est resté impassible et attentif, sans jamais se plaindre ni pleurer. Les mains sur les genoux, il a d'abord écouté le rappel des faits par la gref-

fière. Un compte rendu factuel, un constat d'une froide banalité sur cette nuit du 13 juillet 1994 où son père, Idrissa Diara, un Malien de quarante-deux ans, est mort noyé dans le canal Saint-Martin.

Ce soir-là, sept jeunes gens de quinze à vingt et un ans sortaient d'un concert de hard rock au Gibus, un club du quartier République. Certains avaient, paraît-il, envie d'en découdre avec des « Noirs » ou des « Arabes », en tout cas ce qu'ils appellaient la « racaille des cités ». Idrissa Diara, un ouvrier en maroquinerie présenté par ses proches comme « un peu bohème », dormait sur un banc.

Après avoir fait semblant de le jeter à l'eau, les rockers aux cheveux longs lui ont offert en riant la « cigarette du condamné ». Idrissa a dit qu'il ne savait pas nager mais plusieurs d'entre eux l'ont empoigné de nouveau et balancé à l'eau. Il faudra attendre six mois, et la dénonciation d'une petite amie, pour que le groupe soit arrêté.

Deux des membres de la bande, mineurs au moment des faits, ont d'ores et déjà été condamnés à des peines d'emprisonnement avec sursis. Les cinq autres se sont donc retrouvés, mardi après-midi 25 novembre, face à la femme et au fils du « condamné ».

Quatre d'entre eux, qui en comptent trente ans de réclusion criminelle, se tenaient dans le box. Le cinquième, poursuivi pour non-assistance à personne en danger, comparait libre. En cette première journée d'audience, les débats se sont concentrés sur la personnalité des uns et des autres. Au fil des confessions, c'est une triste équipe qui s'est ainsi dévoilée. Un cas d'école pour assistants sociaux. Échec scolaire,

détresse affective, conflits de générations... Les thèmes classiques de ce genre d'affaires sont revenus de manière insistante. Avec une différence essentielle, toutefois : les accusés, visiblement intelligents, se sont livrés sans retenue, en cherchant parfois dans la salle le regard du parent fantôme.

La plupart de ces jeunes sont issus de familles disloquées. Chacun a son parcours, souvent chaotique, et ses mots pour le raconter. James Leclerc, fils d'un policier à la retraite, a longtemps vécu chez sa mère, alcoolique. A l'époque du meurtre, il avait abandonné son apprentissage de maçon pour « zoner ». Clifé d'une crête à l'« Iroquois », comme certains punks, il faisait parfois la « manche » du côté des Champs-Élysées. Depuis, ses cheveux ont repoussé mais il a conservé ses tatouages sur le bras droit : un tigre (« mon signe astrologique chinois »), huit tombes et une gargouille de cimetière. « Ce soir-là, admet-il les larmes aux yeux, je n'étais pas moi-même, je ne savais plus qui j'étais. »

A ses côtés, Inhan Tatar, un cuisinier de vingt et un ans, explique combien il a souffert du divorce de ses parents et de l'autorité d'un père adepte des « châtiments corporels ». Les jours de mauvaises notes : « Seule ma mère m'a donné de la tendresse. Pour les autres membres de la famille j'étais le petit gros, celui dont on rigolait. » Nicolas Kerkz Plavsky, un étudiant d'origine bosniaque, consent un début d'auto-critique : « Mon père essayait de dialoguer avec moi mais j'avais du mal, c'est quelqu'un d'impressionnant ; il est d'ailleurs dans la salle. »

« SECONDE FAMILLE »
Chun Cheng, le mécanicien d'origine chinoise, n'évoque pas seulement le divorce de ses parents mais le suicide de son père, en avril 1993, et se souvient du corps, dans la cave familiale. « Il baignait dans une mare de sang, l'abdomen ouvert, les poignets et la gorge tranchés. Nous avons toujours pensé, sans preuve, qu'il s'agissait d'un assassinat. Ça a été un gros choc pour moi. Après, je suis devenu quelqu'un de dur, de froid. Aimer, ça

fait mal. » Un an plus tard, en avril 1994, Chun Cheng a eu un grave accident de moto. Il s'est senti responsable des blessures de sa passagère. En intégrant un groupe de motards avec son ami James Leclerc, il aurait trouvé une « seconde famille ». La soirée du 13 juillet 1994 ? « C'était une manière de suivre bêtement les autres pour être accepté. »

« UN GOSSE PERDU »
Derrière ces itinéraires, le président Yves Corneloup cherche l'ombre d'une dérive xénophobe mais ne trouve aucun engagement politique net. Juste de vagues concepts anarchistes, sans consistance. Le magistrat pose pourtant de nombreuses questions sur les rivalités entre les amateurs de hard rock et les « rappeurs » d'origine africaine, l'hostilité envers la « racaille » des cités.

Pour montrer qu'il a préparé son sujet, M. Corneloup s'exprime parfois en verlan, mais la compréhension semble impossible entre la cour et les accusés. A l'évi-

dence, ni le magistrat ni les avocats de la partie civile ne maîtrisent toutes les nuances entre les multiples « tribus » adolescentes. Rejetant les accusations de racisme, les jeunes présentent des témoins de moralité, prêts à louer leur « gentillesse ».

Un éducateur marocain se présente pour défendre Cheng : « Il n'était pas raciste ; en tant que Chinois, il en souffrait, nous en parlions souvent quand il venait à la maison. C'était d'abord un gosse perdu. »

Le président et certains avocats reviennent malgré tout à la charge. Au moment d'interroger Kerkz Plavsky, ils abordent même le thème de la purification ethnique dans l'ex-Yougoslavie. « Je sais où vous voulez m'entraîner », prévient l'étudiant, prudent dans ses réponses. Les débats s'éloignent effectivement du canal Saint-Martin, mais posent clairement la problématique du procès : s'agit-il, oui ou non, d'un acte raciste ?

Philippe Broussard

Ange Mancini nommé chef du service de coopération technique internationale de la police

LE CONTRÔLEUR général de la police nationale, Ange Mancini, a été nommé chef du service de coopération technique internationale de police (Scitip), a annoncé, mardi 25 novembre, le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement. Agé de cinquante-trois ans, M. Mancini était chargé d'une mission sur les violences urbaines auprès du directeur général de la police nationale depuis janvier 1996, après avoir été brutalement limogé de son poste de numéro deux de la direction centrale de la police judiciaire.

M. Mancini remplace le préfet Henri Hurand à la tête de ce service de coopération qui compte des délégations chargées, dans près de cinquante pays, de missions de formation et de conseil en équipements. Le préfet Hurand a été dernièrement nommé président de la Société française d'exportation de matériels et systèmes (Sofrem).

■ JUSTICE : un gendarme, qui avait tiré d'une balle dans la nuque Franck Moret, un automobiliste fuyant un contrôle de gendarmerie, le 25 juillet 1993 dans la Drôme, a été relaxé mardi 25 novembre par le tribunal correctionnel de Valence. Lors du procès, le procureur avait requis « une forte peine d'emprisonnement avec sursis » contre le gendarme Christian Givet-Branco.

■ SÉCURITÉ : une mission sur la répartition des effectifs de la police et de la gendarmerie a été confiée, par le premier ministre, à Roland Carraz, député (MDC) de la Côte-d'Or, et Jean-Jacques Hyest, sénateur (FD) de Seine-et-Marne. Les parlementaires devront faire en sorte que soit assurée « une meilleure complémentarité entre l'action de la police nationale et celle de la gendarmerie » et préparer « la mise en œuvre du plan pour l'emploi des jeunes dans le domaine de la sécurité ».

■ UNIVERSITÉ : le tribunal administratif de Lyon a annulé, mardi 25 novembre, onze refus d'inscription en sciences et techniques des activités physiques et sportives à l'université Claude-Bernard (Lyon-I). Les juges administratifs ont ordonné à l'établissement d'inscrire d'office deux des plaignants et d'examiner à nouveau les neuf autres candidatures.

■ VIOLENCE : un pédophile qui avait jeté un garçonnnet de six ans dans un puits, dimanche 23 novembre, près de Montélimar (Drôme), a été mis en examen et écroué pour « tentative d'homicide aggravé consistant en viol sur mineur » par un juge d'instruction de Valence. Des passants avaient alerté les secours, et l'enfant avait été hospitalisé en état de choc.

Deuxième ouverture du procès du groupe islamiste de Chasse-sur-Rhône

AU DEUXIÈME jour des débats, la 14^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a décidé, mardi 25 novembre, de recommencer le procès de quarante personnes

accusées d'avoir participé à un réseau de soutien logistique au Groupe islamiste armé (GIA) algérien en France (Le Monde du 25 novembre). Cette décision est une conséquence directe du manque d'effectif qui sévit, de manière chronique, dans la magistrature et notamment au tribunal de Paris.

D'ordinaire, pour tout procès prévu sur une longue période, tel celui de ce réseau islamiste qui s'étalera sur trois semaines, un assesseur supplémentaire siège aux côtés du tribunal, composé d'un président et de deux assesseurs. En cas de défection d'un assesseur, ce magistrat supplémentaire peut prendre sa place. Or, depuis trois mois, Jamine Drai, présidente de la 14^e chambre correctionnelle, avait demandé, sans succès, à la présidence du tribunal de grande instance de lui attribuer un assesseur supplémentaire.

Mardi 25 novembre, l'une des deux femmes qui siégeaient comme juges assesseurs, prise de malaise, a dû être hospitalisée et placée sous perfusion toute la matinée. A 14 heures, ce magistrat décidait de continuer à siéger. Cependant, devant le risque d'une

nouvelle défection, la présidente avait enfin obtenu la désignation d'un assesseur supplémentaire. Mais ce magistrat n'avait pas assisté aux débats de la veille : la procédure imposait donc de reprendre le procès dans son intégralité. Devant les prévenus quelque peu interloqués, M. Drai a longuement expliqué les raisons d'une situation insolite, en précisant qu'elle comprenait que ce retard puisse gêner les prévenus libres qui exercent un emploi.

MOT POUR MOT
Puis les débats se sont ouverts à nouveau, copie conforme du procès désormais virtuel qui avait commencé la veille (Le Monde du 26 novembre). Nouvelle lecture de l'ordonnance de renvoi, nouvelle prestation de serment de l'interprète et nouvel interrogatoire portant sur la personnalité des prévenus. On est allé un peu plus vite mais chacun a joué le jeu avec sérieux afin que l'assesseur supplémentaire n'ignore rien de ce qui avait pu se dire la veille. Les prévenus ont répété les mêmes choses, parfois mot pour mot. Pourtant, le débat semblait plus sérieux que lors de l'audience annulée. La raideur judiciaire et la crispation des prévenus avaient toutes deux disparu, comme si chacun avait compris que la justice aussi pouvait faire des erreurs. Surtout chacun éprouvait ce sentiment qu'aucune procédure ne pourra jamais annuler : on se connaissait déjà.

Maurice Peyrot



Pour les scènes de cascade, la voiture a refusé de se faire doubler.

BMW Série 7. Quelle autre voiture aurait pu choisir James Bond ? Volant multi-commandes, système de navigation GPS*, ordinateur de bord, système de gestion électronique de la motricité (ASC+T), climatisation automatique, réglage électronique des amortisseurs (EDC*), motorisations 6** 8 ou 12 cylindres... La BMW Série 7 a tout pour séduire ceux qui demandent beaucoup à leur voiture. BMW Série 7, vedette du dernier James Bond "Demain ne meurt jamais". Sortie en salles le 17 décembre 1997. FINA partenaire de BMW.

36 15 BMW (1,29 F/mn) *De série ou en option selon les modèles.

**Disponible également en Diesel.



DISPARITIONS

Kamuzu Banda

Le père de l'indépendance du Malawi

L'ANCIEN président et dictateur du Malawi Hastings Kamuzu Banda est mort mardi 25 novembre d'une pneumonie dans une clinique de Johannesburg. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans (quatre-vingt-onze selon sa biographie officielle).

Il naît avant le siècle dans un petit village du protectorat britannique du Nyassaland. Sa mère, qui avait retrouvé sa fécondité grâce à la pharmacopée africaine, le baptise Kamuzu, c'est-à-dire « Petite Racine ». Elève studieux des missions, il adopte le prénom de Hastings, en témoignage de gratitude à l'égard d'un prêtre qui s'appelait John Hastings.

A dix-neuf ans, H. K. Banda commence une vie errante qui le maintiendra quarante et un ans éloigné de son pays. En Afrique du Sud, il exerce des petits métiers. Bachelier dans un hôpital, il a la révélation brutale de sa vocation médicale. En 1923, ayant économisé son par son, il s'embarque pour les États-Unis, où le courant panafricain, animé par le Jamaïcain Marcus Garvey et par le docteur W. E. B. Du Bois, est en plein essor. Il passe ses premiers examens de médecine et se découvre un irrésistible penchant pour la politique. En 1938, il débarque en Grande-Bretagne, achève ses études et exerce à Liverpool, puis à Londres, où il soigne une clientèle exclusivement blanche.

Il se lie d'amitié avec le Kenyan Jomo Kenyatta, le Zambien Harry Nkumbula, les Ghanéens Kwame Nkrumah et Kwame Nkrumah. Il lance le Nyassaland African National Congress, fer de lance du nationalisme malawite. A l'instigation de

Nkrumah en 1953, il s'installe au Gold Coast, le futur Ghana. Comme Nkrumah, il a du charisme et un messianisme indiscutable. « Je suis comme Moïse revenant parmi son peuple », déclare-t-il en arrivant au Nyassaland, en 1958, après plus de quarante ans d'exil volontaire.

Il fut accusé en 1959 d'avoir fomenté un complot, accusé dont le luvra une commission d'enquête de la Couronne qui loua sa modération et son sang-froid. En réalité, celui que ses compatriotes appellent déjà Ngwiri - le « chef des chefs » - nu Nkango - le « lion » - préconise la résistance passive. Nommé premier ministre en février 1963, il conduit son pays à l'indépendance, le 6 juillet 1964, en accord avec l'ancienne puissance tutrice. Deux ans plus tard, il devient président de la République. Déjà, il verse dans un autoritarisme menaçant, éliminant toute l'aile gauche de son parti. Président à vie du Malawi à partir de 1970, il prend, en 1977, la tête d'un parti unique, et impose l'une des pires dictatures africaines dans un pays resté très

■ **ROBERT LEWIS**, acteur, metteur en scène et professeur de théâtre qui fut le cofondateur de l'Actors Studio en 1947, est mort dimanche 23 novembre à New York d'une crise cardiaque. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans. Né en 1909 à New York, Robert Lewis a commencé sa carrière à Broadway dans les années 30. Dans les années 40, il met notamment en scène *Un ennemi du peuple* d'Ibsen et collabore à plusieurs films, dont *Ziegfeld Follies* de Vincente Minnelli. Mais il se fera surtout connaître

pauvre et très lié à l'Afrique du Sud blanche. Mélange de Roi-Soleil et de Caligula, il gouverne d'une poigne de fer, faisant régner une prudence victorienne d'un autre âge. A ses côtés, il a une favorite, Cecilia Tamanda Kadzimir, baptisée « hôte officielle de l'Etat ». Sa fin de règne s'écroulera. Pendant des années, le Malawi présente un spectacle shakespearien : sur la scène, le vieux chef à l'énergie déclinante ; en coulisse, sa compagne encore jeune, tandis que le peuple spectateur attend le dénouement avec une vague inquiétude.

Un dénouement qui se produit en 1994 : confronté à une contestation croissante, Banda doit céder le pouvoir, après des élections pluralistes. Succédé par son successeur Bakili Muluzi, de rendre des comptes, il est accusé d'avoir commandité le meurtre de plusieurs opposants - avant d'être acquitté en décembre 1995. La justice le poursuit pour détournement de fonds publics. En juillet 1997, il annonce son départ définitif de la vie politique. Les dernières accusations contre lui sont alors levées.

comme professeur. Avant d'enseigner à l'université Yale (où il exercera durant plus de soixante ans), Robert Lewis avait fondé en 1931 le Group Theater avec Lee Strasberg et Harold Clurman, un collectif théâtral de gauche se voulant impliqué dans la vie sociale. Lewis et Strasberg y avaient imprimé la « méthode » du russe Stanislavski. Robert Lewis allait donner un plus large retentissement aux théories du Théâtre d'art de Moscou en créant l'Actors Studio en 1947 avec Cheryl Crawford et Elia

Harold Geneen

Le bâtisseur de l'empire ITT

PDG du groupe américain ITT de 1959 à 1977, Harold S. Geneen est mort vendredi 21 novembre d'un arrêt cardiaque, dans un hôpital new-yorkais, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Cet homme qui fut en son temps l'un des patrons les plus puissants, les plus admirés et les plus craints du monde ne laisse paradoxalement pas d'héritage, ni au sens propre - il n'avait pas d'enfants - ni au figuré : dans les semaines qui viennent, ce conglomérat dont il avait fait la multinationale la plus célèbre de la planète devrait disparaître à son tour. Après avoir cédé toutes ses autres branches, ITT ne possède plus aujourd'hui que des activités hôtelières (les chaînes Cigar et Sheraton). Ces dernières sont à leur tour en passe d'être rachetées par un groupe immobilier, Starwood Lodging.

Né en 1910 en Grande-Bretagne, d'un père russe et d'une mère italienne émigrés aux États-Unis alors qu'il n'avait pas encore un an, Harold S. Geneen était l'incarnation de la réussite à l'américaine : « J'ai commencé à travailler

à seize ans, confiait-il au magazine *L'Expansion* en octobre 1973. Pour pouvoir me payer mes cours du soir à l'université de New York, je suis devenu gérant de la Bourse. » Muni d'un diplôme de comptable, il entre dans un cabinet d'expertise avant de bifurquer vers l'industrie, où il sera vite recherché pour sa réputation de redresseur. En 1956, le groupe d'électronique militaire Raytheon fait appel à lui. Vice-président exécutif, il y développe des principes de management fondés sur un contrôle strict et permanent des filiales, grâce auxquels il multiplie les bénéfices par quatre.

A partir de 1959, il les applique chez ITT, un groupe fondé dans les années 20 qui cherche son second souffle. Spécialisée dans les télécommunications (ITT signifie *International Telegraph and Telephone*), la société prend des équipements et exploite des réseaux de téléphone dans le monde entier, sauf aux États-Unis, en vertu d'un accord de partage de marchés conclu avec ATT. Epaulé par la banque Lazard, Harold S. Geneen entreprend de diversifier à outrance, rachetant - parfois après seulement dix minutes de réflexion - tout ce qui est susceptible d'accroître les profits : Avis (location de voitures), les maisons Lewitt, la boulangerie industrielle Continental Baking, les hôtels Sheraton, notamment, passent sous son contrôle. En 1977, quand Harold S. Geneen se retire, ITT est la quinzième entreprise mondiale par sa taille, et ses salariés sont au nombre de 375 000.

Implanté dans le monde entier, ITT devient le prototype de la multinationale qui effraye car elle échappe au pouvoir des États, quand elle ne s'immisce pas directement dans les affaires politiques. Le *New York Times* accuse ITT d'avoir soumis en 1971 à la Maison Blanche un plan destiné à faire tomber le gouvernement socialiste chilien de Salvador Allende. Harold Geneen reconnaît seulement, par la suite, avoir financé la « cause anticommuniste » dans ce pays. En 1973, un journaliste britannique affirme dans un livre - *ITT, Etat souverain* - que le groupe aurait eu des relations privilégiées avec Hitler. Il décrit également le réseau d'influence tissé par le groupe, parfois à coups de pots-de-vin, aux États-Unis et ailleurs. Cette aura sulfureuse lui vaudra de voir figurer sa principale filiale française, la Compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT), au premier rang des « nationalisables » à l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981. Une opération coûteuse qui intervint alors que le déclin d'ITT était déjà entamé.

Anne-Marie Rocco

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Thibault POINSIGNON,

Fils de Fabienne BALENÇA et de Henri POINSIGNON, est né à Paris, le 20 octobre 1997.

Ses parents, ses sœurs et ses grands-parents, se réjouissent de sa venue.

197, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

Noces d'or

Bernard Genevieve, Philippe, Corinne, Hélène, Eric, Chrysselle, Marc, Stéphane, Florian, Nathalie, Clément, Olivier, Ariane, Florio-Jade, Thibault, souhaitent à

Madeleine et Jacques SIRETAS

de très belles noces d'or.

Chambéry, novembre 1997.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

Le Monde sur Internet

http://www.lemonde.fr

Découvrez gratuitement les Dossiers du Monde en Ligne (le procès Papon, le Festival d'automne...), participez à nos forums (La République et ses immigrés...), recherchez une offre d'emploi ou un livre. Consultez le supplément multimédia et ses archives depuis 18 mois.

Dès 17 heures (heure française), retrouvez le journal complet du jour ainsi que les six dernières éditions. Les articles de Une, les ouvertures de séquence (International, France, Culture...) et le sommaire de tous les articles sont gratuits. Le reste du journal est vendu 5 F par numéro.

Pour acheter le journal, vous devez télécharger un logiciel de paiement sécurisé (Kleboz) et ouvrir un compte alimenté par votre carte bancaire.

Sur France Explorer

(129 F TTC/m)

En France, sans abonnement à Internet, l'ensemble du journal est accessible avec un micro-ordinateur et un modem grâce au service de France Explorer.

Pour recevoir gratuitement le CD-Rom de connexion



composée de 04-72-71-12-31 ou rendez-vous sur le Minut 3615 LEMONDE

Sur Minut : 3615 LEMONDE

(2225 F/m)

Dès 17 heures le journal complet du jour et les six dernières éditions parus (Rabrique NET).

Décès

M. Marcel BAUMLIN, son épouse, Ses enfants, annoncent avec tristesse le décès, le 23 novembre 1997, de

M. Marcel BAUMLIN, professeur honoraire au lycée Buffon, commandeur des Palmes académiques, croix de guerre avec palmes, médaille d'or de la FFF.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès, le 23 novembre 1997, de

Jean BIRET.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Annick Biret Bobéas, 138, rue Parmentier, 44600 Saint-Nazaire.

- Le Centre d'études et de recherche sur les qualifications a la tristesse de faire part du décès de

Jean BIRET,

survenu le 23 novembre 1997.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Tous ceux qui ont travaillé avec lui depuis la création du Cereq garderont son souvenir et s'associent à la douleur de ses proches.

10, place de la Joliette, 13474 Marseille Cedex 02.

- Lucienne Corbel, son épouse, Pierre-Yves et Catherine, Hervé et Bailor, Serge, Anne, ses enfants, ont le très grand chagrin de faire part du décès, le 23 novembre 1997, à l'âge de soixante-sept ans, de

Jean-Claude CORBEL, professeur titulaire honoraire à l'université Paris-VI, recteur d'académie, ancien conseiller scientifique auprès des ambassades de France à Ottawa, Mexico, Pékin, ancien chef de la mission française de coopération à Madagascar, ancien directeur général pour les sciences à l'Agence de coopération culturelle et technique,

officier de l'ordre malgache, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques.

« Sédait sa breuv bre, Buhm sa en anez, Tremen ra peh tra, » (Cantique de la vie bre).

L'incinération aura lieu le vendredi 23 novembre 1997, à 12 heures, au crématorium du Père-Lachaise, Paris-20.

7, place Pizel, 75013 Paris.

- Maria Djuric, sa fille, Ivana Bogdanovic, sa mère, Duska Trebojic, sa sœur, Et ses nombreux amis, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Ivan DJURIC.

survenu le 23 novembre 1997, à la suite d'une douloureuse maladie. Il avait cinquante ans.

L'incinération aura lieu le lundi 1^{er} décembre, au crématorium du Père-Lachaise, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2 bis, rue Oswaldo-Cruz, 75016 Paris.

(Le Monde du 26 novembre.)

- Gladys Jarreau, Isabelle Jarreau, Vincent Jarreau, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Raymond JARREAU,

survenu le 19 novembre 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 24 novembre, à Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Malesherbes (Lotre). Champouell (Essonne).

M. Roger MARIN, son épouse, M. et M. Michel Gros, M. Claire Marin, ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger MARIN, président honoraire de la Fédération française des pompes funèbres, fondateur de la Société des pompes funèbres R.-Marin SA.

survenu le 24 novembre 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 novembre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame de Champouell (Essonne), sa paroisse, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président, Le conseil d'administration, Les collaborateurs de la Société des pompes funèbres R.-Marin SA, ont le regret d'annoncer le décès de leur fondateur,

M. Roger MARIN, président honoraire de la Fédération française des pompes funèbres.

survenu en son domicile, le 24 novembre 1997.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu le 24 novembre 1997.

La famille remercie par avance les personnes qui s'associeront à leur peine.

- Martine et Michel Roux, ses enfants, Stéphanie, Caroline Roux, Jean-Philippe Belsay, ses petits-enfants, Hélène et Hubert Sabre, ses cousins, ont le très grand chagrin de faire part du décès de

Jane ROUX, croix de guerre 1939-1945, décédée le 23 novembre 1997, dans sa quatre-vingt-septième année.

Une cérémonie sera célébrée en sa mémoire le samedi 29 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Christophe-de-Javel, à Paris, 28, rue de la Convention-4, rue Saint-Christophe.

96, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

Ladislav POLYA, architecte, né à Mohacs (Hongrie),

survenu le 24 novembre 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année, en son domicile.

L'inhumation aura lieu samedi 29 novembre, à 9 h 15, au cimetière du Centre de Champigny-sur-Marne.

THÈSES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

- M. Miette Lovens, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Ses beaux-enfants, Toute sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice LOVENS,

survenu le 22 novembre 1997, à l'âge de soixante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Villers-le-Temple (Wallonie).

- Saint-Dizier-Les Domaines (Creuse).

M. Marie Roux, son épouse, Marie-Claude et Bernard Bourcy et leurs enfants, M. et M. Georges Roux et leur fille, M. Alinde Doucques, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger ROUX, chevalier de la Légion d'honneur.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu le 24 novembre 1997.

La famille remercie par avance les personnes qui s'associeront à leur peine.

Communications diverses

- Le retour de l'Hisloire et la dérive extrême en Europe. Jeudi 27 novembre, à 20 h 30 : « Pour en finir avec Vichy ? », leçon de Bernard-Henri Lévy.

Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, Paris-9, métro Cadet. Renseignements : 01-49-95-92-92 (PAF).

Soutenances de thèse

- Le 20 novembre, Patricia Minicori-Vibert a obtenu le titre de docteur ès lettres, de l'université de Caen, option radiologie, avec mention très honorable, pour ses travaux sur « La traduction de la littérature enfantine : difficultés suscitées par la motivation des textes propres et le rapport textuel ».

Directeur de recherche : M. C. Durieux. Jury : M. G. Leclercq, M. I. Nègre, M. S. Fabrizio Costa.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

M. Genevieve LABORIT, née de SAINT-MART, maître de conférences des universités, praticienne hospitalière, et se joignent à leur douleur.

L'extension du port du Havre soumise au débat public

Pour la première fois, un grand projet d'aménagement est précédé d'une large concertation régionale, dans le cadre de la nouvelle procédure destinée à assurer la transparence et la démocratisation des choix d'infrastructures

ROUEN

Le large débat public qui doit précéder la décision de l'Etat sur la réalisation du projet « Port 2000 » – à savoir l'extension des installations de réception des conteneurs au Havre – a officiellement débuté lundi 24 novembre. Le président de la commission ad hoc, Jean-Luc Mathieu, a lancé la consultation qui durera quatre mois, au cours de laquelle toute personne intéressée par le sujet pourra obtenir les informations nécessaires sur les intentions du Port autonome du Havre, qui est le maître d'ouvrage. La commission devra soumettre ses intentions à « des opinions pluralistes » et tirer un bilan de ce débat.

A la lumière des conclusions, l'Etat se prononcera. Viendront ensuite les phases classiques, d'enquêtes publiques (une procédure que Dominique Voynet, ministre de

l'aménagement du territoire et de l'environnement, veut réformer) jusqu'à l'autorisation officielle de lancement des travaux. Port 2000 est donc le premier chantier en France soumis à cette procédure prévue pour vérifier, en toute clarté, la pertinence et l'intérêt des grands investissements publics (*Le Monde* du 5 septembre) qui arrivaient souvent trop bien ficelés au stade de l'enquête publique.

SIX HYPOTHÈSES

Au Havre, le projet Port 2000 est présenté par le Port autonome comme la seule parade à un risque de régression de ses trafics à l'horizon 2005. Il s'agit de la réalisation de terminaux pouvant traiter les plus grands navires porte-conteneurs transatlantiques (navires de plus de 300 mètres de long transportant 7 000 boîtes, notamment entre l'Europe et l'Asie) avec

une intégration complète de la logistique terrestre (fleuve, routes et fer) et maritime (cabotage). Pour cela, il faut disposer d'espaces importants à l'arrière des quais où les différentes fonctions portuaires – manutention, transbordement, acheminement – sont rationalisées à l'extrême. C'est la voie choisie par les concurrents d'Europe du Nord, Anvers et Rotterdam.

Or, la configuration actuelle du port du Havre ne permet pas cette mutation, soutient le directeur général du port, André Gralliot. La seule solution est donc de construire du neuf. Pour cela, le port du Havre a avancé six hypothèses, dont trois impliquent une extension, au sud, des bassins actuels dans l'estuaire de la Seine, en lisière (ou en chevauchant) de la zone de protection spéciale (SPS), « sanctuaire » du milieu naturel. Marins-pêcheurs et associations de

protection de l'environnement sont particulièrement vigilants sur ce point. Sous le contrôle de la commission, la direction du port et ses ingénieurs, souvent soupçonnés de cachotteries ou accusés d'user d'arguments approximatifs pour arriver à leurs fins, devront ouvrir tous leurs dossiers au grand public.

Autoroute en Lorraine, ligne électrique en Provence

La commission particulière est une émanation de la commission nationale du débat public, prévue par la loi Barnier du 2 février 1995, et dont les dix-huit membres ont été nommés par un arrêté du premier ministre du 18 avril 1997 (*Le Monde* du 23 mai). Cette instance, réclamée depuis longtemps par les associations de protection de l'environnement, doit améliorer la concertation et le débat démocratique sur les grands projets d'aménagement. Port 2000 est le premier soumis à la nouvelle procédure.

Deux autres commissions particulières sont en cours de constitution pour organiser le débat autour du projet d'autoroute A 32 entre Metz et Nancy, en Lorraine, et celui de la ligne à très haute tension traversant le Parc naturel régional du Verdon entre Bontre et Carros, en Provence (*Le Monde* du 29 avril). Elles seront respectivement présidées par Reine-Claude Mader-Saoussaye, secrétaire générale de la Confédération syndicale du cadre de vie, et Gérard Porcelle, vice-président du tribunal administratif de Paris.

en Haute-Normandie et en Basse-Normandie notamment. Exposition de quatre mois à l'hôtel de ville du Havre, permanence de techniciens pour le public au Havre et à Honfleur, documents explicatifs, urne pour recueillir les questions et les critiques, numéro vert, adresse électronique, site Internet : aucun outil ne sera négligé. Les organisateurs de colloques, de conférences et de visites portuaires sont assurés de la collaboration de tous les spécialistes.

AVENIR DE L'ESTUAIRE

« Après débat et réflexion, la solution retenue donnera lieu à un avant-projet détaillé, à des études complémentaires et à sa réalisation pour la même évolution en fonction d'impératifs ou de connaissances ultérieures », assure Jean-Luc Mathieu, pour qui l'enjeu majeur du débat public va être de s'enrichir des avantages et des inconvénients des différentes hypothèses. Nous sommes ouverts à toutes, même révolutionnaires ».

Ce sont les Verts de Normandie qui vont ouvrir le feu du débat public en organisant un colloque samedi 29 novembre au Havre, élargissant la question à l'avenir de l'estuaire de la Seine, une zone très riche sur le plan écologique mais aussi très convoitée par l'industrie lourde.

Avant même l'ouverture officielle du débat, les Verts ont émis des doutes sur la capacité de la commission à jouer son rôle, « faite de moyens matériels et humains ». Elle ne peut, affirment-ils, que « s'appuyer sur le maître d'ouvrage pour organiser et financer la communication sur le projet soumis au débat ». Ils demandent que les pêcheurs et l'association SOS Estuaire « aient en main les études du Port autonome et pas seulement le droit, limité, de les consulter, et qu'ils puissent disposer des fonds nécessaires à la nomination de leurs propres experts » indépendants, en cas de besoin.

Etienne Banzet

Les loups sont entrés en Maurienne, foi d'ADN

LES BERGERS avaient raison de crier au loup. Mais on ne les avait pas crus. Signe des temps post-modernes et d'une époque peu épique, il aura fallu avoir recours à l'acide désoxyribonucléique – autrement dit l'ADN – moins fantasmagorique on en conviendra que le marc de café ou la poudre de perlimpinpin, pour rendre justice aux pères des montagnes et aux chasseurs alpestres de Haute-Maurienne (Savoie). Ils affirmaient avoir vu l'animal rôdant autour des troupeaux et avançaient, pour preuve de cette redoutable errance, les quelques 150 moutons, brebis ou chèvres tués ou disparus ces derniers mois.

Saisie, l'administration avait d'abord démenti (*Le Monde* du 25 octobre et du 22 novembre). Les pasteurs enrageaient. Par la grâce de tests génétiques comparatifs, les « savants » du laboratoire de biologie des populations d'altitude de l'université de Grenoble les ont rassurés. Désoxyribonucléique ? Dans une comptine espiègle, on ferait rimer cet acide peu planant avec « crotte de bique », mais en restant dans la table des

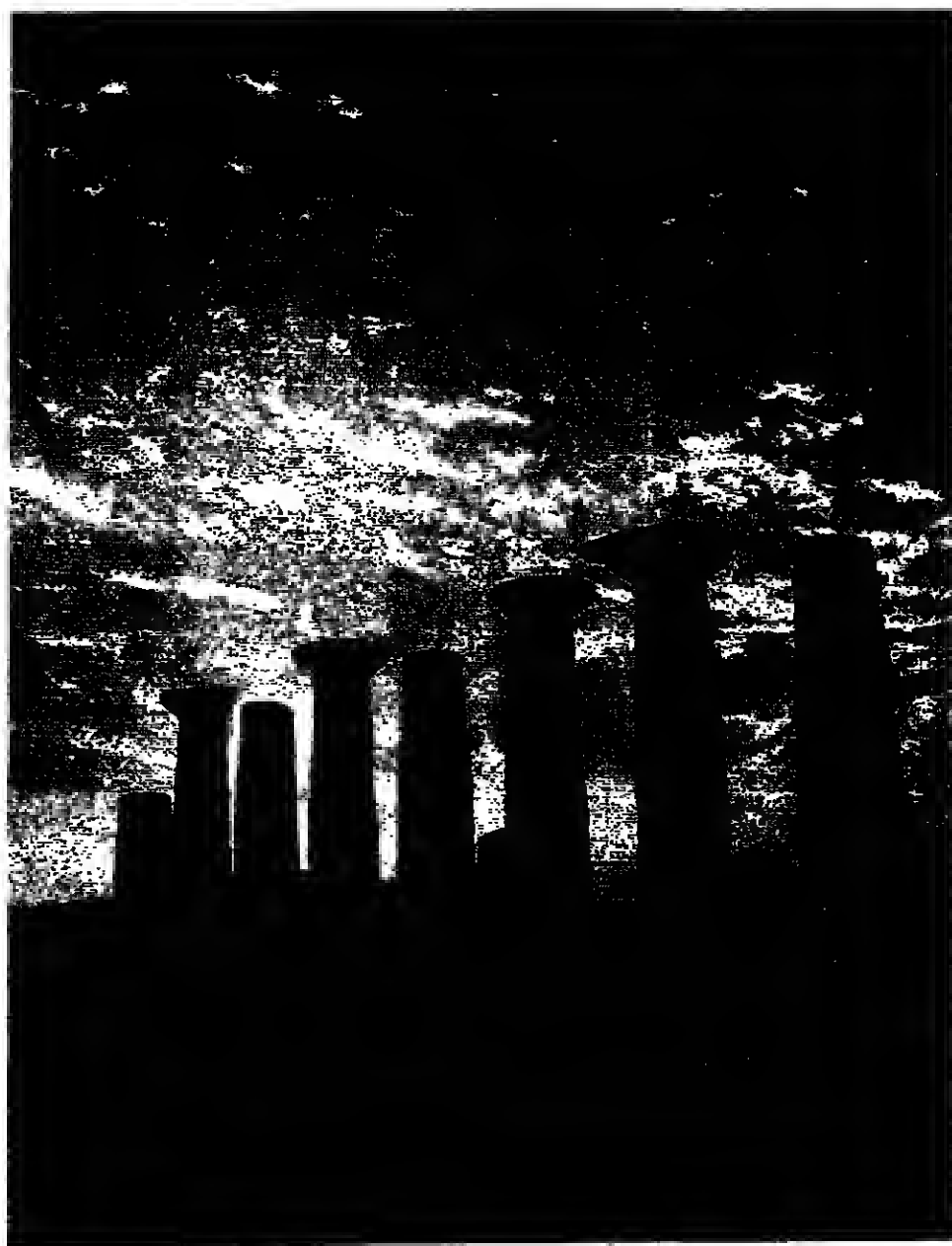
matières et au plus près du communiqué très officiel diffusé lundi 24 novembre par la préfecture de la Savoie, c'est de « crottes de loup » qu'il faut parler pour évoquer le « support » des analyses. « Les analyses de l'ADN sur des excréments de canidés trouvés à la suite d'une des attaques suspectes de troupeaux cet automne apportent la preuve de la présence ou du moins de passages du loup en Maurienne », indique la prose préfectorale.

Les échantillons récoltés par les gardes-chasse de l'Office national de la chasse et les gendarmes lors des constats de dégâts effectués sur la commune de Bramans, en octobre dernier, constituent la trace visible de ce qui était déjà pressenti par les spécialistes, pour lesquels la remontée des loups vers les Alpes du Nord est « inévitable ». Il reste à savoir s'il s'agit d'une colonisation en cours, ou d'incursions temporaires. En tout cas, la préfecture va étudier « des dispositions de prévention et de protection ».

Robert Belleret

La région Ile-de-France va aider la RATP à payer ses bus propres

MICHEL GIRAUD, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, devait annoncer, mercredi 26 novembre, son intention de subventionner l'équipement de la RATP en bus propres. A l'avant-veille du conseil d'administration de la RATP qui doit commander 370 nouveaux véhicules, il propose la prise en charge du surcoût de l'achat de bus au gaz naturel, au lieu du matériel diesel initialement prévu. A raison de 220 000 francs par unité, cette aide devrait coûter 81,4 millions de francs à la région, alors qu'elle n'est tenue qu'au financement d'une partie des infrastructures de transport. Cet effort s'explique, selon M. Giraud, par la volonté de s'attaquer à « la pollution de fond par les particules fines de diesel ». Le ministre de l'équipement, des transports et du logement avait demandé à la RATP de renouveler son matériel avec des bus « faisant appel à des technologies propres » (*Le Monde* du 15 novembre).



SICILE
UNE ÎLE BAIGNÉE DE LUMIÈRE.



Imaginez une Sicile encore secrète, soudain en pleine lumière. Imaginez une Sicile inattendue, enfin révélée. L'histoire, l'art, la mer, les trésors de sa culture, toutes ces manières si différentes de se livrer à votre découverte. Des idées, des instants, des détails, de tous côtés, sous tous les angles, en toutes saisons, c'est toujours la Sicile: plus qu'une île, c'est tout un monde.



REGIONE SICILIANA
OFFICE REGIONALE COMUNICAZIONE TURISTICA
90141 Palermo - Via E. Nicosia, 9 - Tel. 091/6968094 - 091/6966120 Uri <http://www.sicily.infcom.it> - E-mail SicilyMaster@INFCOM.IT

HORIZONS

ENQUÊTE

Les pays « perdants » seront les pays les plus pauvres et les plus peuplés. Les « gagnants » seront les pays tempérés situés les plus au nord et les régions boréales

LE troisième rapport d'évaluation du Groupe Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) devrait déterminer les conséquences régionales du changement climatique et être publié en 2000. Une première mouture de ce rapport, dont nous avons eu connaissance, a déjà été élaborée. Elle devrait servir de base au document final. Ses évaluations reposent sur l'estimation retenue par le GIEC d'un réchauffement moyen de la planète de 2°C d'ici à 2100, calculée à partir du doublement des concentrations de gaz à effet de serre.

Cependant, si les émissions de gaz continuent à progresser de 10 % à 20 % par décennie, comme l'indiquent les derniers chiffres connus, leur concentration triplera ou quadruplera au cours du siècle, scénario noir que le GIEC n'a pas simulé.

Les informations que nous donnons et que nous avons fait figurer en cartes ont pour origine ce prérapport.

TENDANCES GÉNÉRALES

La nouvelle évaluation du GIEC sur les impacts régionaux du changement climatique conclut à « une plus grande vulnérabilité de la santé humaine, des écosystèmes et des secteurs socio-économiques » sous l'impact d'un réchauffement climatique qui sera très variable selon les régions du monde. Le réchauffement a « le potentiel de bouleverser l'aptitude des systèmes physiques et biologiques de la Terre, de fournir les biens et services essentiels pour un développement économique durable ».

L'AFRIQUE

« L'Afrique est le continent le plus vulnérable. » Beaucoup d'écosystèmes et d'organismes « ne seront pas capables de s'adapter » à des conditions plus chaudes dans les zones désertiques, arides ou semi-arides. Les pâturages et les champs de l'ouest, de l'est et du sud du continent, où une réduction des précipitations est prévue, sont particulièrement menacés. Le déséquilibre hydrologique provoquera l'effondrement de plusieurs activités économiques. La production hydroélectrique souffrira de la réduction du débit des rivières. L'augmentation des sécheresses d'été et des températures d'hiver sera préjudiciable à l'agriculture, provoquant disettes et famines locales. Les rendements pourraient connaître une baisse allant jusqu'à 30 %. Des changements dans les courants marins entraîneront la migration d'espèces de poissons, réduisant les prises de la pêche artisanale. Le littoral du Sénégal, de la Sierra Leone, du Nigeria, du Cameroun, du Gabon et de l'Angola est susceptible d'être envahi en partie par la mer, de même que le delta du Nil. Côte est et côte ouest seront affectées par des tempêtes. La malaria, la dengue et la fièvre jaune infecteront de nouvelles régions. L'activité touristique devrait régresser.

LE MOYEN-ORIENT ET L'ASIE CENTRALE

Dans cette région à prédominance aride et semi-aride, « les terres qui sont des déserts resteront

des déserts ». Une petite hausse des précipitations sera annulée par l'élévation des températures et une plus forte évaporation. La pénurie d'eau, déjà sensible, devrait être « exacerbée », devenant un « facteur limitant » pour les écosystèmes, pour l'agriculture, ainsi que pour la présence humaine. La production de blé au Pakistan et au Kazakhstan sera particulièrement affectée et la sécurité alimentaire de plusieurs pays menacée.

L'EUROPE

La situation sera radicalement différente au nord et au sud du continent. En Scandinavie et dans le nord de la Russie, les forêts envahiront la toundra. Les sols gelés auront tendance à fondre. On assistera à une vaste mutation des espèces végétales et animales, avec un risque de disparition pour nombre d'entre elles. La pluie deviendra plus abondante, l'hiver, sur la partie nord. En revanche, la moitié sud du continent sera moins arrosée et connaîtra des problèmes d'eau. Le nord et le nord-ouest seront soumis à des inondations tandis que le sud subira des sécheresses entraînant une forte augmentation des besoins en irrigation. Les cultures de céréales seront favorisées au nord ainsi qu'en Europe centrale et en Europe de l'Est, au détriment de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie et du sud de la France. La hausse du niveau de la mer menacera les côtes des Pays-Bas, de l'Allemagne, de l'Ukraine et de la Russie ainsi que les deltas méditerranéens. Les glaciers des Alpes devraient quasiment avoir disparu à la fin du XXI^e siècle. Des températures plus élevées permettront une baisse de la demande d'énergie.

L'AMÉRIQUE DU NORD

Le climat devrait devenir nettement plus sec sur une large partie du continent, en particulier dans le centre, l'ouest et le sud. Les grandes plaines du sud et du sud-est ainsi que la ceinture de blé souffriront de sécheresses « sévères », avec des risques accrus d'incendies. En revanche, les plaines du Nord et du Nord-Ouest profiteront d'une température plus chaude et d'une plus grande pluviosité, surtout en hiver, permettant d'envisager une baisse de la consommation énergétique. La hausse du niveau de la mer devrait être sensible sur la plupart des côtes et des estuaires et menacera les ressources en eau douce par des intrusions d'eau de mer.

L'AMÉRIQUE LATINE

La pluviosité et le ruissellement des eaux devraient diminuer sur le continent sud-américain, appauvrissant les réserves souterraines d'eau, particulièrement au Panama, au Costa Rica, au Chili et dans les Andes. La production agricole baissera au Mexique et dans plusieurs régions du Brésil et du Chili, encourageant la migration vers les villes. Le sud de l'Argentine devrait, au contraire, améliorer sa productivité malgré les inondations. Le risque d'élévation du niveau de la mer sera particulièrement sensible dans l'isthme centra-méricain, au Venezuela et en Argentine. Le continent sera soumis à une augmentation des tempêtes. Malaria, dengue et choléra gagneront de nouveaux territoires.

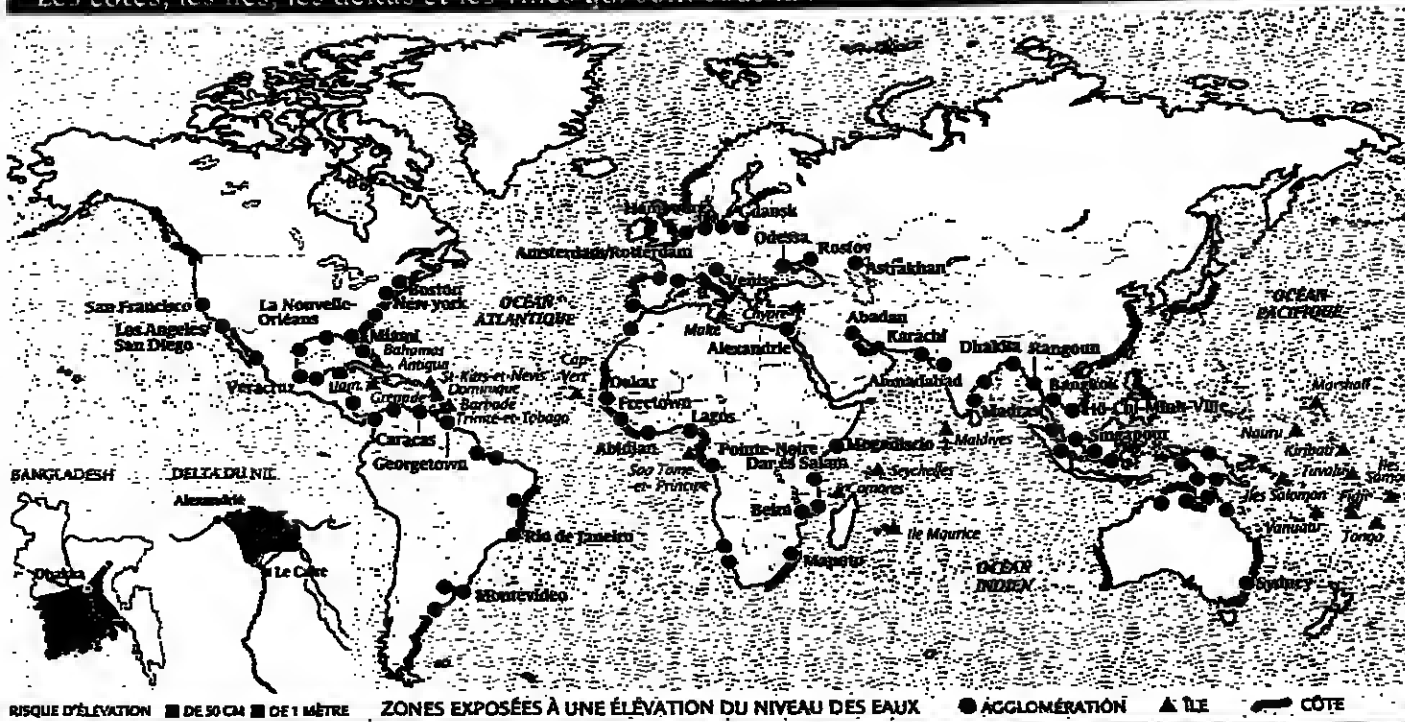
L'ASIE TEMPÉRÉE

Cette région, du Japon à la Sibérie en passant par la plus grande partie de la Chine, se présente avec un maximum d'incertitude. On n'a établi qu'une diminution des ressources en eau et de la masse des glaciers. De grandes variations dans les rendements agricoles sont attendues selon les régions, en particulier en Chine. Le nord de la Sibérie devrait voir sa productivité agricole augmenter, mais celle-ci devrait baisser au

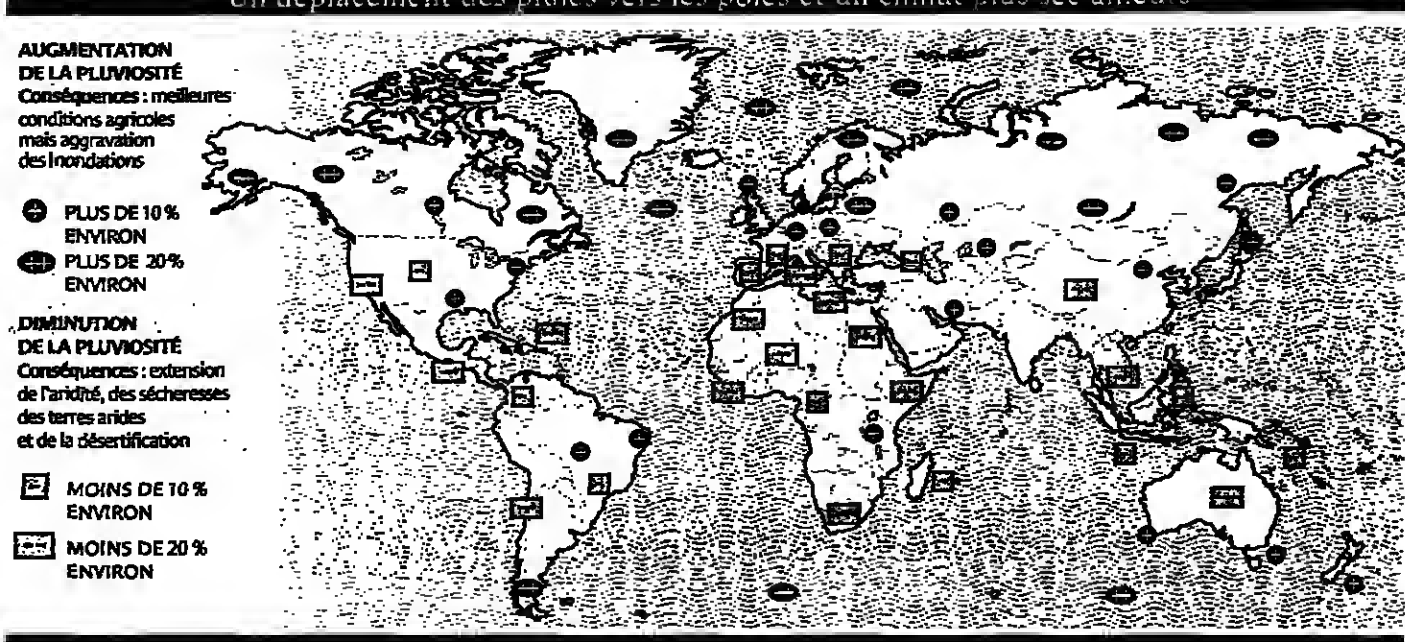
La Terre se réchauffe

2. Les conséquences pour chaque continent

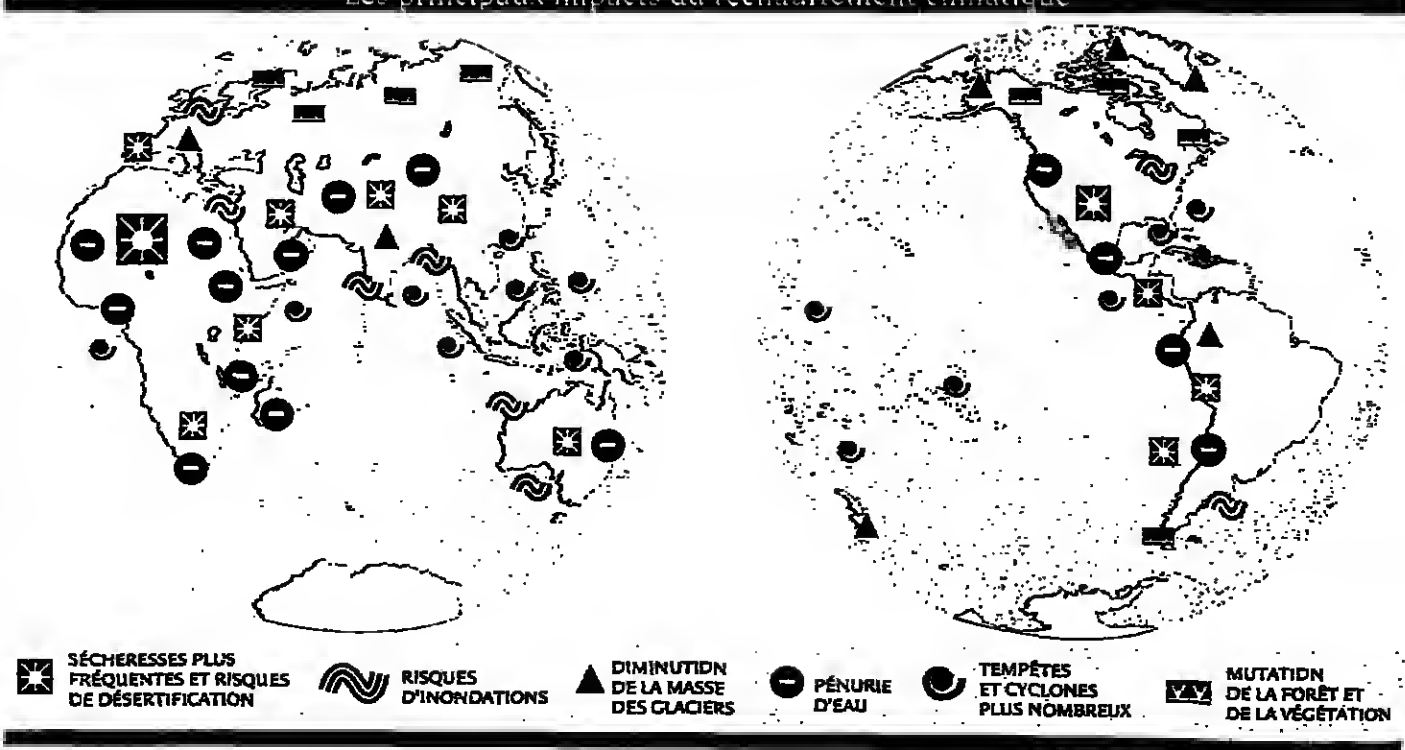
Les côtes, les îles, les deltas et les villes qui sont sous la menace d'une hausse du niveau de la mer



Un déplacement des pluies vers les pôles et un climat plus sec ailleurs



Les principaux impacts du réchauffement climatique



SUD-OUEST. La côte du Japon, où sont concentrés 50 % de l'industrie, est sous la menace d'une hausse du niveau de la mer à partir de 1 mètre.

L'ASIE TROPICALE
« Le changement climatique s'ajoutera aux autres stress de la région comme l'urbanisation rapide, l'épuisement des ressources naturelles, les pollutions et la dégradation des terres. » Il sera particulièrement négatif sur les écosystèmes côtiers à cause de la hausse du niveau et de la température de la mer. Au Bangladesh,

des dizaines de millions de personnes pourraient être déplacées. Les côtes de l'Asie du Sud-Est sont également menacées et, avec elles, les ressources de la mer et du tourisme.

Les glaciers de l'Himalaya vont accélérer leur régression et les disponibilités en eau en provenance des neiges vont décroître. La sécurité alimentaire sera étroitement dépendante de la puissance destructrice des cyclones, des inondations et des sécheresses. Les maladies infectieuses, malaria et dengue, devraient se développer.

L'Océanie

Les côtes de l'Australie et des îles du Pacifique Sud seront soumises à de violentes tempêtes, mais il semble que la Grande Barrière de corail soit capable de résister à une hausse du niveau de la mer.

L'Australie connaîtra une aggravation des sécheresses. Les ressources en eau des petites îles vont baisser. En Nouvelle-Zélande, les neiges diminueront.

LES PETITES ÎLES

Situées pour la plupart dans les tropiques, les petites îles sont très

vulnérables à la hausse du niveau de la mer et à l'aggravation des cyclones. Le territoire de certaines d'entre elles comme les Maldives, les Bahamas, Kiribati ou Marshall pourrait être en grande partie submergé. La salinisation menace les ressources en eau. Le tourisme, principale ressource économique, en souffrira.

Jean-Paul Besset

DEMAIN
3. Les mesures à prendre par les États

chauffe
chaque continent

Stéphane Courtois, en un combat douteux

par Annette Wieviorka

DEUX auteurs du *Livre noir du communisme*, Jean-Louis Margolin et Nicolas Werth, dont les contributions donnent la véritable substance à l'ouvrage, ont formellement désapprouvé le texte introductif rédigé par Stéphane Courtois.

Ce texte est difficilement admissible, et du point de vue scientifique, et du point de vue moral. Non par sa volonté de tenter de comparer les crimes nazis et ceux du communisme, ou de chercher à les englober dans une analyse commune. Au-delà de l'effet d'agit-prop recherché (et obtenu) par Stéphane Courtois, ce désir de penser ensemble dans le débat nazisme et communisme est aussi vieux que le nazisme et a été illustré par de grands noms curieusement absents de l'ouvrage : Hannah Arendt ou Raymond Aron. Plus près de nous, les « nouveaux philosophes » firent grand bruit au début des années 70 en posant précisément la question de la filiation de Lénine à Staline.

Ce qui gêne dans cette ouverture n'est pas non plus la démonstration des crimes du communisme. En ce qui concerne l'Union soviétique, Nicolas Werth note modestement dans la conclusion de son texte qu'il n'a pas la prétention de fournir des « révélations » et que les formes de répression d'Etat étaient largement connues. Le travail de Jean-Louis Margolin se présente comme une synthèse qui n'est pas fondée sur des archives, mais reprend des travaux antérieurs.

En vérité, quelque chose choque, parfois confusément, qui pourrait expliquer la jubilation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, de Radio-Courtois ou de *Présenz*. Cette ouverture transforme un ouvrage qui aurait pu avoir un autre statut en une opération largement politisée sous badigeon « scientifique ». Car Stéphane Courtois y propose purement et simplement de substituer, dans la mémoire des peuples, la criminalité communiste à la criminalité nazie.

Pour ce faire, il utilise les méthodes mêmes de la propagande commu-

niste qu'il connaît bien : la manipulation du langage. Il plaque massivement les catégories juridiques issues de Nuremberg - crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes contre l'humanité - sur la criminalité communiste, alors qu'aucun historien du nazisme n'a jamais utilisé pour ses travaux une telle grille de lecture. Et pour cause : elle n'a aucune valeur heuristique. Le jeu n'est guère difficile. On pourrait ainsi écrire un *Livre noir des crimes du capitalisme*, avec les déclenchements des guerres (1870, 1914-1918, les morts et les massacres de la colonisation...). Ferait-on ainsi avancer la connaissance historique ?

Mieux, Stéphane Courtois reprend, sans le dire, le vocabulaire de Raul

comme le paradigme de la barbarie moderne jusqu'à occuper tout l'espace réservé à la perception de la terreur de masse au XX^e siècle.

La chose avait été rendue possible, comme il nous l'explique plus haut, par le fait que « la communauté juive internationale » a pris en charge la commémoration. Bigre ! Que recouvre cette notion de « communauté juive internationale » au lendemain de la guerre ? Vassili Grossmann et Ilya Ehrenbourg, qui ne peuvent alors publier leur *Livre noir*, en font-ils partie ? Les 200 000 survivants des camps et des ghettos qui crouissent dans les camps pour personnes déplacées parce que personne ne veut d'eux (alors que la Grande-Bretagne et les

Etats-Unis accueillent en grand nombre, par exemple, des ressortissants des pays baltes annexés par l'Union soviétique, dont certains ont travaillé pour la machine de mort nazie) en sont-ils partie prenante ?

« Les vainqueurs de 1945 ont légitimement placé le crime - et en particulier le génocide - au centre de leur condamnation du nazisme. De nombreux chercheurs dans le monde entier travaillent depuis des décennies sur cette question », écrit Stéphane Courtois. La vérité est tout autre. Raul Hilberg fut longtemps seul à faire valoir, en anglais, quarante ans pour qu'on dispose d'une traduction en français. Par ailleurs, la conscience du génocide est pratiquement absente du procès de Nuremberg comme des autres procès de l'après-guerre.

Stéphane Courtois veut ignorer : le génocide des Juifs n'est devenu central dans l'analyse du nazisme que dans les années 70 et omniprésent dans la mémoire collective des peuples européens qu'à partir des années 80, c'est-à-dire postérieurement aux grandes hécatombes du communisme.

L'ambition du *Livre noir du communisme* est de s'installer en lieu et place du *Livre noir*, textes et témoignages recueillis par Ehrenbourg et Grossmann sur la destruction des Juifs soviétiques. Stéphane Courtois trompe ainsi violemment avec François Furet et Annie Kriegel. Dans leur analyse du communisme, d'abord, Annie Kriegel était sensible à l'existence, à côté de la face ténébreuse, d'une face lumineuse. Mais surtout, il y eut, chez l'une comme chez l'autre, une attention particulière à l'histoire des Juifs et au génocide. Furet, qui avait été, avec Aron, l'ordonnateur du grand colloque tenu à l'EHESS en 1980 et qui participa assidûment, avant son décès, aux travaux de la commission Matteoli sur les biens Juifs spoliés, écrivait qu'il conservait « l'affreuse particularité d'être une fin en soi ».

Quand l'agitation sera retombée, que restera-t-il de cette ouverture du *Livre noir du communisme* dont les fins, explicites et surtout implicites, paraissent pour le moins douteuses ? La gloire d'un moment, fondée, ce qui n'est guère fréquent, sur l'instrumentalisation de la recherche de certains des coauteurs de ce livre. Mais surtout sur une instrumentalisation politique, voire politicienne, et politique de la mémoire. Il restera la ruine des efforts d'Annie Kriegel - une seconde mort, en quelque sorte - pour rassembler autour d'elle une équipe de chercheurs de sensibilités différentes, « loin de la fureur des polémiques partisans ». Il restera aussi ceux qui s'inscrivent au centre de la polémique entre les auteurs de l'ouvrage. Ceux-ci sont-ils, néanmoins, entièrement responsables de l'« effet d'annonce », qui est du ressort de l'éditeur, et de l'extrême médiatisation de l'ouvrage ? C'est là un problème plus large, qui, depuis des années, pose de réelles difficultés aux historiens du communisme ou sur Vichy.

Annette Wieviorka est directrice de recherche au CNRS.

Vrais et faux enjeux du « Livre noir »

par Nicolas Werth

Le *Livre noir du communisme* a suscité deux réactions dans les colonnes du *Monde* (de Lily Marcou le 14 novembre et d'Alain Blum le 18 novembre). Je ne m'attarderai pas sur la première. Avant de me calomnier, Lily Marcou aurait dû commencer tout simplement par lire ma contribution. Elle n'y aurait trouvé ni le chiffre mythique de 20 millions de victimes du communisme en URSS (chiffre avancé p. 14 de l'ouvrage par Stéphane Courtois, de sa propre initiative, et que j'ai, à plusieurs reprises, contesté), ni les prétendues « contradictions » avec les données que j'ai rapportées dans mes ouvrages et articles précédents.

Une lecture attentive de la p. 230, entre autres, du *Livre noir*, aurait permis à Lily Marcou de constater que le nombre de victimes par catégorie (morts de famine, morts en camp, morts en déportation, déportés, exécutés durant la Grande Terreur), recoupe précisément ceux que j'ai avancés précédemment. La démarche de Lily Marcou illustre, de manière emblématique, les dangers d'une approche polémique et idéologique fondée sur la seule recherche d'un chiffre mythique, qu'on veuille le minimiser ou le gonfler. Tout chiffre global - toujours fragile dans son évaluation, toujours complexe par la diversité des catégories impliquées - doit être manié avec prudence.

La critique de fond que fait Alain Blum du *Livre noir* pose les véritables enjeux. Sur bien des points - manipulation des chiffres de morts, emploi de formules choques, juxtaposition des histoires pour affirmer le comparatisme, puis l'identité - je suis entièrement d'accord avec les critiques formulées par Alain Blum. Elles sont d'ailleurs au centre de la polémique entre les auteurs de l'ouvrage. Ceux-ci sont-ils, néanmoins, entièrement responsables de l'« effet d'annonce », qui est du ressort de l'éditeur, et de l'extrême médiatisation de l'ouvrage ? C'est là un problème plus large, qui, depuis des années, pose de réelles difficultés aux historiens du communisme ou sur Vichy.

Je concède volontiers à Alain Blum qu'une véritable réflexion comparative entre les diverses expériences communistes, qui aurait dû être au cœur du livre, n'a été traitée dans les chapitres introductif et conclusif de l'ouvrage. Même si elle transparait, de manière sous-jacente et implicite, dans les textes de certains auteurs, la dimension comparative doit assurément être poursuivie à partir des nombreux éléments rassemblés, pour la première fois, dans le *Livre noir*.

Ce livre mérite-t-il toutefois une condamnation aussi sévère que celle que prononce Alain Blum lorsqu'il évoque « un ouvrage qui devient... une négation de l'histoire » ? Je continue de penser qu'il était légitime d'analyser historiquement les deux objets centraux du livre : les systèmes communistes et les systèmes répressifs qu'ils ont engendrés. Au-delà des différences, mises en évidence et soulignées par les auteurs, les similitudes dans le mode de fonctionnement du pouvoir entre des pays aux substrats culturels aussi éloignés que la Chine et l'URSS interpellent l'historien sur la réalité de l'objet « système communiste ».

Le communisme ne serait-il donc, comme l'écrit Alain Blum, qu'« un cadre simpliste » ? N'existe-t-il pas bel et bien un terrain commun, un noyau dur constitué par des pratiques politiques fondées, dans tous les pays qui se sont réclamés du communisme, sur de larges et terribles séquences répressives, voire, à certains moments, massivement criminelles, sur l'exclusion de catégories sociales entières, sur « une culture de guerre civile », sur l'idée centrale de l'« exacerbation de la lutte des classes » au fur et à mesure que l'on progresse vers le but idéal, sur un certain nombre de mythes modernisateurs porteurs d'une violence extrême contre « un vieux monde » à abattre (y compris dans le Cambodge de Pol Pot

qu'Alain Blum oppose abusivement, sur ce dernier point, à la Chine) ?

Rassemblées dans diverses contributions du livre, ces similitudes suggèrent que l'objet « système communiste » est bien autre chose qu'une simple catégorie idéologique.

Je pense, par ailleurs, qu'il était légitime de centrer l'étude des systèmes communistes sur le phénomène répressif, à la fois en tant qu'élément central de l'exercice du pouvoir et du fonctionnement de l'Etat, et en tant que révélateur des extraordinaires tensions qui ont marqué les relations entre l'Etat, le pouvoir et la société des pays communistes. A condition, naturellement, de ne pas isoler artificiellement les séquences répressives (« construire le texte uniquement autour des victimes et des dromes », pour reprendre la formulation d'Alain Blum) de l'analyse du système de pouvoir dans son ensemble. J'ai, pour ma part, tenté de dégager les mécanismes politiques qui ont engendré violences et répressions. Je me suis attaché notamment à cerner la permanence, dans les vingt premières années du régime soviétique, d'une véritable « culture politique de guerre civile », qui, loin de se limiter aux dirigeants, a marqué profondément les échelons de base du nouveau pouvoir. J'ai essayé de montrer, chaque fois que la documentation le permettait, comment étaient appliqués « à la base » les ordres venus « d'en haut ».

Je continue de penser qu'il était légitime d'analyser historiquement les deux objets centraux du livre : les systèmes communistes et les systèmes répressifs qu'ils ont engendrés

Pour une analyse complexe du communisme

par Georges Mink et Jean-Charles Szurek

A identifier le communisme à une entreprise principalement criminelle, où la vie sociale serait ponctuée par une répression et une terreur variables, on s'interdit d'en saisir la nature et l'évolution propres. Comment expliquer que les héritiers directs de ces « criminels » soient aujourd'hui démocratiquement et confortablement élus ? Que l'actuel président polonais Aleksander Kwasniewski, ancien ministre du général Jaruzelski, ait pu renverser le symbole même du combat libérateur, Lech Walesa ? Que le président lituanien Algirdas Brazauskas, ex-secrétaire général du PC lituanien, ait été élu au détriment de cet autre symbole antitotalitaire qu'est le musicologue Vytautas Landsbergis ? Faut-il que les électeurs hongrois aient aimé le communisme pour avoir porté au pouvoir l'actuel premier ministre, Gyula Horn, qui, milicien en 1956, participa aux forces de répression de l'insurrection hongroise ? Et que dire de cet opposant emblématique au communisme qu'est Adam Michnik, qui, parce que le général Jaruzelski avait rendu délibérément le pouvoir, lui proposa une amitié publique hautement symbolique ? Ou de ces ex-dissidents hongrois du SZDSZ, regroupés autour de Janos Kis, qui rejoignirent les anciens communistes reconvertis en socialistes européens ?

Que dire encore de cette singulière conférence qui s'est tenue dans les environs de Varsovie, du 8 au 11 novembre, regroupant, pour un débat historique - dans tous les sens du terme - les « octaves » de la loi martiale de 1981 en Pologne. Autour d'une table débattirent ainsi docilement les secrétaires généraux du parti de cette époque (Stanislaw Kanja, le général Jaruzelski, Mieczyslaw Rakowski), les représentants

de Solidarité (Karol Modzelewski, Tadeusz Mazowiecki, Zbigniew Bujak, Andrzej Stelmachowski, entre autres), les militaires soviétiques (le maréchal Victor Koulikov, qui fut commandant en chef du pacte de Varsovie, et le général Anatoli Gribkov, chef d'état-major du pacte) et les principaux conseillers américains (Zbigniew Brzezinski, secrétaire d'Etat de Jimmy Carter, Richard Pipes, conseiller de Ronald Reagan, le général William Odom, chef du contre-espionnage américain en Europe). Débat tranquille et lunaire de retraités : le théoricien lucide et combatif du totalitarisme qu'est M. Brzezinski ne répugnait nullement à discuter avec la partie adverse (rappelons que ces militaires soviétiques-là avaient eu en charge l'invasion soviétique en Afghanistan).

Amnésiques, ces opposants ? Frappés d'une hémiplegie de la mémoire, selon la formule de Stéphane Courtois, de la mémoire des crimes qu'ils ont combattus ? Sûrement pas. A vouloir rendre identiques le « crime de race » et le « crime de classe », à opérer des raccourcis saisissants dans le temps et dans l'espace par une mondialisation criminelle du communisme, à asséner une arithmétique où se mêlent les victimes des purges et celles de la famine, on aboutit à une sommaire explication abstraite qui ne rend compte ni de la spécificité du nazisme ni de celle du communisme.

A quel sert-il de comparer les crimes - et dans quel but ? - si on ne les rapporte au système social dont ils sont issus, à l'origine de ce système, à son projet, à son histoire ? A cet égard, tout distingue le communisme du nazisme. Et d'abord le fait que le communisme a modelé en profondeur les structures sociales et économiques des pays, en général peu développés et

majoritairement paysans, où il s'est implanté. En Europe de l'Est, il a eu une révolution fulgurante, même si la révolution fut « inauthentique » et s'appuyait sur l'Armée rouge. A l'issue du communisme - il faudrait mieux parler de société de type soviétique plus que de communisme, vocabulaire aux usages partisans -, le paysage social a radicalement changé.

Le « communisme » n'est pas seulement caractérisé, pour plusieurs générations, par une mobilité sociale ascendante, une urbanisation effrénée, une collectivisation forcée et destructurante, une « ouvrierisation » rapide (et si puissante qu'elle est parvenue, comme dans le cas polonais, à le terrasser), mais aussi par sa capacité paradoxale à s'extraire de son propre cocoon.

Au plan politique, les forces dites « réformatrices », issues de l'ancien régime (vocalise utile pour désigner le changement de régime en 1989), Kwasniewski, Horn et d'autres ont ouvertement opté pour la désolidarisation de leur pays et l'économie de marché. Au plan économique, l'ex-nomenklatura, forte d'un capital culturel et matériel, a su s'adapter au néo-capitalisme, mieux : y négocier, parfois même y anticiper son entrée en position de force.

Malgré l'écroulement du socialisme réel (autre mot qui connut son heure de gloire), les anciennes élites communistes ont mené ainsi une bataille victorieuse pour une sortie honorable du communisme, revendiquant elles aussi des droits d'auteur sur le compromis historique de 1989, que leurs adversaires d'hier avaient accepté.

Comment étudier, dans l'analyse du communisme, son histoire longue ? S'ajoute ainsi, inévitablement, à l'ébranlement révolutionnaire inaugural, le facteur temps, un temps qui accompagne la transfigu-

ration du système. A-t-on oublié qu'au stalinisme sanglant avait succédé un communisme dit « révisionniste », qui s'était opposé avec vigueur à Moscou en 1956 (cas polonais), tout comme un « socialisme à visage humain », aspirant à plus de liberté (cas tchécoslovaque en 1968), ou un socialisme de consommation, qui a amplement favorisé la transition de régime (compromis kadrien) ? Les actes criminels du communisme finissant (assassinat du père Popeluszko, par exemple) donnent même lieu à des contradictions et à des divergences profondes entre une fraction de l'appareil et une autre, contradictions que la révolution de 1989 mettra à nu puisque, du même appareil communiste, sortiront les vainqueurs et les vaincus de la transition.

Amnésiques, cela dit, ces ex-communistes ? Assurément. Mais guère plus que des franges entières des sociétés post-communistes pour qui l'implosion de l'ancien régime ou les négociations qui l'ont précédée ont produit de l'oubli. Malgré les exhortations véhémentes, incompréhensibles et amères, d'un Boukovski à un jugement des criminels - il est vrai que nombre d'entre eux déambulent la conscience « libre » - le temps d'une sépulture n'a pas encore complètement sonné à l'Est. Car, malgré différents milieux de mémoire constitués, les conditions d'existence d'un vrai « Livre noir du communisme » ne sont pas encore réunies. Il y faut bien plus que le matériel de l'historien : il faut percer le mystère de ce phénomène qui a eu pour nom « communisme ».

Georges Mink et Jean-Charles Szurek sont chercheurs au CNRS.

Cette approche a permis de montrer les nombreux aléas, les failles récurrentes dans les différentes phases des opérations répressives. De ce point de vue, l'un des exemples les plus saisissants est celui de la déportation sans destination des koulaks qui donne la mesure de l'improvisation et du chaos ambiants. Dans un Etat de non-droit, l'existence d'institutions extrajudiciaires favorisait une large autonomie des exécutants locaux, membres de quelque « comité de ravitaillement », d'une brigade de dékoulakisation ou d'une tcheka locale. C'est ainsi que les habitudes prises durant la guerre civile continuèrent, dans le « pays profond », bien après l'instauration de la NEP. En 1937, estimant nécessaire de « faire du zèle », les fonctionnaires locaux du NKVD anticipèrent les quotas de victimes exigés par le Centre, développant ainsi une véritable spirale de la terreur.

La précipitation, la démesure, la fuite en avant, l'absence de maîtrise entre les différents bouts de la chaîne répressive furent incontestablement une dimension essentielle des formes de violence, de répression et de terreur dans l'URSS stalinienne. Sous-jacents, souvent insuffisamment développés, simples pistes de recherche tout juste ébauchées, ces aspects - qui sont au centre des débats historiographiques sur le fonctionnement du système stalinien - appellent, sans doute, des discussions.

Comme Jean-Louis Margolin et moi-même l'avons déjà souligné, le *Livre noir* aura rempli sa mission s'il stimule de nouvelles recherches et de véritables débats, notamment sur les interrogations d'Alain Blum concernant la comparaison des divers systèmes communistes ou l'unité du phénomène communiste au XX^e siècle.

Nicolas Werth est ograé d'histoire, chercheur à l'Institut d'histoire du temps présent.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 06 806 6
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

Les 35 heures à deux vitesses

FACE à la fronde patronale et aux inquiétudes des syndicats, Lionel Jospin a tranché. L'abaissement de la durée hebdomadaire légale du travail à 35 heures au 1^{er} janvier 2000 ne s'imposera qu'aux entreprises de plus de 20 salariés. Celles employant moins de 20 personnes (elles font travailler un peu plus d'un tiers des 14 millions de salariés du secteur privé), auront un sursis jusqu'au 1^{er} janvier 2002. Le 10 octobre, en conduisant la conférence nationale sur l'emploi, les syndicats et le temps de travail, le premier ministre avait laissé la porte ouverte à une telle possibilité. « Pour produire des effets favorables, avait-il alors affirmé, la mise en œuvre de la réduction du temps de travail doit être adaptée à la situation de chaque entreprise, comme aux attentes de ses salariés ».

Deux semaines avant l'adoption, au conseil des ministres, le 10 décembre, jour des élections prud'homales, du projet de loi d'orientation et d'incitation de Martine Aubry, qui définira les aides aux entreprises, M. Jospin a arbitré dans un sens favorable au patronat. Il a relevé le seuil d'imposition des 35 heures - fixé à l'origine à 10 salariés -, sans aller aussi loin que le souhaitait Ernest-Antoine Seillière, favori pour la présidence du CNPF, qui plaiderait, comme Dominique Strauss-Kahn, pour un seuil de 50 salariés - celui requis pour les comités d'entreprise.

Alors que le scepticisme est général sur l'effet emploi d'une baisse uniforme du temps de travail, les « 35 heures à deux vitesses » sont une nouvelle marque du pragmatisme du premier ministre. Ce faisant, toutes les entreprises qui négocieront une diminution d'au moins 10 % du temps de travail en augmentant leurs effectifs d'au moins 6 % figureront parmi les élites aux aides publiques, quelle que soit leur taille. Le seul hic, et il est de taille, est que dans les entreprises de moins de 20 salariés, il n'y a ni syndicats ni dialogue social.

Lourde de sens politique, la décision de M. Jospin lui fait courir un double risque : pour le patronat, son pas en avant restera insuffisant. Si seules les entreprises sont invitées à négocier, et non le patronat en tant qu'institution, le CNPF, au lendemain d'une crise qui a provoqué le départ de son président, Jean Gandois, va rester en ordre de bataille. M. Seillière, son successeur, veut, dit-il, « aménager profondément » la loi, c'est-à-dire la libérer des contraintes, la vider de son contenu.

Pour les syndicats ensuite, cette décision pourra être considérée comme un pas en arrière, un pas de trop, pis : un faux pas. Ce sera, sans doute, l'analyse que feront la CGT et FO, prompts, en pleine campagne des prud'homales, à faire monter les enchères.

Déjà, la référence de M. Jospin, le 10 octobre, à « la modulation du temps de travail » avait fait craindre à certains que les 35 heures se réalisent par le biais de l'annualisation et d'un surcroît de flexibilité. Au-delà des syndicats, M. Jospin devra rassurer sa majorité « plurielle » et même son propre parti, sans braquer pour autant les entreprises... L'équilibre reste délicat à trouver.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde
De l'usine à la Sorbonne
N'EN DOUTONS pas, les mânes des Guirrot, des Villmain et des Gréard doivent frémir d'épouvante en voyant faire grève des professeurs à la faculté des sciences. Nous avons quelque peine, en dépit des avertissements que l'actualité nous inflige chaque jour, à n'être pas surpris nous-mêmes, car nous étouffons encore sous le poids de préjugés mesquins. Les savants de la Sorbonne nous donnent cependant une leçon profitable. Les harangues les plus officielles exaltent les travailleurs, mais il est bien entendu dans l'esprit de ceux à qui elles s'adressent que seuls méritent ce titre les travailleurs manuels. Un foyer où la femme fait le ravitaillement, la cuisine et la lessive des enfants, mais où le mari après avoir remonté de la cave le bois et quelques pommes de terre prépare un cours, dirige des élèves et fait des livres, n'est pas un foyer de travailleurs. C'est un foyer d'intellectuels, de capitalistes et de bourgeois.

Il est possible que dans l'attitude de certains grévistes de la Sorbonne on trouve le reflet d'une idéologie qui aligne avec complaisance sur le primaire l'enseignement supérieur et brime sans plaisir la hiérarchie. Puisse plutôt cette initiative, en assimilant les professeurs de la faculté des sciences aux cheminots, aux postiers et aux dockers, faire comprendre aux masses qu'il est des travailleurs autres que manuels qui ont droit eux aussi à un minimum vital et que ce minimum vital comporte même pour eux le besoin de méditer et de se livrer à ce que par dérision sans doute on appelle la spéculation désintéressée.

F. B.-R.
(27 novembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 00-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Les nouveaux défis de la laïcité

IL EST TENTANT, pour le plaisir de l'esprit, de jouer avec les « petites phrases » des grands hommes. Ainsi, peut-on, en retournant la célèbre prédiction attribuée faussement à André Malraux : « Le XXI^e siècle sera religieux » (ou « spirituel », selon une autre version apocryphe), se demander plutôt si le siècle qui vient sera « laïque ».

Telle était l'interrogation centrale du débat de clôture, organisé en association avec *Le Monde*, du VII^e Festival international du film d'histoire, qui s'est tenu du 18 au 24 novembre à Pessac, près de Bordeaux. Cette manifestation propose, pendant une semaine, une série de rencontres et de discussions à partir d'une centaine de films de fiction et de documentaires illustrant, cette année, le thème « Des dieux et des hommes ».

Laïque, le prochain siècle ? Restera-t-il fidèle à ce précieux acquis, solennisé dans la loi de séparation

de l'Eglise et de l'Etat (1905), par laquelle « la République garantit la liberté des cultes » - et pas seulement celle des croyances -, elle-même héritière de la Déclaration des droits de l'homme, qui avait proclamé : « Nul ne peut être inquiété dans ses opinions, même religieuses » ?

« INDIVIDUALISME RELIGIEUX »

C'est le vœu de nombreux hommes d'Eglise. Cardinal et archevêque de Bordeaux, M^{re} Pierre Eyt tient la laïcité pour un gage, voire un ressort, de la liberté religieuse : « Je compte que la laïcité appartienne ou bien communité des nations du monde, qu'elle permette une connaissance réciproque et plurielle. Elle est la condition d'une vie commune. » Pour M^{re} Eyt, naguère jeune aumônier dans l'enseignement public, la laïcité est « une question d'engagement » qui ne peut faire l'objet d'un « consensus mou », laissant le champ libre aux extrêmes. Elle ne tolère « ni le si-

lence, ni le comoufflage, ni le retourlement de la mémoire ou l'exclusion du désir religieux ».

Cette laïcité, à la fois vive et respectueuse, survivra-t-elle à la vague de religiosité qui envahit l'époque ? « Dieu est mort », constatait Nietzsche, à la fin du XIX^e. Un siècle plus tard, non seulement Dieu vit, mais il est l'objet d'une effervescence religieuse d'un nouveau type. Ses adeptes s'éloignent de plus en plus de la manière dont l'abbé Donissan, le héros austère du film de Maurice Pialat, *Sous le soleil de Satan* (1987) - prétente l'incarnateur au débat de Pessac -, vivait sa quête d'absolu, son calvaire spirituel, sur la voie incertaine du salut décrite par Bernanos.

Ils pratiquent ce que Jean-Louis Schlegel, rédacteur en chef de la revue *Esprit*, appelle l'« individualisme religieux » : « Dans cette religion à la carte, on crée ses communautés électives, on choisit ses liturgies, on prend, on laisse. Si on n'est pas content, on va voir ailleurs. On n'est plus dans un registre immémorial-transcendence. On reporte l'idée du salut sur la vie, ici et maintenant. Même l'au-delà de la mort est conçu comme une survie ici-bas, comme en témoigne la vague, venue d'Orient, de la réincarnation. Cet individualisme religieux, qui fait éclater les cadres des grandes confessions monothéistes, obéit à un critère essentiel, la recherche de l'harmonie personnelle ».

« LÈCHE-VITRINES SPIRITUEL »

C'est ce que Jean Vermette, délégué de l'épiscopat sur les nouveaux mouvements religieux, appelle le « lèche-vitrines spirituel », où l'on butine librement « dans les rayons du supermarché religieux ». Citant trois phrases de Malraux, authentiques celles-là - « le problème religieux redeviendra capital à la fin du siècle », « je n'exclus pas l'apparition d'un mouvement spirituel à l'échelle planétaire », « le XXI^e siècle sera mystique » -, Jean Vermette souligne l'ampleur de la « prolifération onorifique du croire » où « la spiritualité renoue comme les racines du chêne qui percute le béton », dans un « champ religieux qui se décompose et se recompose sans cesse ». Ainsi, chaque année, plus de 1 000 groupes spiritualistes à caractère associatif déclarent leur naissance au Journal officiel.

Que faire face au pullulement des sectes ? Jean-Louis Schlegel

déconseille de seulement légiférer contre elles, une tâche d'autant plus hasardeuse qu'on discerne mal la frontière entre les sectes et les Eglises. Jean Vermette souligne, face au danger des sectes, voir converger les démarches de quatre catégories d'acteurs : l'Etat, les associations familiales, les sociologues, les autorités religieuses.

Professeur à l'institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, Bruno Etienne recommande de transférer la charge des cultes du ministère de l'intérieur vers celui de la justice - comme c'est le cas dans de nombreux pays d'Europe - car, en France, « on traite les cultes de manière trop policière ». Pour Bruno Etienne, le XXI^e siècle, qui verra s'accroître « la mondialisation des objets » et « l'individualisme des sujets » ne sera pas laïc, mais « religieux, tribal, clanique, nomade ». Dans ce « néoparochialisme » précaire, « chacun se baladait avec ses saints », sur Internet ou à travers les écrans « paradiaboliques ».

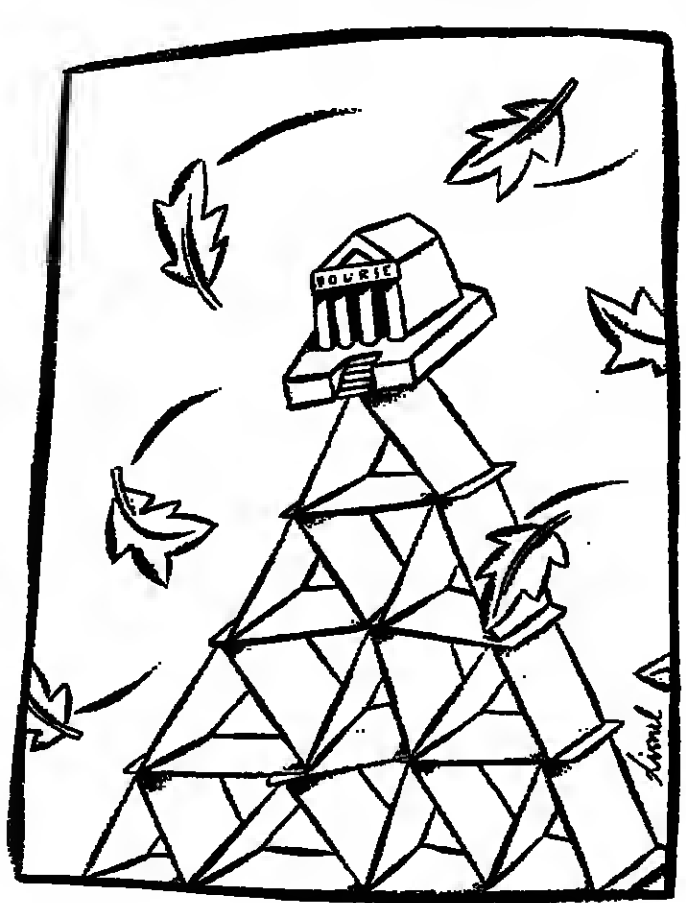
Déjà par cette religiosité échelonnée, l'Etat laïque devra redéfinir son rôle. « Les nouvelles religions n'ont pas de règle, note Jean-Louis Schlegel. C'est leur faiblesse. Elles sont ballotées par les lois du marché. Un nouveau besoin d'institutions se fera sentir. » L'Etat, reconnaît Jean Vermette, sera conduit à « mettre de l'ordre dans cette onorchie religieuse pathogène ».

Pour répondre à cette « demande sociale », l'éducation nationale pourrait proposer « des éléments de discernement métaphysique ». Dans cet esprit, Bruno Etienne soutient un projet de création en France d'une « université des sciences religieuses ». La morale républicaine trouverait ainsi de nouvelles missions dans un monde où les cultes millénaires ont perdu leur bégéniologie. Et au terme d'un siècle qui doit ses deux pires catastrophes humaines à deux « religions laïques ».

Jean-Pierre Langelier

★ Le Festival de Pessac a remis le Prix du documentaire historique ex aequo à *La Montagne de la vérité* d'Henri Calamer (France-Suisse) et à *Thérèse Superstar* de Rémi Mauger (France). Alain Rousset, maire de Pessac et président du Festival, a d'autre part annoncé que le thème retenu pour 1998 serait « Le XX^e, un siècle en noir et blanc ».

Vent d'automne par Lionel Portier



L'amour à mort de la « femme-piano »

Suite de la première page

Tous ceux qui louaient des places pour la première, la dernière, le régal du milieu, celui de l'avant-fin et de l'après-début sans s'en lasser jamais, l'avaient acclamée à l'hippodrome de Pantin en 1981, car, bien sûr, ses adieux à l'Olympia étaient faux.

Barbara, dans son époque Rive gauche, fut d'abord une grande interprète. Elle bâtit les bases de son succès sur une grande connaissance du patrimoine, et elle enseignait : beaucoup ont découvert Yvette Guilbert à travers elle, dans cette interprétation pointue et guillerote qu'elle livrait du *Flore*. De Vincent Scotto, elle chantait les coquins et scatos *Petits gâteaux*. De Fragon, *Les Licencieux Amis de Monsieur* : avant que ce domaine la loi de l'auteur-compositeur et interprète, elle fut l'héritière des disques de la fin du siècle. Elle sut construire un répertoire. De Brel, et mieux que lui, elle chantait *Il nous faut regarder*. De Brassens, *La Femme d'Hector*, dans un accablé pointu. L'actualité était là, béante, à ses pieds.

A ce titre, Barbara est un exemple. Véronique Sanson, Dominique A., Jean-Louis Murat, Arielle, et toute la jeune génération qui la redécouvre depuis dix ans ont encore à apprendre de cet art d'entretenir le mythe. Elle vécut d'abord sa vie dans les poèmes des autres, avant de forger les siens à l'aune du temps perdu, des printemps qui s'enfuient, des hantises et du deuil, comme facteur de renaissance. Dans les années du boom économique, celles de la modernité à l'américaine, de la légèreté yéyé chantée en anglais yaoourt, Barbara nous enseigne qu'il faut continuer, de Nantes à Göttingen, à pleurer

ses morts. Que c'est là la voie de la rédemption. Ce deuil, à la veille de la grande émancipation féministe, installée entre *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir et *Le Vrai Jardin* d'Hélène Cixous, est aussi celui qui portait les femmes en elle, et que, préresse vêtue de noir, sa regard, celle de Piaf ou de Gréco également, qui, disait-elle, « n'est pas triste », elle entendait exorciser : le deuil du monde, de la réussite, de la sexualité.

Barbara avait des visions elle était habitée, possédée. Elle s'était rendue populaire en chantant les grandes douleurs, Nantes, par exemple, à la mort de son père, avec cette voix si aérienne, si tranchante qu'elle rappelait l'intransigeance de l'adolescence, son envie de jouer de tout, de tout brûler, la vie comprise (« *A mourir pour mourir, je préfère l'âge tendre* »). Des hommes, Barbara avait une vision singulière, mais bien ancrée dans son époque : « *Ils marchent le regard fier/Mes hanches/Mai devant/Eux derrière* ». Légère, tolérante et possessive, Barbara leur confia le soin de lui bâtir des forteresses pour la protéger, des îles de paix dans des prairies fleuries. Femme de l'ère de la libération sexuelle, et en même temps si démodée, elle est au-dessus de tout cela. Mais elle en a besoin.

LA MYTHOLOGIE DE LA SCÈNE

Exemplaire également, le don de Barbara à entretenir la mythologie de la scène : ses superstitions, le trac, les trucs, entrée et sortie de scène, jeux de mains bagués, envoies grâces du corps. Barbara arrivait chez elle - dans sa loge - avec beaucoup d'avance, une semaine, des heures, elle s'y installait, l'ornait de fleurs, y invitait ses amis, respirait l'air du théâtre qu'elle allait consommer le soir. Sorte de Sarah Bernhardt anachronique, Barbara a pourtant profité, autant que Dalida, des balbutiements de la télévision. Elle fascinait. Pour elle, en 1963, Denise Glaser, trichant par admira-

tion, avait fabriqué une fausse pochette de disque, *Nantes*. Le piège fonctionna. Captif, le public ne quitta plus cette Barbara qui fréquentait les lieux de mémoire, hôtels des ventes, prisons, hôpitaux, à la façon d'un Jean Genet apaisé et violent.

Un jour, aux Francofolies de La Rochelle, habillée de cette drôle de tenue de sauterelle, mi-robe, mi-pantalon pat-d'épi, dont elle disait qu'elle ne la lavait jamais, elle s'était assise sur une encante : « *Les enfants ont omé leurs parents qui ne m'aimaient pas beaucoup, et bientôt ces enfants ont eu des enfants, disait-elle. Voici maintenant les petits-enfants avec leurs grands-mères.* » Qu'avait-elle à leur dire ? « *Les capotes, vous allez me les acheter et vous allez me les mettre.* » Car depuis 1987, année où elle avait composé *Sid'omour*, Barbara avait fait sien le combat contre le sida. En 1993, lors de son dernier récital au Châtelet, Barbara dansait à pas glissés, nerveux, sans réplique, et chantait en conséquence : vite, en pleine course, juste arrêtée par le cercle lumineux de la poursuite. Elle distribuait les préservatifs par cartons, vendait des rubans rouges de la solidarité.

En novembre 1996, sortait, après seize ans sans chansons nouvelles, l'album *Barbara*. Avec Jean-Louis Aubert, d'une voix désormais sans moyens, elle décrivait les coulisses de l'hôpital, où il y a « *des anges qui se défilent/Qui se déploient/Disparaissent derrière les portes* ». Elle avait légué à Act Up les droits de cette chanson, *Le Couloir*. La mort, pour Barbara, était la face cachée de la vie. Elle avait l'encre d'un peu vachard de la Gaulle profonde, faisant siens ces vers (*Veuve de guerre, de Cuvelier et Bischoff*) : « *Si ça devait arriver/C'est que ça devait arriver... Il faut bien qu'on vive/Il faut bien qu'on boive/Il faut bien qu'on aime/Il faut bien qu'on meure.* »

Véronique Mortaigne

RECTIFICATIFS

HÔPITAUX PUBLICS

Le docteur Alain Boudou, chef du service de radiologie du centre hospitalier de Bretagne sud, nous prie de préciser, à la suite de notre article sur les dérives de l'activité privée exercée dans les hôpitaux publics (*Le Monde* du 4 octobre), que « *des radiothérapeutes et non des radiologues* » avaient créé en 1990 une société civile professionnelle au sein de l'hôpital de Lorient, société dont l'objectif « *n'était pas de générer des honoraires illégaux* » et qui n'a d'ailleurs « *jamais fonctionné* ».

MORAVES ET MOLDAVES

Dans la rubrique « En vue » (*Le Monde* du 14 novembre), une peu glorieuse confusion nous a fait écrire, à propos de la bataille d'Austerlitz qui eut lieu en Moravie, les « Moldaves » au lieu des « Moraves ». La Moldavie fut, au cours de son histoire, le théâtre de bien assez de batailles, notamment contre les Turcs.

HABIB BOURGUIBA

La lettre de Wicem Souissi sur « les droits des Tunisiennes » (*Le Monde* du 18 novembre) rappelait que le code du statut personnel a fait l'objet, en 1956, d'un décret du président du conseil des ministres, Habib Bourguiba, et non pas, comme pouvait le laisser penser la suppression malencontreuse d'une virgule, que ce texte avait suscité les résistances de Habib Bourguiba.

PRÉCISION

SANTÉ EN PRISON

Le docteur Christian Sueur nous prie de préciser, après notre article sur la réforme sanitaire en milieu carcéral (*Le Monde* du 14 novembre), que les chefs de service des unités de soins en prison n'étaient pas « *nommés par le ministère de la justice* » mais par le ministère de la santé, « *en accord* » avec le ministère de la justice.

INDUSTRIE Lafarge est en passe de gagner son offre publique d'achat sur son concurrent britannique Redland. Le groupe de matériaux de construction a accepté, mar-

di 25 novembre de relever sa proposition de rachat, pour la porter de 320 à 345 pence. Le coût total de l'opération représente 17,9 milliards de francs. ● CETTE NOUVELLE OFFRE

a obtenu l'accord du conseil d'administration de Redland qui s'opposait jusqu'alors à l'opération. Ce soutien devrait faciliter le rachat, puis l'intégration de la société britannique.

● L'ACQUISITION de Redland devrait permettre à Lafarge de renforcer sa position mondiale dans les matériaux de construction, avec un chiffre d'affaires de 60 milliards de

francs. Il s'ajoutera aussi un nouveau métier, les tuiles. ● DES RESTRUCTURATIONS importantes s'imposent, toutefois, dans la principale filiale de Redland en Allemagne.

La direction de Redland accepte la nouvelle OPA de Lafarge

Le cimentier français a rehaussé de 7,8 % le prix de son offre, emportant l'adhésion des dirigeants du groupe britannique. Cette opération va permettre à l'entreprise de devenir l'un des grands mondiaux des matériaux de construction

« JE CROIS que nous allons réussir », ne cessait de répéter Bertrand Collomb, PDG de Lafarge, depuis le lancement de son OPA sur le groupe britannique Redland le 13 octobre.

Mardi 25 novembre, le groupe français de matériaux de construction a relevé son offre d'achat de 7,8 % pour la porter à 345 pence (3 100 francs) par action et ce renchérissement a convaincu la direction de Redland. Après s'être opposée pendant plusieurs semaines au rachat par Lafarge, elle a donné son

accord, levant ainsi un des principaux obstacles à l'opération.

Cette surenchère de Lafarge était attendue par les analystes. Depuis le lancement de l'OPA, le cours de Redland était resté au-dessus de la proposition du groupe français de 320 pence. La direction du groupe britannique l'avait refusée, estimant qu'elle sous-évaluait la valeur réelle du groupe. Essayant d'échapper au rachat, Redland avait cherché un « chevalier blanc ». Plusieurs noms avaient été évoqués, comme ceux de Hanson et de Minoro. Mais tous s'étaient refusés. Pressé par le temps, le groupe britannique étudiait une possible scission entre ces différentes activités (ciment, granulats, tuiles), au moment où Lafarge est venu lui présenter sa nouvelle offre.

La transformation de son opération : d'« inamical », le rachat de Redland devient « amical ». Avoir gagné le soutien de la direction de Redland paraît un atout décisif.

En rachetant le groupe britannique, Lafarge va changer de dimension. Son chiffre d'affaires va augmenter de 50 %, passant de 40 à 60 milliards de francs. L'apport de Redland lui permet de s'affirmer comme un des tout premiers groupes mondiaux dans les matériaux de construction avec une position de numéro un mondial dans les granulats et la toiture, et de numéro deux mondial dans le ciment et le béton. Grâce à RBB, société allemande détenue à hauteur de 56 % par Redland, il s'ajoute un nouveau métier, les tuiles, et conquiert un nouveau marché, l'Allemagne. « C'est un marché essentiel en Europe dans nos métiers. Il représente à lui seul

la moitié de l'activité européenne de la construction », a souligné Bertrand Collomb.

L'intégration de Redland au sein de Lafarge, toutefois, ne s'annonce pas aisée. Si le groupe britannique a de très belles implantations industrielles et commerciales, il est en mauvaise forme financière avec, au premier semestre, une perte de 700 000 livres, à la suite de provisions exceptionnelles pour restructurations. Si des réorganisations importantes ont déjà été menées en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord, rien n'a encore été fait en Allemagne, où Redland réalise près de la moitié de son chiffre d'affaires. Très atteinte par la chute du marché de la construction, RBB peine à se maintenir à flot.

En septembre, lors de la présentation de ses comptes, Redland avait annoncé la suppres-

sion de 550 emplois en Allemagne, qui devait se traduire par une provision de 50 millions de deutschemarks (170 millions de francs). La direction du groupe britannique avait alors indiqué que des mesures identiques seraient nécessaires l'an prochain, afin de réduire d'au moins 10 % les coûts de fabrication de RBB.

ÉCONOMIES D'ÉCHELLE

Cette situation a été jugée très défavorable par certains analystes. Arriver dans un nouveau métier en devant le restructurer leur paraît risqué. « Le rachat de Redland ne permet aucune synergie ni de valeur ajoutée dans 90 % des activités. Il ne se traduira pas par une création de valeur », écrit notamment Salomon Brothers.

« L'opération sera créatrice de valeur », soutient Bertrand Collomb. Lafarge prévoit de réaliser

très rapidement des économies d'échelle, notamment dans l'activité granulats (sables, carrières) en France et en Grande-Bretagne. Malgré l'augmentation de son offre, il prévoit aussi que le rachat va augmenter le bénéfice par action dès 1998. Le groupe sait qu'il se trouve sous contrainte financière : il va entièrement financer le rachat de Redland par emprunt, ce qui va porter son endettement à près de 30 milliards de francs pour 36 milliards de fonds propres. Pour remédier à ce déséquilibre, Lafarge a déjà prévu de lancer une augmentation de capital de 4 à 5 milliards de francs l'an prochain. Mais il lui faut convaincre les actionnaires. En Bourse, l'action Lafarge a nuvert, mercredi 26 novembre, à 387 francs, en hausse de 3,6 %.

Martine Orange

Bertrand Collomb, Manager de l'année

Seize ans après son prédécesseur Olivier Leroy, le PDG de Lafarge Bertrand Collomb se verra décerner, jeudi 27 novembre, le titre de « Manager de l'année » par la rédaction du *Nouvel Économiste*. Ce polytechnicien, ingénieur des mines, de cinquante-cinq ans, président du groupe cimentier depuis 1989, ramène ainsi le trophée dans les rangs des industriels, après trois années atypiques, qui avaient vu successivement désigner un banquier (Marc Vénot, Société Générale), un distributeur (Daniel Bernard, Carrefour) et un homme des médias (Pierre Lescure, Canal Plus).

MAUVAISE FORME

La proposition valorise Redland à 1,799 milliard de livres (17,6 milliards de francs), soit seize fois les bénéfices du groupe avant résultats exceptionnels. Elle représente une prime de 34 % par rapport au dernier cours de Bourse du groupe britannique avant le lancement de l'OPA. Lafarge souligne que son offre reste « raisonnable ». « Les boursiers londoniens portaient plutôt sur une nouvelle proposition entre 360 et 380 pence », indique-t-on dans le groupe. Lafarge insiste aussi sur

L'Anglo American redevient numéro un mondial de l'or

LONDRES
de notre correspondant
dans la City

La création, annoncée le 25 novembre, de la compagnie Anglo-gold, rassemblant tous les avoirs aurifères du géant minier sud-africain Anglo American Corporation, donnera naissance au premier producteur de métal jaune du monde. Côté à Londres, à Johannesburg et à Paris, le nouvel ensemble, qui devrait produire 177 tonnes d'or par an, souligne la radicale restructuration en cours de ce secteur-clé de l'économie de la République sud-africaine dans un contexte de faiblesse des cours de l'or.

« Nous voulons rendre à l'Afrique du Sud le leadership d'une industrie dans ce pays fut le pionnier et que certains avaient déjà condamné un peu trop rapidement », comme l'a indiqué le directeur général d'Anglogold, Bobby Godsell, la décision de l'Anglo American de réunir ses six mines sud-africaines sous un seul parapluie est historique. Depuis la découverte de l'or au XIX^e siècle, les exploitations, fières de leur indépendance et de leurs traditions propres, ont toujours été cotées séparément en Bourse. La nouvelle entité, dont la capitalisation boursière s'élève à 2,5 milliards de livres, regroupera également les mines du Mali et de la Namibie, ainsi que les actifs aurifères de la compagnie JCI, qui seront acquis prochainement. Enfin, Anglogold négociera avec Minoro, la filiale du groupe comprenant les avoirs étrangers hors Afrique, pour reprendre ses participations en Amérique du Nord et du Sud. Dans cette réorganisation, l'Anglo confirme la politique, engagée depuis quelque temps, qui consiste à se donner une base minis sud-africaine et à se rendre ainsi moins vulnérable aux soubresauts de ce pays.

L'annonce, en octobre (*Le Monde* des 12 et 13 octobre), de la création du plus grand producteur d'or au monde (120 tonnes d'or par an), Goldco, issu de la fusion des activités aurifères des concurrents Gold Fields, plus vieil extracteur du pays et du conglomé-

rat diversifié Gencor, a contraint « l'Anglo » à réagir.

La baisse constante du prix de l'or et le laminage des marges bénéficiaires ont accéléré le remodelage d'une industrie nationale en crise. A la suite de l'épuisement des gisements difficiles à exploiter en raison de leur profondeur, des conflits sociaux et de la piètre productivité de la main-d'œuvre, la part de l'Afrique du Sud dans la production mondiale - 30 % - ne cesse de décliner.

En dépit de l'augmentation des profits des autres activités de l'Anglo (diamants, finance, charbon), ce titre souffre d'une importante décote boursière en partie liée à la chute du prix du métal jaune. Les dirigeants d'Anglogold espèrent aujourd'hui que la formation d'une société unique fournissant les investissements et le développement de ces mines permettra de réduire les coûts, véritable obsession des boursiers.

PESANTEURS ET RIGIDITÉS

Les experts restent très circonspects. Le diagnostic de Barry Sergeant, analyste auprès de Boe NatWest, à Johannesburg, est sévère : « La création de valeurs pour l'actionnaire est douteuse. Les investisseurs préfèrent avoir le choix entre plusieurs mines, différentes de par leur âge et leur structure de coûts. »

D'autres citent pêle-mêle les pesanteurs et les rigidités administratives du « centre », le manque de transparence des bilans ainsi que les innombrables participations croisées de l'Anglo, dont personne n'est vraiment en mesure d'expliquer les arcanes. Les structures pyramidales des quatre grands groupes miniers restants (Anglo American, Goldco, JCI et Anglovaal) permettent à des actionnaires minoritaires sud-africains, comme la famille Oppenheimer, de tenir tous les leviers de commande. Pour beaucoup, seul un démembrement en bonne et due forme de l'Anglo American pourrait lui permettre de surmonter les réticences des marchés à son encontre.

Marc Roche

Le prix des communications internationales baisse.

Plus le monde est petit, plus vous pouvez voir grand!

Les Solutions Entreprises France Telecom

Une minute de conversation Paris / New York pour 1,87 FHT*

* Soit 2,25 F TTC au 1.10.97, prix d'une communication en tarif normal, au départ de la métropole, au delà du crédit temps. Pour toute information complémentaire, appelez le 01 69 00 00 00

Nous allons vous faire aimer l'an 2000.

France Telecom

Le téléphone s'apprête à basculer dans la concurrence totale

L'an prochain, sur le marché français, les prix des communications classiques vont baisser de 10 % à 60 %, voire plus, avec la fin du monopole public et l'entrée en lice de nouveaux opérateurs

Officiellement, selon le calendrier prévu par Bruxelles, c'est le 1^{er} janvier 1998 à 0 heure que le marché du téléphone sera totalement ouvert à la concurrence, en France comme dans les autres pays membres de l'Union.

DANS TRENTE-SIX JOURS - le 1^{er} janvier 1998, à 0 heure -, le marché du téléphone sera totalement ouvert à la concurrence en France. En théorie, du moins. Car, dans la pratique, les Français devront attendre encore un peu avant de pouvoir s'abonner et passer des coups de fil avec un autre opérateur que France Télécom. Cegetel (groupe Générale des eaux), qui devait être le premier à se lancer début janvier, a annoncé, mercredi 26 novembre, qu'il attendra le 1^{er} février. Ce délai pourrait permettre aux opérateurs de sensibiliser leurs futurs clients. Ce qui ne serait pas superflu, à en croire la société d'études Research International, qui estime qu'une entreprise sur deux ne connaît pas la signification du 1^{er} janvier 1998.

Cette date marquera pourtant une rupture « historique ». C'est en effet le téléphone de tous les jours - celui qui se matérialise par le combiné téléphonique fixe - qui sera ouvert à la concurrence. Celle-ci est certes déjà une réalité depuis plusieurs années sur certains marchés. Les entreprises peuvent choisir leur opérateur pour la transmission de données, ou leurs communications internes (entre établissements, avec les fournisseurs). Les particuliers ont aussi commencé à profiter de la concurrence dans le téléphone mobile.

Mais, en France, comme dans les autres pays européens, la téléphonie fixe publique restait encore sous monopole. C'est ce segment qui s'ouvre début 1998. Il compte pour « 54 % dans le marché total européen des services de télécommunications, qui s'élevait à 185 milliards de dollars en 1996 »,

Dans la pratique, les Français devront attendre encore un peu avant de pouvoir s'abonner à un autre opérateur que France Télécom. Cegetel ne commercialisera ses services qu'à partir du 1^{er} février, et Bouygues

tappelle le cabinet d'études Yankee Group. « Dans quelles conditions va se faire cette ouverture à la concurrence ? Les futurs concurrents de France Télécom estiment, bien entendu, que l'on aurait pu faire plus pour eux. « Le marché français est libéralisé à minima », résume Thierry Millé, responsable de la stratégie chez Bouygues Télécom. « Les arbitrages rendus ne témoignent pas d'une volonté de brider le développement de France Télécom », concède Eli Cohen, directeur de recherche au CNRS.

Par Gallagher, directeur général pour l'Europe du britannique BT (allié de la Générale des eaux dans Cegetel), considère pourtant qu'il y a eu des progrès raisonnables « allant dans le sens d'une concurrence effective. Et le Yankee Group classe la France aux tout premiers rangs européens pour la libéralisation de son marché : sur un indice maximal possible de 5, elle obtient 4,8 (4,6 pour l'Allemagne).

« Nous sommes les élèves modèles », relève M. Cohen, pour qui une « vraie révolution » est intervenue : « La culture de marché s'est implantée rapidement et a été préemptée par l'opérateur dominant, France Télécom, qui, à titre préventif, a baissé ses prix massivement. »

Cette agresseur sur les prix a conduit certains responsables de Cegetel à demander qu'un « équilibre » puisse être trouvé « entre ce que l'on donne aux consommateurs et ce que peuvent prélever les opérateurs en marge », à l'image de ce qui se passe en Allemagne, où les tarifs sont plus élevés qu'en

France. « Nous n'avons pas le génie des cortès ni des arrangements », indique M. Cohen, qui redoute une fragilisation de l'industrie nationale du téléphone. « Sur quel type de services s'exercera la concurrence ? Qui en bénéficiera ?

Dans un premier temps, la concurrence s'exercera sur « le téléphone interurbain et international », explique Didier Pouillot, responsable du département d'analyses industrielles à l'Idate (institut d'études de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe). Le gros du marché est là : le téléphone national (entre départements) et international représente 50 milliards de francs, pour un trafic téléphonique total évalué à 70 milliards. Il s'agit aussi du marché où les marges de manœuvre sont les plus importantes, même si France Télécom a fortement baissé ses tarifs, qui étaient traditionnellement élevés afin de financer le maintien à un niveau bas de l'abonnement et des communications locales.

Ce prix des appels locaux, ainsi que le coût que représenterait le déploiement de réseaux touchant tous les abonnés, expliquent le fait que la concurrence dans le téléphone local (à l'intérieur d'un même département) restera limitée, dans l'immédiat, « aux quartiers d'affaires », comme le relève M. Pouillot. Car, si quelques particuliers pourront goûter à la concurrence dans le téléphone local, à travers les réseaux de télévision câblée, ce sont surtout les entreprises qui en bénéficieront. Tout comme elles constitueront les premières cibles dans le téléphone national et international. « La concurrence devrait les privilégier, ainsi que les gros clients résidentiels », affirme M. Pouillot.

« Que peuvent attendre les consommateurs de la concurrence ? Le premier effet de la concurrence sera une baisse globale des tarifs. Les nouveaux acteurs ne pourront pas ne pas proposer des tarifs moins chers. On le voit avec les annonces faites par Cegetel. Le prix ne sera cependant pas le seul élément de différenciation. C'est

une arme importante, mais pas forcément l'élément discriminant. C'est une arme qui peut être à double tranchant. Elle peut détruire la notion de valeur, pousser à augmenter les remises, sachant qu'un client que l'on attire par le prix n'est pas forcément le meilleur et peut être coûteux à conserver », explique Bernard Demeure, l'un des vice-présidents de Mercer Management en France. Les opérateurs chercheront aussi progressivement à attirer les clients avec des offres associant au téléphone d'autres services. « Internet, des cortès téléphoniques, ainsi que des offres couplées téléphone fixe-mobilité, services de télécoms et audiovisuels », indique M. Pouillot. M. Demeure estime par ailleurs que l'on se dirige « vers une plus grande segmentation des offres, ciblées selon les comportements des clients ». « Nous entrons dans l'ère du marketing », assure-t-il, tout en relevant que « le défi sera de ne pas rendre les offres trop complexes ».

Philippe Le Cœur

Le 1^{er} février, Cegetel affrontera France Télécom

CEGETEL ambitionne de devenir l'alternative à France Télécom en entrant sur le marché de la téléphonie fixe. Cette filiale de la Compagnie générale des eaux a dévoilé, mercredi 26 novembre, le contenu de sa future offre de services nationaux (appels entre départements) et internationaux. Ils seront commercialisés sous la marque « Le 7 », chiffre qu'il faudra composer à la place de l'actuel

0 lorsque l'on voudra utiliser les services de la société.

Caractérisée par des tarifs inférieurs de 10 % à plus de 60 % à ceux de France Télécom, cette offre ne sera disponible qu'à compter du 1^{er} février 1998 et non au 1^{er} janvier comme initialement prévu. « Cela s'explique par l'impossibilité où nous sommes de faire, avant le 1^{er} janvier, des appels en grande quantité pour tester la robustesse de notre réseau », explique Thierry Gattegno, directeur général du 7. « Nous effectuerons ces tests en janvier. »

FACTURATION DÉTAILLÉE Dans un premier temps, Cegetel n'attaquera France Télécom que dans trois régions : Ile-de-France, Rhône-Alpes et Nord. Mais, à partir du 31 mai 1998, l'ensemble du territoire sera couvert. « Les trois premières régions représentent 40 % des abonnés français », relève M. Gattegno. Cegetel proposera aux particuliers un abonnement de 10 francs par mois. Ce dernier s'ajoutera à l'abonnement à France Télécom, qui restera, pour la très grande majorité des Français, l'opérateur local, celui qui dessert leur ligne téléphonique. Les clients professionnels devront, quant à eux, payer un droit d'accès unique et définitif de 290 francs

(hors taxes). L'abonnement inclura une facturation détaillée, la consultation de l'encours de consommation et la possibilité de souscrire jusqu'à quatre lignes. Une facture sera adressée gratuitement tous les deux mois aux abonnés, indépendante de celle de France Télécom.

Des rabais seront proposés aux particuliers en fonction de leur consommation : - 5 % entre 150 et 300 francs ; - 10 % entre 300 et 500 francs ; - 15 % au-delà de 500 francs.

Cegetel n'envisage pas, dans l'immédiat, de couplage entre services de téléphonie fixe et mobile ni entre services de télécommunications et de télévision. « Il faut d'abord que le client mûrisse. Quand ce sera le cas, nous le ferons. Nous avons des projets », indique M. Gattegno.

L'objectif de Cegetel est de convaincre en 1998 « 300 000 clients résidentiels et 200 000 clients professionnels ». On en compte respectivement 22 millions et 2,9 millions en France, selon M. Gattegno, qui estime qu'ils dépensent respectivement « plus de 20 milliards de francs et 11 milliards de francs en appels longue distance ».

Ph. L. C.

DÉPÊCHES

■ **SAMSUNG** : le deuxième conglomérat sud-coréen a annoncé, mercredi 26 novembre, une réduction de 30 % de ses investissements en 1998.

■ **ÉTATS-UNIS** : l'Agence fédérale de régulation des communications (FCC) a annulé, mardi 25 novembre, les procédures qui restreignaient l'entrée sur le marché américain aux seuls opérateurs pouvant prouver qu'ils n'étaient pas en position dominante dans leur propre pays.

■ **YVES ROCHER** : le groupe de cosmétiques Yves Rocher a annoncé, mardi 25 novembre, l'acquisition, pour 68 millions de dollars (près de 400 millions de francs), de Stanhome Worldwide Direct Selling, la filiale de vente directe du groupe américain Stanhome Inc. Ce rachat devrait permettre au groupe français, qui réalise actuellement 63 % de son chiffre d'affaires par le biais de la vente par correspondance, de porter de 4 % à 18 % la part générée par la vente directe.

■ **BHP** : le groupe minier australien a conclu un accord avec la société anversoise IDH Diamonds en vue d'organiser la commercialisation de la production de diamants du Grand Nord canadien. La production de la mine d'Ekan, actuellement en construction et dont l'exploitation doit commencer en octobre 1998, devrait s'élever à 5 millions de carats, soit 500 millions de dollars, ce qui constitue 6 % de la production mondiale.

■ **EUROTUNNEL** : la totalité des banques du syndicat bancaire d'Eurotunnel a approuvé le plan de restructuration financière de l'entreprise, a annoncé cette dernière, mercredi 26 novembre.

■ **AIR FRANCE** : le Syndicat national des pilotes de lignes d'Air France, principal syndicat des pilotes de lignes de la compagnie, a signé avec le président de la compagnie aérienne Jean-Cyril Spinnetta un protocole de négociations « pour l'adoption d'un accord global pluriannuel », selon un communiqué du syndicat publié mardi 25 novembre.

■ **RTP** : la Caisse nationale de compensation du RTP en France et son homologue allemande, l'ULAR, devaient signer, mercredi 26 novembre, dans la matinée, une convention dispensant les entreprises effectuant des chantiers dans l'autre pays de payer des cotisations de congés payés à la fois dans leur pays d'origine et dans le pays où le détachement est effectué.

■ **GUCCI** : le groupe de mode italien prévoit de racheter trois millions de ses propres actions, soit environ 5 % de son capital. Il s'agit à la fois de profiter de la baisse des cours de près de 50 % observée sur le titre Gucci depuis le début de l'année, et de tenter de couper court aux rumeurs d'OPA.

Paribas va adopter une nouvelle organisation avec trois métiers

LA COMPAGNIE BANCAIRE, la Compagnie financière de Paribas et la Banque Paribas vont bientôt être fusionnées pour donner naissance à une nouvelle entité unique, Paribas, qui aura le statut de banque à conseil de surveillance et de direction, et regroupera trois grandes activités : la banque d'affaires, dont le comité exécutif sera dirigé par Anauy-Daniel de Sèze, l'épargne, qui regroupera la compagnie d'assurance-vie Cardif, la banque Cortal et l'activité de gestion d'actifs de Paribas et les services financiers spécialisés, avec Cetelem, Arval et la Banque directe. Le comité exécutif de ces deux derniers pôles sera animé par Bernard Müller, le président de la Compagnie bancaire, qui entre au directoire de la Compagnie financière.

« Paribas aura ainsi une structure plus proche des autres grandes banques internationales, qui ont toutes, à côté de leur activité de banque d'affaires, une autre activité, génératrice de résultat très récurrent : les banques suisses ont la gestion privée, Morgan Stanley a Dean Witter, Paribas aura son pôle épargne et services financiers spécialisés, qui ont tous deux un fort potentiel de croissance », explique André Lévy-Lang, le président du directoire de Paribas.

Pour arriver à ce nouvel équilibre, que M. Lévy-Lang dit préparer depuis le début de l'année, Paribas va mettre 25,7 milliards de francs sur la table, dont 8 milliards en espèces. Cette somme lui permettra de racheter les actions de la Compagnie bancaire et du Cetelem, qu'il ne détient pas encore. Les actionnaires minoritaires se verront proposer un échange de leurs actions contre des titres Paribas (3 actions Paribas + 500 francs pour 2 actions Compagnie bancaire ; 6 actions Paribas + 1 250 francs pour 5 Cetelem), avec une prime équivalente à 20 % de plus que la moyenne des vingt derniers cours cotés.

CONTRIBUTION SUPPLÉMENTAIRE

Jusqu'à présent, le groupe de la rue d'Antin n'engrangerait que la moitié du résultat de la Compagnie bancaire, qui elle-même n'encaissait que 40 % du bénéfice de Cetelem. Désormais, tous les profits vont remonter à Paribas. En 1999, M. Lévy-Lang attend, en outre, 1 milliard de francs de contribution supplémentaire au résultat net, grâce à la réalisation d'économies, aux synergies et à une meilleure gestion fiscale. Au total, le résultat progressera de 1,4 milliard de francs en 1998 à près de 6,4 milliards, et de 2,2 milliards en 1999 à 7,7 milliards. Soit un rendement sur fonds propres de 14 %. Dès 1999, le bénéfice par action doit augmenter.

« Paribas se classe déjà en 1997 au sixième rang des entreprises françaises en termes de bénéfice, devant seulement par France Télécom, Total, Elf Aquitaine, le Crédit agricole et AXA », rappelle M. Lévy-Lang.

Le groupe n'a pas épuisé tout son trésor de guerre dans cette opération : « Nous avons cédé 25 milliards de francs d'actifs en deux ans et notre programme de cession prévoit encore 10 milliards de cessions dans les deux ans qui viennent, soit plus que ce que nous investissons en espèces dans la Compagnie bancaire », poursuit-il, réaffirmant que l'opération a été décidée pour « augmenter la valeur de Paribas pour ses actionnaires » et non pour grossir comme défense anti-OPA. « Ce n'est pas parce que l'on pèse 70 milliards de francs en Bourse (contre 55 milliards avant l'opération) que l'on n'est plus opérable. Aujourd'hui, les opérations sont de plus en plus grosses et la taille n'est plus un critère discriminant », estime le patron du groupe.

Surtout pour les investisseurs américains, pour lesquels le nouveau Paribas, plus rentable, mieux organisé, peut être encore plus séduisant. Pour son président, le plus important est plutôt que « cette nouvelle organisation nous met en position d'être un pôle de développement et de regroupement en Europe ».

Sophie Fay

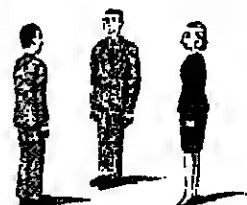
CE N'EST PAS
SANS PRENDRE DES RISQUES
QUE LES PME ONT
CRÉÉ 1 MILLION D'EMPLOIS
EN 15 ANS.

Décisif.

Les petites et moyennes entreprises sont un atout majeur de l'économie française. Elles ont démontré, depuis 15 ans, leur capacité à créer des emplois. Elles sont aussi le rerneau des emplois de demain. Leur développement est un enjeu déterminant. Le rôle de la Banque du Développement des PME est de :

- Faciliter le financement des projets des PME en partage de risques avec leurs partenaires financiers grâce à l'appui des pouvoirs publics.
- Favoriser le développement, donc la pérennité des PME, en les accompagnant dans chacune des étapes de leur vie.
- Rapprocher les intérêts des PME et les impératifs des banques dans un partenariat efficace.

La Banque du Développement des PME agit avec
les banques pour mieux financer
le premier employeur de France, les PME.



BANQUE DU DÉVELOPPEMENT DES PME
SOFARIS

UN NOUVEAU PARTENARIAT
POUR MIEUX FINANCER L'ESPRIT D'ENTREPRISE.

27151, avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons Alfort Cedex - Tél. : 01 41 79 94 94

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 27 NOVEMBRE 1997

Le hors-média fait de la résistance à la taxe de 1 % en faveur de la presse

Les annonceurs, les publicitaires et les éditeurs de presse gratuite soulignent les imprécisions et les contradictions du projet défendu par le député socialiste Jean-Marie Le Guen, et suscitent des projets d'amendement au moment où le texte est discuté au Sénat

COMMENT aider la presse écrite à résister à ses concurrents et contribuer à la modernisation des quotidiens d'information politique et générale, dont l'état financier reste notoirement fragile ? Depuis les aides à la presse, décidées à la Libération, les tentatives n'ont pas manqué pour pallier les difficultés financières chroniques de ce secteur vital pour la démocratie. L'an dernier, tandis que le gouvernement d'Alain Juppé réduisait les aides à la presse, le député Ladislav Pouliatowski (UDF-PR, Eure) déposait un amendement destiné à créer un fonds de soutien à la presse quotidienne nationale financé par un prélèvement de 1,5 % sur les recettes publicitaires de la télévision (Le Monde du 5 novembre 1996). La proposition ne fut pas suivie d'effet.

L'actuel gouvernement a accommodé la recette en déplaçant son champ d'application. Le député Jean-Marie Le Guen (PS, Paris) a proposé en octo-

bre un amendement à la loi de finances créant une taxe de 1 % sur la publicité hors-média en se fondant sur l'idée que « l'une des difficultés de la presse quotidienne viendrait du transfert massif de la publicité vers le hors-média », c'est-à-dire le marketing direct, la promotion, la publicité événementielle, les relations publiques ou encore la presse gratuite (Le Monde du 9 octobre).

« SUPER TVA »

Mais il a décidé d'asseoir cette taxe sur le hors-média imprimé : le publipostage (mailing), les prospectus et la presse gratuite, laissant de côté les autres secteurs, « pour des raisons de proximité avec l'écrit ». La taxe devait être prélevée sur les intermédiaires - agences de publicité, imprimeries, voire distributeurs. Mais les ministères concernés (culture et communication, économie et finances ainsi que budgét) se sont accordés avec

M. Le Guen pour instituer cette taxe « à la source », c'est-à-dire auprès des entreprises investissant dans le hors-média. « Nous avons tenu compte des risques de délocalisation liés aux intermédiaires et de la simplicité de recouvrement auprès des entreprises », explique Jean-Marie Le Guen.

La cible visée serait donc les plus gros annonceurs. Or, la taxe touchera toutes les entreprises soumises à la TVA qui réalisent plus de 5 millions de francs de chiffre d'affaires (ou plus de 1,5 million pour les sociétés de service). La taxe serait instaurée le 1^{er} janvier 1998, mais entrerait en vigueur en juin. Sur le relevé annuel de TVA, une ligne spécifique indiquera les investissements réalisés l'année précédente dans le hors-média. Selon les calculs de Bercy, ce 1 % devrait rapporter 200 millions de francs la première année, compte tenu de son aspect déclaratif, et des inévitables oublis et fraudes. Adopté le 17 novembre par

l'Assemblée nationale, le texte est en discussion devant le Sénat depuis le 25 novembre, où il devrait faire l'objet de nombreux amendements. La bataille est surtout menée par les annonceurs, les publicitaires et les éditeurs de presse gratuite qui se dépensent sans compter en lobbying. « Une fois de plus, les entreprises vont trinquer de manière injuste et ringarde, accuse Alain Grangé Cabane, vice-président directeur général de l'Union des annonceurs (UDA). Il n'y a pas d'explosion du hors-média : les dépenses des entreprises dans ce secteur représentent 32 % du total : en 1995, on en était à 35 %. Il estime que cette « super-TVA » pourrait se traduire à terme par un transfert des aides à la presse « de l'Etat aux entreprises ». M. Grangé Cabane estime enfin que la mesure induit aussi des risques de fraude : les entreprises pourraient choisir de concevoir et réaliser leurs opérations dans une filiale à l'étranger, les annonceurs de-

vont être taxés en fonction du lieu de facturation, « ce qui favorisera les grandes entreprises étrangères ayant des filiales en France aux dépens des petites entreprises françaises locales n'ayant pas les moyens de délocaliser leurs opérations ».

DEMANDE D'AGRÈMENT

Les publicitaires décrient la future taxe par le biais de leur syndicat, l'Association des agences conseil en communication (AACC) pour qui il s'agit « d'une mesure fondamentalement anti-économique ». Jacques Bille, vice-président délégué général de l'AACC, souligne les zones d'ombre, notamment « les prospectus publicitaires glissés dans un courrier, démontre courtoisie dans le secteur bancaire et de l'EDF qui s'opposent à une correspondance individuelle ».

Quant à la presse gratuite, ses représentants ne déclarent pas. Refusant de voir leur activité assimilée au hors-média, ils estiment que ce

« média à part entière relève de la loi de 1881 ainsi que de la loi Sapin », et qu'il a un « rôle social » et économique - l'accès au plus grand nombre d'annonceurs, du fait du faible coût de ses petites annonces. Ils font aussi remarquer que les distributeurs de journaux gratuits contribuent au portage à domicile de la presse (le réseau Delta Diffusion de la Comareg assure le portage dans certaines zones du Monde, de L'Humanité, du Point ou d'Elle). En outre, ils soulignent que les quotidiens régionaux (Ouest-France, Sud-Ouest, La Voix du Nord, Le Dépeche du Midi, etc.) sont à la tête de nombreux gratuits qui représentent de 10 % à 25 % de leur chiffre d'affaires. « L'application du 1 % aux gratuits reviendrait à taxer d'un côté, et à reverser de l'autre », fait remarquer Olivier Berbineau, président du directoire de S3G (groupe Sud-Ouest) et président du Syndicat de la presse gratuite (SPG).

L'assiette du 1 % ne devrait pourtant pas trop les léser, 70 % des annonceurs des « gratuits » investissant moins de 5 000 francs par an.

Des rencontres ont eu lieu entre M. Le Guen et le SPG, qui réclame un « agrément » reconnaissant le statut de média des gratuits et les faisant ainsi échapper à la taxe. Le gouvernement entend « toiletter » son texte pour sa deuxième lecture à l'Assemblée nationale, prévue aux alentours de la mi-décembre.

Florence Amalou et Yves-Marie Labé

Une pluie d'amendements

Le président de la commission des finances du Sénat, Alain Lambert (Union centriste, Orne), a fait voter, mardi 25 novembre, à l'unanimité, un amendement excluant la VPC de la taxe de 1 % sur le hors-média. Mais les catalogues de VPC étaient « implicitement exclus du texte ; nous serons donc plus explicites », confie Jean-Marie Le Guen, qui compte toutefois faire appliquer le 1 % aux mailings de la VPC.

Les annonceurs ont demandé, via une douzaine de projets d'amendements, que d'autres secteurs échappent à la taxe : les envois personnels (promotion à l'intérieur des relevés bancaires, par exemple), les documents de garantie et de service après-vente, les modes d'emploi, les publications et journaux d'entreprise, etc. Pour sa part, Jean Chuzel (Union centriste, Allier) a attiré l'attention du Sénat sur « les critères d'attribution » de ce « nouvel impôt ». Il a également proposé que la taxe « soit créée pour une période de cinq ans » et qu'elle serve à la fois à moderniser la presse et à former des futurs journalistes.

Le poids du secteur

Au total, les entreprises françaises ont investi, en 1996, 55,1 milliards de francs dans les médias (télévision, radio, cinéma, affichage et presse) et 96,9 milliards de francs dans le hors-média (annuaires, guides, marketing direct, promotion, relations publiques). Les activités visées par l'amendement Le Guen sont les suivantes : « Les mailings, les éditions publicitaires et prospectus ont représenté 44,28 milliards de francs, soit 45,6 % de l'ensemble

des investissements réalisés dans le hors-média en 1996.

● En 1995, 15,99 milliards de francs ont été investis dans des mailings personnalisés ; 1,7 milliard de francs dans les catalogues ; 1,43 milliards dans les imprimés sans adresse. ● Au niveau local, 33,4 milliards de francs ont été investis dans le hors-média, dont 39 % dans le marketing direct, 29 % dans la promotion, 38 % dans les annuaires et les guides. ● Ce qui n'est pas visé par

L'amendement Le Guen

Les entreprises ont dépensé en 1996, 24,1 milliards de francs dans la promotion par le prix, les objets publicitaires, la PLV et les jeux, 11,4 milliards dans les salons et foires, le parrainage et le mécénat, 8,3 milliards dans les opérations de relations publiques, 5,6 milliards dans les annuaires et guides, 3,1 milliards de francs dans le télémarketing et 405 millions dans le multimédia. Source : BMVP Poche, édition 1997-1998 réalisée par Wunderman Cato Johnson, La Machine à vendre et Médipolis.

Médi 1, une radio maroco-française à succès

C'EST la station maroco-française Médi 1 (49 % de son capital est contrôlé par la CIRI, filiale de la Sofrad), dont les émissions et bulletins sont diffusés en français et en arabe, qui est la plus écoutée par les auditeurs réguliers algériens par rapport à l'ensemble des stations, qu'elles soient locales (Radio Cirta à Constantine, Radio El-Bahia à Oran, etc.), nationales (Chaîne 1 et Chaîne 3, radios d'Etat algériennes émettant respectivement en arabe et en français) ou étrangères.

Pendant les douze derniers mois, Médi 1, qui émet vingt et

une heures sur vingt-quatre depuis Tanger (Maroc) en ondes longues, a été écoutée par 40,3 % du total des auditeurs algériens réguliers, ce qui la place devant la Chaîne 1. Si l'on prend en compte la population algérienne totale, la pénétration de cette radio est de 32,1 % : elle touche 1,3 million de foyers sur les 4 millions que compte le pays. Sur cet ensemble, la radio maroco-française talonne la Chaîne 1 algérienne, qui obtient un taux de pénétration de 43 %, mais devance de loin la Chaîne 3, qui émet en français (20,3 %).

Zone par zone, la Chaîne 1 ob-

tient la meilleure audience dans la région de Ouargla et Ghardaia, tandis que Médi 1 est première dans la région d'Alger et de Tizi-Ouzou. Les deux stations sont au coude à coude dans celle d'Oran.

LE « BAZAR » ET LES DIPLOMÉS

Cette étude d'audience publiée par l'Institut Abassa et réalisée en collaboration avec la Sofras a été menée du 10 septembre au 15 octobre en Algérie auprès de 1 000 foyers représentatifs de la population, grâce à un « travail d'information et de mise en confiance préalable nécessaire, plus spécialement dans les zones rurales de la région centre de l'Algérie », compte tenu des conditions de sécurité à respecter en Algérie et de l'objet de l'étude, extrêmement sensible, puisqu'elle remet en cause la principale station algérienne d'Etat, la Chaîne 1.

Par comparaison avec les autres stations étrangères émettant en Algérie, Médi 1 est de loin la première radio écoutée par la population algérienne, avec 88,4 % de l'audience totale. France Inter est juste derrière avec 26,1 %, devant RMC (15,6 %), RTL (12,4 %), Beur FM (10,7 %), puis RFI, la BBC, Voice of America et Deutsche Welle. L'étude Abassa indique que Médi 1 est surtout écoutée par des foyers dont le niveau d'instruction du responsable est secondaire ou supérieur, ainsi que par les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (le « bazar ») devant les enseignants, les chômeurs, puis les cadres et professions libérales.

Médi 1 a notamment fait parler d'elle en diffusant la première le contenu du fax du Groupe islamiste annonçant l'assassinat des sept moines français en Algérie, l'an dernier (Le Monde du 25 mai 1996). Animée par une cinquantaine de journalistes marocains, algériens, français, etc., créée et dirigée par le Français Pierre Casalta, Médi 1 devrait diffuser le contenu de ses journaux, en temps réel, sur Internet, dans les prochains jours.

Y.-M. L.

Le préavis de grève est maintenu à France 3

LE PLAN STRATÉGIQUE PRÉSENTÉ par Philippe Levrier, directeur général de France 3, mardi 25 novembre, n'a pas convaincu les syndicats de lever leur préavis de grève, déposé pour mardi 2 décembre (Le Monde du 14 novembre). Une quarantaine de cadres de France 3 avaient planché le week-end dernier pour préparer ce texte de sept feuillets, titré « S'extraire pour se déployer ». Divisé en trois parties, il revient longuement sur les raisons du succès de la chaîne et la nécessité de « préserver et dynamiser » l'ancrage régional ; l'objectif est d'« agir en entreprise » pour être « davantage en mesure de maîtriser son destin, dans le cadre du groupe France Télévision » ; enfin, il faut « rester nous-mêmes dans l'ère du numérique », en évitant les deux écueils que sont « la précipitation et l'insécurité ».

Les syndicats, qui regrettent le manque de précisions et de garanties financières, envisagent de demander une rencontre au ministre de la culture et de la communication. Ils poursuivent, par ailleurs, les discussions avec la direction de France 3.

DÉPÊCHES

■ PRESSE : la presse hebdomadaire régionale a connu une année 1996, « plutôt favorable », selon le Syndicat de la presse hebdomadaire régionale (SPHR). La diffusion est en hausse, le nombre de créations d'entreprises est supérieur à celui des disparitions et la rentabilité des journaux s'améliore, atteignant son meilleur niveau depuis trois ans, avec un excédent brut d'exploitation moyen représentant 8,45 % du chiffre d'affaires. ■ CABLE : l'opérateur allemand de télécommunications Deutsche Telekom envisage de séparer ses activités dans le câble du reste du groupe. Pour répondre aux pressions de la Commission de Bruxelles, Deutsche Telekom pourrait ainsi céder au niveau régional, une partie du capital des réseaux câblés à de nouveaux investisseurs. L'opérateur de télécommunications a réalisé l'an dernier 3 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires dans le câble en Allemagne : il contrôle le réseau câblé national et compte en direct six des seize millions d'abonnés au câble. (Reuters)

■ NUMÉRIQUE : en première mondiale, CanalSatellite a lancé, lundi 24 novembre, un canal dédié aux jeux vidéo. Grâce à leur télécommande, les abonnés du bouquet numérique peuvent jouer directement sur leur téléviseur.

CHARLIER MISTER BLUEBERRY GIRAUD

le nouvel album

en vente dans les bonnes librairies

GAGNEZ 610 OBJETS DE COLLECTION (Stimettes, CD audio, tirés à part) Bulletins de participation disponibles en librairie

LE WEB MAGAZIN WWW.DARGAUD.FR

DARGAUD

■ LE DOLLAR perdait des fractions face au yen mercredi à Tokyo. Le billet vert cotait 127,52 yens, après être monté jusqu'à 127,83 contre 127,54 mardi soir à New York.

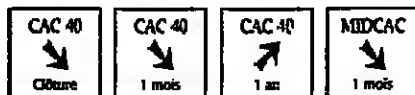
■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé mercredi sur une progression de 1,12 % après sa chute de 5,11 % de mardi. L'indice Nikkei a gagné 178,02 points, à 16 045,55 points.

■ L'AGENCE AMÉRICAINE Moody's a placé sous revue, mercredi, cinq grandes banques japonaises dans la perspective d'un possible abaissement de leur notation.

■ WALL STREET a clôturé en hausse mardi au terme d'une séance irrégulière. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 41,03 points (0,53 %), à 7 808,95 points.

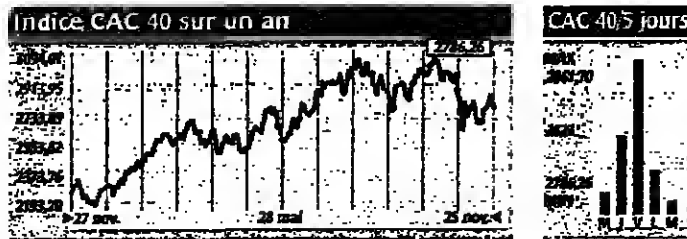
■ LA ROUPIE indienne a atteint mercredi son plus bas niveau historique face au dollar, victime de l'incertitude politique en Inde, elle est tombée à 38,67 roupies pour un dollar.

LES PLACES BOURSIÈRES



Paris en hausse

LA BOURSE DE PARIS se reprenait assez nettement mercredi 26 novembre, soutenue par la remontée de Tokyo et par la bonne tenue du dollar. Les marchés paraissent rassurés sur les capacités du gouvernement japonais à stabiliser son système financier, mais les investisseurs restent prudents, sachant que l'on est loin d'avoir mesuré toute l'ampleur de la crise asiatique. L'indice CAC 40 a cru en hausse de 1,26 % et affichait en clôture un gain de 0,91 % à 2 811,64 points. Le volume de transactions restait faible, avec 2,5 milliards de francs en milieu de journée sur le marché à règlement mensuel.



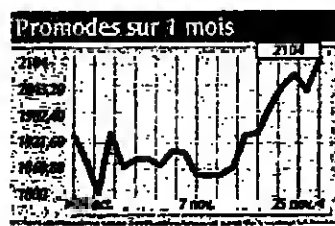
françaises illustrée par l'OPÉ de Paribas sur ses filiales de services financiers. Cette opération est considérée plutôt favorablement par les analystes. Paribas n'en

reste pas moins une valeur « opérable », soulignent les boursiers. « L'aspect spéculatif sur le titre est intact », commentait l'un d'eux.

Promodès, valeur du jour

L'ACTION du groupe de distribution, qui est engagé dans une bataille boursière avec Rallye pour prendre le contrôle de Casto, a encore gagné 3,3 % mardi 25 novembre à la Bourse de Paris, à 2 104 francs dans un marché de 35 000 transactions.

groupe a augmenté de 7,4 % à 80 milliards de francs. Depuis le début de l'année, la valeur fait partie des plus performantes de la cote, avec une hausse supérieure à 43 %.



Tokyo se reprend

L'ESPOIR de voir le gouvernement japonais recourir à des fonds publics pour stabiliser le système financier a permis à la Bourse de Tokyo de regagner 1,12 % mercredi 26 novembre, après son plongeon de 5,11 % la veille. Certaines valeurs financières, encore sous le coup du naufrage de Yamachi Securities lundi, ont cependant été mises à mal par des rumeurs de difficultés et la faillite d'une banque régionale de second rang, Tokai City Bank. L'indice Nikkei a fini sur un gain de 178,02 points à 16 045,55.

Wall Street a fini en hausse mardi au terme d'une séance indécise en raison des inquiétudes sur les conséquences de la crise asiatique sur la performance des entreprises américaines. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a finalement gagné 41,03 points

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	26/11	25/11
Alcoa	68,15	69
Allied Signal	36,62	36,75
American Express	77,68	77,87
AT & T	55,43	54,31
Boeing Co.	51,37	49,62
Caterpillar Inc.	47,56	47,37
Chemical Bank	81	82,87
Coca-Cola	64,31	62,56
Clorox Corp.	93,62	95,82
Du Pont Nemours & Co.	61	60,87
Eastman Kodak Co.	60,93	60,93
Exxon Corp.	61,12	62,81
Gen. Motors Corp.	60,66	61,06
Gen. Electric Co.	72,87	71,62
Goodyear & Rubber	61,25	61,06
Hewlett-Packard	61,81	61,81
IBM	107,43	108,06
Intl. Paper	47,18	46,50
J.P. Morgan Co.	113,43	112,93
Johnson & Johnson	64	64,12
McCormick & Co.	49	49,50
Merck & Co. Inc.	93,93	92,62
Minnesota Mining & Mfg.	97,25	95,68
Philip Morris	68,63	69,37
Procter & Gamble Co.	77,75	76,68
Sears Roebuck & Co.	46,18	46,62
Travelers	49,31	49,43
Union Carb.	44,31	44,25
Unit. Technol.	75,68	74,51
Wal-Mart Stores	39,56	39,56

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au 26/11	Var. %	25/11	24/11
HAUSSES, 12h30				
Eurochem	5,50	+5,50	-13,86	
Comptoir Entrep.	12,50	+5,20	+34,37	
BIC	414	+5,50	+6,42	
CCF	36,60	+4,50	+5,63	
BULP	276,20	+4,18	+37,54	
Hachette Fin. Mod.	1140	+3,28	-1,29	
Gr. Ziemer (Ly.)	121,20	+3,13	+3,83	
Erdania Boghin	908	+2,23	+4,74	
Lagardère	174,80	+2,03	+2,25	
Danone	3029	+2,29	+7,73	
BAISSES, 12h30				
Publicis	501	-6	+10,84	
Total	609	-4,28	+40,87	
Compagnie Gascogne	1868	-3,42	-3,52	
BF Aquitaine	657	-3,38	+39,10	
Carbone Lorrain	1560	-3,10	+36,83	
CS Signaux (SEF)	178,60	-2,36	-24,81	
Finmecc SA	458	-2,55	-4,97	
Nord-Sud	126,60	-1,87	-2,71	
Elf	254	-1,53	+23,90	
Sade (Nyl)	190	-1,35	+1,17	

VALEURS LES PLUS ACTIVES

	26/11	25/11	24/11
SEANCE, 12h30			
BT Aquitaine	980,62	984,07	984,07
Total	612,29	495,00	495,00
Carrefour	3822	116,64	116,64
AGF-As. Gen. France	3017,12	1074,27	1074,27
Eau (Gle des)	136,09	106,37	106,37
Asa	106,26	106,26	106,26
Lafarge	220,06	244,47	244,47
Suez Lyndes Eox	114,04	71,14	71,14
CCF	182,90	661,84	661,84
BALP	236,60	625,60	625,60

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 26/11	Var. %	25/11	24/11
HAUSSES, 12h30				
Group. J.C. Darnier	268	+5,92	+14,04	
Mat-Livres-Profr	36,80	+5,14	+78,49	
SBF	74,50	+4,02	-30,09	
Get 2000	9	+1,52	-22,35	
Boussac CB	218	+3,30	-	
BAISSES, 12h30				
CMF Industries	8,70	-11,88	+22,01	
Ind. Fin. Invest	137,88	-138,68	+13,97	
Older Sime SA	319	-5,62	+51,90	
Rue Tarnaud (RM)	299,30	-4,38	+34,19	
Vulcani	280	-4,68	+21,84	

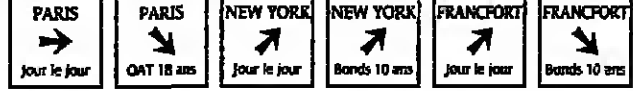
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	26/11	25/11	24/11
Ind. gén. SBF 120	199,24	199,36	-0,32
Ind. gén. SBF 250	189,37	189,31	-0,33
Ind. Second Marché	1704,78	1704,52	+0,01
Ind. MidCAC	1467,64	1467,61	-

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	26/11	25/11	24/11
Ind. gén. SBF 120	199,24	199,36	-0,32
Ind. gén. SBF 250	189,37	189,31	-0,33
Ind. Second Marché	1704,78	1704,52	+0,01
Ind. MidCAC	1467,64	1467,61	-

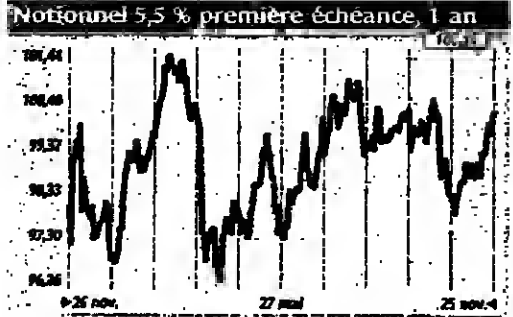
LES TAUX



Recul du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en légère baisse, mercredi 26 novembre. Après quelques minutes de transactions, le contrat optionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 6 centimes, à 100,08 points.

La Banque de France a laissé inchangé, mercredi matin, à 3,38 %, le taux de l'argent au jour le jour.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 25/11	Taux au 24/11	Taux au 23/11	Indice des prix
France	3,31	3,49	6,04	1,70
Allemagne	3,35	3,49	6,09	1,80
Grande-Bretagne	6,54	6,52	NC	2,50
Italie	6,44	6,01	6,55	2,60
Japon	0,56	1,97	NC	0,50
Etats-Unis	5,50	5,85	6,08	3,30

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 25/11	Taux au 24/11	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,22	4,21	98,50
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5	4,86	100,09
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,67	5,62	101,43
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,81	5,77	101,20
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	6,35	102,67
Obligations françaises	5,76	5,73	101,07
Fonds d'Etat à TME	-1,95	-1,96	98,28
Fonds d'Etat à TRE	-2,18	-2,15	98,86
Obligat. franc. à TME	-2,20	-2,09	95,14
Obligat. franc. à TRE	+0,07	+0,07	100,14

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
jour le jour	2511	2511	2511	2511
1 mois	3,28	3,29	3,40	3,75
3 mois	4,28	4,43	4,12	4,27
6 mois	4,44	4,59	4,15	4,30
1 an	3,38	4,16	3,98	4,10

MATIF

	volume	derrière	plus haut	plus bas	premier
Notional 5.5 %					
Dec. 97	96039	100,14	100,25	99,84	99,84
Mars 98	5558	99,84	99,84	99,36	99,40
Jun 98	2	99,82	99,82	99,82	99,82

PIBOK 3 MOIS

	volume	derrière	plus haut	plus bas	premier
Dec. 97	208	98,37	98,37	98,34	98,36
Mars 98	11119	98,07	98,38	98,03	98,05
Jun 98	2844	95,65	95,36	95,82	95,84
Sept. 98	4559	95,69	95,20	95,63	95,84

ECU LONG TERME

	volume	derrière	plus haut	plus bas	premier
Dec. 97	1164	99,14	99,14	98,90	99
Mars 98	8	98,83	98,88	98,86	98,86

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	volume	derrière	plus haut	plus bas	premier
Echéances 25/11					
Nov. 97	37791	2792	2824	2791	2808
Dec. 97	24098	2801	2830	2804	2811,50
Janvier 98	1001	2823,50	2823,50	2813,50	2816,50
Mars 98	908	2846	2846	2827,50	2837

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	26/11	25/11	24/11
Allied Lyons	5,37	5,34	
Barclays Bank	14,38	14,35	
B.A.T. Industries	5,32	5,34	
British Aerospace	15,67	15,73	
British Airways	5,49	5,42	
British Petroleum	8,55	8,73	
British Telecom	4,32	4,50	
B.T.R.	2,07	2,04	
Cadbury Schweppes	6,14	6,17	
Eurochem	0,59	0,57	
Fortis	13,60	13,36	
Glaxo Wellcome	13,60	13,36	
H.S.B.C.	14,19	14,25	
Granada Group Plc	8,49	8,50	
Grand Metropolitan	5,66	5,70	
Guinness	5,61	5,63	
Hanson Plc	0,87	0,87	
Great I.C.	7,05	7,06	
H.S.B.C.	14,19	14,25	
Imperial Chemical	8,91	8,94	
Legal & Gen. Grp.	5,24	5,20	
Lloyds TSB	6,60	6,73	
Mark & Spencer	6,13	6,37	
National Westminster	9,02	8,92	
Reckitt Benckiser	6,49	6,49	
Routledge	6,94	7,01	
Satchi and Satchi	1,17	1,15	
Shell Transport	4,28	4,36	
Tate and Lyle	4,60	4,59	
Zeneca	17,81	17,84	

FRANCKFORT

	29/11	24/11
Allianz Holding N	405	403,50
Baf AG	60,80	58,95
Bayer AG	65,72	62,72
Bay. Imp. & Weichselb.	73,60	73
Bayer Vertriebsbank	102	101,20
BMW	1282	1282
Commerzbank	60,80	60,60
Daimler-Benz AG	116,60	116
Deutsche Bank	77	76,30
Deutsche Bank AG	110,60	111,50
Deutsche Telekom	34,90	34
Dresdner BK AG FR	68,70	69
Henkel VZ	104,80	106,20
Hoechst AG	61,90	61,20
Karstadt AG	583,50	588
Linde AG	1083	1040
Man AG	514	510,40
Mannesmann AG	792	768,50
Metro	77,80	76,50
Muench Rue N	590	564,50
Preussag AG	47,90	46,8
Rwe	85,10	83,5
Sap VZ	536,50	543,20
Schering AG	167,20	162,75
Siemens AG	102,20	102,60
Thyssen	408,50	401,80
Veba AG	109,35	101,90
Vian	580	589
Volkswagen VZ	770	771,50

مركزاً من راصيل

22 / LE MONDE / JEUDI 27 NOVEMBRE 1997

(Publicité)

UNE ENTREPRISE QUI FAIT RECULER LES LIMITES DE LA VITESSE SE DEVAIT DE DEVENIR

THE HI-SPEED COMPANY.

Alcatel est un des principaux acteurs mondiaux dans le développement de technologies permettant aux informations de circuler à des vitesses toujours plus grandes. Mais à l'heure de la société de l'information, la notion de très grande vitesse correspond aussi à l'évolution de nos marchés et aux exigences de nos clients. C'est pourquoi, nous mettons tout en œuvre pour ajouter à la Hi-Tech une dimension désormais indissociable et qui guide plus que jamais le développement de nos solutions et la manière de servir nos clients : la Hi-Speed*. www.alcatel.com

ALCATEL

The Hi-Speed Company

*Haute Vitesse. The Hi-Speed Company = L'entreprise de la Haute Vitesse. MAXIMUM SPEED IN BUSINESS.

SCIENCES

Le plutonium, issu du retraitement des combustibles irradiés dans les centrales, est une matière recyclable. Introduit dans le combustible MOX, il peut être à

nouveau brûlé dans les réacteurs nucléaires. ● LE RAPPORT d'une association japonaise recommande cependant l'abandon du MOX, dont la rentabilité économique serait incer-

taine. ● IL CONSTITUerait un facteur de prolifération et serait une proie de choix pour des groupes terroristes qui pourraient aisément extraire le plutonium qu'il contient, et

fabriquer un engin atomique artisanal. ● CES CONCLUSIONS vont à l'encontre des thèses officielles concernant les risques, industriels ou de sécurité, induits par l'emploi

du MOX. ● PRODUIT et consommé en France, celui-ci constitue désormais l'ultime justification d'un cycle complet de retraitement des combustibles nucléaires.

Un rapport critique l'utilisation du plutonium dans les réacteurs à eau

Produit par le cœur des centrales, le plutonium peut être considéré comme un déchet ou comme une nouvelle source de combustible, une option qui inquiète les écologistes. Les transports sont multipliés et des terroristes pourraient convoiter cet élément pour fabriquer des bombes artisanales

QUE FAIRE du plutonium, ce radionucléide artificiel (Pu) produit dans les centrales nucléaires ? Pour les militaires qui l'extraient des combustibles irradiés dans des réacteurs spécialisés, il permet de fabriquer des armes atomiques. Dans ce cas, le plus recherché des isotopes du plutonium est le Pu 239. Pour les civils, ce plutonium - produit à raison d'un peu plus de 200 kilogrammes par an et par réacteur - peut être soit un déchet, soit une source nouvelle de combustible après retraitement.

Nombre de pays ont décidé de ne pas chercher cette possible ruine, tandis que d'autres comme la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne le récupèrent pour en faire un nouveau combustible, le MOX, mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium qu'ils brûlent dans leurs centrales. Mais, pour ceux qui ont fait ce choix, les stocks de cette matière première s'accumulent. Notamment en France : le parc nucléaire en produit 11 tonnes par an, ce qui avait conduit à envisager l'incinération des surplus dans des sur-générateurs. Superphénix ayant été officiellement arrêté, et cette filière abandonnée, la question se pose de savoir comment gérer les stocks.

Pour les écologistes, la meilleure solution est d'abandonner le retraitement au profit d'un stockage direct. Un nouveau rapport, rendu public vendredi 21 novembre, par l'Agence Wise (Service mondial d'information sur l'énergie), fait une synthèse des critiques adressées à l'option du recyclage du Pu. Rédigé par un groupe d'experts internationaux, notamment japonais, ce texte est essentiellement destiné à l'opinion publique japonaise, sensibilisée par les récents déboires de son industrie nucléaire : la fuite de sodium survenue, en 1995, sur le sur-générateur expérimental de Monju et l'accident qui, dans l'usine de retraitement de Tokaimura, a conduit à l'irradiation, en 1997, de 30 personnes.

En l'an 2000, souligne le rapport, le stock mondial de plutonium séparé s'élèvera à 320 tonnes (dont 160 d'origine civile). Dans son analyse, Wise souligne que pour le Japon, l'introduction du MOX multiplierait par 2,5 le coût du combustible nucléaire. Ces critiques ne sont pas nouvelles : le député (PS) du Nord, Christian Bataille, auteur d'un rapport parlementaire sur la gestion des déchets nucléaires s'était déjà longuement exprimé à ce sujet. L'« improvisation », écrit-il, qui a présidé à l'utilisation du MOX, peut « poser à terme des problèmes de gestion des déchets aux-

quels la France ne s'est pas encore préparée » (Le Monde du 23 mars 1996). Le député prévoyait qu'E.O.F. qui attribue une valeur comptable nulle au plutonium, pourrait fort bien se désengager de cette voie de « valorisation », d'autant que le Pu réutilisé dans les réacteurs sous forme de MOX ne peut être indéfiniment recyclé (problème de sûreté et d'empoisonnement du combustible). Un rapport de l'OCOE soulignait également que l'intérêt économique du MOX était marginal.

Pour les auteurs du rapport japonais, le plus inquiétant réside dans

la toxicité du plutonium et dans sa possible utilisation pour la fabrication d'engins nucléaires. Il suffit d'environ 35 kilogrammes de plutonium issu de réacteurs civils - pas assez pur pour les militaires - ramassés dans une sphère de 9 centimètres de rayon pour obtenir un engin d'une puissance explosive d'une centaine de tonnes de TNT » (la bombe d'Hiroshima faisait 13 kilotonnes).

UNE CENTAINE DE CONVOIS. Encore faut-il se procurer cet ingrédient. Séparé ou inclus dans le MOX, le plutonium, soulignent les rapporteurs, fait l'objet de multiples transports. En France, pendant l'année 1995, sur un total de 1 483 convois de matières nucléaires faisant l'objet d'une protection « antiprolifération », une centaine concernent le plutonium (Le Monde du 24 janvier 1996). Ces transports, banalisés mais étroitement surveillés, pourraient constituer une cible pour des terroristes.

Resterait à récupérer chimiquement le plutonium contenu, ce qui, selon les experts de la Cogema, n'est pas une mince affaire. D'autres suggèrent qu'il serait plus simple de s'approvisionner dans des puissances nucléaires en déliquescence. Cette question de la prolifération n'a jamais été évoquée ouvertement

par les autorités. Au ministère de l'Industrie, on souligne que les convois de MOX sont aussi bien surveillés que ceux de matière nucléaire strictement militaire. On ajoute que les expérimentations américaines sur l'emploi de plutonium « civil » dans le feu nucléaire n'ont jamais été intégralement publiées, et qu'il est difficile d'en évaluer la portée.

A travers le MOX, le rapport japonais s'attaque donc à l'ensemble de la filière du retraitement. Son avenir ne paraît cependant pas à court terme menacé. D'abord parce qu'il constitue une source de devises : un contrat de fourniture à l'Allemagne de MOX à partir de 12 tonnes de Pu signé par la Cogema porterait sur 1,3 milliard de francs. Ensuite parce que le recyclage civil du plutonium militaire dans le cadre des accords de désarmement pourrait donner à la filière une nouvelle légitimité. Aux Etats-Unis, le département de l'énergie (DOE) envisage de convertir les deux tiers de ses ogives nucléaires démantelées. La Cogema se propose, sans trop d'illusions, d'offrir son savoir-faire et, en association avec l'allemand Siemens, négocie avec Minsnc la possibilité de transformer une partie du plutonium militaire russe en MOX.

Hervé Morin

La France « moxe » son parc nucléaire

En principe, 28 réacteurs à eau pressurisée de 900 mégawatts, soit la moitié du parc électronucléaire français, peuvent « brûler » du MOX. Alors que ce combustible mixte d'uranium et de plutonium est utilisé en Allemagne et en Belgique depuis les années 60, EDF n'a décidé de l'employer qu'en 1985. Actuellement, 13 tranches sont « moxées », 3 autres ont obtenu l'autorisation, et le décret pour les 4 réacteurs de Chinon est imminent. La direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) a reçu une demande d'EDF pour 2 réacteurs supplémentaires à Gravelines.

Côté production, l'usine Melox de la Cogema, à Marcoule, dispose d'une capacité pour l'heure limitée par décret à 115 tonnes de MOX par an. Un décret est à l'étude pour diversifier sa production (à capacité égale) afin de produire aussi du MOX pour les réacteurs à eau bouillante, installés notamment au Japon. Pour l'heure, les autorités nippones n'ont pas délivré d'autorisation pour l'emploi du MOX dans leurs réacteurs.

Mort suspecte d'un guépard en Ardèche

JUSQU'À aujourd'hui, l'information n'était connue que des milieux vétérinaires spécialisés. Elle devait être rendue publique dans le prochain numéro de l'hebdomadaire *Le Sémaphore vétérinaire*, et ce avant même que le ministère de l'Agriculture, pourtant dûment informé, ait jugé utile d'en faire état.

L'affaire concerne une femelle guépard née il y a six ans en Grande-Bretagne au zoo de Marwell et qui, à l'âge de deux ans, a été transférée au parc zoologique de Peaugres (Ardèche). Au printemps dernier, la sœur de cet animal, issue de la même portée, mourut outre-Manche d'une encéphalopathie féline spongiforme, l'équivalent dans cette espèce de ce qu'est, chez les bovins, la maladie de la « vache folle ».

Quelques mois plus tard, le guépard femelle d'Ardèche, malade, disparaissait à son tour. Les vétérinaires ayant décidé de l'euthanasier. Pourtant, « elle avait été élevée avec une attention exceptionnelle ses sept petits issus d'une précédente portée. Fin avril, elle avait à nouveau mis bas cinq petits. Deux devaient, très tôt, mourir », écrit Christelle Vitaud, vétérinaire du Safari de Peaugres, dans les colonnes de *Le Sémaphore*.

vétérinaire. Mais, ajoute-t-elle, « la mise bas a été le moment à partir duquel le comportement de la mère s'est modifié. Elle était impatiente, de manière intermittente, présentait une rigidité de ses postérieurs. Son incoordination motrice a été révélée par (...) une double fracture de l'humérus chez l'un des jeunes, puis de fractures osseuses des côtes sur un autre. En réalité, elle ne pouvait plus contrôler sa prise lorsqu'elle refermait la gueule sur la peau du cou des jeunes pour les transporter ».

NOUVELLES INTERROGATIONS

Après l'euthanasie de cet animal, un sévère des petits a dû être mis en place de manière accélérée. A la mi-juin, le diagnostic était devenu une quasi-certitude et sa confirmation était obtenue grâce aux travaux menés en œuvre par les spécialistes du Centre national des études vétérinaires et alimentaires de Lyon. Il s'agissait bel et bien d'une encéphalopathie féline spongiforme.

Pour les spécialistes, l'affaire est entendue. Selon toute vraisemblance, cette femelle a été contaminée non pas en France mais outre-Manche. Dans notre pays, le régime alimen-

taire de l'animal, à base de viande de poulet et de lapin, ne comportait aucun tissu à risque.

Cette affaire survient alors que de nouvelles questions sont posées. Récemment, le ministère de l'Agriculture a enregistré un nouveau cas de « vache folle » dans un troupeau du Morbihan. Conséquence : 115 animaux ont été abattus début novembre. L'animal, une laitière Prim Holstein, est le quatrième cette année en France à avoir présenté les symptômes de la maladie. Mais, ce qui est grave, c'est qu'il s'agit d'un animal qui n'était âgé que de quatre ans. Une situation qui laisse supposer que les farines potentiellement contaminées par l'agent de la « vache folle » ont continué à circuler bien après leur interdiction officielle !

Au Safari de Peaugres, une femelle guépard, mère de Jason - le premier guépard chez lequel on a diagnostiqué en France une encéphalopathie féline spongiforme -, vit toujours. Elle est âgée de dix-huit ans ce qui, selon les spécialistes, « est un record de longévité en captivité pour cette espèce ».

Jean-Yves Nau

Gaz de France stocke plus de 10 milliards de mètres cubes sous nos pieds

A PREMIÈRE VUE, le petit bourg campagnard de Chémery (Loir-et-Cher), à quelques kilomètres au sud du château de Chémery, ressemble à bien des villages de France. Presque rien, dans le paysage, n'indique au promeneur que, sous ses pieds, se trouve l'un des plus importants réservoirs souterrains de gaz naturel du monde.

Exploité par Gaz de France, qui y entasse le gaz durant l'été et en prévision de l'hiver, du méthane importé de l'étranger, ce site a une capacité totale de 6,85 milliards de mètres cubes de gaz. Ce qui, dans l'absolu, permettrait de produire pendant cent jours une puissance équivalente à celle que fournissent treize réacteurs nucléaires de 1 300 mégawatts chacun. En réalité, la moitié seulement de ces énormes réserves est utilisable, l'autre, surnommée « coussin », devant rester sous terre pour la meilleure exploitation possible de la « citerne ».

Au total, ce sont plus de 10 milliards de mètres cubes utiles - près du tiers de la consommation annuelle française - que GDF stocke ainsi afin de pouvoir assurer à ses clients un service continu, quel que soit le temps. En effet, alors que les approvisionnements en gaz sont constants dans l'année, la demande, elle, peut varier de 1 à 10 entre un jour de canicule et un jour

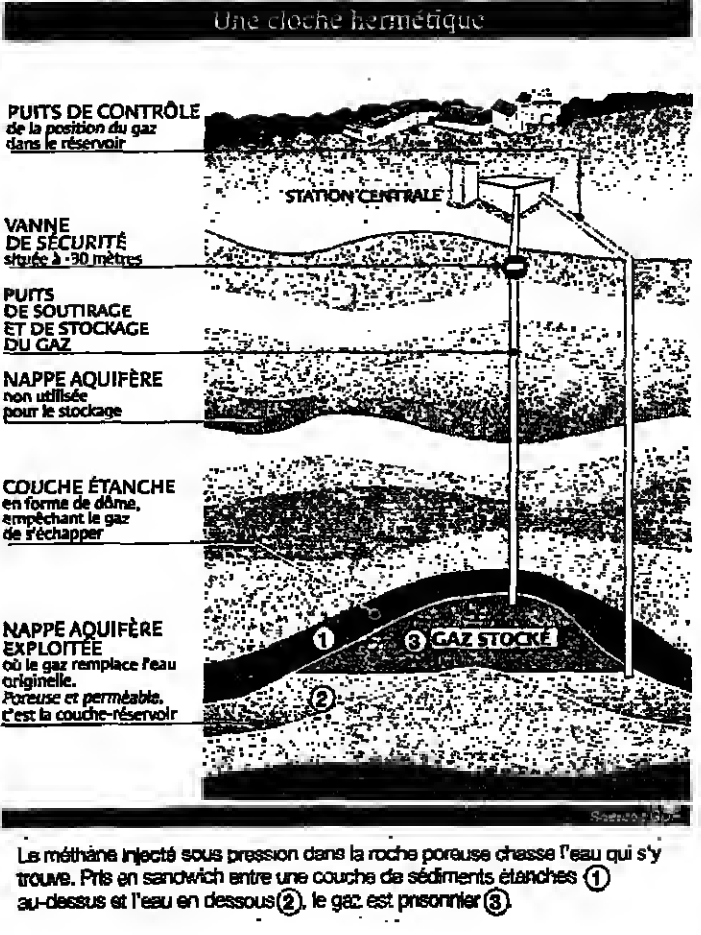
très froid, cette source d'énergie étant utilisée à plus de 90 % pour le chauffage.

Ainsi, le 2 janvier, la température moyenne de la France ayant baissé à - 6,2° C, la consommation grimpa aussitôt à 238 millions de mètres cubes, dont 52,5 % furent assurés par les stocks souterrains. « Si nous n'avions pas eu de réserves, explique Pierre Gadonneix, président de GDF, il aurait fallu importer deux fois plus, ce qui sous-entend des infrastructures d'une capacité double et des investissements gigantesques, qui doubleraient quasiment les prix d'accès au gaz ».

UNE EXCELLENTE IMAGE

Si Elf exploite deux réservoirs dans le Sud-Ouest, GDF reste, avec treize sites, le principal spécialiste du stockage souterrain en France et dispose d'une excellente image de technicien à l'étranger. Dans l'Hexagone, deux procédés sont utilisés pour emprisonner le gaz sous terre.

Le plus répandu consiste à injecter du gaz dans une couche profonde de roche poreuse - généralement du grès - saturée d'eau. Sous l'effet de la pression, cette dernière est chassée des minuscules trous de gruyère dans laquelle elle était présente. Ces micropores, d'une fraction de millimètre, se situent entre les grains de la roche.



Les sites retenus doivent en outre avoir une forme de dôme et être surmontés d'une couche d'argile ou de marne imperméable. Avec l'eau qui, plus lourde que le gaz, reste en dessous de lui, le méthane se retrouve donc prisonnier d'une espèce de cloche totalement hermétique. Ce procédé, dit de la nappe aquifère, nécessite de longues et laborieuses recherches en géologie et en géophysique pour que l'étanchéité du système soit assurée. Généralement, vingt ans se passent entre la sélection d'un site et sa mise en service.

La deuxième méthode de stockage, qui ne concerne que trois sites en France, consiste à creuser, dans des couches de sel sédimentaire de plusieurs centaines de mètres d'épaisseur, de vastes cavités dans lesquelles le gaz sera ensuite piégé. Comme tous les chimistes et tous les cuisiniers le savent, le chlorure de sodium - le sel - est soluble dans l'eau. Il suffit donc d'injecter quelques millions de mètres cubes d'eau dans le massif salifère et d'en extraire la saumure produite pour se retrouver propriétaire d'une sorte de gigantesque bonbonne souterraine. Le processus dure plusieurs années et des calculs de géomécanique déterminent le volume optimal et la forme idéale que doit avoir chaque caverne. Toute l'opération est

contrôlée par une sorte d'échographie du sous-sol. Tablant sur une progression de 3 % de la consommation au cours des prochaines années, Gaz de France ne cesse de chercher des sites pour le stockage souterrain, qui a l'avantage d'être très sûr, une explosion étant impossible en absence d'oxygène. Les candidats se faisant rares sur notre territoire, GDF met au point des solutions alternatives aux techniques actuelles. Le creusement de cavités horizontales dans des couches de sel de moins de cent mètres d'épaisseur est ainsi à l'étude.

SOLUTIONS ALTERNATIVES

Autre projet ambitieux, pour lequel l'entreprise française s'est associée avec le groupe suédois Sydkraft et le norvégien Statil : la cavité minée revêtue. Le gaz serait stocké à 200 mètres sous terre dans des réservoirs creusés artificiellement selon des techniques minières. L'étanchéité de la caverne ainsi dégagée serait assurée par une membrane en acier, elle-même entourée d'une épaisse couche de béton armé directement encastrée dans la roche. Un site pilote d'une capacité de stockage de 10 millions de mètres cubes va être réalisé en Suède et devrait être opérationnel en 2002.

Pierre Barthélémy

La Coupe d'Europe console le RC Strasbourg de ses déboires en championnat de France

Vainqueurs de l'Inter de Milan (2-0), au stade de la Meinau, les footballeurs alsaciens ont prouvé leur valeur

Décevant treizième du championnat de France avec seize points de retard sur le FC Metz, leader de la compétition à mi-parcours, Strasbourg pour-

suit une remarquable campagne européenne. Après avoir écarté les Glasgow Rangers et le FC Liverpool, les joueurs du président Patrick Proisy

ont dominé l'Inter de Milan (2-0), mardi 25 novembre, sur leur pelouse de la Meinau, en huitièmes de finale aller de la Coupe de l'UEFA.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial
Pour le Racing club de Strasbourg, cette saison est celle de tous les paradoxes. D'un côté, une

équipe décevante en championnat de France, de l'autre, une formation déchaînée en Coupe de l'UEFA. Comment expliquer que l'équipe piétine face à

Châteauroux, Rennes ou Le Havre et qu'elle se métamorphose en tueur sur la scène internationale ? Ce

sont bien les mêmes joueurs qui, relégués à une peu reluisante treizième place (à seize points du leader, le FC Metz) à mi-parcours en

championnat, s'offrent le luxe d'éliminer coup sur coup les Glasgow Rangers puis Liverpool. Et ce sont

les mêmes joueurs qui, mardi 25 novembre, ont donné une leçon de football aux vedettes de l'Inter de

Milan. Ronaldo ? Parfaitement muselé par Godwin Opara, le stoppeur nigérian du Racing, qui risque de re-

faire parler de lui en juin prochain avec les « Aigles verts » de 500 pays lors de la Coupe du monde organi-

sée en France. Youni Djorkaeff ? Invisible. Giuseppe Bergomi, qui en a

pourtant vu d'autres ? Débordé.

• **UNE BONNE CLASSE** • Dans un stade de la Meinau enfin

rempli après une longue période de désamour entre le public local et

« so » Racing (ils s'étaient que 12 450 pour voir les Rangers et

18 775 pour accueillir Liverpool), les joueurs strasbourgeois ont surpris

tout le monde en développant un

jeu que leur entraîneur, Jacky Duguépéroux, qualifiera de « presque parfait ». Face à l'Inter, les co-

équipiers de Gérard Batlle ont livré un match frôlant effectivement la per-

fection. En remportant tous les duels, les

Alsaciens ont étouffé des adversaires prestigieux et dilettantes au

vu de leur première période - catastrophe - « Strasbourg ? Connais

pas ! », avait déclaré Ronaldo, moqueur, la veille de la rencontre. La

sanction a été rapide et douloureuse : deux buts encaissés lors des

vingt premières minutes. « Ils nous ont pris de haut. Cela se sentait parti-

culièrement lors de la première période. Tant pis pour eux. Ils ont

ramassé une bonne classe, comme les Rangers et Liverpool, qui eux aussi

étaient venus à la Meinau en terrain conquis », lançait Valérien Ismaël,

auteur d'un but splendide sur coup franc (19') qui suivait une reprise

victorieuse de Gérard Batlle (11') à la suite d'un corner.

Ce nouvel exploit européen de

Strasbourg peu brillants en championnat ressemble à ce qu'ont

vécu il y a deux saisons les Girondins de Bordeaux. Décevants tout

au long d'un championnat qu'il terminèrent à la seizième place, les

Bordelais avaient atteint la finale de la Coupe de l'UEFA. Comme si le

fait de se retrouver en haut de l'affiche européenne suffisait à mé-

tamorphoser une équipe médiocre en formation redoutable.

Jean-Luc Dogon, qui a vécu cette

aventure bordelaise avant de revêtir le maillot strasbourgeois, en con-

venait volontiers : « Je suis en train de revivre avec le Racing le même scé-

na- rio qu'avec les Girondins, sans pouvoir expliquer les raisons de ces

performances si différentes selon que l'on dispute un match de championnat ou une rencontre européenne... »

Du côté de la nouvelle équipe di-

rigeante du club strasbourgeois, on apprécie d'ailleurs assez peu cet état

de fait. Pour Patrick Proisy, l'homme d'IMG McCormack en charge ef-

fective du Racing depuis septembre

dernier, comme pour Bernard Gar-

don, désormais directeur sportif du club alsacien, l'attitude des joueurs

en championnat est inexcusable. « Strasbourg ne peut se contenter

d'une équipe moyenne, résumait ré-

cemment Patrick Proisy, l'Alsacien qui attend depuis vingt ans des ré-

sultats en football. Il y a de quoi faire un travail intéressant... » Or, si les

performances européennes sont plus satisfaisantes, le championnat n'ap-

porte que des déceptions. Sauf, comme par hasard, lorsque le Ra-

cing affronte les « grands ». L'OM et le FC Metz, battus 2-0, n'ont pas ré-

sisté à un RC Strasbourg soudain in-

résistible. Au-delà de l'étonnant parcours

européen du club dont il a désormais la charge, Patrick Proisy pré-

pare l'avenir. L'arrivée d'IMG McCormack dans le football est an-

nonciateur de méthodes rigou-

reuses et de changements radicaux : de nouveaux joueurs, un nouvel

entraîneur, peut-être un nouveau stade, de nouvelles méthodes pour

développer un club au potentiel réel mais encore mal exploité.

En attendant, les joueurs sont en

train de s'offrir un beau tableau de

chasse en Coupe de l'UEFA. Après les Rangers et Liverpool, au tour de

l'Inter ? « Notre chance de qualifi-

cation passe peut-être par le fait que la

pelouse en très mauvais état des Mi-

lans n'ait pas été rénovée, ce qui

doit faire le jeu », soulignait Jean-Luc

Dogon. Après l'Inter et Anfield, les

Strasbourg vont découvrir San

Siro. Trois stades de légende pour

une aventure européenne qui pour-

rait bien ne pas s'arrêter en si bon

chemin.

Alain Constant

Lionel Jospin invite à la « mobilisation générale » pour la Coupe du monde

Beaucoup de dossiers avancent lentement

LIONEL JOSPIN embouche à son tour le clairon. Mardi 25

novembre, à ceot quatre-vingt-dix-sept jours du match inaugural, le

premier ministre a décrété la « mobilisation générale » en vue de la

Coupe du monde. Comme toute mobilisation se placarde, il a pré-

senté l'affiche de la campagne du ministère de la jeunesse et des

sports : un joueur portant le numéro 10, bondissant les bras au ciel, et

un slogan, « Bienvenue au monde ». L'œuvre de Jean-Paul Chambas se-

ra diffusée dans tout le pays afin que nul n'en ignore.

Le chef du gouvernement voudrait que soient réussies la « fête du sport » et la « fête autour du sport ».

« La cloche a sonné, et on entame les derniers 400 mètres d'un 1 500 mètres », a-t-il estimé. Mais

Lionel Jospin a surtout affirmé que son gouvernement « soutiendra très

fortement le comité d'organisation » et que « chaque administration s'en-

gagera complètement » à ses côtés. Michel Platini et Fernand Sastre,

les coprésidents du Comité français d'organisation (CFO), présents à

l'hôtel Matignon, s'espéraient que ce message de leur bête. Les deux

hommes se plaignaient amèrement, ces temps derniers, de l'inertie

de certains corps d'Etat, de leurs réticences à s'impliquer dans la

grande œuvre nationale.

L'AGACEMENT DE PLATINI Estimant le gros du travail ac-

compli, Michel Platini évoquait avec un visible agacement « les tas

de petits trucs qui ne dépendent pas [du Comité] et tardent à être mis en

place ». Dernière tracasserie en date : la signalisation. Les direc-

tions de l'équipement bloquaient l'installation de panneaux spéci-

aux.

Benoit Hopquin

figes indiquant aux étrangers le chemin du stade. Après une heure

d'attente avec le premier ministre, les responsables du CFO ont

été rassurés sur ce dossier comme sur quelques autres, encore pen-

dants. Les questions de sécurité ont également été abordées. Marie-

George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, a réaffirmé « la

tendance à la suppression des grilles » dans les stades. Huit en-

ceintes sur dix se seront dépour-

vuées, un « dispositif horizontal » se substituant aux grilles, berrés et

autres filets verticaux. A Saint-Etienne, leur enlèvement achop-

pe sur un simple problème de finan-

cement. A Nantes, en revanche, la configuration actuelle de la Beau-

joire devrait être maintenue.

« Il y a une volonté du gouver-

nement de répondre à un certain nombre de nos souhaits, et c'est très

bien », s'est félicité Michel Platini. Les dirigeants du CFO espèrent que

la ferme injonction du premier ministre se répercutera au plus obscur

de la fonction publique.

Le 2 avril, à la suite d'un dossier sur la question publié par Le

Monde, Jacques Chirac y avait éga-

lement été de sa proclamation so-

lennelle, à la sortie d'un conseil des ministres. Le président de la Répu-

blique avait notamment « appelé l'attention des membres du gouver-

nement sur l'importance pour notre pays de l'organisation de la Coupe

du monde de football en 1998 », à charge pour eux de faire circuler

l'information dans leur ministère. On craint au Comité français d'or-

ganisation que cet engagemen-

n'ait pas été bien entendu partout.

VOUS n'êtes pas qu'un passager.



VOUS, votre sens du confort, vos habitudes sont bienvenus sur nos lignes. Respecter cela, c'est vous offrir le meilleur service. Club Opale Long Courrier. Des fauteuils inclinables à 140° avec supports lombaires et repose-jambes.



Tél. 0 803 00 12 34* 3615 AOM**
*1 unité France Télécom toutes les 30 secondes, sans modulation horaire. **1,28 F/mn.

Thrace et Macédoine, avec touche ottomane

Visite à Cavala où les marques d'une domination passée embellissent le paysage mais sont loin de faire l'unanimité parmi les Hellènes

LES ANTIHUMES y posent peut-être un jour des bombes car Cavala (80 000 âmes), au fond d'un golfe de Macédoine, a pour activité l'exportation du tabac fort en arôme que produit son arrière-pays. Et cela ne date pas d'hier: les splendides demeures du siècle passé, tout en pâtisserie et fer forgé, y furent bâties par les rois locaux de la maudite plante américaine. L'un d'entre eux venait de Marseille; il forma un adolescent turc, Méhémet-Ali, né comme Napoléon en 1769, qui devint à son tour un opulent négociant en tabac.

La Grèce appartenait alors depuis près de quatre siècles à l'Empire ottoman. Lorsque le sultan-calife de Constantinople lança son appel au *djihad* contre Bonaparte, envahisseur de l'Égypte, également possession turque en ce temps-là, Méhémet-Ali laissa patriotiquement tomber son négoce et, à la tête d'un contingent islam-albanaï, partit pour la vallée du Nil à la rescousse de ses coreligionnaires menacés par les nouveaux croisés «frangis».

De nos jours, à Cavala, qui ne fut intégrée à la Grèce moderne qu'après le départ des Turcs de la Macédoine, en 1912 (*Le Monde* du 21 février), on peut voir des Égyptiens grimper par la forte pente de la rue... Méhémet-Ali, vers une grosse vieille maison en bois d'allure anatolienne réputée avoir vu naître l'ex-marchand de tabac mué en soldat et devenu, en 1804, le nouveau maître absolu d'une Égypte exsangue.

Il refaisait vite de ce pays une puissance régionale et le doterait, avec ses descendants, d'une dynastie qui régnerait assez paisiblement jusqu'en 1953. Si l'État égyptien a dû restituer la verdoyante île de Thassos, séjour mythologique des

siècles, au large de Cavala et qui avait été offerte en 1813 à Méhémet-Ali et à sa lignée par le Grand Turc, la demeure fondatrice condamnée, elle, d'être la propriété du Caire qui perçoit les droits d'entrée.

Devenu pacha de toute l'Égypte, Méhémet-Ali n'oublia pas les enseignements de son bienfaiteur provençal et il fit appel essentiellement à des Français, coopérants avant la lettre, pour sortir de l'arriération sa patrie d'adoption. Ce qui vaut encore aujourd'hui à l'Égypte de pouvoir donner un «Monsieur Francophonie»: Boutros Boutros-Ghali.

EUCALYPTUS ET CERISIERS

Le chancelier Cavaliote ne fut pas ingrat non plus envers son berceau qu'il dota d'un superbe établissement coranique supérieur, orné d'arcades et de coupes rappelant son palais de la Citadelle, au Caire. L'école fonctionna avec succès jusqu'à la fin des années 20, logeant et nourrissant jusqu'à une soixantaine de boursiers mahométans et aussi des sans-logis de même foi. L'édifice tombe maintenant en ruines, par l'incurie de l'administration égyptienne, sauf dans la partie qu'elle loue à un Grec et qui abrite un faux restaurant pharaonique... Malgré son état, cette ci-devant

faculté-hospice, cet *imaret*, conserve une allure de grandeur grâce à sa spacieuse architecture ottomane et, en outre, elle ménage entre ses murs vacillants des recoins de charme ombragés de cyprès, de glycines, d'eucalyptus, de cerisiers, de néfliers, de rosiers. S'il n'y a plus de musulmans à Cavala, ville encore très majoritairement turque vers 1910, il en reste en revanche à peu près 125 000 dans la Thrace-Orientale voisine, arrachée aux Ottomans par les Bulgares en 1912 et qui revint définitivement à la Grèce en 1920, après une brève occupation alliée.

La longue histoire ottomane de cette région, si elle est quasi unanimement chassée comme un mauvais souvenir par les Hellènes, est en contrepartie farouchement revendiquée par les musulmans grecs, considérés d'ailleurs par leurs compatriotes chrétiens, et se considérant eux-mêmes comme «Turcs».

Lorsqu'il y eut en 1923 un échange forcé de population entre Grecs d'Anatolie et Turcs de l'Helles, Istanbul et la Thrace furent exemptées de ces déportations d'oh, de chaque côté de la frontière aujourd'hui, ces communautés-religieuses jamais heureuses. Elles le deviendraient sans doute si leur pays respectif de séjour prenaient en

compte leur passé commun. Ce n'est pas demain la veille, quand on voit que chaque incident grecoturc, à propos de Chypre ou d'un flot de la mer Égée, fait monter dans les deux camps la fièvre irrédentiste. Si les derniers Hellènes de Turquie peuvent passer inaperçus dans le vaste conglomérat stambouloite, les Turcs des Clochemerelles thraces, plus voyants avec leurs minarets pointus et les fuchs de leurs femmes, de Xanthi à Gumuldjina via la costarde mosquée de Bajazet à Didimotho, ont du mal à échapper au regard noir de leurs voisins majoritaires.

Ces dernières années, on faillit en venir aux mains lorsque le gouvernement grec décida d'installer dans cette Thrace agricole sous-peuplée (moins de 400 000 habitants sur 8 600 km²) des familles hellènes ayant quitté feu l'empire soviétique. Le calme est revenu dans la province où les «Turcs» n'évoquent plus qu'à mi-voix l'éphémère république de Gumuldjina proclamée par leurs aïeux en 1913 et qui fut reconnue par Athènes et Sofia mais... lâchée par les Ottomans.

Tout n'est pas perdu cependant puisque, à Cavala, la statue équestre de Méhémet-Ali n'a jamais été déboulonnée et continue de marquer le paysage sur fond de clocher orthodoxe. De ce promontoire qui domine la baie, on plonge sur les immeubles blancs du port rénové affichant la prospérité grecque contemporaine tandis qu'à l'arrière-plan un colossal aqueduc en pierre de taille rouille capte le regard: ce fut un cadeau de Soliman le Magnifique à cette cité grecotomane que les diplomates de Louis XIV appelaient «la Cavale».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Carnet de route

● Lectures: *Kismet, le destin fabuleux de Mohamed Ali El Kébir, fondateur de l'Égypte moderne*, par Nevine Youssy, Ed. La Matrice, Stion, Suisse, 1995, 285 p., 160 F. *Le Dernier Pharaon Méhémet-Ali*, de Gilbert Sinoué, Ed. Pygmalion-Watelet, 1997, 512 p., 139 F.

● Manifestations: chaque année,

en différents points de la Thrace, par exemple dans le nome de Xanthi, sont organisées des «gynécocraties», Journées durant lesquelles les femmes tiennent le rôle social des hommes, tandis que ceux-ci vaquent aux travaux ménagers. Le soir, la fête est générale. Renseignements: à Paris, à l'Office national hellénique du tourisme. Tél.: 01-42-60-65-75.

Chemins du Yémen

Visiter à l'Institut du monde arabe, à Paris, l'exposition «Yémen, au pays de la reine de Saba», qui se prolonge jusqu'au 28 février 1998 (*Le Monde* du 13 novembre), peut susciter l'envie de découvrir ces contrées où les déserts de sable alternent avec des reliefs sculptés de cultures en terrasses et où l'architecture verticale des villages épouse les pentes d'un pays farouche. Tout en n'ignorant pas que certaines tribus pratiquent les enlèvements d'étrangers, travailleurs ou touristes.

«Arabie heureuse», «Perle de l'Arabie» ou «Al Yaman» (le «pays de la droite», par rapport à La Mecque), les périphrases ne manquent pas pour qualifier la civilisation subarabique qui s'épanouit durant le premier millénaire avant Jésus-Christ sur ces hautes terres protégées des turbulences par le Rob-al-Khali (le «quart vide»).

Parmi les royaumes caravaniers qui s'enrichirent du commerce de l'encens – récolté dans l'Hadramout, et dont la route remontait au nord vers Pétra en longeant la mer Rouge –, celui de Saba est le plus connu, à cause d'une reine de légende. Aujourd'hui, des voyageurs circulent sur les routes et les pistes de la République, unifiée depuis 1990. Terres d'Aventure (tél.: 01-53-73-77-77) fait visiter la capitale, Sanaa, les oasis de Marib, Chaboua, Chibam et Sayoun, et invite à marcher à travers le plateau désertique du Djol avec nuits en bivouac – une solution dans ce pays à l'infrastructure rudimentaire – ou dans les «gratte-ciel du désert» (15 jours dont 6 de marche, 13 200 F). Intermèdes (tél.: 01-45-61-90-90), partenaire de l'exposition, affine l'approche, privilégiant l'architecture traditionnelle en dur et multipliant les visites de villages perchés, palais et sites archéologiques de l'Hadramout (2 versions, 11 ou 18 jours, 12 880 ou 14 480 F).

Orience (tél.: 01-43-36-10-11), commissaire du Proche-Orient, est sensible aux composantes de la culture yéménite, marquée par des citations architecturales indonésiennes à Sayoun et Tarim, coloniales à Mukalla. Le voyageur loge ses hôtes, comme nombre de ses confrères, en *fundouk* (hôtel de village au confort sommaire). Au programme, 15 circuits (9 à 23 jours, 11 000 à 23 000 F), dont deux accompagnés. Club Aventure (tél.: 01-44-32-09-30) navigue entre les petits ports encombrés de boutres et les palmerais des plateaux, montrant au passage l'habitat en pisé de la plaine côtière, en deux circuits de 15 jours, l'un individuel (12 800 F), l'autre accompagné (13 700 F), assortis d'un «Yémen essentiel» (8 jours, 7 550 F). Fidèle à sa vocation culturelle, Clio (tél.: 01-53-68-82-82) présente trois options, dont un «Yémen express» (8 jours, 8 625 F) et une «Route de l'encens» de 18 jours (14 600 F), avec guide-conférencier. De son côté,

Nouvelles frontières (tél.: 08-03-33-33-33) affiche 5 circuits, notamment un «Trésors de l'Arabie heureuse» (15 jours, 11 940 F), sportif et en 4x4.

Danielle Tramard



DESIGN NICOLAS VIAL

PARTIR

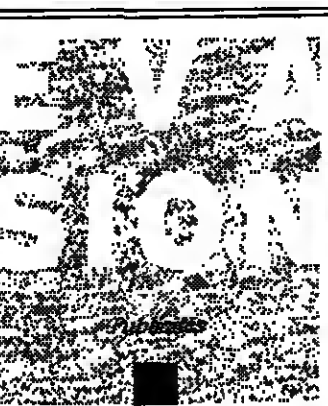
■ RENDEZ-VOUS DE GLOBE-TROTTERS: ce festival rassemble les individualistes forcés qui se passent informations et bons tuyaux pendant trois jours. Ils gardent le contact grâce à une revue, *Globe-Trotters Magazine*, et se retrouvent à la Case pour consulter guides et dossiers. La 9^e édition du festival aura lieu du 27 au 30 novembre, au Palais des arts et des congrès d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), 25, avenue Victor-Cresson, (M^o Mairie d'Issy).

■ L'Aventure du bout du monde, 7, rue Gassendi, 75014 Paris. Tél.: 01-43-35-08-95.

■ GUYANE ET FORÊT AMAZONIENNE: paradis des mammifères et des oiseaux, la forêt amazonienne couvre la quasi-totalité (90 %) du territoire de la Guyane. Département français, irrigué de fleuves puissants, riche d'une population multi-ethnique qui a conservé ses traditions, et bénéficiant d'un climat privé de séismes ou de cyclones, à la température moyenne de 27° tempérée par les alizés. Cayenne est bien desservie par Air France (vol quotidien), Corsair et AOM. Le voyageur peut désormais s'adresser au bureau d'informations touristiques qui vient d'ouvrir ses portes à Paris. ■ Comité du tourisme de la Guyane, 12, rue de Madrid, 75008 Paris, tél.: 01-53-42-41-39.

■ LONDRES ABORDABLE: à en croire une étude récente, Londres se classerait au 9^e rang des villes les plus chères du monde, notamment pour ses hôtels. The London Bed & Breakfast Agency Ltd sélectionne plusieurs belles habitations privées susceptibles d'accueillir les visiteurs. Les prix s'échelonnent de 17 livres (environ 165 F) par personne et par nuit (pour une maison située à environ 20 minutes du centre en métro) à une trentaine de livres (autour de 300 F), pour un pied-à-terre au centre. L'agence peut également réserver des billets de théâtre. ■ Renseignements et réservations auprès de Julia Stebbing, au 00-44-171-586-27-68, fax 00-44-171-586-65-67.

■ GASTRONOMIE: spécialiste de la Turquie, le voyageur Marmara propose d'aller jurer sur place sa gastronomie dans le cadre de séjours baptisés «Istanbul grande carte». L'espace d'un week-end (3 nuits à partir de 2 490 F par personne avec les vols charters, l'hébergement avec petits-déjeuners, les repas mentionnés), d'une escapade (4 nuits, à partir de 3 190 F) ou d'une semaine (7 nuits à partir de 3 550 F), mêlent visites de palais et saveurs du palais. Quatre catégories d'hôtels au choix. Départ de Paris et de Lyon. ■ Renseignements dans les agences et au tél.: 01-42-80-55-66 (Marmara).



Dircetours
REVEILLONS JOUR DE L'AN
dispo MARRAKECH 27/12-30/1
vol + hôtels 4 ou 5* Ptx 3 780 F (+)
départs de Paris et de Lyon (+90 F)
dispo HAMMAMET 28/12-40/1
vol + hôtel 3*. Ptx 2 450 F
Réveillon inclus, départ de
Paris et de Lyon (+60 F)
Brochures gratuites sur demande.
Nos vols secs et nos promotions
sur le 3615 Directours (1,20 F/mi)
et sur le Web: www.directours.fr
Tél.: 01 45 82 82 62
à Lyon: 04 72 40 30 40

HAUTES-ALPES
PARC DU QUEYRAS
Destination nature
■ séjour raquette ou ski de fond
à partir de 2 300 F tt. comp. ■
Rens.: CHALET VIE SAUVAGE
Prat-Haut 05350 Châteauneuf-Vieille
Tél. 04.92.46.71.72 - Fax 04.92.46.81.27

3615 TRAVELTOUR
Tél. 08 36 69 66 99
NOËL A FRAILOUP — 2 630 F
Séjour 5 jours/4 nuits
hôtels 3* en demi-pension
NOËL A LA CLUSAZ — 1 970 F
Séjour 5 jours/4 nuits
hôtels 2* en pension complète
MARRAKECH — 2 890 F
Séjour 5 jours/4 nuits
hôtels 3* en demi-pension
SENEGAL, séj. 8 jours/7 nuits — 3 750 F
vol direct, transferts et transferts
hôtels 4* en demi-pension
3615 TRAVELPROMO

HAUTES-ALPES
PARC DU QUEYRAS
(300 jours de soleil/an)
piscine, tennis, bain, jeux d'enfant
hébergement: Hôtels 2 ou 3**
résidence hôtel ou studios
St-Véran: plus haute commune
2040 m, site classé, chalets du XVIII^e
Arrière: 1800 m au pied du fameux
col de l'Isard
1/2 pension de 258 à 315 F/jour
pension de 317 à 376 F/jour
résidence à partir de 800 F/semaine
Tél. 04.92.46.82.82
Se recommander du "Monde"

3615 Bye Bye
vos Vacances,
nos Promotions
Réveillon à Istanbul 1 690 F
Vol + 4 nuits hôtel 3* + Transfert
Départ 30 décembre
2,23 F/mi. Lc 092 55 0054

CASH AND GO
"L'art de voyager"
PLUS DE 1 000 DESTINATIONS
EN VOLS RÉGULIERS
AUX MEILLEURS PRIX
NEW YORK 1 750 F RIO DE JANEIRO 3 750 F
WASHINGTON 1 750 F PEKIN 3 150 F
MIAMI 2 310 F COLOMBO 3 400 F
SAN FRANCISCO 2 440 F JOHANNESBOURG 3 850 F
MEXICO CITY 3 250 F SYDNEY 5 590 F
3615 CASH and GO*
34, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS
Tél.: 01.53.93.63.63 - Fax: 01.42.89.65.33
* 2,23 F/mi TTC Lc. 075950110

VOLS RÉGULIERS SUR
compagnie de PRESTIGE
Nombreuses destinations
PARIS-NEW YORK
A/R 1950 F
PARIS-MIAMI
A/R 2650 F
CONTINENTS 5 VOYAGES
01 53 34 15 55
25, rue Taitbout 75009 Paris
http://www.cag-vel.com/continents
* prix à partir de, hors taxes aéroport

Réservez
votre hôtel à Londres
à prix discount
(5 à 1 jours avant votre départ)
3615
Dormez Bien
2,23 F/mi Lc 075 960 210
Forfaits spéciaux avec
le train EUROSTAR

HAUTES-ALPES
PARC DU QUEYRAS
(300 jours de soleil/an)
piscine, tennis, bain, jeux d'enfant
hébergement: Hôtels 2 ou 3**
résidence hôtel ou studios
St-Véran: plus haute commune
2040 m, site classé, chalets du XVIII^e
Arrière: 1800 m au pied du fameux
col de l'Isard
1/2 pension de 258 à 315 F/jour
pension de 317 à 376 F/jour
résidence à partir de 800 F/semaine
Tél. 04.92.46.82.82
Se recommander du "Monde"

ICELANDAIR
VENEZ FÊTER
NOËL EN ISLANDE
SÉJOUR
5 jours/4 nuits
Prix à partir de
3990 F
Vol A/R - Transfert
Barre chambre double
Petits déj. - Excursions
Tél. 01 44 51 60 51
3615 ICEAIR 2,23 F/mi.

PROFESSIONNELS DU TOURISME
Invitez nos lecteurs aux voyages
RUBRIQUE "ÉVASION"
01 42 17 39 40 (Fax: 01 42 17 39 25)

SKI DE FOND
Haut-Jura, 3h Paris TGV
Vivez et vivez vous accueillant dans
une ancienne ferme Comtoise du XVIII^e.
Grand confort, ambiance conviviale. Table
d'hôte, produits locaux, et répis, champagne
avec saute de bain + WC. Tarif selon
période: sem. pers. 2 700 F à 3 200 F
tout compris (personne complète + vin
au repas, matériel et matériel de ski).
Tél.: 03.81.36.12.51 - LE GRÉY
L'AGNEAU 28850 LA LONGEVILLE

cit
Spécial Nouvel An - Du 31/12 au 04/01/1998
Prix par personne à partir de:
□ ROME: 2 495 F en petit-déjeuner
□ VENISE: 3 135 F en petit-déjeuner
□ NAPLES: 3 430 F en demi-pension
- Le transport par vol spécial
- Les transferts aéroport hôtel et vice-versa
- Le logement en chambre double
- L'assurance assistance, rapatriement
Minib 3615 CIT ÉVASION
Tél. 01 44 51 39 37 00 39

HAUTES-ALPES
PARC DU QUEYRAS
(300 jours de soleil/an)
piscine, tennis, bain, jeux d'enfant
hébergement: Hôtels 2 ou 3**
résidence hôtel ou studios
St-Véran: plus haute commune
2040 m, site classé, chalets du XVIII^e
Arrière: 1800 m au pied du fameux
col de l'Isard
1/2 pension de 258 à 315 F/jour
pension de 317 à 376 F/jour
résidence à partir de 800 F/semaine
Tél. 04.92.46.82.82
Se recommander du "Monde"

ICELANDAIR
VENEZ FÊTER
NOËL EN ISLANDE
SÉJOUR
5 jours/4 nuits
Prix à partir de
3990 F
Vol A/R - Transfert
Barre chambre double
Petits déj. - Excursions
Tél. 01 44 51 60 51
3615 ICEAIR 2,23 F/mi.

Grisaille

LA SITUATION évoluera peu au cours des prochains jours. Une vaste zone dépressionnaire recouvre une bonne partie de l'Atlantique nord. Elle continue d'engendrer des passages pluvieux qui s'enfoncent sur la France dans un flux de sud-ouest. On notera jeudi une certaine accalmie dans le sud-est où les pluies commenceront à s'estomper. En revanche, de nouvelles pluies aborderont le nord-ouest du pays.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - La situation se dégrade à nouveau par l'ouest. De faibles pluies sont attendues avant la fin de matinée en Bretagne, elles gagneront le Cotentin et les Pays-de-Loire dans l'après-midi. Il fera de 11 à 13 degrés.

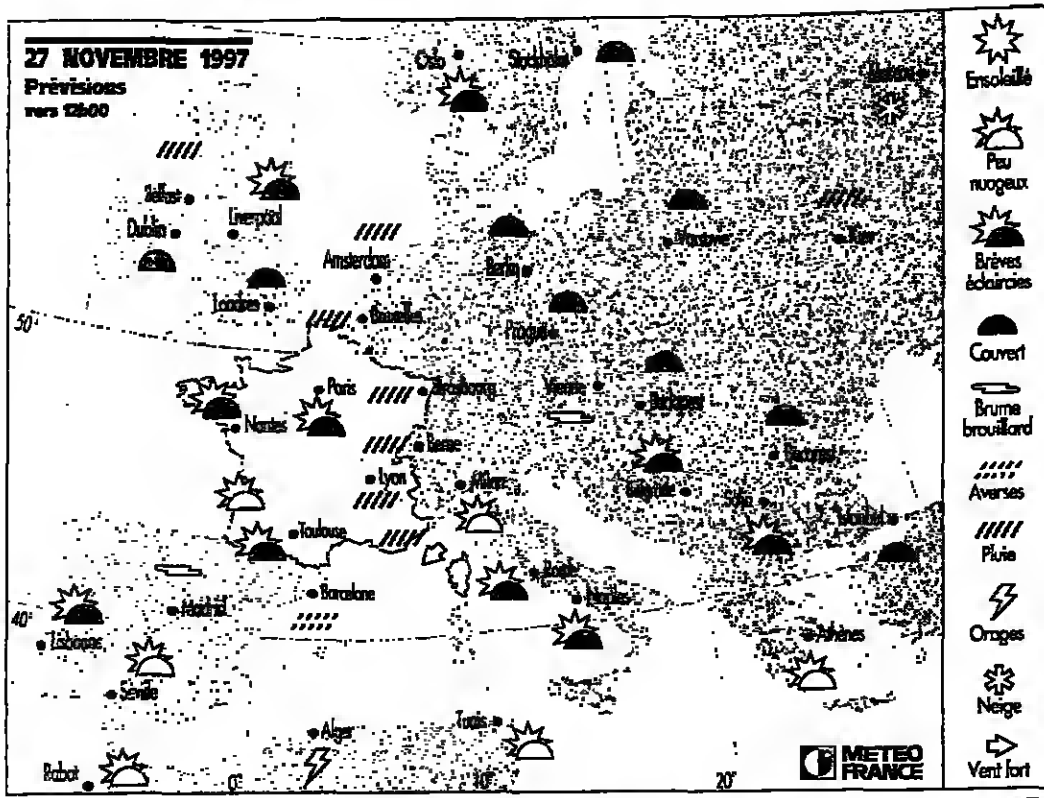
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Après une matinée marquée par la grisaille, la situation s'améliore lentement. Quelques éclaircies sont possibles l'après-midi. Il fera de 9 à 12 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Sous un ciel souvent gris, quelques pluies se déclencheront surtout le matin. Malgré le retour d'éclaircies sur la Champagne et la Bourgogne, il ne fera pas plus de 6 à 9 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Malgré un voile de nuages parfois assez épais, l'impression sera plutôt agréable. Les nuages deviendront plus menaçants l'après-midi près des Charentes annonçant la pluie pour le soir. Il fera de 14 à 17 degrés.

Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes. - La grisaille aura du mal à évoluer. L'après-midi, les pluies se raréfieront, quelques apparitions de soleil sont même attendues. Il fera de 10 à 13 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - La situation s'améliore lentement en Languedoc-Roussillon où des éclaircies sont attendues l'après-midi. Ailleurs, les pluies persisteront. Il fera de 14 à 17 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉTATS-UNIS.** United Airlines propose aux passagers de première classe et de classe affaires de se rendre à des salons professionnels aux États-Unis : un service limousine avec chauffeur aux deux aéroports parisiens, l'accueil dans des salons réservés, certains avec douche, l'emballage des bagages sous film plastique, un bonus de 15 000 miles sur le programme de fidélisation et 10 % de réduction sur tous les vols de la compagnie dans les différentes classes. Les vols doivent être effectués trois jours avant l'ouverture du salon et trois jours après sa clôture. Renseignements au 01-41-40-30-30 (Paris) ou au 0-800-01-91-38 (province).

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE.** Fondé en 1891 sur les bords de la Vltava à Prague, le café Slavia a rouvert le 24 novembre après d'importants travaux de rénovation.

PRÉVISIONS POUR LE 27 NOVEMBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropole	NANCY	1/8 P
ALACCO	10/17 P	
BIARRITZ	10/16 N	
BORDEAUX	7/15 S	
BOURGES	7/12 N	
BREST	7/13 N	
CAEN	6/11 S	
CHERBOURG	4/12 N	
CLERMONT-F.	7/13 P	
QUON	4/9 P	
GRENOBLE	4/12 P	
LYLE	5/10 N	
LIMOGES	7/11 N	
LYON	6/11 P	
MARSEILLE	10/15 P	

PAPEETE	24/29 N
POINTE-A-PIT.	22/28 S
ST-DENIS-RE.	
AMSTERDAM	3/9 P
ATHÈNES	12/18 S
BARCELONE	12/18 P
BEIJING	7/10 P
BELGRADE	5/10 N
BERLIN	0/2 C
BERNE	1/9 C
BRUXELLES	5/10 P
BUCAREST	2/7 C
BUDAPEST	3/6 C
COPIENHAGUE	5/13 N
OSLO	7/10 C
FRANCOFORT	8/12 S
GENÈVE	23/30 C
HELSINKI	25/29 N
ISTANBUL	23/29 S

KIEV	24/29 N
USONNE	24/29 N
LIVERPOOL	22/28 S
LONDRES	
LUXEMBOURG	3/9 P
MADRID	12/18 S
MILAN	12/18 P
MOSCOW	7/10 P
MUNICH	5/10 N
NAPLES	0/2 C
OSLO	1/9 C
PALMA DE M.	5/10 P
PRAGUE	2/7 C
ROME	3/6 C
SEVILLE	5/13 N
SOFIA	7/10 C
ST-PETERSB.	8/12 S
STOCKHOLM	23/30 C
TENERIFE	25/29 N
VARSOVIE	23/29 S

VENISE	13/19 N
Vienne	8/11 N
AMSTERDAM	21/25 P
BRUSSEL	14/25 S
BUENOS AIR.	24/29 S
CARACAS	5/9 C
CHICAGO	9/21 N
CHICAGO	-3/8 C
LIMA	20/25 C
LOS ANGELES	11/15 S
MEXICO	9/21 N
MONTREAL	-9/7 N
NEW YORK	12/18 N
SAN FRANCISCO	-2/1 C
SANTIAGO	12/17 N
TORONTO	10/15 N
WASHINGTON	3/9 N
AFRIQUE	-5/3 C
ALGER	-6/4 C
DAKAR	25/29 C
KINSHASA	21/29 P

LE CAIRE	9/13 N
MARRAKECH	3/5 C
NAIROBI	11/21 N
PRETORIA	15/21 C
RAGAT	11/20 P
TUNIS	12/18 N
ASIE-OCCIDENTALE	
BANGKOK	28/34 S
BOMBAY	21/32 P
OSAKA	26/30 C
DUBAI	20/26 N
HANOI	24/29 N
HONGKONG	23/25 P
JERUSALEM	14/23 S
NEW DELHI	12/22 S
SEOUL	4/9 N
SIAMPOUR	26/29 P
SYDNEY	23/31 N
TOKYO	11/21 N

Situation le 26 novembre à 0 heure TU

Prévisions pour le 28 novembre à 0 heure TU

JARDINAGE

L'art et la manière de planter des arbres au bon moment

APRÈS en être descendu, l'homme a regardé l'arbre et l'a vénéré pour sa beauté et sa force. Puis il l'a planté pour des raisons utilitaires et symboliques. Il continue de le cultiver, mais il le vénère de moins en moins, surtout s'il croît loin de chez lui. Les Occidentaux, les Asiatiques « tendent » les forêts équatoriales pour leurs besoins immédiats et grandissants avec le cynisme du donneur de leçon.

Le citadin européen, qui, pétitionnaire d'un maire annonce qu'elle va couper un arbre, achète sans état d'âme une découpe de contreplaqué dont le bois a été déroulé d'un arbre sorti de terre, il y a deux, trois ou quatre siècles dans la forêt primaire tropicale. L'homme détruit un réservoir biologique dont il se pourrait que l'on regrette bien vite ce qu'il aurait pu apporter à l'humanité dans le domaine médical... au moment même où l'on se demande si l'avancée anarchique de l'homme dans ces biotopes ne sera pas à l'origine de pandémies.

Planter un arbre n'est donc pas un geste innocent. Et il faut se garder de le faire n'importe comment. Il ne suffit pas de faire un trou, d'y

installer les racines et de reboucher. Après avoir choisi l'emplacement, qui sera fonction de l'ensoleillement, de la distance avec les jardins voisins, de la maison, des tuyaux d'évacuation des eaux usées, des câbles électriques et des conduites de gaz enterrés, il va falloir évidemment creuser.

Théoriquement, il faudrait se livrer à cet exercice quelques semaines avant la plantation. Les manuels de jardinage sont souvent pleins de contraintes inutiles. Pratiquement, il faut donc faire un trou en utilisant l'outil adapté. Dans les sols meubles, une pelle-bêche bien affûtée fera l'affaire, tandis que dans les sols caillouteux, il faudra utiliser la fourche-bêche, éventuellement la pioche, pour défoncer la terre, que l'on sortira avec une pelle de terrasse.

DEUX BÂCHES
Si l'arbre est planté sur une pelouse, il faudra étaler une bêche plastique ou un grand carton dessus de façon à ne pas l'abîmer l'herbe. Et plutôt deux bâches ! En réserver une pour la couche superficielle du sol (les trente premiers centimètres), qui est la plus riche en matières nutritives et en micro-

organismes qui permettent aux racines de l'arbre d'assimiler l'azote, le phosphore et les minéraux nécessaires à la reprise de la croissance.

De quelle taille doit être le trou ? Pour un arbre planté à racines nues, il faut qu'il soit au minimum deux fois plus grand que la masse des racines. A quelle profondeur ? Il suffit pour cela d'observer la base du tronc : le changement de couleur de l'écorce, éventuelle-

ment le point de greffe y sont nettement visibles, qui détermineront la profondeur de plantation. Un truc consiste à poser une baguette de bois prenant appui sur le sol de part et d'autre du trou qu'elle surplombera, indiquant la hauteur du sol, quand la terre y aura été remise. Il suffit de faire coïncider cette ligne droite avec le changement de couleur de la base de l'arbre, ou le point de greffe.

Avec ou sans engrais

Volontiers bien faire, de nombreux jardiniers amendent le sol lors de la plantation d'un arbre. Franchement, c'est inutile pour peu que l'on plante un arbre à racines nues qui a été cultivé selon les règles de l'art par un pépiniériste local. Donc pas d'engrais. Il ne faut pas davantage mettre de tourbe ou de terreau dans le trou. Ne pas mettre non plus de cailloux ou de pierres pour drainer.

En revanche, il peut être utile de tuteurer si l'arbre est exposé au vent. Le mieux est d'installer un ou deux pieux en bois traité, en châtignier ou en acacia non contre le tronc selon la mode française, mais à la britannique et à la japonaise, de façon qu'il forme un angle d'environ 45 degrés avec le tronc de l'arbre. Il faudra évidemment l'installer contre le vent dominant. Le fixer sous les premières branches de l'arbre, avec un lien qui ne le blessera pas. Tuteurs et liens sont en vente dans toutes les jardineries.

Pour l'arrosage, se souvenir qu'un arbre doit recevoir de grandes quantités d'eau les deux premières années. Il faut impérativement l'arroser beaucoup chaque semaine, et non pas un peu chaque jour !

Une fois le trou creusé, prendre son sécateur pour rafraîchir les racines. Cette phase de la plantation est plus importante qu'il n'y paraît. La retaille des racines consiste à les raccourcir en les tranchant de façon nette, pour que les tissus sains soient en contact avec le sol. Faut-il praliner les racines ? Facile à réaliser avec un rosier, cette opération est quasi impossible avec un arbre. Le pralin est une boue à base de bouse de vache et de terre. Adhèrent fortement aux racines, il facilite l'émission de racines.

Théoriquement, l'arbre à racines nues ne passe que très peu de temps en dehors du sol. Si vous avez quelques doutes - racines un peu sèches -, une fine pluie au tuyau d'arrosage sera la bienvenue.

UN BOUDIN DE TERRE

Le trou est creusé, les racines sont préparées : il ne reste plus qu'à installer l'arbre. Il vaut mieux être deux, voire trois, s'il est déjà grand et présente un fort balourd. Au fond du trou, il faut mettre une première couche de terre prise dans celle du grand tas. Puis former un dôme à l'aide de la terre prise dans le petit tas, qui vient des

couches superficielles du sol. Poser alors les racines dessus en les écartant bien et faire glisser le reste de cette terre entre les racines pendant que les aides tiennent le tronc bien droit. A ce stade, il faut arroser de façon que la terre, se défilant, s'insinue entre les racines. Ensuite, il faudra finir de remplir le trou avec le reste de la terre prise dans le grand tas.

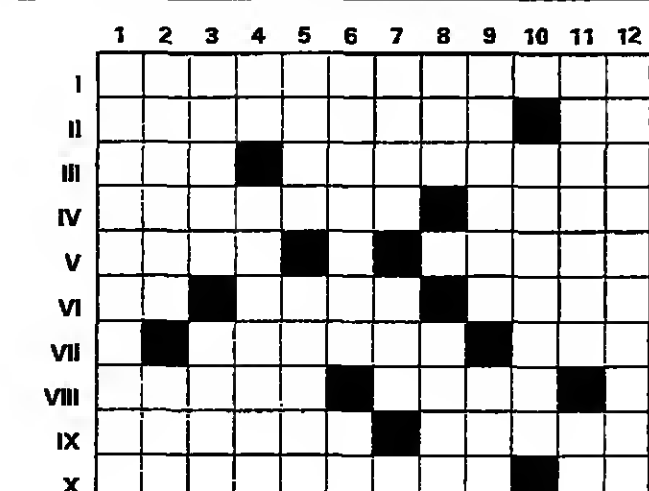
Plutôt que tasser la terre en piétinant le sol autour du tronc, il vaut mieux arroser tout doucement la terre couche après couche. Hélas ! un trou contient toujours moins de terre que ce qu'on en a retiré : un fois remuée, son volume augmente généralement d'environ 10 % à 15 %. Finalement, ça tombe bien. Plutôt que de faire une cuvette creusée dans le sol, installons-la sur le sol, en formant un boudin de terre tout autour du tronc à environ cinquante centimètres de celui-ci. Il retiendra l'eau d'arrosage, la première année, et il suffira de le déplacer vers l'intérieur... dans la cuvette qui se sera naturellement formée par effet de tassement du sol, au bout d'une année.

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97263

3615 LEMONDE, tapes: SOS (2,23 Filmin).



HORIZONTALEMENT

1. Toujours solennelles, à l'église ou à l'extérieur. - II. Non porteur de parti-cule. Amuse l'Italie. - III. Fait vibrer l'instrument. Provoque par des agents extérieurs. - IV. Accoutrement de mauvais goût. Papier à conserver. - V. Se prend pour Artaban. Attention à son col. - VI. Était dans le coup il y a quelques années. Pour faire un beau gâchis. Peu recommandable quand il est triste. - VII. Pigeons de roche. Sans supplément. - VIII. Centre d'apprentissage. Ressemble au précédent, mais il ne fait que du vent. - IX. Fais comme un duc. Ferme bien que Kiger. - X. Faiblesse dans les affaires. Assure la qualité.

VERTICALEMENT

1. Un artiste de la bombe. - 2. Droit sur sa ligne. Ouvre la marche. - 3. Fait le singe en Amérique du Sud. Poils au menton. - 4. Sans artifice. Des points sur les « i » et sur toutes les lettres. - 5.

SOLUTION DU N° 97262

HORIZONTALEMENT
1. Gérontophiles. - II. Emotion. Adam. - III. Oblémion. Np. - IV. Moira. Duce. - V. AL. Aspirines. - VI. Nial. Isoète. - VII. Cédée. Mba. Or. - VIII. Indre. Pâte. - IX. Étatat. Gal. - X. Sou. Martinet.

VERTICALEMENT

1. Géomancie. - 2. Embolie. To. - 3. Rôti. Adieu. - 4. Onerant. - 5. Ninas. Édou. - 6. Tôt. Pl. Râ. - 7. Orléans. - 8. Rob. GT. - 9. Handicap. - 10. Id. Une. Aïn. - II. Lancelot. - 12. Empe-sèrent.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1721

PROBLÈME N° 1764

UNE DONNE PRÉPARÉE
Lors d'un tournoi du Challenge Cup, l'Anglais North avait préparé cette donne. Avant de l'étudier, le coup, cachez les mains d'Est-Ouest.

♠ A D 7 5	♥ 7 6 3	♦ 6 4 3 2	♣ R V
♠ R 8 6	♥ 10 8 5 2	♦ V 9 8 5	♣ A 5
♠ V 10 4	♥ R D 9 4	♦ 10	♣ 7 6 4 3 2
♠ 9 3 2	♥ A V	♦ R D 7	♣ D 10 9 8

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	1 ♠	1 ♠	1 ♠
1 SA	1 SA	3 SA	1 SA

Ouest ayant entamé le 2 de Cœur (quatrième meilleure) pour la Dame de Cœur d'Est, comment North propose-t-il de jouer pour gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Réponse

On part du principe que les Cœurs sont 4-4 comme le montre l'entame. Il faudra franchir trois levées à Trèfle, puis trouver une neuvième levée avec les Carreaux

partagés ou avec la Dame de Pique si l'impasse réussit.

Après avoir pris l'entame avec l'As de Cœur, il semble normal de jouer Trèfle, mais l'adversaire qui prendra jouera trois fois Cœur (Ouest restant en main après le 10 de Cœur) et Ouest rejouera petit Pique. Sud, au pied du mur, devra-t-il faire l'impasse ou espérer un partage 3-3 des Carreaux ? S'il connaît les probabilités, il choisira le partage à Carreau (deux chances sur trois), alors que l'impasse à Pique n'a qu'une chance sur deux de réussir.

Si Sud, en bon mathématicien, met l'As de Pique, il va chuter car les Carreaux sont 4-1, et il n'y aura pas de squeeze, la communication à Pique ayant sauté.

Bref, s'il chute, le déclarant pensera qu'il n'a pas eu de chance. Mais il y avait un moyen tout simple de ne pas avoir à choisir entre l'impasse à Pique et le partage à Carreau : après l'As de Cœur, Sud devait tirer As et Roi de Carreau avant de jouer Trèfle ! Si un adversaire ne fournit pas sur le Roi, il faudra faire l'impasse à Pique après avoir affronté les Trèfles...

SÉCURITÉ INHABITUELLE

Voici une donne qui a été publiée par le Suédois Jan Wöhlén dans le bulletin de l'Association internationale des Journalistes. Cachez au début les mains d'Est-Ouest, et mettez-vous à la place du déclarant.

♠ 7	♥ 6 2	♦ A R D 9 7 3	♣ A 8 5 3
♠ 4 3	♥ A R D V 8 4	♦ 10 4	♣ R 10 2
♠ A R D V 10 9	♥ 10 7 3	♦ 5	♣ V 9 4

Ann. : N. don. E-O. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
1 ♠	1 ♠	1 ♠	1 ♠
2 ♠	3 ♠	1 ♠	4 ♠

Ouest ayant entamé As, Roi et Dame de Cœur, comment Sud doit-il jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères

Nord a dit « 3 Carreaux » plutôt que « 3 Trèfles » qui aurait indiqué une main plus forte.

VICTOIRE FRANÇAISE

Bravo à nos champions, Paul Chemla, Michel Perron, Alain Levy, Christian Mari, Hervé Moulet et Frank Moulton, pour leur victoire dans la Bermuda Bowl, en Tunisie, fin novembre !

Philippe Bragnon

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 27 NOVEMBRE 1997

CINÉMA Palme d'or ex aequo à Cannes avec *L'Anguille*, de Shohei Imamura, *Le Goût de la cerise*, nouveau chef-d'œuvre du réalisateur iranien Abbas Kiarostami, domine

les sorties de la semaine. A Téhéran, le ton a changé à l'égard de celui qui a tant contribué à inscrire l'Iran parmi les grandes nations de cinéma. ● A NANTES, le Festival des trois

continents rend hommage au cinéaste burkinabé Gaston Kaboré (p. 28), immensément populaire chez lui. ● LA GROSSE MACHINE HOLLYWOODIENNE de la semaine a

été réalisée par un Français, Jean-Jacques Annaud. Empruntant, volontairement ou non, beaucoup à *La Liste de Schindler*, de Steven Spielberg, Sept ans au Tibet (p. 28) se dis-

tingue par une reconstitution historique méticuleuse et un récit sans ambiguïté bâti autour de la rédemption de son héros, l'aplaniste autrichien et ancien nazi Heinrich Harrer.

Qu'est-ce qui fait rouler l'étrange M. Badji ?

Le Goût de la cerise. La bouleversante énigme d'une enquête aux saveurs de liberté. La Palme d'or du Festival de Cannes 1997 a couronné cette œuvre d'art du réalisateur iranien Abbas Kiarostami

Film iranien d'Abbas Kiarostami. Avec Homayoun Ershadi, Abdolkarim Bagheri, Afshin Khatami, Safar Ali Moradi. (1 h 39.)

Drôle de type que ce monsieur Badji. D'abord, on met un temps fou à connaître son nom. Et il ne s'élève pas moins de poussière sous les roues de cette histoire avant qu'on ne découvre la raison qui le pousse à rouler obstinément dans son vieux tout-terrain blanc, alpaguant au passage des hommes pour leur proposer, d'un air lugubre et mystérieux, un travail bien rémunéré. On hésite à première vue entre l'entrepreneur frauduleux et l'homme d'ordre en maraude, cette dernière interprétation étant retenue par l'ouvrier d'un chantier qui s'apprête sans autre forme de procès à lui casser la figure. Pourtant, ce qui fait rouler Badji est incomparablement plus étrange. Dans l'intention d'en finir avec la vie, il cherche quelqu'un qui accepte de conclure avec lui le marché suivant, dont le méticuleux protocole est fixé au lendemain matin : l'appeler deux fois par son nom, lui tendre la main s'il répond, et sinon l'ensevelir sur place, dans ce pauvre trou auprès duquel il conduit à tour de rôle ses interlocuteurs.

Des motivations de ce suicidaire paisible, courtois et bien organisé, nous ne saurons rien : Badji est à proprement parler une énigme ambulante, dont l'unique trajectoire est un trou. Façon de dire que Badji

est le commun des mortels. A ce petit jeu de la parabole ambulatoire, les divers personnages qu'il croise en chemin - dont un jeune militaire affolé, un étudiant en religion et un vieux taxidermiste pétri d'humanisme - s'ajoutent comme autant de spectres typologiques. Tels les faux amis du Job biblique, chacun entreprend à sa manière, c'est-à-dire par un discours prévisible, de convaincre Badji qu'il est dans l'erreur et que sa révolte est blasphématoire, peu importe que ce soit à l'égard de la raison, de Dieu, ou de la vie. Y compris le taxidermiste, qui, seul à accepter le marché, administre à Badji la belle mais éblouissante leçon du « goût de la cerise » qui l'aurait dissuadé un jour de commettre lui-même cet acte.

COMMOTION NERVEUSE

L'erreur consisterait cependant à ne voir dans ce film qu'une parabole et dans sa simplicité le prétexte d'une interprétation à sens unique. De même que le décor ordinaire d'une zone de construction se révèle un inépuisable terrain d'aventures pour toutes les métaphores, l'épure de la construction suggère une floraison de commentaires. Il paraît ainsi que ce conte à mourir debout est un vrai manifeste sur la meilleure façon de ne pas vivre couché, en Iran et ailleurs, sur le plan politique aussi bien que métaphysique. Mais on pourrait également mettre l'accent sur l'art de ménager le suspense, sur la dimension surréaliste et humoristique du récit, ou encore



Abbas Kiarostami pendant le tournage de « Goût de la cerise ».

sur l'idée selon laquelle on n'a jamais autant besoin d'autrui qu'au moment où l'on veut s'en passer. Aussi n'est-ce pas faire un moindre usage de la liberté à laquelle ce film invite (serait-elle celle de mourir) que de voir précisément en elle le principe fondateur de ce film. Et, plus généralement, de l'œuvre de Kiarostami.

Ainsi la mise en scène, en ne recourant qu'à des moyens d'une ex-

trême simplicité - travellings véhiculaires et dialogues en champ-contrechamp sur le mode marche-arrêt, parvient à faire d'une idée (l'existence prouvée par le néant) une forme (le mouvement prouvé par l'immobilité). Qu'est-ce en effet que *Le Goût de la cerise*, sinon une marche funèbre où la poussière ne s'élève que pour mieux retourner à elle-même, une faible squelettique où un homme

silonne dans sa caisse un monde en chantier, débarquant aussitôt qu'embarqués ses passagers ?

S'en serait-il troué là, achevant son film par cette orageuse éclipse de lune qui plonge dans le noir absolu le visage de Badji dans son trou, Kiarostami aurait déjà signé un très grand film. Mais non. *Le Goût de la cerise* se termine un ton au-dessus, par un petit matin et une grosse surprise. Deux euphé-

lisme, quand l'écart entre la banalité de ce qui se passe à l'écran (la fin du tournage saisi par une caméra vidéo) et l'émotion suscitée par ce finale serait plutôt de l'ordre du mystère absolu, du tremblement sacré. Le changement de registre visuel et narratif, par la vacuité soudaine qu'il introduit, fait l'effet d'une commotion nerveuse. Acteurs et figurants se reposent et s'amuse dans l'herbe tandis que s'élève une véritable marche funèbre - *St James Infirmary* joué à la trompette.

Cette séquence suggère que le film pourrait n'être rien d'autre qu'une vaste opération alchimique destinée à introduire ce morceau de musique, en le portant à son plus haut degré d'émotion et de déchirement. Tandis que Kiarostami, enfin, derrière sa caméra, déclare que le tournage est terminé. Qu'en somme tout cela était du cinéma, et que la vie continue. Selon qu'on le croie ou non - signe ultime de l'extraordinaire richesse de ce film -, cette séquence sera considérée comme une rupture ou comme une apothéose. Elle est sans doute les deux à la fois, laissant en suspens ces questions : pour qui sonne le glas de *St James Infirmary* ? Et qui réalise cette séquence finale ? Qui est le mort, et qui le cinéaste ? Pure œuvre d'art, *Le Goût de la cerise* est un avis de recherche lancé après lui-même. Toute information complémentaire sera la bienvenue.

Jacques Mandelbaum

La route en zigzag d'un prince de la mise en scène

C'EST LA VOIX qui frappe d'abord. Le parler iranien est doux et chantant, mais on n'a pas l'impression qu'Abbas Kiarostami. La musique des mots, la longue silhouette et le visage aux traits fins, le sourire à la fois franc et réservé.

PORTRAIT

Abbas Kiarostami est un perfectionniste à la volonté de fer, dont l'exigence dans la rigueur frise la cruauté

la discrétion du regard derrière les lunettes fumées font la présence aristocratique de ce cinéaste qui semble s'être imposé parmi les plus grands, comme si ce rang lui revenait de droit. Mais comment se contenter des apparences, à propos d'un explorateur des images comme ce pseudo-naïf ? Depuis ses débuts, avec de « toutes simples histoires d'enfants », ses films figurent parmi les plus profondes interrogations contemporaines des systèmes de représentation, dont *Dehors du soir* (1989) et *Close-up* (1990) constituent deux sommets exemplaires.

Ses débuts, ce sont ceux d'un graphiste et d'un manuel (Kiarostami est resté peintre et photographe, à l'occasion artisan du bois et du cuir) qui s'avise un jour d'utiliser le cinéma au sein d'un organisme public, l'Institut pour le développement intellectuel des enfants et adolescents. Dans ce cadre, il réalise à l'âge de trente ans son premier court métrage, *Le Pain et la rue* (1970). Dès son premier film se manifeste l'usage du cinéma dont il est capable : un usage qui touche à l'essence même du cinéma, c'est-à-dire le point

d'intersection - chaque fois réinventé, par chaque authentique cinéaste - entre l'exactitude de l'enregistrement du réel et la création d'une forme personnelle.

Ce rapport au monde qu'il déclinera sur un grand nombre de thèmes passera à travers la censure de la dictature du chah, les turbulences de la révolution islamique, la répression qui se développe avec le régime khoméniste et surtout la guerre contre l'Irak. Attaqué souvent (y compris en Occident, dès les débuts, par ceux qui préféreraient les artistes morts ou en prison), Kiarostami invente un chemin très étonnant par sa cohérence et sa souplesse, le recours au document, le rôle donné aux enfants, la manière de repasser différemment par des voies déjà empruntées. Cette stratégie est symbolisée par une route en zigzag, figure commune à *Où est la maison de mon ami ?* (1987), *Et la vie continue* (1992), *Au travers des oliviers* (1994) et *Le Goût de la cerise* (1997), bien que ce dernier, par son sujet, ne fasse pas partie de la même série.

UNE LIBERTÉ CONSTRUITE

Chez celui qui, par la parole et le silence, trouve la force de parcourir ce chemin-là, la douceur de la voix n'est pas un leurre, elle traduit une authentique élégance d'esprit. Mais un masque, tout de même : celui de la volonté de fer d'un perfectionniste, dont on sentait l'exigence dans la rigueur frisant la cruauté dès le premier long métrage, le splendide *Passeur* (1974), comme dans le portrait du cinéaste filmé par Jean-Pierre Limosin pour l'émission « Cinéma de notre temps », et où il retrouvait l'interprète de ce film devenu adulte. Comme la douceur de l'homme Kiarostami, la liberté de ses films est construite. Et c'est cette

construction, la mise en scène, qui a été légitimement consacrée d'une Palme d'or, après l'hommage depuis longtemps rendu par ses pairs, de Kurosawa à Tarentino en passant par Moretti.

Attribuée en 1992 d'un prix Rossellini qui le désignait comme l'un des rares héritiers du père du néoréalisme, Kiarostami vient de recevoir à l'Unesco un prix Fellini. Le paradoxe n'est qu'apparent : si le cinéaste de *La Dolce Vita* symbolise, à l'opposé de celui de *Rome ville ouverte*, un cinéma « fabriqué », le cinéma de Kiarostami démontre la fausseté d'une telle opposition. Ainsi de la métaphore de la route, filmée depuis la voiture, figure de style obstinée de ses films. Kiarostami, artisan prudent qui ne recourt jamais à l'abstraction ni aux généralités, dit simplement : « On voit des voitures dans mes films parce que c'est dans ma voiture que je passe le plus de temps. C'est mon seul bureau. »

De ce lieu banal par excellence, il a fait une extraordinaire machine de vision. Puis, dans *Le Goût de la cerise*, un dispositif scénique unique : « On ne peut être que deux à l'avant de la voiture : celui qui ne voit pas, ce n'est pas l'interlocuteur du personnage qui se trouve à l'écran, mais la caméra. Les protagonistes du film ne se sont jamais rencontrés durant le tournage, je les ai présentés les uns aux autres après. » Ce n'est pas seulement une astuce de réalisateur, c'est la manière dont lui-même avec la caméra s'inscrit au cœur de la mise en scène. Et, ainsi, découvre et construit à la fois la route que son cinéma parcourt.

Jean-Michel Frodon

★ Abbas Kiarostami, *Cahiers du cinéma*, 144 p., 49 F.

L'Iran se réconcilie peu à peu avec son fils prodige

TÉHÉRAN

correspondance

Lorsqu'Abbas Kiarostami reçut à Cannes la consécration suprême, l'Iran était trop occupé par l'élection surprise de son nouveau président, le « libéral » Mohammad Khatami, pour consacrer à l'information toute l'attention qu'elle méritait. Et si, à l'aéroport, un important groupe d'amis et de supporters était tout de même venu le féliciter, il se trouva aussi un comité d'accueil hostile, lui reprochant violemment l'accablante donnée en public à Catherine Deneuve au moment de la remise de la Palme d'or. Cette double réaction témoigne de l'ambivalence du statut du plus grand cinéaste iranien alors même qu'il a puissamment contribué à inscrire son pays parmi les grandes nations de cinéma.

Pourtant, quelques jours après le retour du réalisateur, les professionnels du cinéma lui rendaient hommage, au cours d'une cérémonie inimaginable quelques années plus tôt. Incontestablement, le ton des officiels a changé. Longtemps, il fut accusateur : la reconnaissance internationale rendait suspecte l'œuvre d'un cinéaste qu'on disait à la solde des Occidentaux. Ses films étaient jugés trop peu « engagés », voire - suprême insulte - pas assez « iraniens ». Mais on perçoit une première évolution en 1994, quand *Au travers des oliviers* est sélectionné à Cannes et, surtout, l'année suivante, pour les Oscars. Il devient difficile pour les autorités de renier l'image enfin positive de l'Iran que Kiarostami véhicule. Une hostilité persistante ressemblerait même à une maladresse de mauvais goût.

L'accueil réservé au *Goût de la*

cerise confirme cette évolution. La cérémonie de remise du prix Fellini à l'Unesco à Paris, le 13 octobre, a été évoquée favorablement dans la presse. Présentant le Festival du film religieux, organisé ex aequo de la Conférence islamique début décembre, le nouveau vice-ministre du cinéma, Seyfollah Vadi, a même déclaré qu'à ses yeux le film religieux par excellence est *Où est la maison de mon ami ?* On est loin du temps où la sortie de la suite de ce film, *Et la vie continue*, était condamnée parce qu'on y voyait utilisées une voiture française et des affiches étrangères - grave péché pour un régime hanté par l'« invasion culturelle ».

UN SUJET INTRIGANT

Hors des cercles cinéphiles, Kiarostami n'est pourtant pas une vedette en Iran : ses films y ont été trop mal distribués pour permettre une véritable reconnaissance. D'autant que son style apparaît comme très novateur. « Kiarostami est semblable à Maw-lana, ce poète mystique du XIII^e siècle, qui rend limpide la complexité de la philosophie, et qui nous transmet tout simplement ce qu'est la vie », affirme ainsi un exégète iranien de son œuvre, au vu du *Goût de la cerise*, pas encore sorti sur les écrans mais qui circule déjà en vidéo, sous le manteau. Le film intrigue à cause de la faiblesse d'Iran, mais aussi par son sujet : interdit par la religion, le suicide est aussi très généralement condamné dans une société qui ne reconnaît aucune liberté aux humains face à un destin considéré comme tracé à l'avance.

Agnès Devictor

De brutales photos de famille

Un frère. Le premier film à percussion et aux images fortes d'une jeune cinéaste

Film français de Sylvie Verheyde. Avec Jeannick Gravelines, Emma de Caunes, Nils Tavernier, Emmanuel Nicolas, Karole Rocher, Aurélie Berrier, Ann Gisel Glass. (1 h 30.)

« La lutte des classes, c'était le bon temps, les pauvres avaient des dents » : c'est pour des répliques comme ça, provocatrices à bon compte, qu'on reste en retrait devant *Un frère*. Tout comme cette déferlante d'énergie, ce cinéma choc dont la jeune réalisatrice, formidablement servie par ses comédiens, projette les éclats avec

une efficacité certaine, mais sans toujours parvenir à convaincre de sa nécessité. Ce premier long métrage oscille ainsi entre une urgence réelle, qui vient des corps des interprètes, et quelque chose de plus appliqué dans le déroulement des événements.

Il est possible, sans que cela change grand chose, qu'il y ait une métaphore autobiographique à la fois dans l'histoire du « frère », Loïc, tentant d'échapper à la fatalité de la banlieue en devenant photographe de mode, et dans celle de sa petite sœur, Emma. Emma ne lit pas Flaubert mais Céline, danse comme un elfe sensuel,

tombe amoureuse du copain « venu de la haute » de Loïc, au grand trouble furieux de celui-ci. Loïc et Emma, Jeannick Gravelines et Emma de Caunes sont formidables, et aussi Nils Tavernier dans le rôle de Vincent le copain « d'en-deçà du périphérique », Emmanuel Nicolas, le pote junkie aux infimes embronilles, Karole Rocher, l'ex de Loïc. A l'écran, ces personnages existent, Sylvie Verheyde les a rencontrés sans doute, ailleurs, « dans la vie » comme on dit.

On regrette d'autant plus qu'elle éprouve le besoin d'en rajouter dans les effets d'images, de cadrages ultraserrés et de caméra

portée, et dans les rebondissements de scénario. On regrette plus encore que, pour sauver ses « héros » (Loïc, Emma et Vincent), leur ouvrir un avenir, elle ait le soin de sacrifier les losers. L'enjeu - très fort - d'*Un frère* concerne la peur de s'en sortir, l'intériorisation d'un état de faiblesse irrévivable par les exclus de la réussite sociale. Le est dommage que la réalisatrice, si elle démontre son savoir-faire, ait choisi une construction du récit qui sépare aussi radicalement les gagnants des perdants.

J.-M. F.

Jeu de Paume

Emil Schumacher
13 novembre 1997 / 4 janvier 1998

Galerie nationale du Jeu de Paume
1, place de la Concorde 75008 Paris
horaires : 01 47 03 12 50

Gaston Kaboré rêve de tourner avec Denzel Washington

Le Festival des trois continents de Nantes rend hommage au cinéaste burkinabé

OUAGADOUGOU
de notre envoyé spécial
Grand rendez-vous des cinéastes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, le Festival des trois continents de Nantes, dont la dix-neuvième édition se déroule du 25 novembre au 2 décembre, consacre cette année un hommage au cinéaste burkinabé Gaston Kaboré. Il y a, au début de *Zan Boko*, deuxième film du cinéaste, une longue scène d'accouchement dans un village du Burkina. Les matrones vont prévenir les vieilles : la naissance se passe mal, le mari doit accomplir le rite de l'eau. Les vieilles s'adressent à leur tour au chef pour obtenir la permission de procéder à la cérémonie. Et le chef va enfin demander au jeune père d'invoquer les puissances qui aideront sa femme. « C'est une magistrale perte de temps, contraire à tout ce qu'on enseigne dans les écoles, reconnaît Gaston Kaboré, avec un grand sourire. Mais je voulais montrer comment l'information circule dans un village, le temps qu'il lui faut. »

Ce souci du temps villageois, ce respect pour la tradition, cet amour de la langue moré classique, telle qu'elle se parle sur le plateau mossi autour de Ouagadougou, ont fait la réputation de Kaboré. On dit alors qu'il réalise des films de brousse. Mais un film de brousse se passe au village. Il est long et lent. Il ne s'y passe pas grand-chose et l'on n'y voit que des paysans. En fait, aucun des quatre longs métrages de Kaboré ne correspond à cette description. *Wend Kuuni*, le premier, sorti en 1982, est l'histoire d'une transgression si grave qu'elle provoque une mort et la transformation

d'une communauté ; *Zan Boko* montre autant Ouagadougou et sa faune que la campagne ; *Rabi* est un film bref et émouvant sur l'enfance et la vieillesse, effectivement situé dans un village. Et *Buud Yam*, qui vient de sortir en France et a remporté un succès populaire énorme au Burkina Faso, est un conte épique situé au XIV^e siècle, un *road movie* pour un pays sans routes.

C'est vrai, dans ces films, la ville est au mieux ignorée, au pire peinte sous les traits les plus sombres. Pourtant, le cinéaste a grandi à Ouagadougou. Son expérience villageoise, il l'a vécue par procuration, à travers sa grand-mère. « Elle avait sa case dans la concession de mes parents, juste à côté de l'endroit où j'habite. Elle vivait encore comme au village. Elle nous racontait des histoires. Elle est morte pendant que je vivais à Fribourg, je n'ai pas pu lui dire au revoir. »

Le programme

Outre l'hommage à Gaston Kaboré, le Festival des trois continents adresse cette année un coup de sonnerie à Pedro Armendariz père et fils (tous deux acteurs, le second également producteur), un coup de keffieh aux cinéastes égyptiens Hassan El Imam et Ezzedine Zulfikar, spécialistes du mélodrame dans les années 50 et 60. Toujours curieux de cinématographies méconnues, les frères Jalladeau, codirecteurs de la manifestation, présentent un panorama du cinéma ouzbek.

Le volet « historique » du programme est constitué d'un retour sur la nouvelle vague japonaise, avec un film de chacun des ténors du mouvement : Oshima, Imamura, Yoshida, Teshigahara, Shinoda, Masumura. Parmi les douze films de la compétition, l'Asie domine toujours largement, et on remarque l'apparition inattendue de la Thaïlande avec deux films. Hors compétition, il faudra notamment guetter le beau *Murmur of Youth* (Taiwan), *Le Voyageur venu du Sud* (Iran) ou le nouveau film du Tunisien Nouri Bouzid, ainsi que, en ouverture, la nouvelle réalisation du Turc Omer Kavur, *La Tour de l'horloge*, et, en clôture, le splendide film chinois *Le Voyage vers Xia-xia*.



Gaston Kaboré en mai, pendant le Festival de Cannes.

En ce début de novembre, Gaston Kaboré savoure le succès de *Buud Yam*. Cent dix mille Burkinabés ont acheté une place de cinéma pour aller voir le film. Le Burkina Faso compte 10 millions d'habitants, dont le revenu annuel moyen est inférieur à 3 000 F. L'appétit de cinéma ainsi démontré va de soi pour le réalisateur. Mais il ne veut surtout pas que l'on dise que sa

manière de faire des films est celle qu'il faut à l'Afrique. « A chaque fois qu'un film africain sort, on veut voir un manifeste sur le cinéma. Personne ne veut savoir que ce n'est qu'un film, bon ou mauvais, coté ou réussi. Il faut toujours l'investir du destin cinématographique d'un continent », se lamente-t-il galemment.

En quinze ans, Kaboré a réalisé quatre films, dont un seul, *Zan Boko*, a été un échec commercial. *Wend Kuuni* détiendrait toujours le record des entrées au Burkina, et son succès dans les festivals et auprès du public français (80 000 entrées) en a fait une opération commercialement viable. Et, pourtant, le réalisateur prévoit de consacrer l'année qui vient à la recherche du financement de son prochain film sans aucune garantie de succès. Il voudrait réaliser un projet qui lui tient à cœur : l'histoire d'un jazzman américain qui découvre ses origines africaines. Mais Gaston Kaboré pense avoir de meilleures chances avec un scénario qui montre comment un historien africain est précipité dans l'histoire de sa propre famille, qui fut mêlée à la mutinerie des travailleurs de l'Office du Niger, un projet pharaonique mis en œuvre par l'administration coloniale française dans les années 40.

L'ESPOIR DE LA VIDÉO

De toute façon les financements viendront du Nord, de l'Union européenne, des télévisions occidentales. Bien sûr, le Burkina Faso a largement participé au financement de *Buud Yam* (qui a coûté 10 millions de francs) en prenant en charge les équipes, mais cet effort, qui vient de l'un des pays les plus pauvres du monde, rencontre forcément ses limites. Inutile, d'autre part, de compter sur le secteur privé, européen ou africain. « Il faut diminuer encore nos coûts, affirme Kaboré, pour arriver à équilibrer nos budgets grâce à nos propres marchés. » Pour cela, il a créé Cinécom, une petite entreprise de cinéma, où des collaborateurs qui le suivent depuis *Wend Kuuni* peaufinent du mieux qu'ils le peuvent la préproduction afin de réduire les frais de tournage.

Le patron de Cinécom trouve un certain réconfort dans le développement des productions en vidéo au Ghana. Là - comme au Nigeria - on produit et on réalise en VHS, très vite, des films qui sont d'abord projetés dans des salles de quartier avant d'être diffusés en cassettes à des prix qui défient toute concurrence, et surtout celle de la piraterie. Gaston Kaboré est persuadé que l'avenir des images africaines passe par ce cinéma à bon marché, mais aussi par les fictions télévisées. Il a déjà écrit trois comédies de 13 minutes, qu'il voudrait confier à de jeunes réalisateurs. Mais il rêve aussi de s'affranchir des contraintes de la pauvreté. Il parle avec affection de ses acteurs - comptables, secrétaires ou infirmières à la ville -, qui retrouvent le moré de leurs aïeux paysans, qui sont assez justes pour que les gens de la brousse se reconnaissent en eux. « Mais on ne peut pas leur demander d'oser, comme à des acteurs professionnels. En même temps, à qui le demander ? Pour mon personnage d'historien, je rêve de Danny Glover, de Denzel Washington... Mais comment être sûr de la justesse du texte anglais ? » De ces obstacles, Gaston Kaboré a déjà triomphé quatre fois. En quinze ans, ce n'est pas beaucoup, tout juste le temps de construire une œuvre.

Thomas Sotinel

La conversion d'un nazi à la douceur tibétaine

Sept ans au Tibet. Quand Annaud imite Spielberg

Film américain de Jean-Jacques Annaud. Avec Brad Pitt, David Thewlis, Jamyang Wangchuck, B. D. Wong, Mako. (2 h 15.)

Il était à craindre que *Sept ans au Tibet* soit enterré avant même d'être vu. Sous le dossier des relations entre Hollywood et la Chine, qui auront fait d'une série de films sur le Tibet un enjeu économique plus que cinématographique. Et sous les polémiques déclenchées par la révélation du passé nazi d'Heinrich Harrer, l'alpiniste autrichien héros du film, et la manière dont il tenta longtemps de le dissimuler (*Le Monde* daté 23-24 novembre).

Rien de cela pourtant ne semble être le problème d'un film qui, tout en évoquant brièvement les origines de Harrer, se veut l'histoire d'une rédemption plutôt que celle d'un sportif de haut niveau commandité par le III^e Reich. Harrer, Brad Pitt aux cheveux blonds coupés court, tel qu'on le découvre au début du récit, est surtout défini par sa volonté de réussir ; cet égoïste forcené fait peu de cas de sa jeune épouse, abandonnée, enceinte, dans une Europe en convulsions, et, plus tard, mettra en danger ses compagnons de cordée lors d'une expédition dans l'Himalaya. L'engagement nazi d'Harrer ne serait donc que la manifestation d'une opportunité saisie par un individualiste exalté, prêt à tout pour mener sa carrière d'alpiniste.

Adapté des mémoires d'Harrer (*Sept ans d'aventures au Tibet*, Arthaud) relatant ses deux traversées de l'Himalaya et son séjour de cinq ans à Lhassa, *Sept ans au Tibet* ressemble à une version colorisée de *La Liste de Schindler*, dont il reprend, volontairement ou non, la structure dramatique. Schindler laissait son cynisme de côté pour sauver un groupe de juifs, et Brad

Pitt fait de même, avec le zèle très spielbergien de celui qui, conscient de ses errements passés, se met à corriger le tir avec un acharnement stupéfiant. La scène finale, qui met en scène la facilité déconcertante avec laquelle les armées chinoises annexent le Tibet, est édifiante. La douleur des Tibétains ne pèse alors pas grand-chose face à la fureur désespérée de Brad Pitt.

Sept ans au Tibet est un film hollywoodien. C'est sa force, puisqu'il met en œuvre une débauche d'effets au service d'une rigueur historique où prévaut le souci du détail, et qu'il se déroule dans des décors somptueux, censés rendre compte de l'ampleur du sujet. Une ampleur qui se paie aussi par plusieurs longueurs : le film donne effectivement l'impression de durer... très longtemps. Et le récit, sans ambiguïté, tue tout effet de surprise.

SEPTIÈME BALISÉ

Harrer raconté par Annaud aura été un homme ordinaire. Un salaud intégral au début du film et un homme remarquable à la fin. Précepteur modèle, d'une humilité renversante lorsqu'il se prête à l'édification du jeune dalaï-lama, d'une tendresse infinie lorsqu'il tente finalement de renouer avec sa femme et de connaître enfin son fils. *Sept ans au Tibet* est un film sans enjeu pour le spectateur. Inutile de rechercher Harrer, c'est sur Brad Pitt que l'on retombe à chaque instant, sex-symbol où rien ne peut se permettre de bousculer. Nazi sur les bords, mais toujours séduisant. On avance dans *Sept ans au Tibet* comme sur un sentier de haute montagne parfaitement balisé, en sachant où l'on va, avec la certitude rassurante que les fantômes du passé ont tous été chassés.

Samuel Blumenfeld

LES NOUVEAUX FILMS

SENZA PELLE

(ÉCORCHÉ VIF)
Ce deuxième long métrage d'Alessandro d'Alatri, sélectionné voilà trois ans à la Quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes, aura mis plus de temps que de raison à trouver un distributeur. *Senza Pelle* est un film honnête, dont le scénario, digne de l'univers de Stefan Zweig, et la juste interprétation constituent les atouts majeurs. Un couple modeste, Gina et Riccardo, est en butte aux assiduités d'un jeune bourgeois à l'esprit dérangé, Saverio, accable Gina. Traversant successivement les registres de la peur, de l'ambiguïté et de la pure invraisemblance, le film conjugue de façon intéressante l'approche réaliste et la fantaisie du conte, au service d'une allégorie des rapports sociaux. L'absence d'une idée forte de mise en scène, ainsi qu'une fin passablement mièvre, ne permettent pas cependant au film d'emporter entièrement l'adhésion. J. M. Film italien d'Alessandro d'Alatri. Avec Anna Gallina, Massimo Ghini, Kim Ross Stuart. (1 h 30.)

SLING BLADE

Karl Childers est un attardé mental qui a passé vingt-cinq ans dans un hôpital psychiatrique. Enfant, il a tué, avec une faux, sa mère et l'amant de celle-ci surpris en pleine ébriété. Il trouve enfin un travail de mécanicien et devient l'ami d'un jeune garçon, Frank. Ce film repose sur une forme de suspense très classique : le héros parviendra-t-il à s'intégrer dans la société malgré son « handicap » ? Évitera-t-il la répétition du geste fatal qui l'a condamné à la réclusion ? *Sling Blade* est la première réalisation de Billy Bob Thornton, scénariste de films indépendants qui s'est investi dans ce projet jusqu'à en incarner le rôle principal. Son interprétation d'un attardé mental attendrissant, un œil fixé pourtant sur la ligne bleue des Oscars, est d'ailleurs son apport le plus intéressant. Dans le décor d'une Amérique rurale, peuplée de buveurs de bière, musiciens du dimanche, amateurs de rock campagnard, le trajet de Karl Childers prend, petit à petit, la forme d'une tragédie inéluctable. Mais le déroulement implacable

des événements dépend d'artifices qui viennent contrecarrer la crédibilité du récit, tout comme les trop utiles accès de lucidité qui saisissent régulièrement le personnage principal chaque fois que cela arrange le scénario. J.-F. R. Film américain de Billy Bob Thornton. Avec Billy Bob Thornton, Dwight Yoakam, J. T. Walsh, Lucas Black. (2 h 15.)

SOUS LES PIEDS

DES FEMMES
Aya et Moncef ont milité, en 1958, au sein d'un réseau clandestin du FLN, dans le sud de la France. Pres de quarante ans plus tard, le couple s'apprête à recevoir Amin, l'ancien responsable de leur groupe, avec lequel Aya a vécu une brève passion amoureuse. Construit sur le chevauchement incessant des deux époques par retours en arrière successifs, ce premier long métrage de Rachida Krim affiche de complexes ambitions. Il se veut à la fois une tentative d'analyse critique de la lutte de libération à l'aune de la faillite algérienne contemporaine, un regard émancipé sur le statut des femmes dans le monde arabe et le portrait circonstancié de l'une d'entre elles, détaché du canevas psychodramatique installé d'entrée par le retour d'Amin. Cela fait courir au film beaucoup de fièvres à la fois, sans qu'il parvienne à en saisir un seul, en raison de la lourdeur démonstrative de son message. J. M. Film français de Rachida Krim. Avec Claudia Cardinale, Mohamed Bakkari, Yorgo Voyagis, Nadia Farès. (1 h 25.)

LE GOÛT DE LA CERISE

Lire page 27

UN FRÈRE

Lire page 27

SEPT ANS AU TIBET

Lire ci-dessus

En raison de la disparition de la chanteuse Barbara (*Le Monde* du 26 novembre et de ce jour, page 29), les critiques des autres nouveaux films de la semaine, *Othello*, *Hercule*, *Addicted to Love* et *Une mort programmée* sont reportées à une date ultérieure.

Avec
Jeanloup Sieff,
le Père Noël est tout de suite
plus photogénique.



Les plus beaux cadeaux et les plus belles femmes se racontent dans Styles

VENDREDI 28 NOVEMBRE, DATÉ 29 AVEC

Barbara sera inhumée jeudi 27 novembre au cimetière de Bagneux

De nombreuses personnalités ont rendu hommage à l'artiste morte lundi 24 novembre

La mort de Barbara, à l'âge de soixante-sept ans, a suscité de l'émotion, non seulement parmi ses admirateurs, ce public immense qu'elle avait

conquis et qui rassemblait plusieurs générations, mais aussi parmi les personnalités politiques et artistiques du pays, qui ont toutes ren-

du hommage à la grande artiste qu'elle était, délaissant les formules convenues pour souligner la singularité de Barbara.

« C'ÉTAIT une grande artiste, et non une star. Elle ne voulait exister que par son travail », a déclaré Jacques Attali, ancien conseiller spécial de François Mitterrand, qui, comme des dizaines de personnalités politiques ou artistiques, a réagi mardi 25 novembre à l'annonce de la mort de Barbara (Le Monde du 26 novembre). Jacques Attali avait écrit pour elle le texte de la chanson *Coline*, qu'elle avait interprétée à Mogador en 1990.

« Je l'avais récemment convaincue d'écrire ses *Mémoires*. » Il avait mis l'auteur-compositeur en relation avec Claude Durand, PDG des éditions Fayard. Barbara était parvenue « à mi-chemin » de son manuscrit, indique Claude Durand. « Dans la mesure où elle n'avait plus de contact sur scène avec le public, elle avait décidé de l'avoir par l'écrit. » Elle envoyait à l'éditeur ses feuillets par fax chaque matin. « Je lui répondais une demi-heure après, explique Claude Durand. Nous avions une sorte de dialogue quotidien. »

MÉMOIRES INACHEVÉS
Dans ces *Mémoires*, Barbara raconte ses débuts difficiles, la mort de son père qui lui a inspiré *Nantes*, mais elle évoque aussi « des gens de rencontre, manifestant une attention aussi grande aux célébrités qu'aux anonymes ». La

chanteuse possédait « une écriture très personnelle, haletante, très colorée, très imagée, à la fois tendre et impérieuse, scandée, à l'image de ses chansons », observe Claude Durand. Le titre de ces *Mémoires* n'était pas arrêté. En vertu de la loi sur la propriété intellectuelle, les éditions Fayard ne peuvent publier le manuscrit inachevé qu'avec l'accord des ayants droit de l'artiste.

Les éditions Calmann-Lévy ont d'ores et déjà annoncé leur intention de ressortir l'album biographique *Barbara*, publié en 1990. Son auteur, Marie Chaix, a été la secrétaire de la chanteuse de 1964 à 1969. La romancière de *L'Age du tendre* (Points-Seuil) avait préparé cet album avec Barbara au mo-

ment où l'artiste créait sa comédie musicale, *Lily Passion*, avec Gérard Depardieu. « Je la revis, assise sur son canapé, rue Rémusat. Elle riait beaucoup, elle était très drôle et avait beaucoup d'humour », a déclaré Marie Chaix en apprenant sa mort.

Comme beaucoup de ceux qui ont connu Barbara, Jacques Attali insiste sur sa discrétion. « Elle était venue dans les prisons pour parler du sida, mais elle voulait qu'aucun journaliste ne soit prévenu. » Des associations de lutte contre le sida aux habitants de son village de Précy-sur-Marne (Seine-et-Marne), les bénéficiaires de la générosité de Barbara ont manifesté hier leur gratitude. SolEnSi, asso-

ciation de solidarité avec les enfants malades du sida, « apprend avec beaucoup d'émotion la mort de Barbara ». « Dès la création de SolEnSi, elle a été à nos côtés dans la plus grande discrétion, s'investissant auprès des enfants et de leurs parents. »

Elle avait fait don à SolEnSi des droits d'auteur sur sa chanson *Sid'Amour*. De même, elle avait légué à l'association Act Up ceux de *Le Couloir*, une chanson évoquant l'hôpital, la solitude et la douleur des malades du sida.

La chanteuse, qui, après avoir combattu la peine de mort, allait régulièrement à la rencontre des prisonniers, se préoccupait des conditions de détention, selon Marc Nectar, président d'Act Up. « Récemment, elle avait été la seule personnalité à signer un texte favorable à la fourniture de seringues dans les centrales. Comme de coutume, elle n'avait pas manqué de courage. Depuis sa maison, elle se tenait informée de nos activités. Elle se montrait très exigeante. "N'hésitez pas à me solliciter", nous priait-elle », souligne Marc Nectar.

Le chanteur Yves Duteil, qui est aussi le maire de Précy-sur-Marne, a rappelé que Barbara proposait souvent des dons et des gestes en faveur des enfants et des personnes âgées de la commune. Parmi les artistes, le chanteur Georges Moustaki, qui avait créé avec elle le duo de *La Dame brune*, Line Renaud, autre militante contre le sida, les chanteuses Régine, Véronique Sanson et Catherine Lara ont manifesté leur émotion. Le Syndicat national de l'édition photographique (SNEP) a salué cette « artiste exigeante qui a toujours, avec une émotion incomparable, porté au plus haut l'art de la chanson ».

UNE GRANDE DAME
Selon le président de la République, « pour tous ceux qui l'aimaient et qui appartenaient à toutes les générations, elle était une amie en même temps qu'une grande dame. Sa voix nous manquait déjà ». Le premier ministre salue « un engagement toujours renouvelé pour la justice et au service des autres ». Lionel Jospin admirait sa « fragilité » et, selon lui, « elle a tant donné à son public qu'il se sent aujourd'hui orphelin ».

Pour Catherine Trautmann, ministre de la culture, « la chanson française perd une voix unique, reconnaissable aux premiers accents, une présence mystérieuse. *Sid'Amour* reste dans nos mémoires comme l'un des plus beaux chants d'amour ».

Dans le village de Barbara et à l'Hôpital américain, des registres de condoléances ont été ouverts. Samedi 29 novembre, à 17 heures, France-Culture rediffusera le dernier entretien radiophonique accordé par Barbara, enregistré dans sa maison de Seine-et-Marne en 1993.

Catherine Bédarida

(Publié)

CULTURE ET CITOYENNETÉ

Thème de la 3^e université d'automne de la Ligue des Droits de l'Homme

28 et 30 novembre 1998
Cité universitaire - maison internationale

Renseignements et inscriptions :
Ligue des Droits de l'Homme
27, rue Jean-Dolent - 75014 PARIS
Tél. : 01-44-08-87-29. Fax : 01-45-35-23-20

SPORTS D'HIVER

Envie de skier ?

Préparez votre séjour sur Minitel

3615 LEMONDE

SORTIR

PARIS

Cabaret chaois
de et par Jérôme Nicolin
Jérôme Nicolin a toujours aimé les fêtes et les mirages, des plus doux - ceux de l'enfance - aux plus ambigus - ceux du cabaret la Grande Eugène, où il a fait ses débuts en scène, avant de travailler avec le groupe TSE, Daniel Schmid ou Luc Bondy. Avec le Cabaret chaois, il réalise un de ses rêves les plus anciens : concevoir entièrement un spectacle, imaginer le décor, les costumes, les lumières, et jouer, seul, à se métamorphoser comme il aime le faire, en dragon, chauve-souris ou impératrice. Une belle invitation au plaisir, à l'initiative du Festival d'Automne.

Théâtre Paris-Ville, 211, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^e Porte-de-Pantin, 21 heures, les mardi, jeudi, vendredi ; 19 h 30, les mercredi et samedi ; 16 heures, le dimanche. Tél. : 01-42-02-02-68. De 65 F à 135 F. Jusqu'au 21 décembre.

Séptuor Vibracordes
de Jean-Marie Machado
Dans la formation montée par le pianiste Jean-Marie Machado, on retrouve certains des jeunes solistes que le jazz et les musiques improvisées en France ont révévés ces dernières années : le saxophoniste Laurent Ochores ou le guitariste David Chevalier ; on y trouve aussi

le joueur de zarb Kevan Chemirani, des invités comme l'époustouflant Valentin Clavier à la vielle à roue sont aussi de la partie. Machado, apparu dans le jazz en trio avec les frères Mourin, a toujours eu l'oreille voyageuse, le goût d'une écriture à risque et d'orchestres peu communs. D'un long séjour en Bretagne il ramène des évocations sonores - sans exotisme - avec un spectacle qui a été créé en mai 1996 à Quimper.

Dunoir, 108, rue du Chevaleret, 13^e. M^e Chevaleret, 20 h 30, les 26 et 27. Tél. : 01-45-84-72-00. 100 F.

METZ

Moving Target
de Frédéric Flamand
Les talents de Frédéric Flamand sont multiples. Dans les années 80, il faisait du Plan K un lieu obligé du spectacle en Europe. Maintenant à Charleroi, il continue son travail de chorégraphe-metteur en scène, refusant de choisir entre la dernière création, *Moving Target*. Il est rare que l'artiste, par ailleurs discret, rate sa cible. On aura aussi l'occasion de voir la pièce au Festival de danse de Cannes qui débute le 29 novembre.

Arsenal de Metz, avenue Ney, 57 Metz, 20 h 30, le 27 novembre. Tél. : 03-67-74-16-16. 100 F et 120 F. (* Tarif réduit)



GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Addicted to love
de Griffin Dunne (Etats-Unis, 1 h 40), avec Meg Ryan, Matthew Broderick, Tcheky Karyo.
Le Goût de la carie
d'Abbas Kiarostami (Iran, 1 h 39), avec Homayoun Ershadi, Abdolkhossein Bahari, Adhin Khosrobehkhtari, Safar Ali Moradi, Mir Hossein Noori, Ahmad Ansari.
Hercule
dessin animé de John Musker, Ron Clements, (Etats-Unis, 1 h 31).
Okari
de Makoto Shinozaki (Japon, 1 h 39), avec Susumu Terajima, Miho Uemura, Shiochi Komatsu, Tomio Aoki.
Senza pelle
d'Alessandro Alatri (Italie, 1 h 30), avec Anna Gallena, Massimo Ghini, Kim Rossi Stuart.
Septans au Tibet
de Jean-Jacques Annaud (Etats-Unis, 2 h 15), avec Brad Pitt, David Thewlis, B. D. Wong, Mako, Danny Genzong, Victor Wong.
Sling Blade
de Billy Bob Thornton (Etats-Unis, 1 h 15), avec Billy Bob Thornton, Dwight Yoakam, J. T. Walsh, John Ritter, Lucas Black, Natalie Canedy.
Sous les pieds des femmes
de Rachida Krim (France, 1 h 25), avec Claudia Cardinale, Feyria Delila, Nadia Farès, Mohamed Bakri, Yorko Voyatis, Hamid Tassili, Bernadette Lafont.
Un frère
de Sylvie Verheyde (France, 1 h 30), avec Nils Tavernier, Emma de Caunes, Jeannick Gravelines, Emmanuel Nicot, Ann-Gisel Glass, Karole Rocher.

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

TROUVER SON FILM

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Webert : *Quatuor à cordes* op. 28, Quintette pour piano et cordes. Schmitt : Quintette pour piano et cordes op. 51. Jean-François Heisser (piano).
Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris 1^{re}. M^e Louvre, 20 heures, le 26 ; 12 h 30, le 27. Tél. : 01-40-20-52-29. De 60 F à 135 F.
Le 27 nov. uniquement le « Quintette pour piano et cordes » de Schmitt.
Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam
Schubert : Symphonies n° 3 et 8, « Inachevée », Duet. Charlotte Margiono (soprano), Robert Holl (baryton), Nikolaus Harnoncourt (direction).
Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1^{re}. M^e Châtelet, 20 heures, le 26. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 295 F.
Maxim Vengerov (violin), Igor Uryash (piano).
Œuvres de Mozart, Beethoven, Schumann et Brahms.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes, 20 h 30, le 26. Tél. : 01-45-61-53-00. De 100 F à 320 F.
Mico Nissim Trio
Nicolas Genest Quintet
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^e Rassy, 20 heures, le 27. Tél. : 01-42-30-15-15. 30 F.
Chico Cesar
Elysee-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers, 20 heures, le 26. Tél. : 01-44-92-45-45.

REPORT

Trío Wanderer
Le violoniste du trio, Jean-Marc Phillips s'étant cassé le poignet, le concert programmé le mercredi 26 novembre est annulé et reporté au jeudi 4 juin 1998.
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil, Tél. : 01-49-53-05-07.

RÉSERVATIONS

Contes de l'Alhambra
Théâtre Molière-Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3^e. M^e Châtelet, 11 h 30, le 30. Tél. : 01-44-70-64-10. Location Fnac, Virgin, 130 F.

DERNIERS JOURS

28 novembre : Fabrice Lucchini d'après des textes de Baudelaire, Céline, La Fontaine et Nietzsche.
Gaité-Montparnasse, 26, rue de la Gaité, Paris 14^e. M^e Edgar-Quinet, Tél. : 01-43-22-16-16, 20 h 30, du mardi au vendredi, 18 h 15 et 20 h 30, le samedi, 18 F.
28 novembre : Gorki-Tchekhov 1900 d'après Maxime Gorki et Anton Tchekhov, mise en scène de Georges Buisson, avec Mathias Mlekuz et Jean-Claude Penchenat.
Artistic-Athévains, 45 bis, rue Richard-Lenoir, Paris 11^e. M^e Voltaire, Les mardi et vendredi, à 20 h 30, les mercredi et jeudi, à 19 heures ; le samedi, à 16 heures et 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-43-56-38-32. 80 F et 150 F. (* Tarif réduit)

Un humour acide, féroce, tendre aussi

DANS LES ANNÉES 80, elle a un peu forcé son image de « grand oiseau blessé par la vie », qui fait frémir les adolescents, au point que certains ont oublié à quel point Barbara était drôle, acide, avec quelle jubilation elle maniait l'humour, tour à tour noir, féroce et tendre. Petit joyau du genre, *Les Mignons*, l'histoire de ces hommes qui « tentent dans notre existence » « avec des yeux plus grands que le ventre, avec des mots plus grands que le cœur ». Ils s'installent, « ronronnent dans nos corbeilles et viennent manger dans nos mains, puis de banheur ils s'ensommeillent : ça nous fait de joyeux matins ». Un jour, « ils refont la pipe, qu'ils avaient jetée aux orties, et voilà qu'ils prennent en grippe la cage qu'ils s'étaient choisie ». On « leur ouvre tout grand la porte », « dommage, ils étaient bien mignons ». « Et voilà qu'ils reviennent ». Alors, bien sûr, on recommence. « Ils sont tellement mignons. Mignons » - avec la ponctuation d'un accord sonnant et un claquement de talons au sol.

Sans illusions sur les amours humaines, dans la même veine, Barbara raconte, comme une comptine : « Chaque fois qu'on aime d'amour, c'est avec jamais et toujours. » « O pouvoir encore et toujours, s'aimer et mentir d'amour. Et bien qu'on connaisse l'histoire, pouvoir s'émouvoir d'y croire... Et rester là, c'est merveilleux, de se rire du fond des yeux. Oh redis-le, redis-le moi, que je suis ta première fois... Comme à chaque fois, à chaque fois, à chaque fois... » Et la voix se perd dans un sourire rieur.

Plus grinçant, dénonciateur de la justice, dégoûté pour la peine de mort, on trouve une Barbara sarcastique dans le fameux *Si la photo est bannie* : « qu'on m'ontène ce jeune homme ». « L'a pas plus l'air d'un assassin, que le fils de mon voisin, ce gibier de potence, pas sorti de l'enfance. » « Moi qui suis femme de président, j'en ai pas moins de cœur pour autant. De voir

tomber des têtes, à la fin ça m'embête. Et mon mari le président, qui m'aime bien, qui m'aime tant, Quand j'ai le cœur qui flanche, tripote la balance ».

L'insomnie que l'on ne peut plus, prend trop de sonniers et retrouve « ou ciel de son [il] les pompiers de Paris », s'en amuse sur un rythme guilleret : « Si s'endormir c'est mourir, ô laissez-moi mes insomnies, j'aime mieux vivre en enfer que de dormir en paradis ». Cette Barbara-là - avec son rire dans la voix, son œil en coin vers la salle, la bouche gourmande, les mains frappant le piano avec allégresse - est la plus délicate. Contre le pathos, elle choisit la dérision ; contre le tragique, elle mise sur la complicité moqueuse, la tendresse, le rire.

Barbara se joue des cérémonies convenues. Son enterrement, elle le décrit avec légèreté. « Vous du monde », c'est sûr, on y verra « les pas belles, les can-caniers. Et celles qui ont de la vertu, et de bien méchantes manières », qui se diront « pour passer le temps, à voix basse des bagatelles, tout en se reposant la pelle ». Elle rêvait que « ce soit au printemps, à l'heure de la belle lumière. Je veux m'en souvenir longtemps, de l'heure de mon heure dernière ». « Et si vous entendez "Ti la la, la la", ma dernière petite chanson, surtout n'en ayez pas de peine. C'est pour dire adieu je vous aime ». Et, tête en arrière, elle terminait par un tonitruant « Amen ».

L'enterrement, le vrai, sera à l'automne, « à l'heure de la basse lumière », et les seront nombreux à devoir se forcer pour avoir, comme elle disait, « le cœur à rire ». Il le faudrait pourtant, pour garder l'image de son insolence plutôt que celle d'un excès de grandiloquence, pour retrouver la Barbara qui collectionnait vêtements insolites et bracelets ; Barbara la mutine, la lucide, l'irronique radicale.

Josyane Savigneau

Univers poétique de Wilhelm Hammershøi (1864-1916)

Musée d'Orsay
19 novembre 1997 - 1^{er} mars 1998

Cette exposition est organisée avec le soutien du Ministère de la Culture et du Danemark.

Catherine Bédarida

(Publié)

EN VUE

■ D'après une enquête prospective auprès du public de Canal J et Top Famille, 37 % des enfants de sept à quatorze ans, interrogés sur le président de la République de l'an 2020, aimeraient qu'il soit un homme, 50 % une femme et 13 % un robot.

■ Comme la publicité sur le tabac est désormais interdite en Grande-Bretagne, la fédération professionnelle de fléchettes, dont les revenus dépendaient du « sponsoring » des fabricants de cigarettes, vient de signer un contrat de trois ans avec un brasseur de bière blonde.

■ Le bureau européen des consommateurs (Beuc) exige des limitations de vitesse pour les trottoirs de bébés. Un « youpala » lancé avance deux fois plus vite qu'un enfant qui marche à quatre pattes. « Ils sont même parfois si rapides que les adultes ne peuvent plus les arrêter », s'inquiète Jim Murray, président du Beuc, qui fait état de 6 000 accidents et de deux morts depuis l'invention du véhicule.

■ L'armée roumaine a organisé, le 6 novembre, un exercice de défense passive dans Bucarest, avec un feu d'artifice pour imiter les bombardements. Des Bucarestois affolés ont aussitôt couru aux abris. Certains se sont évanouis sur place. Mais les gens avertis ont envahi les rues pour assister au spectacle, au lieu de respecter les consignes en restant chez eux ou en se réfugiant dans le métro. Le lendemain les militaires se félicitaient du succès de l'opération, la plus sérieuse depuis la Seconde Guerre mondiale, rapporte le correspondant du Point en Roumanie.

■ Seyyed Abdelrahman al-Seyyed, surgit dans son village du delta du Nil, avec un large sourire à la portière d'un minibus, klaxonnant et freinant dans la poussière, pour persuader sa bien aimée qu'il a trouvé du travail. La jeune fille reste de marbre. Très bien. Seyyed fait marche arrière et disparaît à l'horizon. Le lendemain, il se pointe à nouveau en agitant une casquette, au volant d'un autobus pétaradant des transports en commun du Caire. La farouche ne cède pas. Il s'en retourne alors terriblement déçu et se laissera arrêter, à des kilomètres de là, non loin du dépôt d'Amiriyah où il reconduisait, au ralenti, l'engin volé pour la conquête.

■ Martin Agvare, le demandeur d'asile ghanéen victime d'un assassinat le 23 novembre, d'une agression raciste commise par cinq jeunes gens dans un train reliant Berlin-Wannsee à Berlin, en Allemagne, est unilambiste depuis que des skinheads l'avaient jeté d'un train, en 1994, dans le Brandebourg.

Christian Colombani

Enquête britannique sur la « magazine woman »

Sociologues et universitaires ont étudié l'image que la presse spécialisée donne de la femme. D'où une belle bataille de presse outre-Manche

QUELLE EST donc cette *magazine woman*, cette femme-type des magazines féminins sur laquelle viennent de se pencher des journalistes, universitaires et sociologues pour le Social Affairs Unit, un groupe de réflexion de tendance conservatrice ? La presse britannique lui consacre des pages entières. Et pourtant, si l'on en juge par la description qu'en font partisans et adversaires de cette étude, cette femme-là ne doit pas souvent lire la presse sérieuse. Une presse au demeurant divisée sur le sujet : si le *Guardian* (centre-gauche) et le *Sunday Telegraph* (droite) s'accrochent sur la superficialité des versions anglaises de *Elle*, *Marie-Claire*

ou *Cosmopolitan*, le *Times* (droite) et l'*Independent* (centre) s'en prennent au conservatisme étiqué des enquêteurs.

« Ils ne mentionnent jamais les enfants, écrit l'un d'entre eux, dans le *Sunday Telegraph* : Ce que je ne m'attendais pas à trouver, c'est un portrait méconnaissable de la femme moderne, qui ne ressemble à aucune femme que je connaisse. » On n'y parle que de sexe mais jamais d'enfants, « ni de mariage ou de relations durables ; il n'y a aucune notion de responsabilité, aucune reconnaissance du fait que la réussite d'un couple suppose des moments d'abstinence ou des compromis difficiles (...). Bien qu'il soit



dur de croire qu'une génération de femmes ait grandi sans aucun désir d'avoir des enfants, il est possible que les attitudes d'une vie sans responsabilité - seule dans un appartement avec plein d'argent, de rouge à lèvres et

sans être encombrée d'enfants ou d'un mari - l'aient finalement emporté sur l'instinct maternel. » Folle de sexe, stupide et égoïste, titre pour sa part le supplément média du *Guardian* : « La femme d'aujourd'hui se moque de tout. Elle pense rarement à quelque chose sauf à améliorer sa propre vie sexuelle. Elle n'a pas de valeurs, sauf pour la mode. Et elle ne veut pas faire d'efforts, sauf dans la salle de gym. »

SANS ENFANTS

Et de donner la liste des caractéristiques de la *magazine woman* : elle n'a pas d'enfants ; ses relations ne concernent que le sexe ; la vie n'a

pour but que de se faire plaisir ; elle vit dans un monde sans valeurs ; elle traite les tragédies comme du spectacle ; elle trouve la réalité plutôt gênante. Mais certaines publications - comme *Bella* ou *Prima* - chérissent encore les valeurs traditionnelles. « A lire les résultats de l'enquête, il est difficile de décider lesquels des magazines présentent le portrait le plus déprimant de la femme britannique moderne. Mais, d'une courte tête, il semble que *Company* soit le vainqueur, si vainqueur il doit y avoir », conclut le *Guardian*.

« Rien que du sexe, des fringues et des petits amis ? » se demande le *Times*, qui reproduit la couverture de *Prima* avec ces titres : « Reconnaissez-vous les parties intimes de votre amant ? » ou « Je veux la garde... des plants de tomates », et trouve l'enquête du Social Affairs Unit « arrogante et trompeuse ». « Ce qui est vraiment tragique, c'est que ses auteurs manquent tellement d'humour qu'ils croient que les femmes britanniques sont assez bêtes pour être influencées par ce qu'elles lisent dans des magazines sur papier glacé. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est le ton condescendant des membres des classes supérieures écrivant sur les classes inférieures. »

Le mot de la fin revient à un journaliste du *Times* : « L'erreur n'est-elle pas de prendre les magazines féminins trop au sérieux ; de les avoir lus littéralement et de ne pas les avoir pris pour ce qu'ils sont : une distraction sans danger qui permet d'oublier les difficultés de la vie quotidienne. »

Patrice de Beer

DANS LA PRESSE

RTL

■ L'obtention automatique (de la nationalité) est un principe hautement affirmé par les Verts, les Communistes et la majorité des socialistes mais qui ne correspond pas à une quelconque revendication des principaux intéressés : les adolescents concernés, c'est-à-dire nés en France de parents non français. Ces jeunes gens-là ne semblent guère se préoccuper, soit dit en passant, du débat juridique qui transformera dans quelques heures le Palais-Bourbon en cocotte au bord de l'explosion. Oui, il s'agit bien d'un principe qui, comme tous les principes, transforme de simples différences en positions inconciliables. Pour un jeune homme ou une jeune fille nés en France, la manifestation

de la volonté d'être français est-elle réellement quelque chose de si insupportable ? Après tout, chacun de nous a vu à la télévision les images de nouveaux citoyens, de l'Ohio à l'Iowa, prêter serment à la Constitution américaine dans une cérémonie collective, la main sur le cœur et la fierté dans le regard (...). Obtenir la citoyenneté américaine est ressenti comme un honneur. Il n'y a aucune raison pour qu'acquiescer la nationalité française n'en soit pas un.

LE FIGARO

■ Il n'est jamais simple de faire passer deux messages en même temps. Une accumulation d'indifférences n'a jamais construit une communauté solidaire. Une citoyenneté bradée est déjà une citoyenneté dévaluée. La gauche explique vouloir favoriser l'intégration des communautés. Mais ce n'est pas en repoussant, d'autorité, tout le monde en bleu-blanc-rouge que l'on consolide une nation. Le procédé relève de l'artifice. Or la passivité n'a jamais favorisé l'assimilation. Celle-ci passe par un sentiment d'appartenance à la culture d'accueil. (...) L'intégration à la française, déjà lourdement étreinte par une immigration de masse, ne trouvera pas dans le projet Guigou l'oxygène qui lui manquait. Tout au contraire.

FRANCE INTER

■ Il n'est jamais simple de faire passer deux messages en même temps.

users.internorth.com/aquilon

Un hebdomadaire francophone du Grand Nord canadien surfe pour vaincre les distances

L'AQUILON, « souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest », est un hebdomadaire d'actualité tirant à mille exemplaires. Une belle performance quand on sait que les Territoires du Nord-Ouest (TNO) comptent en tout mille quatre cent francophones. Seule difficulté : beaucoup de lecteurs reçoivent L'Aquilon avec près d'une semaine de retard, car c'est en ouest les TNO s'étendent sur quatre mille kilomètres... Or, ce problème sera peut-être un jour résolu grâce à Internet : déjà, quelques « communautés isolées » disposant d'une connexion peuvent lire une sélection d'articles sur le site web de L'Aquilon le jour de sa parution à Yellowknife, la capitale.

Propriété de la Fédération « franco-ténoise », réunissant des représentants des associations francophones actives dans les TNO, L'Aquilon survit grâce à des subventions. Or, celles-ci ont tendance à se réduire. Internet s'est donc d'abord imposé comme un moyen de réduire les coûts de communication. Puis il est devenu un nouveau



mode de distribution, notamment vers les régions les plus reculées des TNO, mais aussi vers le Québec et même l'Europe, où quelques universitaires s'intéressent à la vie des francophones dans le Grand Nord. Grâce à L'Aquilon en ligne, on découvre que les problèmes des Té-

no actuels, régions peuplées en majorité d'Inuits, et qui sera doté de son propre gouvernement. L'Aquilon a toujours soutenu cette réforme. Alain Bessette, directeur de la rédaction, explique ce choix : « Si les revendications des Inuits avaient été les droits des francophones, nous aurions été enclins à les remettre en question. Mais cela n'a pas été le cas. » Cette nouvelle donne territoriale aura aussi des répercussions sur la vie de la communauté francophone, qui va être divisée entre ceux de l'Est, inclus dans le Nunavut, et ceux de l'Ouest, qui resteront « ténois ». Conséquence : la Fédération franco-ténoise va elle aussi se scinder. Déjà, un nouveau magazine francophone en ligne consacré à l'actualité du Nunavut, *Le Toit du monde*, vient de voir le jour. Courtoisement sur le Web (www.nunavut.com/mensuel). Un accord de coopération vient d'être signé entre les deux titres.

Christine Lamblé

SUR LA TOILE

PIRATE RELAXÉ

■ Matthew Bevan, pirate informatique britannique âgé de vingt-trois ans et accusé par les autorités américaines d'avoir pénétré dans les ordinateurs de l'US Air Force et dans ceux d'une société américaine fabriquant des missiles, a été relaxé par un tribunal de Cardiff (pays de Galles). Le juge a estimé qu'un procès, qui aurait pu entraîner le déplacement de témoins venus des États-Unis, serait trop long et trop coûteux, compte tenu de l'enjeu. - (AP)

CONTRE LA HAINE

■ Suite à un appel lancé par le président Clinton, l'association de défense des droits civiques Leadership Conference on Civil Rights (LCCR) a créé un site web destiné à combattre la propagation des « discours de haine » sur Internet. L'objectif de la LCCR est de fournir des informations sur les crimes motivés par des idéologies extrémistes, d'expliquer les stratégies à adopter pour combattre ces crimes et de proposer du matériel pédagogique. L'opération sera financée pendant deux ans par la compagnie de téléphone régionale Bell Atlantic. www.civilrights.org

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 450F d'économie soit 10 semaines de lecture GRATUITE

PROFITEZ DES TAUX D'ABONNEMENT AVANT LEUR AUGMENTATION !

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
☐ 3 MOIS - 538F ☐ 6 MOIS - 1038F ☐ 1 AN - 1890F
 au lieu de 585F au lieu de 1170F au lieu de 2340F

Pr. de vente au numéro - Tarif en France métropolitaine uniquement

Je joins mon règlement soit :
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde
☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays du Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2065F	2960F	4190F
6 mois	1123F	1560F	2295F
3 mois	572F	790F	1147F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-80 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 93046 Chantilly Cedex

La chevauchée fantastique

par Alain Rollat

LA SITUATION était désespérée. On n'avait plus aucune nouvelle du dernier convoi. Les dernières images, diffusées par TF 1, le montraient à l'entrée de la zone interdite, aux confins de Mulhouse. On y voyait un chauffeur solitaire barricadé dans son véhicule sous la protection d'hommes en uniforme. Une compagnie avait été envoyée en renfort. Deux soldats ouvraient la piste, les autres suivaient à distance. Le dernier message transmis par l'éclairier disait : « Pour que les colons puissent traverser le canyon, la cavalerie est obligée de les escorter. » Puis, plus rien. Il y eut bien une autre image, celle d'un autocar non identifié. Mais il disait des choses incompréhensibles, parlait un langage inconnu. Par exemple : « C'est très compliqué, déclarait-il à propos des meurtres des tribus locales. On ne pourra pas régler le problème autrement que par l'éducation. » Quel était le

sens de ce langage codé ? Quelle était la signification de ce mot mystérieux : « é-du-ca-tion » ? Personne n'avait pu déchiffrer ce vocable dont la consonance semblait renvoyer au mythe archaïque de la civilisation. L'Assemblée nationale fut donc convoquée sur France 3. La majorité s'y livra aux incantations habituelles : « Anticiper. Responsabiliser. Sécuriser. » L'opposition sacrifia aux rites d'usage : « Villes abandonnées. Administration démolie. Population découragée. » Le gouvernement proclama l'état d'urgence. Le ministre de l'Intérieur confirma le terrible pressentiement général en révélant que l'ennemi invisible visait à détruire « le seul lien » entre son territoire et le nôtre. Mais il avoua aussi son impuissance en reconnaissant que le problème était « plus général ».

C'est ainsi que le chef de l'Etat, qui a pourtant l'habitude de crier « A cheval ! », enfourcha sa monture, sur France 2, sans crier gare, pour se poster à l'orée de la forêt guyanaise. Il y rencontra un collègue babillard comme un petit prince. Cet enfant, qui portait un noeud papillon, lui posa une étrange question : « Et la morale ? Pourquoi est-elle partie alors que c'était un bon moyen de développer l'esprit des jeunes ? » Le chef des armées lui fit une réponse encore plus énigmatique : « C'était un bon moyen, n'est-ce pas ? » On entendit aussitôt une autre voix, plus mûre, l'apostropher : « Nous sommes les oubliés. » C'est alors que Captain Chirac sonna la charge en lançant : « Il ne faut plus dire : nous sommes misérables ! Il faut dire : nous sommes fantastiques ! » C'est depuis ce jour-là que, dans la jungle inexplorée, les perroquets répètent : « Nous sommes fantastiques ! Nous sommes fantastiques ! Nous sommes fantastiques ! »

مكتبة من الرمال

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / JEUDI 27 NOVEMBRE 1997 / 31

FILMS DE LA SOIRÉE

- 18.55 Billy le Kid ■ De King Vidor (États-Unis, 1930, N., v.o., 95 min.). Ciné Cinéma
- 20.30 Un si doux visage ■ D'Otto Preminger (États-Unis, 1952, N., v.o., 95 min.). Ciné Cinéma
- 20.30 Serial Mother ■ De John Waters (États-Unis, 1994, 95 min.). Ciné Cinéma
- 21.00 Moonlight et Valentine ■ De David Anspaugh (États-Unis, 1996, 100 min.). Canal+
- 21.15 Chicago Blues ■ De J. Chapple (EU, 1995, 95 min.). RTBF1
- 22.05 Australia ■ De Jean-Jacques Andrien (Fr., Bel., 1989, 115 min.). Ciné Cinéma
- 22.30 Arsène Lupin détective ■ D'Henri Diamant-Berger (France, 1937, N., 105 min.). Festival
- 22.35 L'âge et hors-la-loi ■ De J. Huston (EU, 1972, 110 min.). RTL9
- 22.35 L'Argent des autres ■ De Christian de Chalonge (France, 1978, 110 min.). TMC
- 22.50 Breaking the Waves ■ De Lars Von Trier (Danemark, 1996, v.o., 140 min.). Canal+

- 23.35 Stanley et Livingstone ■ De Henry King (États-Unis, 1939, N., v.o., 105 min.). Ciné Cinéma
- 0.25 Tout ■ De J. Renoir (Fr., 1934, N., 85 min.). RTL9
- 1.20 Courrier sud ■ De Pierre Gillois (France, 1937, N., 90 min.). Ciné Cinéma
- 2.30 Le Programme ■ De David S. Ward (États-Unis, 1993, v.o., 110 min.). Ciné Cinéma
- 3.50 Mona et moi ■ De Patrick Grandperret (France, 1989, 95 min.). Canal+

NOTRE CHOIX

20.30 Ciné Cinéma
Un si doux visage
Un ambulant tombe amoureux d'une jeune fille riche pour laquelle il abandonne son métier. Il découvre bientôt qu'on ne peut pas se fier à son visage angélique. L'un des plus beaux, des plus troublants films noirs psychanalytiques d'Otto Preminger. La mise en scène est d'une rigueur absolue. Le rayonnement maléfique de Jean Simmons fascine, Mitchum est formidable, et le film est diffusé en version originale. - J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
- 19.05 Walker, Texas Ranger. 19.50 et 20.30 Météo.
- 20.00 Journal, Résultats des courses.
- 20.35 Football. Ligue des champions. IFK Göteborg - PSG.
- 22.40 Les temps forts des autres rencontres.
- 0.20 Minisport.
- 0.50 Lumières sur un massacre.
- 0.55 TFI nuit, Météo.
- 1.10 Histoires naturelles.

FRANCE 2

- 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 et 1.50 C'est l'heure.
- 19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
- 19.55 Au nom du sport.
- 20.00 Journal, A cheval, Météo.
- 20.55 Parents modèles. Téléfilm de Jacques Fansen.
- 22.45 Lumières sur un massacre.
- 22.50 La Vie à l'endroit. Stars d'un soir au karaoke.
- 0.00 En fin de compte.
- 0.10 Journal, Météo.
- 0.25 Le Cercle des métiers. Les métiers qui ont exploré le passé.

FRANCE 3

- 18.50 Un livre, un jour.
- 18.55 Le 19-20 de l'information.
- 20.02 et 22.40 Météo.
- 20.05 Fa si la chanter.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.45 Cosmospace.
- 20.50 Des racines et des ailes.
- 21.00 L'ADN. La dystopie en France.
- 21.05 L'ADN. Des femmes dans la milice.
- 22.50 Soir 3.
- 23.15 Un siècle d'écrivains. Roald Dahl. Cinéma érotique.
- 0.30 Vivre avec.
- 0.50 New York District.

CANAL+

- En clair jusqu'à 21.00
- 18.55 Alabama. Film de Tony Scott (v.o.).
- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités: Bill Wyman, Jacques et Laurent Poirier.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 21.00 Lumières sur un massacre. Film de David Anspaugh.
- 22.40 Flash Infos.

22.50 Breaking the Waves ■

Film de Lars Von Trier (v.o.).

1.20 Les Wtudoos.

Vie privée à la cour d'Angleterre.

ARTE

19.00 The Monkees.

19.25 et 1.20 Les Secrets du Nil.

19.30 7 1/2.

20.00 Wild Wild World of Animals.

20.25 Sous le ciel de Paris.

20.30 1/2 Journal.

20.45 Les Mercredis de l'Histoire.

L'Albanie d'Emir Hodja.

21.55 Musica.

The Role's Progress, opéra de Stravinsky, diffusé en simultané sur France-Musique.

0.40 Lost in Music. Deep Into Dub.

1.40 L'Aventure humaine.

Néron, la légende d'un monstre.

M 6

19.00 Sentinel.

19.54 6 minutes, Météo.

20.05 Notre belle famille.

20.35 Décrochages info, Éléments Terre.

20.50 Unis pour le pire.

Téléfilm de Jeff Bleckner (1 et 2).

0.15 Secrets de femme.

0.50 Sexy Zap.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Jean Lacoste.

21.00 Philharmonie.

21.10 Fiction. L'homme-prime: Leon Paul Farque (3/2).

23.00 Nuits magiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Œuvres Campra, Rameau, von Gluck, Kraus.

21.00 Concert.

The Role's Progress, opéra de Stravinsky, diffusé en simultané sur Arte.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées.

Œuvres de Schubert, Brahms, R. Schumann.

21.50 Les Soirées.

Gonçova, opéra de R. Schumann.

JEUDI 27 NOVEMBRE

NOTRE CHOIX

20.55 France 2

Envoyé spécial

Médecines parallèles

BAPTISÉES « médecines douces » ou « parallèles », une multitude de pratiques diagnostiques ou thérapeutiques se développent en marge des amphithéâtres et des établissements hospitaliers des pays industrialisés. Anodines ou dangereuses, empruntant à l'effet placebo et à l'autosuggestion, leur efficacité peut, parfois, être réelle, même si de telles démarches, parce qu'elles ne respectent pas la méthodologie scientifique et les chemins de la raison, sont difficilement reproductibles et, à ce titre, ouvrent grandes les portes à toutes les dérives, tous les abus.

C'est vers ce monde complexe et à bien des égards passionnants que nous conduit « Envoyé spécial », romping aisé avec le traitement habituel, mais et aseptisé, que réservent habituellement les chaînes de télévision françaises à la médecine. La Californie bien évidemment, où l'on use depuis longtemps, dans le plus grand désordre, de ces multiples approches auxuelles les pouvoirs publics ne sont pas allergiques. La France aussi, où l'homéopathie, l'acupuncture, l'ostéopathe (ainsi que la peu connue mais étonnante myothérapie) ont, de facto, droit de cité grâce à l'engouement de nombreux adeptes, en dépit du relatif dédain du monde hospitalo-universitaire.

Un autre reportage est consacré à la Chine, dont les plantes et la mythologie sagesse ne peuvent raisonnablement être ignorées ou passées sous silence. Réduite, à tort, à l'acupuncture, la médecine chinoise comporte de nombreux chapitres et trouve en Occident, en France notamment, un terrain fertile, comme en témoigne le nombre croissant de professionnels de la santé séduits par cette approche globale de l'être humain, malade ou non (Le Monde du 3 octobre). Mais au-delà de la description télévisuelle, il faudra, demain, parvenir à comprendre. Et plus qu'opposer, parvenir à marier. De ce rapprochement naîtront, sans aucun doute, une réelle amélioration de l'écoute et de la prise en charge de ceux qui souffrent, ainsi qu'une prévention des pratiques charlatanesques qui, trop souvent encore, polluent l'exercice de ces médecines différentes.

Jean-Yves Nau

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
- 13.50 Les Feux de l'amour.
- 14.00 Arabesque.
- 15.35 Côte Ouest.
- 16.30 TF 1 Jeunesse.
- 17.10 Savannah.
- 18.00 Les Années fac.
- 18.30 Les Années fac.
- 19.05 Walker, Texas Ranger.
- 19.50 et 20.45 Météo.
- 20.00 Journal, Ma Coupe du monde. Résultats des courses.
- 20.50 La Basse-cour. Téléfilm de Christiane Lehert.
- 22.35 Made in America.
- 0.25 Les Rendez-vous de l'entreprise.
- 0.55 Lumières sur un massacre.
- 1.00 TFI nuit, Météo.

FRANCE 2

- 13.50 et 14.55 Derrick.
- 15.55 Tierscé.
- 16.15 La Chance aux chansons.
- 17.10 Des chiffres et des lettres.
- 17.40 Un livre, des livres.
- 17.50 Chœur de poule.
- 18.15 Friends.
- 18.45 Qui est qui?
- 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 20.25 et 22.30 Météo.
- 20.00 Journal, A cheval, Météo.
- 20.45 Pointe route.
- 20.55 Envoyé spécial.
- 21.05 Spécial médecines parallèles.
- 23.05 Lumières sur un massacre.
- 23.10 Koïlat. Cas de conscience.
- 0.35 En fin de compte.
- 0.50 Journal, Météo.
- 1.05 Le Cercle du cinéma.

FRANCE 3

- 13.35 Parole d'Expert.
- 14.30 Aléas.
- 14.50 Questions au gouvernement.
- 15.00 The Monkees.
- 16.40 Minikéums.
- 17.45 Je passe à la télé.
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour.
- 18.55 Le 19-20 de l'information.
- 20.00 et 22.30 Météo.
- 20.05 Fa si la chanter.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.45 Lumières sur un massacre.
- 20.50 Il était une fois un flic ■ Film de Serge Perrot.
- 22.40 Soir 3.
- 23.05 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie?
- 0.00 Saga-Cités. Zéba.
- 0.30 Espace francophone.
- André Chénid, portrait.
- 1.00 New York District.

CANAL+

- 13.35 Smoke ■ Film de Wayne Wang.
- 15.25 Le Vrai Journal.
- 16.10 Kid. Film de Harry Winer.
- 17.55 Pas si vite.
- 18.00 Surprises.
- En clair jusqu'à 20.35
- 18.15 Cyberbatailles.
- 18.25 Lumières sur un massacre.
- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
- Invités: Michel Field, William Lonermin, François Weyergans.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Encore ■ Film de Pascal Bonitzer.

22.10 Flash Infos.

22.15 US 5 Alabama.

Film de Tony Scott (v.o.).

0.10 Hommes, femmes, modes d'emploi ■ Film de Claude Lelouch.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.00 Une heure pour l'emploi.

14.00 ► Les Yeux de la découverte.

Les papillons.

14.30 Arrêt sur images.

15.30 Xingu le corps et les esprits.

16.25 Le Cinéma des effets spéciaux.

16.35 Cellulo.

17.25 Allô la terre.

17.35 Histoire personnelle de la littérature.

17.50 Le Journal du temps.

18.00 Les Mètres du monde.

18.30 Le Monde des animaux.

19.00 The Monkees.

19.25 et 0.45 Les Secrets du Nil.

19.30 7 1/2.

20.00 Certains aiment la poésie.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique.

America Latina: Messages.

20.45 ► La Peau du foot.

21.45 Voix indiennes.

23.00 Gallin.

les chemins de la liberté ■ Film de Tizuka Yamashita (v.o.).

0.50 La Frontière ■ Film de Ricardo Larrain (v.o.).

M 6

13.30 Jeti mortel.

Téléfilm de Jorge Montez.

15.15 Wolff, police criminelle.

16.10 Boulevard des clips.

17.25 M 6 Kid.

18.05 50 ans, les mondes parallèles.

19.00 Sentinel.

19.54 6 minutes, Météo.

20.05 Notre belle famille.

20.35 Décrochages info, Passé simple.

20.50 Tendrement vache.

Film de Serge Perrot.

22.35 Le Forcené de l'hôpital.

Téléfilm de Peter Levin.

0.15 Techno Mas, Techno Mix.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.

20.00 Les Chemins de la musique.

Pierre Assolonne.

21.00 ► Lieux de mémoire.

Les lieux du Nord.

22.10 Forêt interlope.

John Saul, écrivain.

23.00 Nuits magiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Prélude.

20.00 Concert.

Portraits de compositeurs. En direct. Œuvres de Florentz, Prokofiev.

22.30 Musique pluriel.

Œuvres de Vivaldi, Part.

23.07 En musique dans le texte.

FRANCE-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.

20.40 Les Soirées.

Karaim et l'Orchestre de Paris.

Œuvres de Tchaïkovski, Franck, Debussy, Ravel.

22.40 Les Soirées.

(suite).

Karaim et la France.

Œuvres de Rostrop, Le... Debussy.

FILMS DU JOUR

- 13.35 Smoke ■ De Wayne Wang (États-Unis, 1995, 110 min.). Canal+
- 13.45 L'Éternel Retour ■ De Jean Delannoy (France, 1943, N., 115 min.). Ciné Cinéma
- 14.05 Le Narcisse noir ■ D'Emile Presburger et Michael Powell (Grande-Bretagne, 1931, 125 min.). Ciné Cinéma
- 15.00 Romulus et Rémius ■ De Sergio Corbucci et Franco Giraldi (Italie, 1962, 120 min.). Histoire
- 15.25 Arsène Lupin détective ■ D'Henri Diamant-Berger (France, 1937, N., 75 min.). Festival
- 15.40 Billy le Kid ■ De King Vidor (États-Unis, 1930, N., v.o., 95 min.). Ciné Cinéma
- 15.45 Le Diamant de préférence ■ De Giuseppe Tomassini, Giuseppe Bertolucci, Marco Tullio Giordana et Francesco Barilli (France - Italie, 1990, 95 min.). Ciné Cinéma
- 17.15 La Maison du Maltais ■ De Pierre Chenal (France, 1938, N., 90 min.). Ciné Cinéma
- 17.20 Mr North ■ De Danny Huston (États-Unis, 1988, 90 min.). Ciné Cinéma
- 18.45 Stanley et Livingstone ■ De Henry King (États-Unis, 1939, N., v.o., 105 min.). Ciné Cinéma
- 18.50 Angle mort ■ De Geoff Murphy (États-Unis, 1992, 100 min.). Ciné Cinéma
- 20.00 Le Scorpione ■ De J. Giovanni (Fr, 1972, 99 min.). TVS
- 20.30 Spéciale première ■ De Billy Wilder (États-Unis, 1974, 105 min.). Ciné Cinéma
- 20.30 Charlie ■ De Joel Serris (France, 1975, 85 min.). Canal Jimmy
- 20.30 The Commitments ■ D'Alan Parker (Grande-Bretagne, 1991, 125 min.). RTL9
- 20.35 Encore ■ De Pascal Bonitzer (France, 1996, 95 min.). Canal+
- 20.35 A Canterbury Tale ■ De Michael Powell et Emile Presburger (GB, 1944, N., v.o., 125 min.). Ciné Cinéma
- 20.35 L'Ombre du passé ■ De Ronald Neame (Grande-Bretagne, 1962, 100 min.). TMC
- 20.50 Il était une fois... un flic ■ De Georges Lautner (France, 1971, 100 min.). France 3
- 21.00 La Reine vierge ■ De George Sidney (États-Unis, 1953, 120 min.). Histoire
- 21.00 Le train sifflera trois fois ■ De Fred Zinnemann (États-Unis, 1952, N., v.o., 95 min.). Paris Première
- 21.30 Ulysse ■ De Mario Camerini (Italie, 1954, 100 min.). Disney Channel
- 22.00 Bad Boys ■ De Rick Rosenthal (États-Unis, 1982, v.o., 110 min.). Canal Jimmy

GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES
- 11.55 C'est pas normal. L'immigration à Francfort. La Cinquième
- 13.00 Une heure pour l'emploi. La Cinquième
- 13.35 Parole d'Expert. France 3
- 14.30 Arrêt sur images. Mercedes, victime des médias? La Cinquième
- 14.50 Questions au Gouvernement. En direct.
- 17.00 De l'actualité à l'histoire. Les socialistes à l'épreuve du pouvoir. L'Histoire de Romano Prodi. Histoire
- 18.00 Stars en stock. Kirk Douglas. Sophia Loren. Paris Première
- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités: Michel Field, Docteur William Lonermin, François Weyergans, Gérard Bitoz, Michel Nounz. Canal+
- 19.00 Le Magazine de l'Histoire. Invités: Jacques Mareschal, Jacques Le Goff, Marc Lachiver, André Glucksmann. Histoire
- 20.05 Tenis présent. La nouvelle ne de Yuna. Le Temps: un mariage arrangé. TSR
- 20.55 Envoyé spécial. Spécial médecines parallèles. France 2
- 22.20 Fasculture. Invités: Alain Corneau, Alain Chabat, Ernst Beyeler, Albertine. TSV
- 22.35 D'un monde à l'autre. TVS
- 23.00 Les Dossiers de l'Histoire. Le Chron des Dancés. Histoire
- 23.05 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie? France 3
- DOCUMENTAIRES
- 18.00 Les Mètres du monde. La Cinquième
- 18.30 Le Monde des animaux. La Cinquième
- 19.00 Olivier Messiaen. L'héritage. (2/3). Muzik
- 19.20 La Nouvelle Ère glacière. Planète
- 20.35 Julien et les autres. Planète
- 20.40 ► Soirée thématique. America Latina: messages. Arte
- 21.00 Le Mystère Lee Harvey Oswald. Planète
- 21.55 Les Chevaliers. El Cid, le mercenaire. Planète
- 22.05 Jazz Memories. Memphis Slim. (1/2). Muzik
- 23.15 La Royal Air Force. (8/8). Le Transport Command. Planète
- 0.00 Les Figures de la folie. (3/3). Bernard de Clairvaux. Histoire
- 0.20 J'ai neuf ans et je travaille. Téma
- SPORTS EN DIRECT
- 20.00 SKI. Coupe du monde: Super G dames. Eurosport
- 3.00 Hockey sur glace NHL. Calgary Flames - Chicago Blackhawks. Canal+
- MUSIQUE
- 19.05 Brahms IV 2. Concert enregistré salle Pleyel, à Paris. France Supervision

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

► Signalé dans « Le Monde »

■ On peut voir.

■ Me pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classiques

Le guide public chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code Showview - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

► Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES COORDS DU CSA:

O Accord parental souhaitable

A Accord parental indispensable

O interdit aux moins de 12 ans

P Public adulte

O Interdit aux moins de 16 ans

Soleil d'or

par Pierre Georges

AVEC quelle stupéfaction, quelle curiosité aussi, on avait regardé la scène ! Sous nos yeux, en direct, à la télévision, les deux principaux dirigeants de la Yamai-chi Securities pleuraient. Leur désespoir était immense, leur humiliation totale. Les deux hommes cassés en deux ne cessant de s'excuser, de demander pardon pour leurs erreurs et d'implorer merci pour leurs troupes.

C'était fascinant. Deux grands prédateurs de la Bourse nipponne, ayant dévoté la grenouille, versaient des larmes de crocodile. C'était plus que fascinant. Totale-ment conforme à nos préjugés et à nos clichés. Comme au cinéma quand, par désespoir, un héros se jette dans la mer, ou quand, par amour, un héros se jette dans la mer.

Voyez comme nous sommes conditionnés. Vint le moment, devant ces images de télévision, où l'on se dit : mais où donc est le sabre ? Vont-ils se faire hara-kiri en direct, en traque de conversation ? Mourir de honte ? Se passer le repentir par le travers de l'épigastrique ?

Formidable moment. Formidable théâtre de la Bourse, des bourses. Serais-ils donc humains, ces hommes qui jonglent avec les milliards de milliards, spéculent, jouent à la hausse, à la baisse, se meuvent, sortent, dégaissent et tout ce que l'on voudra en termes de métier ? Et puis qui, le jour venu, quand, par un horrible malheur, ils y ont laissé leur chemise et celle de leurs mandants, sont comme ces gamins détreussés de leurs billes. Ou comme des personnages de ro-

man, déjà pris de funestes résolutions.

Formidable Bourse. Casin du riche, yoyo sophistiqué. Tant de mystères chiffrés, d'absconnes conventions, d'imperméables discours pour, parfois, finir là, nus et désespérés, la ruine du carbusier plutôt que la gloire de l'agent de change. Noir, passe et manque ! Et quand le zéro, et le bien moins que zéro, l'infini des zéros négatifs avec un chiffre devant, sortent, alerte générale ! Tous aux abris. Crise financière et déjà, sur la nuque, le souffle abominable, la langue lance-flammes d'un dragon nommé krach.

La Bourse, ce monstre de papiers comme billets à ordres ou assignats, est admirable. Elle gouverne le monde avec toute l'assurance que lui donne la certitude d'être elle-même ingouvernable. Elle fait l'optimisme et le pessimisme, comme d'autres la pluie et le beau temps. Nous vivons, sous l'empire, l'emprise même, de la Bourse.

Nos journées sont scandées par elle. Douce musique des indices. Le matin au réveil, un petit coup de Nikkei. Le midi, un peu plus, une rassade de CAC 40. Et le soir, au coucher, un bon vieux Dow Jones par derrière la cravate. Formidable ! Une vie indexée sur l'indice. Les commentateurs, les chroniqueurs de Bourse ont des voix de circonstance, l'enthousiasme à la hausse, le ton de deuil qui convient aux baisses de première classe. Ils sont les héros et les mémorialistes de la grande tragédie des chiffres. Ils pratiquent, avec un art consommé, l'alternance des ailes, le régime de la Bourse écossaise. Un jour, cela flambe. Le suivant, cela coule. Aussi sûrement que la Bourse, cet obscur soleil d'or, se lève et se couche, pour rythmer nos jours.

La consommation des ménages a progressé de 2,2 % en octobre

Ce bon indice contraste avec celui des investissements industriels

L'INSEE a confirmé, mercredi 26 novembre, que la consommation des ménages est sur la bonne pente. Selon les statistiques de l'institut, les achats en produits manufacturés ont progressé de 2,2 % au mois d'octobre, après une baisse de 1,9 % en septembre. Limitée au champ du commerce (c'est-à-dire hors automobile et produits pharmaceutiques), la statistique indique même une hausse de 4,2 % en octobre, après une diminution de 2,3 % en septembre.

Alors que tous les conjoncturistes espèrent une reprise de la demande intérieure française, voilà un indicateur économique de bon augure. Il faut pourtant interpréter cette donnée avec prudence car la consommation des ménages enregistre traditionnellement des fluctuations erratiques importantes.

Ce n'est que sur plusieurs mois que l'on peut percevoir une tendance de fond. Il reste que, précisément, cette donnée mensuelle corrobore la tendance annuelle : par rapport à octobre 1996, la hausse est de 2,3 % pour l'en-

semble des dépenses en produits manufacturés, et même de 4,6 % pour le champ du commerce.

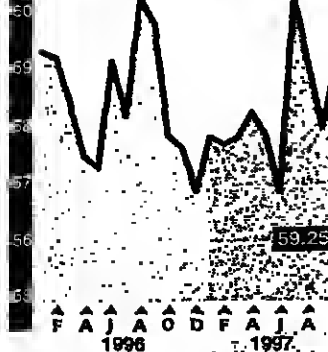
Pour le gouvernement, il s'agit évidemment d'une bonne nouvelle, car il ne cesse de répéter que la reprise économique se confirme et que ce second semestre de 1997 devrait enregistrer l'accélération attendue, permettant de passer d'une croissance de 2,3 % sur l'ensemble de 1997 à 3 % en 1998. Or, pour que le pronostic se confirme, tous les conjoncturistes considèrent que la demande intérieure doit prendre le relais de la demande étrangère.

ATTENTISME PATRONAL

On sait, en effet, qu'au cours des derniers mois, la croissance française a été fortement tirée par les exportations, mais après avoir dépassé un pic, la croissance mondiale va maintenant légèrement ralentir. Il importe donc que les composantes internes de la croissance française, c'est-à-dire essentiellement la consommation des ménages et l'investissement des entreprises, fassent tourner le mo-

CONSUMMATION DES MÉNAGES EN PRODUITS MANUFACTURÉS

données CVS en milliards de francs 1980



dernière enquête de l'institut (Le Monde du 25 novembre) a fait apparaître une forte révision à la baisse des prévisions d'investissement déclarées par les chefs d'entreprise : en valeur, les dépenses d'équipement dans l'industrie stagnaient en 1997.

Les patrons ont-ils la tentation de verser dans l'attentisme, estimant qu'à cause de certaines réformes, notamment celles des 35 heures, l'avenir économique est difficilement lisible ? Ou bien escomptent-ils un environnement mondial et européen moins porteur ?

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que la bonne nouvelle sur la consommation ne chasse pas la mauvaise sur l'investissement. Il commence même à se trouver quelques économistes, comme Patrick Artus, de la Caisse des dépôts, pour considérer désormais comme un peu trop optimiste la prévision de 3 % de croissance défendue par le gouvernement pour 1998.

Laurent Mauduit

Cinq officiers de Saint-Cyr sanctionnés pour brutalité

DEUX CAPITAINES affectés à l'instruction des élèves-officiers de Saint-Cyr-Coëtquidan (Morbihan) ont été sanctionnés pour avoir brutalisé et insulté des jeunes placés sous leur autorité. L'affaire est révélée par *Le Canard enchaîné* du 26 novembre. Elle a été confirmée par l'état-major, à Paris, qui a diligenté l'enquête, le 19 novembre, dès qu'il a appris les faits.

Le premier capitaine est en particulier l'auteur d'un geste brutal, accompagné d'insultes, contre un élève-officier, qui a eu une côte fracturée. Ce capitaine a été muté et puni de plusieurs jours d'arrêt. Le second capitaine avait fait crenser des trous en pleine nuit à des élèves-officiers en première année de scolarité, qu'il a insultés et auxquels il reprochait une tenue négligée et des retards fréquents à l'appel aux rassemblements. Cet officier a été, lui aussi, sanctionné de plusieurs jours d'arrêt. Durant l'enquête de commandement, il est apparu que ces faits n'avaient pas été portés à la connaissance de la direction générale de l'école militaire. Trois autres officiers, accusés d'avoir dissimulé les faits à leurs supérieurs, ont été sanctionnés de plusieurs jours d'arrêt par le commandement de Saint-Cyr-Coëtquidan.

Le siège social de Cacharel va quitter Nîmes pour Paris

JEAN BOUSQUET, PDG de Cacharel, devait annoncer, mercredi 26 novembre, le transfert du siège social de sa société de Nîmes à Paris. Deux unités de production de la maison de prêt-à-porter demeurent dans la préfecture du Gard, dont Jean Bousquet a été le maire de 1983 à 1995. Les quelque 80 personnes travaillant au siège social seront en partie réemployées par ces usines. La direction de Cacharel justifie ce déménagement par un lapidaire : « La mode, c'est Paris. » Jean Bousquet a d'abord créé Cacharel à Paris, en 1958, avant d'installer sa première usine à Nîmes, où il est né. Ancien député (UDF-rad.), Jean Bousquet a eu des démêlés avec la justice pour avoir fait payer par la mairie le gardiennage de son domaine.

■ **SANTÉ** : 30 millions de personnes sont aujourd'hui infectées par le virus du sida dans le monde, ce qui représente une hausse de 19 % du nombre de cas par rapport à 1996, selon un rapport de l'ONU publié mercredi 26 novembre. — (Reuters.)

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 315 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 26 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES		
	Cours au 26/11	Var. en %		Cours au 26/11	Var. en %
Tokyo Nikkei	16045,55	+1,12	Paris CAC 40	2813,95	+0,99
Hong Kong index	10990,11	+2,56	Amsterdam CB5	878,73	+0,86
Tokyo Nikkei sur 3 mois			Bruxelles	15905	+1,24
1997,17	16045,55		Frankfurt Dax 30	—	—
1996,10	15905		Irlande ISEQ	3732,36	+0,19
1995,10	15905		Londres FT 100	4888	+0,50
1994,10	15905		Madrid Iboex 35	—	—
1993,10	15905		Milan MIB 30	22865	+1,16
			Zurich SMI	3707,50	+0,73

Tirage du Monde daté mercredi 26 novembre : 516 126 exemplaires



Nous aimons trop la liberté pour ne pas vous libérer des formalités.

Sur un simple coup de téléphone, vous réservez votre vol Air France aller-retour sur la France, l'Allemagne ou l'Espagne, ainsi que votre véhicule Hertz pour 1 ou 2 jours au choix, sans autre formalité.

Cette formule exclusive avion + auto vous permet de réaliser jusqu'à 500 F* d'économie.

* Au 01/11/97. Renseignez-vous sur les conditions d'application auprès de votre agence Air France, votre agence de voyages ou appelez le 0 802 802 802 (0,79 F au min).

Hertz

AIR FRANCE

GAGNER LE CŒUR DU MONDE

le moule des « grandes éco » va être refondu

D

ESC

Entre- l'ESCP

هكذا من راصل

ménages a progressé
n octobre

PRÉPAS
Le classement
des lycées
par niveau
de sélectivité
page II

**ENS ET ÉCOLES
D'INGÉNIEURS**
Les meilleurs résultats
aux principaux concours
page IV

Le Monde INITIATIVES

ÉCOLES DE GESTION
Les meilleurs résultats
aux principaux concours
page VI

MINITEL ET INTERNET
Comment « naviguer »
dans les tableaux
de résultats
et les fiches écoles
page VIII

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 16433 DU JEUDI 27 NOVEMBRE 1997 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

RÉSULTATS DES CLASSES PRÉPARATOIRES

Le moule des « grandes écoles » va être refondu

▼ Les réformes envisagées par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, doivent mettre un terme au modèle actuel ▼ La belle harmonie vantée officiellement par les établissements cache en réalité une diversification croissante du mode de recrutement, du contenu des études et des débouchés ▼ Les critères de choix d'une prépa pourraient en être modifiés



DE gré ou bien de force, les grandes écoles vont devoir évoluer, et cette évolution ne sera pas sans conséquences sur les choix d'orientation des bacheliers et de leurs familles. Les réformes en cours ou en préparation vont en fait rendre visible ce que la réalité avait déjà inscrit sur le terrain : le système des grandes écoles a perdu son unité ; le terme désigne aujourd'hui une multitude d'établissements de formation supérieure dont la nature, le fonctionnement, les débouchés sont extrêmement variables. Ce qui justifie de moins en moins les généralisations faites à leur égard, tant positives que négatives. Les « grandes écoles » sont en effet considérées par les Français comme un symbole de réussite scolaire et une garantie de promotion sociale, qui justifie toutes les stratégies d'orientation des élèves les plus brillants vers les plus prestigieux de ces établissements ; elles sont tout aussi una-

niment critiquées pour leur fonction de reproduction sociale, ce qui justifie les tentatives de réforme dont elles sont régulièrement l'objet.

Mais, cette fois, la volonté du ministre de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Claude Allègre, pourrait aboutir, dans la mesure où la réalité précède la réforme. Premier acte du bouleversement à venir du paysage, la réforme des classes préparatoires, initiée en 1995, en a défini l'esprit : la dictature des mathématiques, sur les concours doit être allégée au profit d'autres formes d'excellence, car les élites du pays doivent pouvoir résoudre des problèmes concrets, et pas seulement des équations. Dès lors tout s'enchaîne, ou devrait s'enchaîner : les programmes des prépas ont été modifiés en 1995, les concours l'ont été en 1997, le tour des écoles viendrait en 1998.

Au mois de juillet, M. Allègre a confié à Jacques Attali la mission de constituer un groupe de dix-sept personnes (universitaires, représentants d'entreprise...) chargées de réfléchir à une nouvelle architecture de l'enseignement supérieur, et en particulier à de

nouvelles relations entre grandes écoles et universités. Ce rapport, dont Jacques Attali a tracé les grandes lignes le 20 novembre (*Le Monde* du 21 novembre) qui devrait être remis au plus tard en mars 1998, propose d'étendre aux écoles le principe de la diversification des profils recrutés et de l'ouverture de l'enseignement à des formes pédagogiques privilégiant la recherche et l'innovation ; il préconise également le rapprochement entre classes préparatoires et premiers cycles universitaires, afin d'obtenir une « fertilisation croisée » des deux formes d'enseignement ; il suggère enfin de dissocier le recrutement des élèves de l'ENA et des plus grandes écoles d'ingénieurs (Polytechnique, Mines) de celui des grands corps de fonctionnaires de l'État.

PSEUDO-SOLIDARITÉ

Le ministre, muni d'un blanc-seing de Maitron, réunissait au même moment (le 9 juillet) les directeurs d'écoles dépendantes de diverses tutelles (défense, industrie, éducation nationale) pour leur annoncer que leurs destins seraient désormais coordonnés par son ministère et... qu'il entendait les voir reprendre à leur compte les grandes lignes des réformes à venir.

Les écoles sont donc prévenues. Mais elles n'en sont pas pour autant guéries des maux qui les assaillent depuis cinq ou six ans. Le

premier d'entre eux, et sans doute le plus important, est l'incapacité à abandonner le cap d'une défense tous azimuts et sans nuances de l'ensemble des grandes écoles, présentées comme un tout indivisible. Alors que l'ensemble des acteurs connaissent les abysses qui séparent telle ou telle école sur de nombreux plans : effectifs, pédagogie, recherche, notoriété internationale, placement et carrières des diplômés.

D'autant que cette pseudo-solidarité fonctionnait exclusivement à usage externe, vis-à-vis des médias, des politiques et... des familles. A l'intérieur, les couteaux sont tirés depuis longtemps, entre Parisiens et provinciaux, entre « petites » et « grandes » grandes écoles, entre tutelles ministérielles (pour les écoles d'ingénieurs) et chambres de commerce (pour les écoles de gestion).

L'enjeu, pour les écoles de commerce, est tout simplement la survie au moment où la rarefaction des candidatures diminue et alors que leurs budgets sont fondés essentiellement sur les droits d'inscription ; pour les écoles d'ingénieurs, il s'agit de défendre le renouvellement des corps de hauts fonctionnaires ou des réseaux qui, en irriguant tant la haute administration que la grande entreprise, garantissent de belles carrières.

L'irruption de Claude Allègre devrait avoir au moins le mérite de

faire voler en éclats cette fausse solidarité : les établissements vont être amenés à se redéfinir en exposant clairement ce qu'ils apportent, un par un et chacun par rapport à l'autre, à l'activité économique du pays, à la formation des élèves qu'ils accueillent, à la carrière et à la position sociale de leurs diplômés.

L'enquête menée par *Le Monde* directement auprès des écoles tente d'apporter un début de réponse à ces questions. Car il est clair que, confrontés à ce paysage en mouvement, les bacheliers et leurs familles ne peuvent plus seulement se fier à des palmarès d'écoles ou à des résultats de concours qui, la plupart du temps, ne font qu'entériner les pratiques sélectives des lycées.

VOEU PIEUX ?

La hiérarchie n'a plus de sens à partir du moment où l'on hiérarchise des établissements qui ont de moins en moins en commun. Il va falloir explorer d'autres pistes, s'informer de ce qui se passe réellement dans les écoles. Qui y recrute-t-on ? Qu'y enseigne-t-on ? Quels métiers y apprend-on ? Il est temps que l'orientation des élèves se fasse en fonction de leur goût pour telle ou telle discipline, pour la réalité de tel ou tel métier, et non en fonction d'une hiérarchie qui n'a plus lieu d'être.

Voilà pieux ? Dès qu'elles sont confrontées à une réforme qui vise à rétablir « l'égalité républicaine » face aux études (et donc aux positions sociales qu'elles permettent d'occuper), les familles les plus aisées, mais aussi la société dans son ensemble, s'ingénient à faire sécréter un système scolaire un « filière d'excellence » de rechange, afin de conserver ce petit « plus » qui donnera aux trajectoires sociales le coup de pouce décisif.

Du collège de centre-ville à l'allemand première langue, du bac S option informatique au lycée parisien, de la classe distinguée par une « étoile » à la botte de Polytechnique, toute la stratégie des choix scolaires se construit autour de « défilés d'initiales », qui permettent aux plus avertis (souvent enfants d'enseignants...) de tirer leur épingle d'un jeu autour duquel se reconstitue, à chaque tentative de clarification, un voile opaque.

L'inspection générale ne vient-elle pas de dénoncer au ministre le risque de re-hiérarchisation des classes préparatoires scientifiques par l'usage pervers de l'option informatique ? Claude Allègre s'était attaqué au mammoth. C'est maintenant à l'hydre de Lerne, dont les têtes repoussent à chaque coup d'épée, qu'il se mesure.

Antoine Reverchon

ESCP
Ecole Supérieure de Commerce de Paris

Entrez
à l'ESCP

Vous pourrez acquérir une formation supérieure à la gestion, complète et personnalisée selon vos attentes et vos projets : programmes d'alternance en entreprise, études dans une université étrangère, diplôme européen...

Vous vivez au cœur de Paris au sein d'une communauté :
• cosmopolite : 400 étudiants étrangers sur le site.
• dynamique : 45 associations étudiantes impliquées dans des domaines diversifiés : culture, sport, politique, humanitaire...

Vous obtiendrez un diplôme reconnu et recherché : grâce au diplôme de l'ESCP, 94,5% des élèves de la promotion 1996 ont trouvé un emploi en moins de 4 mois.

Samedi 28 mars 1998

Informations Concours et Admissions : 01 49 23 21 15

ESCP
Ecole Supérieure de Commerce de Paris
79, avenue de la République
75011 Paris
Métro Saint-Maur

Diplômes Nationaux de 3^{ème} Cycle

NOUVEAU JANVIER 1998

L'IAE de Paris s'appuie sur ses partenariats pour mettre en place ses DESS en apprentissage.

Dès Janvier 1998, ouverture du DESS Systèmes d'Information.

Renseignements :
☎ 01 44 25 27 40
e-mail : floch.iae@univ-paris1.fr

IAE
UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON-SORBONNE

Institut d'Administration des Entreprises de Paris
162, rue Saint-Charles - 75740 Paris Cedex 15
Minitel 3616 code IAE (1,29 F/min)

L'Apprentissage à l'Université

Faites d'une pierre cinq coups

ESC RENNES
ESC POITIERS
ESC PAU
ESC LE HAVRE
ESC DIJON

Une inscription pour cinq grandes Écoles Supérieures de Commerce ■ 550 places pour les prépas ■ des épreuves écrites communes ■ des coefficients et une barre d'admissibilité identiques ■ deux entretiens seulement dans deux écoles de votre choix ■ prise en compte de la moyenne des deux oraux.

Alliance ESC
au sein et même concours pour cinq ESC

ESC DIJON
Alexandre BERNIER
03 80 72 59 21

ESC PAU
Laure TARDIEU
05 59 92 64 64

ESC POITIERS
Valérie BICOT
05 49 60 58 00

ESC LE HAVRE
Isabelle CHERFIS
02 32 92 59 99

ESC RENNES
Marie-Paule JOURN
02 99 54 63 63

La sélectivité des lycées en province et en région parisienne

Un classement des établissements en fonction de leur niveau d'exigence pour l'entrée en première année

CLASSES PRÉPARATOIRES LITTÉRAIRES

Groupe 1
EN PROVINCE:
Le Parc (Lyon 6^e), Michel-de-Montaigne (Bordeaux), Pierre-de-Fermat (Toulouse).

EN RÉGION PARISIENNE:
Henri IV (Paris 5^e), Louis-le-Grand (Paris 5^e).

Groupe 2
EN PROVINCE:
Blaise-Pascal (Clermont-Ferrand), Camille-Jullian (Bordeaux), Carnot (Dijon), Chateaubriand (Rennes), Claude-Fauriel (Saint-Etienne), Edouard-Herriot (Lyon 6^e), Faidherbe (Lille), Fustel-de-Coulanges (Strasbourg), Joffre (Montpellier), Masséna (Nice), Thiers (Marseille 1^{er}).

EN RÉGION PARISIENNE:
Claude-Monet (Paris 13^e), Condorcet (Paris 9^e), Fénélon (Paris 6^e), Janson-de-Sailly (Paris 16^e), La Bruyère (Versailles), Lakanal (Sceaux).

Groupe 3
EN PROVINCE:
Albert-Chatelet (Douai), Camille-Guérin (Poitiers), Champollion (Grenoble), Cornouaille (Quimper), Descartes (Tours), Ernest-Renan (Saint-Brieuc), Georges-de-La-Tour (Metz), Henri-Poincaré (Nancy), Jean-Jaures (Reims), Kerichen (Brest), La Martinière-Terraux (Lyon 1^{er}), Louis-Bartou (Pau), Louis-Thuillier (Amiens), Mariette (Boulogne-sur-mer), Montesquieu (Le Mans), Pierre-d'Ailly (Compiègne), Pothier (Orléans).

EN RÉGION PARISIENNE:
Chaptal (Paris 8^e), Gustave-Monod (Enghien-les-bains), Hélène-Boucher (Paris 20^e), Honoré-de-Balzac (Paris 17^e), Jules-Ferry (Paris 9^e), Lamartine (Paris 9^e), Louis-Pasteur (Neuilly-sur-Seine), Marcellin-Berthelot (Saint-Maur-des-Fossés), Michel (Vanves), Molière (Paris 16^e), Paul-Valéry (Paris 12^e), Victor-Duruy (Paris 7^e).

CLASSES PRÉPARATOIRES LETTRES ET SCIENCES SOCIALES

Groupe 1
EN RÉGION PARISIENNE:
Henri IV (Paris 5^e), Lakanal (Sceaux).

Groupe 2
EN PROVINCE:
Fustel-de-Coulanges (Strasbourg), Le Parc (Lyon 6^e), Michel-de-Montaigne (Bordeaux), Pothier (Orléans), Thiers (Marseille 1^{er}).

EN RÉGION PARISIENNE:
Janson-de-Sailly (Paris 16^e).

L'ADMISSION des bacheliers dans les différentes classes préparatoires s'effectue en fonction du jugement porté par les commissions d'admission de chaque établissement sur le dossier scolaire des candidats. Pour permettre à ces derniers de mieux se situer par rapport aux exigences de chaque lycée et de bien ordonner les trois vœux qu'ils doivent formuler sur leur dossier d'inscription, *Le Monde* a interrogé plus de deux cent cinquante responsables d'établissements ou de classe préparatoire des lycées publics. Il leur était demandé de donner leur avis sur « le niveau d'exigence des établissements à l'égard des candidats » à l'entrée en première année de classe préparatoire.

Cet avis est sans doute le plus autorisé dans la mesure où, les dossiers des candidats circulant entre les établissements en fonction de la hiérarchie des vœux exprimés, ces responsables connaissent bien le niveau d'exigence de chaque lycée, et ce bien souvent au-delà

Groupe 3
EN PROVINCE:
Alphonse-Daudet (Nîmes), Claude-Monet (Le Havre), Faidherbe (Lille).

EN RÉGION PARISIENNE:
Jacques-Amyot (Melun), lycée expérimental (Sèvres).

CLASSES PRÉPARATOIRES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES, OPTION SCIENTIFIQUE

Groupe 1
EN PROVINCE:
Carnot (Dijon), Henri-Poincaré (Nancy), Kléber (Strasbourg), Le Parc (Lyon 6^e), Masséna (Nice), Pierre-de-Fermat (Toulouse).

EN RÉGION PARISIENNE:
Carnot (Paris 17^e), Henri IV (Paris 5^e), Hoche (Versailles), Janson-de-Sailly (Paris 16^e), Louis-le-Grand (Paris 5^e).

Groupe 2
EN PROVINCE:
Berthollet (Anoë), Blaise-Pascal (Clermont-Ferrand), Camille-Guérin (Poitiers), Champollion (Grenoble), Chateaubriand (Rennes), Descartes (Tours), Faidherbe (Lille), Gaston-Berger (Lille), Georges-Clemenceau (Nantes), Henri-Wallon (Valenciennes), Kerichen (Brest), Michel-de-Montaigne (Bordeaux), Ozanne (Toulouse), Pothier (Orléans), Thiers (Marseille 1^{er}).

EN RÉGION PARISIENNE:
Chaptal (Paris 8^e), Lakanal (Sceaux), Lavoisier (Paris 5^e), Marcellin-Berthelot (Saint-Maur-des-Fossés), Saint-Louis (Paris 6^e).

Groupe 3
EN PROVINCE:
Albert-Chatelet (Douai), Ampère (Lyon 2^e), Bellevue (Saint-Denis), Bellevue (Albi), Camille-Vernet (Valence), Dumont-

d'Urville (Toulon), Dupuy-de-Lomé (Lorient), Ernest-Renan (Saint-Brieuc), François-1^{er} (Le Havre), Franklin-Roosevelt (Reims), Gabriel-Touchard (Le Mans), Gambetta (Arras), Gay-Lussac (Limoges), Henri-Bergson (Angers), Jean-Bart (Dunkerque), Joffre (Montpellier), Louis-Bartou (Pau), Louis-Pergaud (Besançon), Louis-Thuillier (Amiens), lycée international (Strasbourg), Paul-Cézanne (Aix-en-Provence), Philibert-Dessaignes (Blois), Pierre-Bayen (Châlons-sur-Marne), Pierre-Corneille (Rouen), Pontus-de-Thiard (Châlons), René-Cassin (Bayonne), René-Josué-Valin (La Rochelle), Saint-Just (Lyon 5^e).

Le niveau d'exigence des établissements est une information complémentaire aux résultats aux concours d'entrée des grandes écoles, que *Le Monde* publie pour partie dans ce supplément et dans leur intégralité sur le Minitel (3615 LEMONDE, 2,23 F/min). Même si, bien souvent, de bons résultats aux concours et de fortes exigences à l'entrée des prépas vont de pair, ils ne sont pas totalement comparables car certains lycées, bien qu'ayant une pratique fortement sélective à l'entrée, peuvent perdre une partie de leurs meilleurs élèves au fin de

Groupe 1
EN PROVINCE:
Alphonse-Daudet (Nîmes), Claude-Monet (Le Havre), Faidherbe (Lille).

EN RÉGION PARISIENNE:
Jacques-Amyot (Melun), lycée expérimental (Sèvres).

EN RÉGION PARISIENNE:
Carnot (Paris 17^e), Henri IV (Paris 5^e), Hoche (Versailles), Janson-de-Sailly (Paris 16^e), Louis-le-Grand (Paris 5^e).

Groupe 2
EN PROVINCE:
Berthollet (Anoë), Blaise-Pascal (Clermont-Ferrand), Camille-Guérin (Poitiers), Champollion (Grenoble), Chateaubriand (Rennes), Descartes (Tours), Faidherbe (Lille), Gaston-Berger (Lille), Georges-Clemenceau (Nantes), Henri-Wallon (Valenciennes), Kerichen (Brest), Michel-de-Montaigne (Bordeaux), Ozanne (Toulouse), Pothier (Orléans), Thiers (Marseille 1^{er}).

EN RÉGION PARISIENNE:
Chaptal (Paris 8^e), Lakanal (Sceaux), Lavoisier (Paris 5^e), Marcellin-Berthelot (Saint-Maur-des-Fossés), Saint-Louis (Paris 6^e).

Groupe 3
EN PROVINCE:
Albert-Chatelet (Douai), Ampère (Lyon 2^e), Bellevue (Saint-Denis), Bellevue (Albi), Camille-Vernet (Valence), Dumont-

EN RÉGION PARISIENNE:
Claude-Monet (Paris 13^e), ENCBessières (Paris 17^e), Montaigne (Paris 6^e).

Groupe 3
EN PROVINCE:
André-Malraux (Béthune), Gustave-Flaubert (Rouen), Jean-Puy (Roanne), Madame-de-Staël (Montluçon), Paul-Claudel (Laon), Voltaire (Orléans).

EN RÉGION PARISIENNE:
Florent-Schmitt (Saint-Cloud), Henri-Moissan (Meaux), Jean-Baptiste-Corot (Savigny-sur-Orge).

CLASSES PRÉPARATOIRES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES, OPTION TECHNOLOGIQUE

Groupe 1
EN RÉGION PARISIENNE:
Parc de Vilgenis (Massy).

première année, au bénéfice d'autres établissements considérés comme plus prestigieux.

Les opinions que nous avons recueillies auprès des proviseurs permettent d'établir une hiérarchie relative: le groupe 1 correspond aux établissements jugés les plus sélectifs, le groupe 2 à des établissements jugés moins sélectifs, que ceux du groupe 1, mais davantage que ceux du groupe 3. A l'intérieur de chaque groupe, les établissements sont présentés par ordre alphabétique. Toutes les autres classes préparatoires qui ne figurent pas dans cette liste appartiennent, de fait, au groupe 3 (puisque les candidats ont trois choix à formuler), mais ne figurent pas ici parce que pas ou trop peu fréquemment cités. Seuls figurent les établissements ayant été cités dans au moins 10 % des réponses et, bien sûr, sans tenir compte de l'avis du proviseur ou des enseignants pour leur propre établissement.

Jean Lamouré

Groupe 2
EN PROVINCE:
Chevreton (Angers).

Groupe 3
EN PROVINCE:
Edouard-Gand (Amiens), Gaston-Berger (Lille), Jules-Leven (Brest), Le Castet (Dijon).

CLASSES PRÉPARATOIRES MPSI (MATHS, PHYSIQUE, SCIENCES DE L'INGÉNIEUR)

Groupe 1
EN PROVINCE:
Faidherbe (Lille), Georges-Clemenceau (Nantes), Henri-Poincaré (Nancy), Kléber (Strasbourg), Le Parc (Lyon 6^e), Pierre-de-Fermat (Toulouse), Thiers (Marseille 1^{er}).

EN RÉGION PARISIENNE:
Henri-IV (Paris 5^e), Hoche (Versailles), Louis-le-Grand (Paris 5^e), Louis-Pasteur (Neuilly-sur-Seine), Saint-Louis (Paris 6^e).

Groupe 2
EN PROVINCE:
Blaise-Pascal (Clermont-Ferrand), Carnot (Dijon), Chateaubriand (Rennes), Descartes (Tours), Georges-Clemenceau (Reims), Henri-Wallon (Valenciennes), Kerichen (Brest), lycée naval (Brest), Masséna (Nice), Michel-de-Montaigne (Bordeaux), Pierre-Corneille (Rouen), Pothier (Orléans), prytanée militaire (La Flèche).

EN RÉGION PARISIENNE:
Chaptal (Paris 8^e), Charlemagne (Paris 4^e), Condorcet (Paris 9^e), Fénélon (Paris 6^e), Janson-de-Sailly (Paris 16^e), Lakanal (Sceaux), Marcellin-Berthelot (Saint-Maur-des-Fossés).

Groupe 3
EN PROVINCE:
Alain-Fournier (Bourges), Albert-Chatelet (Douai), Berthollet (Anoë), Camille-Guérin (Poitiers), César-Baggio (Lille), Champollion (Grenoble), Claude-Fauriel (Saint-Etienne), Condorcet (Lyon), Dupuy-de-Lomé (Lorient), Fabert (Metz), Gay-Lussac (Limoges), Jean-Bart (Dunkerque), Jean-Dauter (La Rochelle), Jean-Perrin (Lyon 9^e), Joffre (Montpellier), La Fayette (Clermont-Ferrand), La Martinière Monplaisir (Lyon 8^e), Lalande (Bourg-en-Bresse), Louis-Barthou (Pau), Louis-Thuillier (Amiens), Malherbe (Caen), Marceau (Chartres), Mariette (Boulogne-sur-mer), Montesquieu (Le Mans), Philibert-Dessaignes (Blois), Pierre-d'Ailly (Compiègne), Pierre-de-la-Ramée (Saint-Quentin), Robespierre (Aras), Vaugelas (Chambéry), Victor Hugo (Besançon).

EN RÉGION PARISIENNE:
Albert-Schweitzer (Le Raincy), Buffon (Paris 15^e), Claude-Bernard (Paris 16^e), ENCPB (Paris 13^e), François-1^{er} (Fontainebleau), Gustave-Monod (Enghien-les-bains), Jacques-Amyot (Melun), Jacques-Decour (Paris 9^e), Jean-Baptiste-Corot (Savigny-sur-Orge), Michel (Vanves), Paul-Éluard (Saint-Denis), Paul-Valéry (Paris 12^e).

CLASSES PRÉPARATOIRES PCSI (PHYSIQUE, CHIMIE, SCIENCES DE L'INGÉNIEUR)

Groupe 1
EN PROVINCE:
Georges-Clemenceau (Nantes), Henri-Poincaré (Nancy), Kléber (Strasbourg), Pierre-de-Fermat (Toulouse), Thiers (Marseille 1^{er}).

EN RÉGION PARISIENNE:
Henri-IV (Paris 5^e), Hoche (Ver-

sailles), Le Parc (Lyon 6^e), Louis-le-Grand (Paris 5^e), Louis-Pasteur (Neuilly-sur-Seine), Saint-Louis (Paris 6^e).

Groupe 2
EN PROVINCE:
Blaise-Pascal (Clermont-Ferrand), Camille-Jullian (Bordeaux), Carnot (Dijon), Chateaubriand (Rennes), Descartes (Tours), Faidherbe (Lille), Henri-Bergson (Angers), Henri-Wallon (Valenciennes), La Martinière Monplaisir (Lyon 8^e), lycée naval (Brest), Masséna (Nice), Michel-de-Montaigne (Bordeaux), Montesquieu (Le Mans), Pierre-Corneille (Rouen), Pothier (Orléans), prytanée militaire (La Flèche).

EN RÉGION PARISIENNE:
Chaptal (Paris 8^e), Charlemagne (Paris 4^e), Condorcet (Paris 9^e), Fénélon (Paris 6^e), Janson-de-Sailly (Paris 16^e), Lakanal (Sceaux), Marcellin-Berthelot (Saint-Maur-des-Fossés).

Groupe 3
EN PROVINCE:
Alain Fournier (Bourges), Albert-Chatelet (Douai), Alphonse-Daudet (Nîmes), Ambroise-Paré (Laval), Aristide-Briland (Saint-Nazaire), Bellevue (Toulouse), Berthollet (Anoë), Bertran-de-Born (Périgueux), Camille-Guérin (Poitiers), Champollion (Grenoble), Chrestien-de-Troyes (Troyes), Claude-Fauriel (Saint-Etienne), Condorcet (Lyon), Fabert (Metz), Gay-Lussac (Limoges), Jean-Dauter (La Rochelle), Jean-Perrin (Lyon 9^e), Joffre (Montpellier), Kerichen (Brest), Louis-Barthou (Pau), Louis-Thuillier (Amiens), Marceau (Chartres), Rabelais (Saint-Brieuc), René-Cassin (Bayonne), Victor-Hugo (Besançon).

EN RÉGION PARISIENNE:
Albert-Schweitzer (Le Raincy), Buffon (Paris 15^e), Carnot (Paris 17^e), Claude-Bernard (Paris 16^e), ENCPB (Paris 13^e), François-1^{er} (Fontainebleau), Fresnel (Paris 15^e), Gustave-Monod (Enghien-les-Bains), Henri-Moissan (Meaux), Honoré-de-Balzac (Paris 17^e), Jacques-Amyot (Melun), Jacques-Decour (Paris 9^e), Jean-Baptiste-Corot (Savigny-sur-Orge), Jean-Baptiste-Say (Paris 16^e), Lavoisier (Paris 5^e), Paul-Éluard (Saint-Denis), Paul-Valéry (Paris 12^e), Raspail (Paris 14^e), Turgot (Paris 3^e).

CLASSES PRÉPARATOIRES PTSI (PHYSIQUE, TECHNOLOGIE, SCIENCES DE L'INGÉNIEUR)

Groupe 1
EN PROVINCE:
Dédot-de-Séverac (Toulouse), Henri-Loritz (Nancy), La Martinière Monplaisir (Lyon 8^e), Vauvargues (Aix-en-Provence).

EN RÉGION PARISIENNE:
Chaptal (Paris 8^e), Jean-Baptiste-Say (Paris 16^e).

Groupe 2
EN PROVINCE:
Blaise-Pascal (Rouen), Chevrollet (Angers), Eugène-Livet (Nantes), Franklin-Roosevelt (Reims), Gabriel-Touchard (Le Mans), Gustave-Eiffel (Bordeaux), Henri-Brisson (Vierzon), Jules-Lebleu (Armentières), La Prat's (Cluny), Les Eucalyptus (Nice), Louis-Vincent (Metz), Paul-Constans (Montluçon).

EN RÉGION PARISIENNE:
Gustave-Eiffel (Cachan), Raspail (Paris 14^e), Voltaire (Paris 11^e).

Groupe 3
EN PROVINCE:
Benjamin-Franklin (Orléans), Ferdinand-Buisson (Voiron), Gustave-Eiffel (Dijon), Jean-Dupuy (Tarbes), Jean-Perrin (Marseille 10^e), Jean-Zay (Thiers), Joliot-Curie (Rennes), Louis-Armand (Poitiers), Oehmichen (Châlons-sur-Marne).

EN RÉGION PARISIENNE:
Dorian (Paris 11^e), Jules-Ferry (Versailles), La Fayette (Champagne-sur-Seine), Langevin-Wallon (Champigny-sur-Marne), Le Corbusier (Aubervilliers), Newton-ENREA (Clichy), Pierre-de-Coubertin (Meaux).

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent

M. Titre, Mlle, Adresse
 Code Postal _____ Ville
 Niveau d'études ST/SS _____ Série _____ Age _____ Tél. _____

Je désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez la ou les filières qui vous intéressent) :

☐ Grandes Ecoles Supérieures
☐ Grandes Ecoles de Commerce, Gestion
☐ MBA
☐ 3^e Cycle Supérieur
☐ Ecoles de Gestion Internationale
☐ Vente, Commerce, Distribution, Gestion
☐ Architecture Intérieure
☐ Art et Communication
☐ Arts Graphiques
☐ Prépa aux Grandes Ecoles d'Art
☐ Assistante de Direction, Bureautique
☐ Assurances
☐ Communication, Publicité, Marketing
☐ Comptabilité
☐ Contrôle d'Apprentissage
☐ Droit de Gestion
☐ Droit
☐ Environnement

☐ Expertise Comptable
☐ Formation en alternance
☐ Formation continue
☐ Gestion Financière
☐ Gestion du Personnel
☐ Informatique
☐ Ingénieur Aéronautique/Automobile
☐ Ingénieur Chimiste
☐ Ingénieur Electronicien
☐ Journalisme
☐ Marché de l'Art
☐ Médecine
☐ Les Métiers de l'Armée de Terre
☐ Paramédical
☐ Relations Internationales
☐ Tourisme

Adresse de coupure à :
 Orientations Service
 9 bis, rue de Valenciennes
 75008 Paris

Ces informations gratuites, vous sont destinées en vertu de nos relations contractuelles. Pour obtenir votre droit d'accès ou de rectification, de ne pas recevoir de nouvelles informations, adressez au Service Orientation, 9 bis rue de Valenciennes, 75008 Paris. Tél. 01 42 51 73 00, 01 42 51 32 53.

REUSSIR SUP/SPE

Classe Math Spé PC* "pilote"
 ENS. V. Mines-Ponts, Centrale-Supélec : plus de 80% d'admis.
 ENSI : 100% d'admis

Stages de pré-entrée de TS vers Sup
 Maths, Physique, Chimie, SI-Techno

Stages de pré-entrée de Sup vers Spé
 Maths, Physique, Chimie, SI-Techno

Stages de perfectionnement pendant les vacances
 Février (Spé) : Français, SI-Techno, Anglais
 Pâques (Sup/Spé toutes sections) : Maths, Physique, Chimie, SI-Techno

Cycle continu en mathématiques (spé PC/PC*)

DE L'ÉDUCATION

Année	Maths	Physique	Chimie	SI-Techno
1 ^{re} année	100%	100%	100%	100%
2 ^e année	100%	100%	100%	100%
3 ^e année	100%	100%	100%	100%

IPESUP

ETUDIANTS

TROUVEZ VOTRE STAGE

3615 LEMONDE

ETUDIANTS

BUREAU des ÉTUDIANTS

3615 LEMONDE

هكذا من راصل

Réforme du concours 1997 : objectif atteint, mais menacé

Si la plupart des écoles ont un recrutement plus diversifié, les lycées hiérarchisent à nouveau les filières

CLASSES PRÉPARATOIRES TSI (TECHNOLOGIE ET SCIENCES INDUSTRIELLES)

Groupe 1
EN RÉGION PARISIENNE : Raspail (Paris 14).

Groupe 2
EN PROVINCE : Colbert (Tourcoing), La Fayette (Clermont-Ferrand), Le Hainaut (Valenciennes).

EN RÉGION PARISIENNE : Gustave-Eiffel (Cachan), Jean-Perrin (Saint-Ouen-l'Aumône), Richelieu (Rueil-Malmaison).

Groupe 3
EN PROVINCE : Edouard-Branly (Amiens), Les Lombards (Troyes), Saint-Cricq (Pau).

EN RÉGION PARISIENNE : Voillaume (Aulnay-sous-Bois).

CLASSES PRÉPARATOIRES BCPST (BIOCHIMIE, PHYSIQUE, SCIENCES DE LA TERRE)

Groupe 1
EN PROVINCE : Chateaubriand (Rennes), Faidherbe (Lille), Henri-Poincaré (Nancy), Le Parc (Lyon 06), Pierre-de-Fermat (Toulouse).

EN RÉGION PARISIENNE : Chaptal (Paris 08), Henri-IV (Paris 05), Hoche (Versailles), Janson de Sailly (Paris 16), Saint-Louis (Paris 06).

Groupe 2
EN PROVINCE : Blaise-Pascal (Clermont-Ferrand), Georges-Clemenceau (Nantes), Georges-Clemenceau (Reims), Jean-Rostand (Strasbourg), Joffre (Montpellier), La Martinière Moolplaisir (Lyon 08), Malherbe (Caen), Masséna (Nice), Michel-de-Montaigne (Bordeaux), Ozanne (Toulouse), Plerre-Corneille (Rouen), Thiers (Marseille 01).

EN RÉGION PARISIENNE : ENCPB (Paris 08), Fénelon (Paris 06), Jean-Baptiste-Say (Paris 16), Lakanal (Sceaux), Marcellin-Berthelot (Saint-Maur-des-Fossés).

Groupe 3
EN PROVINCE : Albert-Chartet (Douai), Camille-Guérin (Poitiers), Carnot (Dijon), Champollion (Grenoble), Claude-Fauriel (Saint-Etienne), Georges-de-La-Tour (Metz), Louis-Barthou (Pau), Louis-Thullier (Amiens), Pothier (Orléans), Robespierre (Arras).

EN RÉGION PARISIENNE : François-I^{er} (Fontainebleau).

CLASSES PRÉPARATOIRES VÉTÉRINAIRES

Groupe 1
EN PROVINCE : Champollion (Grenoble), Le Parc (Lyon 06), Pierre-de-Fermat (Toulouse).

EN RÉGION PARISIENNE : Marcellin-Berthelot (Saint-Maur-des-Fossés), Saint-Louis (Paris 06).

Groupe 2
EN PROVINCE : Descartes (Tours), Georges-Clemenceau (Nantes), Masséna (Nice), Michel-de-Montaigne (Bordeaux), Thiers (Marseille 01).

EN RÉGION PARISIENNE : Hoche (Versailles), Lakanal (Sceaux).

Groupe 3
EN PROVINCE : Chateaubriand (Rennes), Faidherbe (Lille), Henri-Poincaré (Nancy), Louis-Thullier (Amiens), Malherbe (Caen).

EN RÉGION PARISIENNE : François-I^{er} (Fontainebleau).

L n'est pas si fréquent que l'éducation nationale puisse donner des nouvelles des réformes qu'elle entreprend sous la forme de bulletins de victoire. C'est pourtant le cas de la rénovation des classes préparatoires aux grandes écoles, annoncée le 10 février 1994, entrée en vigueur à la rentrée 1995, et dont les effets devaient être vérifiés par les résultats du concours 1997. Il s'agissait, rappelons-le, de diversifier les voies d'accès aux grandes écoles - et par conséquent aux filières de formation de l'élite dirigeante, économique et administrative, du pays - en ouvrant leurs concours à des profils non plus exclusivement basés sur l'excellence mathématique, mais aussi sur l'approche expérimentale et technologique pour les écoles scientifiques, économiques et littéraires pour les écoles de commerce (voir « Les résultats des classes préparatoires », hors-série du Monde de l'éducation, janvier 1997).

Du côté des classes scientifiques, après un trimestre de tronc commun, les élèves de maths-physique (MPSI), physique-chimie (PCSI) ou physique-technologie (PTSI) s'acheminent, par un jeu d'options, vers des deuxième années typées : MP, PC, PT et PSI (physique et sciences de l'ingénieur, nouvelle filière créée par la réforme pour encourager les profils moins « mathématiques »).

Les écoles avaient annoncé qu'elles recruteraient 33 % de leurs élèves en MP, 29 % en PC, 22 % en PSI, 13 % en PT, 2 % en TSI (technologie et sciences industrielles, filière réservée aux bacs technologiques). Ces objectifs ont été à peu près tenus : les écoles ont donc joué le jeu de la diversification, trouvant parmi les candidats PSI les éléments de valeur qu'elles recherchaient. Par exemple, les écoles du concours Mines-Ponts, qui avaient prudemment annoncé des quotas par filière assez flous, ont finalement recruté dans le haut de la fourchette pour les PSI et les PT, et dans le bas pour les MP. De même, le concours Centrale-Supélec a fait le plein, certaines écoles dépassant parfois largement le nombre d'intégrés annoncé.

Ce succès a surpris les écoles moins cotées, dont la barre d'admission s'est avérée trop élevée : les PSI admis à plusieurs concours ayant pu intégrer des écoles plus prestigieuses, d'autres se sont retrouvés avec un trop faible nombre d'admis. Ce phénomène a été renforcé par le fait que de nombreux candidats de la filière PSI ont préféré redoubler afin de conserver leurs chances d'intégrer une école plus prestigieuse. Certaines écoles n'ont ainsi pas pu remplir le nombre de places annoncées en PSI, comme l'Ensam, l'ESTR, l'Ensis (Strasbourg) et de nombreuses ENSI.

Au total, ce sont 300 à 400 places qui sont restées vacantes aux concours communs Polytechnique, au concours Ensam et à d'autres concours. Un bon nombre d'écoles auraient redistribué les places vacantes aux MP et aux PC pour compléter leur promotion. Afin de rattraper cette bavure au concours 1998, certaines écoles se proposent d'augmenter la part des PSI dans le recrutement, alors que d'autres souhaitent la maintenir au niveau initial en comptant sur un afflux plus important de candidats.

Quoi qu'il en soit, les PSI ont fait une entrée massive dans les écoles. « Pendant les journées d'intégration, ils ont fait sensation au sein des promos : leur dynamisme et leur profil plutôt « colibri » des MP », affirme, jovial, Claude Boichot, inspecteur général chargé du suivi (et farouche partisan) de la réforme au ministère de l'éducation nationale. L'école polytechnique est en revanche montrée du doigt : elle n'a recruté aucun PT et a seulement admis 20 PSI sur une promotion de 390 élèves.

Les seuls perdants du concours 1997 semblent être les candidats de la filière TSI, qui n'ont pu occuper que 73,5 % des places que les écoles avaient annoncées. Au concours organisé en commun par les grands concours (Centrale-Supélec, Mines-Ponts, En-



sam), ce taux n'atteint même que 60 % (20 % pour Mines-Ponts, mais 90 % pour Centrale-Supélec).

Du côté du concours commun organisé par les ENSI, Cachan et quelques autres écoles, les résultats sont un peu meilleurs : 82 % pour l'ensemble, 80 % pour le seul concours commun polytechnique. Cela ne signifie pas que les candidats malheureux soient contraints au redoublement, dans la mesure où un grand nombre d'entre eux ont pu intégrer les filières universitaires d'ingénieurs (qui ne recrutent pas sur concours), mais il semble bien que tout s'est passé comme si les écoles, s'estimant dédouanées de l'accusation d'élitisme par l'accueil fait aux PSI, avaient « oublié » les TSI. Le ministère entend leur rappeler que ce que Claude Boichot appelle « l'équité respectabilité des filières » concerne aussi TSI.

Les comportements des jurys des concours étaient également très attendus, en ce qui concerne l'une des principales innovations de la réforme, l'épreuve d'évaluation des travaux d'initiative per-

sonnelle encadrés (TIPE). Il s'agissait de tester les candidats sur leurs capacités à collecter et synthétiser des informations sur un sujet scientifique qu'ils ont choisi et suivi tout au long de l'année. Une fois de plus, l'X a fait cavalier seul en organisant une épreuve d'analyse d'un document scientifique distribué deux heures avant l'épreuve.

Or le bilan de l'épreuve de TIPE est, selon les organisateurs des concours, très positif. Pour le prouver, les organisateurs du concours Mines-Ponts-Télécoms, tout comme ceux du concours Centrale-Supélec, ont comparé les notes obtenues en TIPE et celles obtenues dans les épreuves traditionnelles.

Ces notes apparaissent différentes. Alain Siroit, directeur des Télécoms Paris, en conclut que l'épreuve « a permis d'évaluer des qualités que les candidats n'ont pas l'occasion de mettre en valeur dans les autres épreuves ». Dotée d'un coefficient important, « cette épreuve a permis d'intégrer dans les grandes écoles des candidats qui n'auraient jamais pu le faire ».

avec les anciens concours », assure Claude Boichot.

A tel point que la plupart des écoles (y compris Polytechnique, qui s'estime également satisfaite de l'épreuve qu'elle a organisée) ont décidé d'augmenter encore son coefficient au concours 1998...

Mais des dérives sont à craindre : des lycées ont, par exemple, organisé des TIPE de maths ou de physique. Aussi le ministère devrait-il préciser dans une circulaire, dès le mois prochain, que les TIPE doivent rester transdisciplinaires. Le combat s'est donc déplacé vers l'organisation de l'épreuve de TIPE.

En effet, si les thèmes de 1997 sont reconduits l'année prochaine, afin de bien ruder l'épreuve (mais il sera bien sûr interdit de choisir un sujet similaire à celui d'un candidat de l'an dernier...), les lobbies disciplinaires souhaitent que soient organisées en 1999 des épreuves de TIPE par matière, alors que les partisans de la réforme, dans les écoles et au ministère, souhaitent conserver un thème permettant d'impliquer plusieurs disciplines. Ils proposent donc, pour 1999, le thème « Terre et espace ». En bonnisme au cursus scientifique du nouveau ministre ?

Pour respecter l'esprit de la réforme, le concours 1997 devait également offrir des épreuves adaptées aux différentes filières. Or, constate Yves Heutte, président de l'Union des professeurs de spéciale (UPS), « nous avons détecté un certain nombre d'épreuves de physique qui ressemblaient fort à des problèmes de mathématiques », aux dépens de l'approche expérimentale censée être suivie tant dans le programme de PC que dans celui de PSI. Mais ce sont, reconnaît Norbert Perrot, président de l'Union des professeurs de sciences et techniques industrielles (Upsti), « des exceptions qui confirment la règle d'un bon respect de la réforme ».

C'est donc du côté des lycées, plutôt que des écoles, que les inquiétudes sont les plus vives. « Chassez le naturel, il revient au galop ! », s'exclame Claude Bo-

chot, qui décèle d'ores et déjà des tentatives de re-hiérarchisation des filières au profit de la filière MPSI-MP. Tout d'abord, alors que la filière PSI était censée recruter majoritairement en PCSI, où est privilégiée l'approche expérimentale des sciences, la part des PSI provenant de MPSI atteint 45 %, et même 58 % pour les PSI* (l'étoile désignant les meilleures classes de leur catégorie).

Tout se passe comme si les enseignants, et surtout les mathématiciens, orientaient les étudiants de MPSI en fonction de leur niveau de mathématiques soit vers MP (pour les meilleurs), soit vers PSI (pour les moins bons), reprenant ainsi le pli d'une orientation par l'échec, de surcroît en mathématiques, et non par l'excellence.

« Chassez le naturel, il revient au galop ! », s'exclame Claude Boichot, chargé du suivi de la réforme dans l'éducation

Cette dérive, estime Claude Boichot, menace l'esprit même de la réforme en recréant une seule voie bivalente, celle que suivent les étudiants de MPSI.

Seconde dérive, l'option informatique proposée en première année concurrencerait l'option sciences de l'ingénieur, sert dans bien des lycées à sélectionner les meilleurs en maths. Quelques-uns ont même créés des classes MP* en n'y recrutant que des élèves de cette option, qui représentent ainsi 58 % des effectifs des MP* de l'ensemble des lycées, contre 31 % en MP.

Ce calcul a toutefois été déjoué par les organisateurs de certains concours qui, comme à Centrale ou aux Télécoms, ont lissé les notes obtenues aux épreuves des deux options, de façon qu'elles pèsent d'un poids équivalent sur le résultat final. Mais toutes les écoles n'ont pas cette habitude. Norbert Perrot comme Yves Heutte soupçonnent ainsi l'ENS Ulm d'avoir transformé l'épreuve d'informatique en une seconde épreuve de maths, afin de ne sélectionner que les meilleurs élèves de cette discipline...

Toujours est-il que de nombreux lycées, généralement les plus prestigieux de Paris et de province, sont tout bonnement en train de reconstituer une filière d'excellence basée sur la sélection par les seules mathématiques, au risque de renouveler des comportements élitistes que la réforme était censée gommer... et de s'attirer les foudres d'un ministre bien décidé à faire appliquer jusqu'au bout une réforme dont il partage l'esprit.

A. R.

Antoine Reverchon

Les écoles de gestion souffrent toujours d'une insuffisance d'effectifs

La réforme est également un succès par rapport aux objectifs officiellement fixés, elle n'a en rien sorti les écoles supérieures de commerce de la crise de recrutement qu'elles traversent depuis quatre ans, contrairement à ce qu'elles espéraient : le concours 1997 marque au contraire l'effondrement du mythe de l'unicité de ces grandes écoles autour d'un mode de recrutement commun à partir de l'élite scolaire concentrée dans les classes préparatoires HEC.

Cinq écoles (HEC, Essec, ESCP, ESC Lyon, Edhec) recrutent à elles seules près de 40 % des candidats, 25 autres écoles devant se partager les 60 % restants. Résultat, la solidarité affichée jusque-là par les écoles vole en éclats (les pratiques souterraines des années précédentes l'avaient, il est vrai, déjà minée) : un bon nombre d'entre elles, situées en milieu de tableau, ont recruté plus de candidats issus de prépas que de places annoncées, quitte, parfois, à gonfler les notes des oraux d'admission.

Elles se garantissent ainsi contre l'inévitable démission des admis en faveur des écoles plus presti-

gieuses... en puisant dans le stock des admis dans les écoles moins prestigieuses. Ces dernières sont ainsi devenues les dindons de la farce : au moins huit d'entre elles ont dû accueillir plus de 50 % de candidats venus des universités, des IUT et des BTS pour compléter leur effectif.

L'attrait de la nouvelle voie littéraire, qui a attiré plus de 600 candidats (contre 400 l'an dernier) et a permis l'intégration d'une soixantaine d'entre eux (contre une cinquantaine l'an dernier), ainsi que le gonflement des effectifs de la voie économique ont effectivement permis la diversification des profils recrutés, conformément à l'objectif de la réforme. Mais ils n'ont pas compensé l'insuffisance du nombre de candidats dans la voie scientifique par rapport au nombre de places offertes : les candidats issus de cette voie étaient deux fois moins nombreux que l'an dernier à se présenter au concours ! L'annonce de remontée des effectifs des classes préparatoires ces deux dernières années n'a pas suffi : ce n'était pas assez, et c'était trop tard.

VOIES SCIENTIFIQUE ET ÉCONOMIQUE

PRÉPA-SCIENCES

IPECOM

De taille humaine, cette école doit sa performance à son équipe pédagogique d'un excellent niveau (normaliens, agrégés et professeurs de faculté) et à un encadrement individualisé et soutenu des élèves.

- Apprentissage de méthodes de travail
- Spécialisée dans les langues rares : italien, arabe, hébreu, chinois
- Equivalence avec Paris-X Nanterre
- Effectifs des classes limités
- Résultats : 80 % des élèves réussissent à Paris ou une Écormie

• Cours particuliers à domicile

• Stages internationaux

• Stages de méthodologie tous niveaux

• Préparation au concours de CESA

Votre contact : Anne Raffin

01 45 24 24 00

PRÉPA-SCIENCES - IPECOM - Après Baccalauréat - Directeur : 30, rue de Valenciennes, 75016 Paris - Tél. : 01 45 24 24 00

IPESUP 97

HEC : 84% d'admis
HEC+ESSEC : 96% d'admis
HEC+ESSEC+ESCP : 100% d'admis

Classes "pilotes" 1^{re} et 2^{es} années
voie Scientifique et voie Économique
Première classe préparatoire HEC de France

Stages de révision et perfectionnement
Pré-rentrée, Noël, Février, Pâques, préparation à l'oral
1^{re} année, 2^e année, voies S et E, toutes matières

Cycle continu de novembre à avril
CG - Histoire-Géo (Voie S), CG - Analyse Éco (Voie E)
avec les professeurs qui font le succès des prépas "pilotes"

IPESUP

16, rue du Centre, 75004 Paris
01 45 24 24 00

مركزنا من الامتحان

IV / LE MONDE / JEUDI 27 NOVEMBRE 1997

SPÉCIALES CLASSES PRÉPARATOIRES

Ecoles normales supérieures, écoles scientifiques et militaires : le classement des meilleurs lycées

lycée	Inscrits	Admis	Adm. %	Intégr.
-------	----------	-------	--------	---------

ENS Ulm (lettres A/L)				
1 Louis-le-Grand (Paris-5*)	98	50	30	100
2 Henri-IV (Paris-5*)	108	38	22	100
3 Le Parc (Lyon-6*)	36	25	11	100
4 Chateaubriand (Rennes)	21	19	19	100
5 La Bruyère (Versailles)	26	19	8	100
6 Blaise-Pascal (Clermont-Ferrand)	26	19	4	100

ENS Ulm (lettres B/L)				
1 Henri-IV (Paris-5*)	48	44	25	100
2 Le Parc (Lyon-6*)	30	23	10	100
3 Lakanal (Sceaux)	51	18	10	100
4 Janson-de-Sailly (Paris-16*)	22	18	5	100
5 Fustel-de-Coulanges (Strasbourg)	16	13	6	100

ENS Ulm (mathématiques C/S)				
1 Georges-Clemenceau (Nantes)	14	36	21	67
2 Le Parc (Lyon-6*)	28	29	7	59
3 Louis-Pasteur (Neuilly-sur-Seine)	19	28	11	50
4 Louis-le-Grand (Paris-5*)	98	23	16	81
5 Henri-IV (Paris-5*)	41	22	1	67

ENS Ulm (mathématiques C/S, option informatique)				
1 Sainte-Geneviève (Versailles)	10	20	20	100
2 Saint-Louis (Paris-6*)	15	13	0	0

ENS Ulm (physique D/S)				
1 Le Parc (Lyon-6*)	34	26	12	75
2 Henri-IV (Paris-5*)	16	25	13	50
3 Sainte-Geneviève (Versailles)	36	25	11	25
4 Louis-le-Grand (Paris-5*)	93	22	13	50
5 Pierre-de-Fermat (Toulouse)	22	18	9	100

ENS Ulm (biologie E/S)				
1 Hoche (Versailles)	19	42	21	25
2 Henri-IV (Paris-5*)	23	39	24	88
3 Saint-Louis (Paris-6*)	30	30	10	67
4 Georges-Clemenceau (Nantes)	14	27	14	100
5 Michel-de-Montaigne (Bordeaux)	10	20	20	100

ENS Fontenay-Saint-Cloud (lettres)				
1 Lakanal (Sceaux)	21	57	38	100
2 Condorcet (Paris-9*)	14	36	7	100
3 Henri-IV (Paris-5*)	40	33	25	100
4 Gabriel-Guist'Hau (Nantes)	10	30	10	100
5 Externat-Sainte-Marie (Lyon-5*)	10	30	10	100

ENS Fontenay-Saint-Cloud (langues vivantes)				
1 Henri-IV (Paris-5*)	26	54	42	100
2 Lakanal (Sceaux)	26	50	38	100
3 Fustel-de-Coulanges (Strasbourg)	24	33	8	100
4 Chateaubriand (Rennes)	19	32	21	100
5 Fénelon (Paris-6*)	26	27	23	100

ENS Fontenay-Saint-Cloud (sciences humaines)				
1 Claude-Monet (Paris-13*)	15	48	20	100
2 Fénelon (Paris-6*)	62	32	19	100
3 Lakanal (Sceaux)	48	23	13	100
4 Fustel-de-Coulanges (Strasbourg)	29	21	14	100
5 Hélène-Boucher (Paris-20*)	14	21	14	100

ENS Fontenay-Saint-Cloud (sciences économiques et sociales)				
1 Henri-IV (Paris-5*)	39	28	5	100
2 Janson-de-Sailly (Paris-16*)	22	18	14	100
3 Lakanal (Sceaux)	45	18	9	100
4 Le Parc (Lyon-6*)	22	18	5	100
5 Gabriel-Guist'Hau (Nantes)	17	12	12	100

ENS Cachan (MP)				
1 Hoche (Versailles)	20	40	5	0
2 Pathier (Orléans)	21	38	38	38
3 Louis-le-Grand (Paris-5*)	117	32	21	16
4 Georges-Clemenceau (Nantes)	23	30	22	0
5 Le Parc (Lyon-6*)	40	28	23	22

ENS Cachan (PC)				
1 Blaise-Pascal (Orsay)	10	50	50	20
2 Henri-IV (Paris-5*)	25	40	24	0
3 Louis-le-Grand (Paris-5*)	101	40	16	6
4 Pierre-de-Fermat (Toulouse)	28	36	32	22
5 Pothier (Orléans)	14	36	21	33

ÉCOLE D'INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES

5 ANS - CLASSES PRÉPARATOIRES INTÉGRÉES

Spécialisation en 4^{ème} année :

- Ingénierie d'affaires
- Management des systèmes d'information
- Aéronautique et espace
- Systèmes et réseaux informatiques
- Energétique et environnement
- Télécommunications
- Mécanique des matériaux et structures
- Productique

International :

Formations bi-diplômantes avec : Allemagne, Canada, Etats-Unis.

Stages

Année d'études à l'étranger.

EPF Ecole d'ingénieurs
3 bis, rue Lakanal
92330 SCEAUX
Fax : 01 46 60 39 84

EPF

Renseignements :
Odile MERCIER
Elisabeth GELY
01 46 13 01 74 / 75

Membre de la Conférence des Grandes Ecoles - Diplôme habilité par la Commission des Titres d'Ingénieur
<http://www.epf.fr>

lycée	Inscrits	Admis	Adm. %	Intégr.
-------	----------	-------	--------	---------

ENS Cachan (PSI)				
1 Saint-Louis (Paris-6*)	20	75	75	30
2 Georges-Clemenceau (Nantes)	14	59	57	50
3 Pierre-de-Fermat (Toulouse)	13	69	62	23
4 Louis-le-Grand (Paris-5*)	32	56	53	29
5 Hoche (Versailles)	22	55	55	8

ENS Cachan (TSI)				
1 Léon-Vieljeux (La Rochelle)	23	39	4	100
2 Richelieu (Rueil-Malmaison)	18	39	0	0
3 Louis-Vincent (Metz)	12	25	0	0
4 Rouvière (Toulon)	14	21	7	100
5 Antonin-Artaud (Marseille-13*)	10	20	20	100

ENS Cachan (BCPST)				
1 Hoche (Versailles)	23	52	17	25
2 Henri-Poincaré (Nancy)	12	50	25	33
3 Georges-Clemenceau (Nantes)	11	45	27	33
4 Henri-IV (Paris-5*)	30	40	33	13
5 Michel-de-Montaigne (Bordeaux)	12	33	17	0

ENS Cachan (sciences sociales)				
1 Henri-IV (Paris-5*)	38	42	24	56
2 Le Parc (Lyon-6*)	23	39	30	36
3 Lakanal (Sceaux)	49	28	14	28
4 Thiers (Marseille-1*)	21	28	5	20
5 Janson-de-Sailly (Paris-16*)	22	18	9	4

ENS Cachan (Arts et création industrielle)				
1 La Martinière-Terreaux (Lyon-1*)	13	69	23	100
2 Les Arènes (Toulouse)	19	37	16	100
3 ESAA-Duperré (Paris-3*)	22	27	18	100

ENS Cachan (D2 option 1)				
1 ENC-Bessières (Paris-17*)	18	59	33	67
2 Turgot (Paris-3*)	22	36	23	100
3 Marie-Curie (Sceaux)	39	26	13	100
4 Jean-Mermoz (Montpellier)	36	25	6	100
5 Gustave-Eiffel (Dijon)	16	26	6	100

ENS Cachan (langues étrangères)				
1 Henri-IV (Paris-5*)	15	53	53	25
2 Lakanal (Sceaux)	14	43	36	100
3 Fustel-de-Coulanges (Strasbourg)	14	29	14	50
4 Condorcet (Paris-9*)	12	25	25	100

ENS Lyon (mathématiques)				
1 Le Parc (Lyon-6*)	34	41	21	23
2 Pothier (Orléans)	16	38	31	89
3 Henri-IV (Paris-5*)	40	38	30	59
4 Louis-le-Grand (Paris-5*)	88	33	24	10
5 Louis-Pasteur (Neuilly-sur-Seine)	19	32	16	0

ENS Lyon (informatique)				
1 Louis-le-Grand (Paris-5*)	11	54	18	30
2 Le Parc (Lyon-6*)	10	40	30	100

ENS Lyon (PC)				
1 Henri-IV (Paris-5*)	16	30	38	50
2 Pierre-de-Fermat (Toulouse)	22	45	32	29
3 Louis-le-Grand (Paris-5*)	64	43	23	13
4 Hoche (Versailles)	12	42	17	50
5 Sainte-Geneviève (Versailles)	37	41	24	0

ENS Lyon (sciences de la vie et de la Terre)				
1 Georges-Clemenceau (Nantes)	11	55	27	33
2 Henri-IV (Paris-5*)	32	50	38	17
3 Hoche (Versailles)	25	44	20	40
4 Fénelon (Paris-6*)	17	41	29	20
5 Henri-Poincaré (Nancy)	15	40	27	0

Ecole polytechnique (MP)				
1 Hoche (Versailles)	44	43	32	86
2 Georges-Clemenceau (Nantes)	28	43	32	67
3 Pothier (Orléans)	35	43	17	50
4 Blaise-Pascal (Orsay)	10	40	10	100
5 Pierre-Corneille (Rouen)	31	35	29	67

Ecole polytechnique (PC)				
1 Sainte-Geneviève (Versailles)	95	78	46	84
2 Henri-IV (Paris-5*)	35	77	29	90
3 Hoche (Versailles)	37	65	27	80
4 Pierre-Corneille (Rouen)	14	57	7	100
5 Louis-le-Grand (Paris-5*)	121	56	34	78

Ecole centrale de Paris (MP)				
1 Henri-IV (Paris-5*)	80	55	38	33
2 Centre-int.-de-Valbonne (Sophia-Antipolis)	13	46	31	75
3 Hoche (Versailles)	86	40	22	32
4 Louis-le-Grand (Paris-5*)	160	39	24	41
5 Prytanée-militaire (La Flèche)	15	33	20	33

Ecole centrale de Paris (PC)				
1 Henri-IV (Paris-5*)	38	63	39	40
2 Louis-le-Grand (Paris-5*)	120	48	28	21
3 Le Parc (Lyon-6*)	80	43	25	35
4 Sainte-Geneviève (Versailles)	133	40	26	44
5 Kléber (Strasbourg)	35	26	9	0

Ecole centrale de Paris (PSI)				
1 Sainte-Geneviève (Versailles)	39	44	33	46
2 Lakanal (Sceaux)	32	41	31	70
3 La Martinière-Monplaisir (Lyon-8*)	26	35	19	80
4 Georges-Clemenceau (Nantes)	53	32	17	33
5 Louis-le-Grand (Paris-5*)	42	29	14	67

Ecole centrale de Paris (TSI)				
1 Léon-Vieljeux (La Rochelle)	16	19	6	100
2 Raspail (Paris-14*)	20	10	10	0
3 Georges-Cabanis (Brive-la-Gaillarde)	18	6	6	0

lycée	Inscrits	Admis	Adm. %	Intégr.
-------	----------	-------	--------	---------

Concours Mines-Ponts (MP)				
1 Henri-IV (Paris-5*)	79	66	54	19
2 Hoche (Versailles)	87	66	53	30
3 Centre-int.-de-Valbonne (Sophia-Antipolis)	20	69	60	12
4 Prytanée-militaire (La Flèche)	20	60	55	22
5 Le Parc (Lyon-6*)	150	39	53	34
6 Louis-le-Grand (Paris-5*)	177	69	43	18

Concours Mines-Ponts (PC)				
1 Henri-IV (Paris-5*)	38	66	58	29
2 Jésoup (Paris-4*)	18	61	61	33
3 Louis-le-Grand (Paris-5*)	121	64	51	13
4 Sainte-Geneviève (Versailles)	133	63	57	20
5 Thiers (Marseille-1*)	64	60	47	33

Concours Mines-Ponts (PSI)				
1 Sainte-Geneviève (Versailles)	39	66	82	43
2 Lakanal (Sceaux)	42	66	64	37
3 Pierre-de-Fermat (Toulouse)	50	66	64	33
4 Hoche (Versailles)	43	65	60	22
5 Louis-le-Grand (Paris-5*)	43	65	60	22

Concours Mines-Ponts (PT)				
1 La Martinière-Monplaisir (Lyon-8*)	26	67	81	14
2 Jean-Baptiste-Say (Paris-16*)	10	70	70	29
3 Gustave-Eiffel (Bordeaux)	11	64	64	14
4 Marie-Curie (Nogent-sur-Oise)	14	60	50	12
5 Etienne-Mimard (Saint-Etienne)	10	60	40	25

Concours Mines-Ponts (TSI)				
1 Raspail (Paris-14*)	14	62	21	10

Concours communs polytechniques (MP)				
1 Sainte-Geneviève (Versailles)	48	96	90	14
2 Le Parc (Lyon-6*)	79	84	84	28
3 Georges-Clemenceau (Nantes)	79	85	85	24
4 Pierre-Corneille (Rouen)	72	84	71	24
5 Champollion (Grenoble)	64	88	77	28

Concours communs polytechniques (PC, physique)				
1 Blaise-Pascal (Orsay)	27	66	78	52
2 Le Parc (Lyon-6*)	49	66	63	35

La variété des cursus et des débouchés différencie les formations d'ingénieurs

▼ Cette diversité doit être prise en compte dans les choix d'orientation des bacheliers

QUELLE réalité recouvre, aujourd'hui, l'appellation « grande école d'ingénieurs » ? Ainsi posée, la question doit déjà être corrigée, car il faut l'écrire au pluriel : « Quelles réalités... ». C'est ce que démontrent amplement les résultats de l'enquête menée par *Le Monde* auprès des écoles, dans le champ limité de celles qui déclarent recruter essentiellement sur concours dans le vivier des classes préparatoires. Or, même dans ces limites, l'hétérogénéité des écoles prouve qu'il devient de moins en moins possible de parler des grandes écoles d'ingénieurs comme d'une entité cohérente, et ce sur tous les plans : taille de l'école, origine des élèves intégrés, internationalisation des cursus, modalités de professionnalisation des études, spécialités enseignées et enfin nature des débouchés.

Si l'on s'en tient à la principale interrogation de tous les étudiants confrontés au choix d'une école, l'emploi, la situation des diplômés des écoles d'ingénieurs, dans leur ensemble, est bien meilleure que ne le laissent croire les cris d'alarme régulièrement relayés par les médias. Selon la dernière enquête de la Conférence des grandes écoles auprès de ses adhérents, la part des diplômés en recherche d'emploi plus de six mois après leur sortie de l'école était comprise entre 2 % et 3 % ; selon le Cereq (Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications), le taux de chômage des diplômés 1994 des écoles d'ingénieurs était de 5 % en mars 1997, trois ans après leur sortie, contre 8 % en décembre 1994, pour les diplômés de 1992. La situation s'améliore donc globalement, même si les écarts constatés dans notre enquête en matière d'insertion (mesurée par le taux de chômage et la nature des contrats)

sont importants d'une école ou d'une promotion à l'autre. Mais il serait délicat, voire malhonnête, de comparer ou de classer ces résultats, d'abord parce qu'ils proviennent des écoles elles-mêmes (certaines peuvent être tentées par une « amélioration » de leurs chiffres en la matière...), ensuite parce qu'ils peuvent varier d'une année à l'autre et qu'ils ne renseignent en rien sur la « qualité » de telle ou telle école.

IMAGE MYTHIQUE

Seule la nature des débouchés offerts peut être comparée, cette information ayant été recueillie par la Conférence des grandes écoles directement auprès de ses adhérents. A travers les questions posées sur l'emploi exercé (fonction, secteur d'activité, situation géographique, taille de l'entreprise), il est possible de dresser une typologie des écoles qui reflète assez fidèlement la variété de leurs débouchés. Un premier groupe correspond à l'image mythique des grandes écoles d'ingénieurs : plus des deux tiers des emplois occupés par les trois dernières promotions (1994, 1995, 1996) se situent en région parisienne, dans des entreprises de plus de 500 personnes, mais rarement à l'étranger. Ils se caractérisent également par l'importance d'autres secteurs d'activité que l'industrie (informatique, études-conseil) et d'autres fonctions que la production (finance, gestion), alors que la recherche-développement reste sous-représentée. Ce tableau vient conforter l'image de diplômés plus aptes à occuper des fonctions de direction dans un cadre hexagonal qu'à doter leurs entreprises de capacités d'innovation, dans un cadre international.

Mais il ne correspond pas à la réalité d'un second groupe d'écoles, qui forment des ingé-

nieurs au sens plus traditionnel du terme. Plus de la moitié des emplois occupés par les diplômés de ces écoles se situent dans leur territoire d'implantation (en province ou en région parisienne), dans le secteur industriel à l'intérieur d'entreprises de moins de 500 salariés, et même le plus souvent dans celles de moins de 100 salariés. Ces emplois sont concentrés dans les fonctions production et recherche-développement.

Un troisième groupe rassemble des établissements présentant une ou deux caractéristiques les excluant de chacun des deux groupes précédents : il s'agit le plus souvent de la marque d'une particularité ou d'une spécialisation. C'est ainsi que 79 % des emplois de l'école supérieure d'optique (Orsay) se situent dans la fonction R&D, que 34 % de ceux de l'école européenne de chimie, polymères et matériaux (EPCPM) de Strasbourg se situent à l'étranger, etc. La remarque concerne également les écoles spé-

هكذا من راصل

cialisées dans un domaine particulier (informatique, chimie, agro-alimentaire). Par exemple, la plupart des écoles d'ingénieurs agricoles sont caractérisées à la fois par l'importance des débouchés dans les PME de province et par celle des fonctions de gestion : ces ingénieurs forment en effet l'encadrement ou la direction des petites entreprises de l'agroalimentaire.

Cette extrême variété des débouchés trouve son pendant dans d'autres caractéristiques des écoles, tant dans leur mode de recrutement que dans l'organisation de leur cursus.

Ainsi, les écoles du premier groupe présentent des effectifs de 200 à 400 élèves par promotion, alors que ceux des promotions des écoles des deux autres groupes varient de 10 à près de 1 000, à l'Ensam. Celle-ci fait cependant figure d'exception parmi des écoles recrutant en moyenne des petites promotions. De même, les écoles du premier groupe sélectionnent plus

de 90 % de leurs effectifs de première année parmi les élèves de classes préparatoires, alors que la situation des écoles des deux autres groupes est extrêmement variable, la part des admissions parallèles restant toujours inférieure à 45 %.

DEUX ATTITUDES

L'organisation des cursus des écoles comprend généralement un tronc commun et des spécialisations, la part du premier diminuant au profit des secondes au fur et à mesure de la scolarité. Cependant certaines écoles dispensent un important enseignement généraliste de tronc commun tout au long de la scolarité, d'autres préfèrent spécialiser leurs étudiants le plus tôt possible ; or ces deux attitudes se retrouvent dans les trois catégories d'école. Dans la première, par exemple, l'école centrale de Paris est généraliste et Télécoms Paris spécialisée ; dans la troisième, les écoles de chimie apparaissent gé-

néralistes, mais on peut supposer que l'enseignement dit de tronc commun correspond en fait à ce que serait un enseignement de spécialité dans une autre école. La remarque étant valable pour l'ensemble des écoles affichant dans leur intitulé même une telle spécialisation (agricole, informatique, chimie, électronique, etc.), on peut en déduire que les écoles dont les cursus proposent une forte spécialisation débouchent effectivement dans les fonctions et les secteurs correspondants, ce qui semble la moindre des choses.

Mais cela a aussi pour conséquence de renforcer la dichotomie entre des écoles préparant effectivement aux métiers industriels et des écoles préparant aux fonctions d'encadrement et de direction. Alors que les premières, selon leur taille et leur notoriété, débouchent sur tout ou partie de la gamme des métiers d'un secteur d'activité donné (y compris la gestion), les secondes débouchent sur des fonctions de gestion quel que soit le secteur d'activité.

Sous le seul intitulé du diplôme d'ingénieur se cachent donc des métiers bien différents et, par conséquent, des apports extrêmement variés à l'activité économique. Tenir compte de cette hétérogénéité semble indispensable aux choix d'orientation des bacheliers, comme aux choix politiques qui guident, ou guideront, la réorganisation de l'enseignement supérieur.

Antoine Reverchon

Toutes les réponses des écoles à l'enquête menée par *Le Monde* pourront être consultées, dans quelques semaines, sur le site Web du *Monde*, <http://www.11monde.fr>, ou sur le site cege teledu.

A. R.

Polytechnique : 80 thésards et 120 corpsards

LE 9 juillet, Claude Allègre lançait aux directeurs des grandes écoles réunis autour de lui : « Faites entrer l'innovation au cœur de la formation des élites de ce pays. » A cette exhortation l'école polytechnique estime avoir d'ores et déjà répondu. « Tous les élèves, je dis bien tous, effectuent les trois derniers mois de leur scolarité dans un laboratoire de recherche, explique Jean-Claude Toledano, directeur général adjoint pour l'enseignement. Pratiquement, tous publient le résultat de leur travail, dont trois ou quatre dans les meilleures revues internationales. »

Au-delà de ce premier contact avec la recherche, 70 à 80 polytechniciens, sur les 400 d'une promotion, font suivre leur diplôme d'ingénieur d'un DEA et d'un doctorat, dont une vingtaine parmi les 120 qui intègrent l'un des grands corps de l'Etat. Les enquêtes d'insertion montrent qu'environ un X sur six commence sa carrière par la recherche dans l'industrie, les grands organismes, l'Université ou... les grandes écoles (110 chercheurs des laboratoires de l'X sont des anciens élèves). « Le nombre de doctorants atteignait même 10 certains il y a trois ou quatre ans. Mais l'arrêt du recrutement dans la recherche privée en a depuis détourné certains de ce choix », dit Michel Petit, directeur général adjoint pour la recherche. Il est vrai que cet intérêt pour la thèse peut avoir une raison bien prosaïque : ceux qui la passent sont dispensés du remboursement de leur scolarité au cas où ils viendraient à « pantoufler » dans l'industrie privée.

C'est pour renforcer ces vocations que l'école a développé une politique de filières. Jusqu'en 1989, tous suivaient le même cursus jusqu'au classement final, les mieux notés (la « botte ») choisissant les grands corps, les autres se contentant d'autres carrières, dont la recherche. Cette année-là, le tronc commun fut réduit à une année d'études, suivie de deux trimestres de spécialisation au choix, majoritairement en science fondamentale. Depuis trois ans, les élèves choisissent entre trois voies - sciences expérimentales (A),

maths-physique (B) et sciences de la décision (C) - censées préparer aux carrières en industrie, recherche, service de l'Etat. Le tronc commun est réduit à un semestre, la spécialisation est étendue à trois trimestres, complétée par le séjour en laboratoire. Près de la moitié des élèves choisissent la voie B, un tiers la A et un quart la C. La recherche attirerait-elle la plus grande part des polytechniciens ? En fait, les mathématiques fondamentales dominent la voie B. Comme le lycée, les prépas et le concours les ont déjà sélectionnés sur cette base, les élèves pensent qu'elle reste la plus sûre voie d'accès à la « botte ».

SEPT BREVETS DÉPOSÉS

Mais l'apport de l'X à l'innovation ne se mesure pas seulement à ces tentatives de faire faire quelques pas dans la recherche à la future « élite du pays ». Il se mesure aussi par sa capacité à irriguer son enseignement et son environnement par les savoirs accumulés au sein de ses 24 laboratoires de recherche fondamentale. Ceux-ci abritent 570 chercheurs (dont 312 également au CNRS), 360 thésards et 200 « visiteurs » (post-doc, invités, stagiaires...). Parmi les 48 professeurs de l'école, 24 y sont aussi chercheurs ; c'est le cas de 20 % des 220 maîtres de conférences. L'X incite les meilleurs chercheurs français et étrangers à venir y enseigner 80 à 100 heures par an, grâce à son prestige... et à un tarif horaire (600 à 800 F) hors d'atteinte pour les universités.

Par ailleurs, les laboratoires de l'école ont réalisé en 1996 30 millions de francs de chiffre d'affaires (dont 12 dans le domaine de la défense) dans le cadre de 186 contrats et ont déposé 7 brevets. Le campus accueille enfin une structure de transfert, X Technologies, où travaillent des équipes associant les chercheurs et des entreprises, dont les deux tiers sont nouvellement créées ou en voie de l'être. Cet impressionnant tableau de chasse suffira-t-il à faire oublier que l'X est aussi le sommet d'un système de formation sur lequel convergent toutes les critiques ?

A. R.

Sous le feu du ministre

IL sont directeurs des grandes écoles d'ingénieurs et ont l'habitude d'être l'objet de toutes les critiques concernant la formation des élites françaises. La presse, l'édition fourmille d'attaques contre l'endogamie régnant entre fonction publique et grandes entreprises, le conservatisme et l'élitisme des diplômés, leur incapacité à innover et à donner une dimension internationale à leur activité. Mais lorsque le ministre de l'Éducation nationale réunit, le 9 juillet, autour de lui un aréopage de ces directeurs, la chose prend une tout autre ampleur.

Claude Allègre a reçu, la veille au soir, une lettre de Lionel Jospin qui l'autorise à placer progressivement sous sa tutelle (ou cotutelle) l'ensemble des écoles, y compris celles qui dépendent d'autres ministères. Il annonce donc ses intentions : les budgets des écoles (enseignement et recherche) seront coordonnés par les directions du ministère de l'Éducation nationale ; les écoles devront en passer par des regroupements et des mises

en réseaux, afin de pallier leur dispersion et leur petite taille. Elles devront s'ouvrir aux étudiants étrangers en modifiant leur recrutement trop basé sur les concours et les prépas. Il attend également des écoles qu'elles se lancent activement dans la formation continue, et surtout dans la recherche. L'innovation doit être au cœur de la formation, en développant l'imagination et la capacité à résoudre des problèmes concrets. D'où la nécessité d'irriguer l'enseignement par la recherche, de rapprocher les écoles des universités, et de reconnaître une grande place à l'enseignement technologique.

Symboliquement, Claude Allègre promet pour la rentrée 1998 l'ouverture de prépas technologiques dans les meilleurs lycées parisiens... Enfin, il appelle ses interlocuteurs à « gagner la bataille de la matière grise » en détachant, au nom de l'égalité républicaine, « tous les talents, afin qu'aucun n'échappe à l'écrémage ».

A. R.

Les Mines de Douai donnent la priorité au terrain

▼ La vocation de l'établissement est toujours de préparer à la production industrielle

DANS les années 60, la dernière promotion d'ingénieurs de l'école des mines de Douai formés aux métiers de la mine ne comptait que sept élèves. Mais la promiscuité historique entre l'école et l'industrie, qui avait engendrée à la fin du siècle dernier, ne s'est pas démentie. Simplement, à l'image de la région où elle est implantée, elle s'est attelée dans les années 70 et 80 à sa reconversion, en s'adossant au secteur automobile et au bâtiment. Depuis lors, la formation d'ingénieurs de production, d'« hommes de terrain », reste une carte de visite revendiquée.

Pour ce faire, les étudiants sont immergés très tôt et à haute dose dans la réalité industrielle. Bien loin d'être une antichambre préparant les futurs ingénieurs à occuper des postes de management, la formation relève quasiment de l'alternance avec une période passée en entreprise presque égale à la moitié de la scolarité : sur 40 mois, 20 sont consacrés aux stages (ouvrier, technicien, ingénieur adjoint), 4 autres au projet industriel de fin d'études tandis que, dans le cadre des enseignements optionnels liés aux travaux de recherche des sept départements existants, les étudiants nouent des contacts directs avec les entreprises. « Aux yeux des professionnels, nous avons une plus grande réputation de réactivité, même par rapport aux diplômés de Centrale ou des Arts et Métiers », se félicite un ancien élève.

« Ce choix de l'alternance explique notre scolarité sur quatre ans et justifie notamment que nous recrutons nos étudiants à bac +1 », plaide pour sa part Maurice Cotte, le directeur d'une école qui a donc fait, dès l'origine, un trait sur le concours traditionnel à l'issue de maths spé.

« Il faut donner aux étudiants tous les atouts pour mieux se vendre »

Pourtant que de puiser dans le vivier de « l'élite scolaire », l'école recrute en première année sur concours des maths sup (65 %) ou des maths spé qui ont renoncé à intégrer les écoles plus prestigieuses. En deuxième année, l'effectif est complété à 30 % par une sélection de bac +2 (dont 24 % de BTS industriels) admis sur dossier. Cette stratégie a permis à l'école de poursuivre sa tradition de connivence avec l'industrie. Au début des années 80, la fédération de la plasturgie, soucieuse de former des ingénieurs et cadres pour les PME équipementières de l'automobile, lance un appel d'offres national. L'école des mines de Douai l'emporte et crée la première formation d'ingénieur en technologie des polymères et composites. Depuis, le laboratoire du même nom est l'un

des fleurons de l'école. L'école des mines s'essaye cependant à une diversification des cursus grâce à des filières proposées au choix des étudiants à l'entrée en troisième année, dans le cadre de « projets personnels ». « Aujourd'hui, il faut donner aux étudiants tous les atouts pour mieux se vendre » au moment où la concurrence pour les postes de production devient rude sur le marché du travail, reconnaît la direction. Mais la grande majorité des étudiants continuent de préférer le savoir-faire technique et opérationnel.

Cette année, seuls un tiers d'entre eux ont confirmé leur choix pour l'une des quatre filières : moins de 10 % des 160 élèves concernés ont opté pour la recherche (en préparant parallèlement un DEA), 12 pour le commercial, 17 pour l'international, tandis que 9 inaugurent la filière entrepreneur, lancée à la rentrée.

Les performances de l'école dans ses relations avec les entreprises témoignent également de cet ancrage industriel. Douzième en 1996

au palmarès national du partenariat avec l'industrie publié par *Industries et techniques* d'octobre 1997, l'école se place juste derrière l'école centrale de Paris. Contrats de recherche et prestations de service représentent un chiffre d'affaires de 18 millions de francs (sur un budget total de 100 millions). Le secteur public représente 39 % des contrats, les PME près de 45 % (dont 17 % implantées localement) et les grands groupes 17 %.

Situés de l'autre côté de la ville, les laboratoires de recherche accueillent 130 enseignants-chercheurs et 50 élèves-chercheurs : en 1996, 18 thèses y ont été soutenues. La collaboration va du contrat pluriannuel du développement de processus pour de grandes entreprises à des essais pour des PMI peu équipées, ou encore la définition de normes pour des industriels en quête de débouchés pour leurs produits. Ce sont pour ces recherches plus simples que les étudiants sont mis à contribution.

Stéphanie Le Bars

REUSSIR SUP/SPE

Classe Math Spé PC* "pilote"
ENS. X, Mines-Ponts, Centrale-Supelec : plus de 80% d'admis.
ENSI : 100% d'admis
Stages de pré-entrée de TS vers Sup
Maths, Physique, Chimie, SI-Techno
Stages de pré-entrée de Sup vers Spé
Maths, Physique, Chimie, SI-Techno
Stages de perfectionnement pendant les vacances
Février (Spé) : Français, SI-Techno, Anglais
Pâques (Sup/Spé toutes sections) : Maths, Physique, Chimie, SI-Techno
Cycle continu en mathématiques (spé PC/PC*)

Ministère de l'Éducation									
Mines-Ponts (Ingénieur P) 1996					Mines-Ponts Supélec (P) 1996				
Année	Admis	Reçus	Admis	Reçus	Année	Admis	Reçus	Admis	Reçus
1995	15	15	15	15	1995	15	15	15	15
1996	15	15	15	15	1996	15	15	15	15
1997	15	15	15	15	1997	15	15	15	15
1998	15	15	15	15	1998	15	15	15	15
1999	15	15	15	15	1999	15	15	15	15
2000	15	15	15	15	2000	15	15	15	15
2001	15	15	15	15	2001	15	15	15	15
2002	15	15	15	15	2002	15	15	15	15
2003	15	15	15	15	2003	15	15	15	15
2004	15	15	15	15	2004	15	15	15	15
2005	15	15	15	15	2005	15	15	15	15
2006	15	15	15	15	2006	15	15	15	15
2007	15	15	15	15	2007	15	15	15	15
2008	15	15	15	15	2008	15	15	15	15
2009	15	15	15	15	2009	15	15	15	15
2010	15	15	15	15	2010	15	15	15	15
2011	15	15	15	15	2011	15	15	15	15
2012	15	15	15	15	2012	15	15	15	15
2013	15	15	15	15	2013	15	15	15	15
2014	15	15	15	15	2014	15	15	15	15
2015	15	15	15	15	2015	15	15	15	15
2016	15	15	15	15	2016	15	15	15	15
2017	15	15	15	15	2017	15	15	15	15
2018	15	15	15	15	2018	15	15	15	15
2019	15	15	15	15	2019	15	15	15	15
2020	15	15	15	15	2020	15	15	15	15
2021	15	15	15	15	2021	15	15	15	15
2022	15	15	15	15	2022	15	15	15	15
2023	15	15	15	15	2023	15	15	15	15
2024	15	15	15	15	2024	15	15	15	15
2025	15	15	15	15	2025	15	15	15	15
2026	15	15	15	15	2026	15	15	15	15
2027	15	15	15	15	2027	15	15	15	15
2028	15	15	15	15	2028	15	15	15	15
2029	15	15	15	15	2029	15	15	15	15
2030	15	15	15	15	2030	15	15	15	15

Écoles supérieures de commerce et de gestion : le classement des meilleurs lycées

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
HEC (option scientifique)				
1. Ipséup (Paris-4)	25	96	84	100
2. Henri-IV (Paris-5)	41	71	61	100
3. Sainte-Geneviève (Versailles)	62	69	58	100
4. Louis-le-Grand (Paris-5)	37	59	51	100
5. Henri-Poincaré (Nancy)	12	58	58	100

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
HEC (option économique)				
1. Henri-IV (Paris-5)	12	33	17	100
2. Ipséup (Paris-4)	19	32	21	100
3. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	68	29	25	100
4. Madeleine-Daniélou (Rueil-Malmaison)	42	29	19	100
5. HEC (Versailles)	31	29	13	100

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
HEC (option littéraire)				
1. Henri-IV (Paris-5)	16	44	38	100
2. Janson-de-Sailly (Paris-16)	14	29	14	100
3. Stanislas (Paris-6)	14	7	7	100

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESSEC (option scientifique)				
1. Ipséup (Paris-4)	25	100	96	13
2. Henri-IV (Paris-5)	41	93	90	85
3. Sainte-Geneviève (Versailles)	62	82	81	38
4. Intégrale (Paris-16)	26	69	65	59
5. Carnot (Paris-17)	62	66	61	42
6. Louis-le-Grand (Paris-5)	38	66	61	26

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESSEC (option économique)				
1. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	67	60	52	34
2. Carnot (Paris-17)	50	52	44	77
3. HEC (Versailles)	31	52	42	77
4. Henri-IV (Paris-5)	12	50	50	67
5. Intégrale (Paris-16)	21	48	48	100

IECS STRASBOURG

L'école supérieure de commerce de la capitale européenne

Formation initiale :

Formation internationale à la gestion en 3 ans 1/2, cursus intégrés à double-diplôme avec un an minimum d'études à l'étranger

Contact : 03 88 41 77 51

Formation de 3^e cycle :

DESS Commerce international
DESS Achat international
DESS Audit

Contact 03 88 41 77 52 ou 42

Formation continue :

Formations diplômantes et qualifiantes
Diplôme d'Université en Commerce Electronique
DU Administration et Management des Entreprises
Ingénieur d'affaires

Contact 03 88 41 77 21



Université Robert Schuman

47 avenue de la Forêt-Noire F - 67082 Strasbourg cedex

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TECHNIQUE PRIVE



Une Grande Ecole Parisienne de renommée internationale

UNE FORMATION BAC + 5

- 3 années d'études commerciales et de gestion pour devenir "Expert en Management"
- 5 options de 3^e année dont Management International (en anglais) : Marketing, Audit et Expertise Comptable, Finances, Création d'entreprises.
- Ecole reconnue par l'Etat et Diplôme homologué par l'Etat
- Bourse d'Etat et Bourse d'Ecole
- Semestres d'études en Angleterre et aux USA
- Accords internationaux pour MBA aux USA et en Australie

UN PARTENARIAT INTENSE AVEC 3000 ENTREPRISES

ADMISSIONS

- En 1^{ère} année sur concours, après prépa HEC et sessions en juillet et septembre pour les étudiants de DEUG (Droit, Eco, Lettres, Sciences) ou sur dossier + entretien pour les diplômés BAC+2
- En 2^{ème} année sur dossier + entretien pour les diplômés BAC+3 en Gestion-Commerce
- En MASTER ESG (3^{ème} cycles d'études) pour les diplômés BAC+4

ESG : 25 rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS
Tél : 01.43.55.44.44 - Fax : 01.43.55.73.74
Internet : <http://www.esg.fr> - E-mail : esg@worldnet.fr

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESSEC (option littéraire)				
1. Stanislas (Paris-6)	15	40	27	100

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESCP (option scientifique)				
1. Ipséup (Paris-4)	25	100	100	4
2. Henri-IV (Paris-5)	41	88	83	0
3. Intégrale (Paris-16)	27	81	74	20
4. Sainte-Geneviève (Versailles)	63	78	73	4
5. Prépacom (Paris-16)	23	78	61	36

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESCP (option économique)				
1. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	68	69	62	19
2. Madeleine-Daniélou (Rueil-Malmaison)	42	67	60	44
3. Intégrale (Paris-16)	21	67	57	38
4. HEC (Versailles)	31	61	61	37
5. Carnot (Paris-17)	57	60	53	30

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESCP (option littéraire)				
1. Fénelon (Paris-6)	10	30	30	67
2. Sainte-Marie (Neuilly-sur-Seine)	10	30	30	33
3. Stanislas (Paris-6)	15	20	13	0

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Lyon (option scientifique)				
1. Ipséup (Paris-4)	24	100	21	0
2. Henri-IV (Paris-5)	36	92	36	8
3. Sainte-Geneviève (Versailles)	63	86	40	8
4. Louis-le-Grand (Paris-5)	37	76	38	14
5. Carnot (Paris-17)	56	75	34	11

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Lyon (option économique)				
1. HEC (Versailles)	30	77	53	25
2. Henri-IV (Paris-5)	14	71	43	0
3. Carnot (Paris-17)	57	68	53	10
4. Madeleine-Daniélou (Rueil-Malmaison)	42	67	40	5
5. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	68	66	38	39

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Lyon (option littéraire)				
1. Stanislas (Paris-6)	13	23	15	0

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
EDHEC (option scientifique)				
1. Henri-IV (Paris-5)	29	97	28	13
2. Sainte-Geneviève (Versailles)	62	95	27	12
3. Louis-le-Grand (Paris-5)	28	93	43	17
4. Intégrale (Paris-16)	25	92	48	9
5. Carnot (Paris-17)	57	88	51	21
6. HEC (Versailles)	33	88	42	14

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
EDHEC (option économique)				
1. Intégrale (Paris-16)	22	65	77	29
2. Ipséup (Paris-4)	16	64	69	29
3. HEC (Versailles)	30	90	77	34
4. Madeleine-Daniélou (Rueil-Malmaison)	42	90	55	35
5. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	68	88	49	18

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Bordeaux (option scientifique)				
1. Saint-Louis (Paris-6)	17	100	53	17
2. HEC (Versailles)	18	100	22	0
3. Le Parc (Lyon-6)	29	100	17	0
4. Carnot (Paris-17)	41	93	17	0
5. Lavoisier (Paris-5)	29	97	41	25

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Bordeaux (option économique)				
1. HEC (Versailles)	18	100	11	0
2. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	48	98	38	0
3. Madeleine-Daniélou (Rueil-Malmaison)	39	97	31	0
4. Carnot (Paris-17)	36	97	31	0
5. Parc-de-Vilgénis (Massy)	39	90	72	25

eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNEE

L'admission sur titre à l'ESLSCA permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme ESLSCA visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme MBA d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

Prochaine Session

(rentrée des cours : Octobre 1998)

12 et 13 mai 1998

Renseignements - Inscriptions

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

1, rue Bougainville, 75662 Paris - Tél. : 01.45.51.22.58

Établissement privé d'enseignement supérieur

Fondé en 1949 - Reconnu par l'Etat

Diplôme visé par le ministère de l'Éducation nationale

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
-------	--------------	-----------------	-----------	--------------

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Marseille-Provence (toutes options)				
1. Thiers (Marseille-1 ^{re})	23	100	96	8
2. Louis-Berthou (Pau)	11	100	82	0
3. Malherbe (Caen)	14	100	64	0
4. Georges-Clemenceau (Nantes)	19	100	47	0
5. Le Parc (Lyon-6)	20	100	45	0
6. Lavoisier (Paris-5)	19	100	42	0
7. Stanislas (Paris-6)	23	100	35	13
8. Chaplat (Paris-8)	10	100	30	0
9. Carnot (Paris-17)	51	100	20	0
10. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	16	100	13	0
11. Hoche (Versailles)	26	100	12	0
12. Sainte-Geneviève (Versailles)	15	100	7	0

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Reims (option scientifique)				
1. Hoche (Versailles)	24	100	42	40
2. Henri-IV (Paris-5)	17	100	12	0
3. Le Parc (Lyon-6)	46	100	39	0
4. Carnot (Paris-17)	42	100	21	0
5. Sainte-Geneviève (Versailles)	48	100	13	0

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Reims (option économique)				
1. Hoche (Versailles)	29	100	34	20
2. Henri-IV (Paris-5)	12	100	17	0
3. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	63	100	41	27
4. Madeleine-Daniélou (Rueil-Malmaison)	41	100	34	21
5. Carnot (Paris-17)	49	100	29	23

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Rouen (toutes options)				
1. Hoche (Versailles)	54	100	50	40
2. Henri-IV (Paris-5)	28	100	18	20
3. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	63	100	30	30
4. Sainte-Geneviève (Versailles)	48	100	21	0
5. Saint-Louis (Paris-6)	24	100	46	0
6. Carnot (Paris-17)	93	100	38	0
7. Le Parc (Lyon-6)	45	100	24	0

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ICN Nancy (option scientifique)				
1. Hoche (Versailles)	19	100	47	0
2. Marcelin-Berthelot (Saint-Maur-des-Fossés)	27	100	41	0
3. Henri-IV (Paris-5)	16	100	6	0
4. Sainte-Geneviève (Versailles)	36	100	8	0
5. Carnot (Paris-17)	36	100	17	0

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ICN Nancy (option économique)				
1. Hoche (Versailles)	26	100	23	0
2. Henri-IV (Paris-5)	12	100	17	0
3. Madeleine-Daniélou (Rueil-Malmaison)	35	100	17	0
4. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	42	100	31	0
5. Carnot (Paris-17)	48	100	35	0

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Nantes-Atlantique (option scientifique)				
1. Louis-le-Grand (Paris-5)	23	100	61	0
2. Sainte-Geneviève (Versailles)	49	100	27	0
3. Henri-IV (Paris-5)	19	100	58	0
4. Pierre-Fermat (Toulouse)	29	100	62	0
5. Les Iris (Lormont)	24	100	38	0

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Nantes-Atlantique (option économique)				
1. Jules-Ferry (Versailles)	22	100	50	0
2. Les Iris (Lormont)	15	100	53	0
3. Madeleine-Daniélou (Rueil-Malmaison)	35	100	34	0
4. Intégrale (Paris-16)	17	100	35	0
5. Saint-Louis-de-Gonzague (Paris-16)	47	100	49	0

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Nantes-Atlantique (option technologique)				
1. Parc-de-Vilgénis (Massy)	11	100	45	0
2. René-Cassin (Bayonne)	10	100	10	0
3. Jules-Lesven (Brest)	11	100	9	100

lycée	Inscrits (I)	Admissibles (A)	Admis (D)	Intégrés (I)
ESC Grenoble (toutes options)				
1. Saint-Louis (Paris-6)	15	100	67	0
2. Lavoisier (Paris-5)	23	100	61	0
3. Janson-de-Sailly (Paris-16)	28	100	46	0
4. Sainte-Geneviève (Versailles)	34	100	12	0
5. Hoche (Versailles)	40	100	35	0

IECS Strasbourg (toutes options)				
1	Henri-Poincaré (Nancy)	24	92	67
	Masséna (Nice)	12	92	50
	Chateaubriand (Rennes)	36	92	42
	Saint-Jean-de-Passy (Paris-16*)	24	92	38
5	Michel-de-Montaigne (Bordeaux)	29	92	38

Le système des grandes écoles de gestion vole en éclats

En jouant ouvertement la concurrence, les établissements se scindent en deux groupes distincts

LONGTEMPS dissimulée sous une solidarité de façade, la crise des grandes écoles de gestion éclate maintenant au grand jour. Fin octobre, Gérard Trémège, président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, dont dépendent la plupart des écoles, et François Duvergé, chargé de gérer le réseau des écoles consulaires, démissionnent tous deux de l'Association pour le développement des écoles de management (ADEM), créée justement en 1995 pour tenter de juguler les conséquences d'une crise de recrutement commencée il y a cinq ans.

Cette double démission marque l'échec d'une tentative d'apaiser les écoles à un comportement solidaire. Au concours 1997, au moins quatre écoles - Reims, Bordeaux, Lille et Marseille - ont en effet recruté bien plus de candidats issus de prépas qu'elles n'avaient annoncé, asséchant le vivier des écoles moins cotées. Mais les directeurs de ces écoles renvoient la faute aux « parisiennes » - HEC, ESSEC, ESCP et (par abus de langage) ESC Lyon - dont l'attitude fort peu solidaire a déjà suscité de nombreux conflits. La Chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui gère HEC et l'ESCP, aurait ainsi bloqué la nomination d'un délégué général de l'ADEM issu des rangs des directeurs d'écoles de province, ainsi que les tentatives de mise en place d'un label de qualité commun à toutes les écoles.

Quoi qu'il en soit, l'éclatement du conflit clarifie le paysage en rendant officiel ce que l'enquête menée par *Le Monde* auprès des écoles met en évidence : le mythe de l'unicité des grandes écoles de gestion s'effondre au profit de la diversification de leurs missions. Celle-ci pourrait d'ailleurs trancher enfin une vieille querelle séculaire : faut-il parler, pour désigner l'ensemble de ces écoles, d'écoles de gestion ou d'écoles de commerce ? En jugeant par les réponses fournies par les écoles aux questions de la Conférence des grandes écoles sur la nature des emplois occupés par les diplômés

des trois dernières promotions, il existe bel et bien d'une part des « écoles de gestion », d'autre part des « écoles de commerce ». Dans les premières, la part des emplois dans les fonctions finances et administration est en effet supérieure à celle des emplois occupés dans la fonction commerciale. Dans les secondes, c'est l'inverse.

Si l'on croise ces données avec celles qui concernent la taille des entreprises, il s'avère que la plupart des « écoles de gestion » sont aussi celles dont plus des deux tiers des emplois répertoriés se situent dans les entreprises de plus de 500 salariés. Pour une majorité d'entre elles, les deux tiers des emplois sont également situés en région parisienne, même lorsqu'elles sont implantées en province. Cela dit, les emplois occupés à la sortie des « écoles de commerce » sont, pour environ la moitié d'entre eux, situés dans les grandes entreprises : on ne peut donc pas dire que ces écoles fournissent aux PME les forces de vente dont elles ont besoin. En revanche, c'est bien en province que ces emplois se trouvent concentrés, sauf pour certaines écoles géographiquement proches de l'agglomération parisienne.

Un ensemble de formations disparates préparant, par des moyens variés, à des fonctions et des carrières diverses

Contrairement à l'image d'internationalisation qu'essaient de donner la plupart des écoles, la part des emplois occupés à l'étranger reste faible si l'on écarte le cas de l'EAP (73 % des emplois à l'étranger), dont le recrutement est d'emblée international. Sur tout, l'internationalisation des débouchés n'est pas corrélée à l'ap-

partenance au groupe des « écoles de gestion » ou « de commerce ». Les premières comme les secondes comptent dans leurs rangs des écoles plus ou moins internationales quant aux emplois occupés. Par exemple, la part des diplômés de l'ESC Lille - école dont le profil est plutôt commercial - travaillant à l'étranger est supérieure à celle des diplômés de l'Edhec, également située à Lille, et dont le profil est plutôt gestionnaire.

Le recrutement et l'organisation des études au sein des écoles témoignent, tout autant que leurs débouchés, de leur hétérogénéité. Ainsi, les promotions des « écoles de gestion » comptent de 200 à 400 diplômés, alors que celles des « écoles de commerce » en comptent de 100 à 200. De même, les « écoles de gestion » sont celles qui comptent la plus grande part d'élèves issus des classes pré-

paratoires dans leurs effectifs de première année, alors que les « écoles de commerce » puisent plus largement dans le vivier des admissions parallèles. Exception à la règle, l'INCE de Nancy, dont le recrutement est proche de celui des « écoles de gestion » bien que ses débouchés soient plutôt orientés vers la fonction commerciale.

De même, les « écoles de gestion » sont celles qui s'efforcent de spécialiser leurs étudiants le plus tôt possible dans le déroulement du cursus de formation. Au contraire, les écoles qui débouchent le plus souvent sur la fonction commerciale sont celles qui se préoccupent de conserver un premier généraliste à leurs diplômés. Cette constatation est plutôt paradoxale, puisque les métiers commerciaux sont a priori plus spécialisés que les métiers de gestion. Mais elle peut s'expliquer par le fait que les débouchés des

« écoles de gestion » sont situés dans les grandes entreprises, où le besoin d'une spécialité se fait sentir dès le recrutement, contrairement aux PME qui recrutent des cadres généralistes, même s'ils débutent dans la fonction commerciale.

Les « écoles de commerce » sont aussi celles qui, contrairement aux « écoles de gestion », faisaient l'exception, notable, de l'Essec, privilégiaient la professionnalisation des études par le moyen de l'alternance, quelle que soit la forme prise par celle-ci. Les cursus en alternance ne concernent cependant qu'une minorité d'écoles (une dizaine parmi celles qui ont répondu à notre enquête) et, à l'intérieur de celles-ci, une minorité d'élèves (de 5 à 25 %), à quelques exceptions près.

Au total, et quel que soit le critère choisi, les grandes écoles de gestion apparaissent pour ce

qu'elles ont longtemps essayé de ne pas paraître : un ensemble de formations disparates, préparant, par des moyens variés, à des fonctions et des carrières diverses.

Longtemps dissimulée derrière le voile à peine opaque d'un discours consensuel, cette variété pourrait aujourd'hui devenir un atout dans la redéfinition nécessaire des missions de ces écoles au sein de l'enseignement supérieur. Les entreprises ont besoin de spécialistes lorsqu'elles sont grandes, de généralistes lorsqu'elles sont petites, de commerciaux dans tous les cas ; les familles, devenues sceptiques devant les promesses de carrière mirobolante, ont besoin de savoir à quels métiers ces écoles préparent véritablement. En devenant ouvert, le jeu de la concurrence entre écoles pourrait aussi devenir plus franc.

A. R.

L'ESC Bordeaux fait cavalier seul et « prend ses responsabilités »

TROP de grandes écoles tuent les grandes écoles de commerce. Georges Viala, directeur général de l'ESC Bordeaux, en est convaincu. « Dix établissements, au lieu de trente aujourd'hui, s'imposent durablement en France dans les années qui viennent », Bordeaux arbore une ambition que d'aucuns jugent démesurée : devenir une très grande école, rentable, internationale. Georges Viala rappelle que cette réflexion mûrit depuis dix ans. Le projet pédagogique a été rénové l'an passé : alternance à partir de la deuxième année, consolidation des troisièmes cycles, démarche pour obtenir l'accréditation européenne.

Echaudée par le faux esprit de solidarité du « réseau » des ESC, Bordeaux avait, au début de l'année, claqué la porte de l'Association des grandes écoles de management, décidant de « prendre ses responsabilités » face à la tutelle consulaire. En clair, le giron, qualifié depuis de « dissident » par ses pairs, refuse de gérer la pénurie de candidats. D'où un premier objectif : atteindre une taille critique, « condition incontournable du développement et de la visibilité internationale ». Le groupe comptera 2 000 étudiants en l'an 2000, contre 1 600 aujourd'hui, dont 1 000 sur la seule ESC. Seules 8 écoles dépassent déjà ce seuil. Certaines ESC ont d'ailleurs pas digéré de voir Bordeaux recruter 91 étudiants de plus qu'elle n'avait annoncé de

passer à 20 ou 30 millions dans cinq ans. Que seule l'Essec soit, parmi les sup de co, parvenue à dépasser ce montant ne décourage pas Georges Viala. Il juge que le marché est porteur et qu'il peut y prendre sa part en misant sur les produits d'appel de l'école : les troisièmes cycles spécialisés en achat, logistique, management des risques ou de la qualité. Il compte aussi sur l'effet du réseau Etricom. Les Caisses d'épargne ne viennent-elles pas de conclure avec ces ESC un accord pour la formation de 10 000 personnes ?

« Les Bordaïas sont avant tout des paysans : ils ne rêvent pas, même s'ils ont des visions de grand large », défend Georges Viala. Ses pairs sont moins convaincus. « Continuer ainsi, comme la grenouille de la fable, à vouloir s'aligner sur les écoles parisiennes, c'est se tromper de combat », lance Jean-Pierre Daloz, directeur de l'ESC Marseille, résumant l'état d'esprit de la concurrence. L'Assemblée des chambres de commerce, officiellement en froid avec le dissident, adopte une posture plus juste : compte tenu « des qualités du directeur de l'ESC Bordeaux et de ses idées », on juge à Paris que sa stratégie « n'est pas infaillible ». « Le marché tranchera », énonce Aissa Dermouche, son collègue de Nantes. Rendez-vous dans cinq ans.

Georges Viala sait qu'il doit diversifier ses ressources pour réussir. La formation continue devrait y contribuer largement. De 4 millions de francs de chiffre d'affaires, Bordeaux espère

UN MARCHÉ PORTEUR
Deuxième condition de réussite : une bonne santé financière. La CCI de Bordeaux ayant plafonné son engagement autour de 15 % du budget, les droits de scolarité représentent 70 % des ressources de l'école. L'afflux d'élèves a permis de retrouver l'équilibre en 1996, mais il reste fragile : la manne des droits d'inscription ne suffit plus. Le « ticket d'entrée » sur le marché international de la formation des managers devient prohibitif. Le coût de recrutement d'un étudiant, autour de 8 000 francs pour une ESC de France, se monte à 10 000 francs pour attirer un élève étranger, voire 20 000 en troisième cycle. Autre indicateur : un professeur permanent de stature internationale coûte 600 000 francs par an. Bordeaux, qui en emploie 35, veut en recruter 10 autres dans les deux ans qui viennent.

Georges Viala sait qu'il doit diversifier ses ressources pour réussir. La formation continue devrait y contribuer largement. De 4 millions de francs de chiffre d'affaires, Bordeaux espère

N.G.

L'ESC Saint-Etienne se destine aux PME, sans complexe

Alternance et admissions parallèles orientent les élèves vers l'économie locale

C'ÉTAIT une façade morte, abandonnée sans pueur pendant plus de dix ans aux yeux des passants. Une bâtisse fermée, trop présente sur ce cours Faulstich pour que l'on ait encore envie de la regarder. Aujourd'hui, la « friche Manufrance » a été réhabilitée, signe d'un passé enfin digéré. Les anciens locaux de la célèbre entreprise stéphanoise accueillent depuis septembre une école, elle-même considérée comme moribonde il y a trois ans, l'Ecole supérieure de commerce de Saint-Etienne.

Collectivités locales et chambre de commerce ont dépensé 62 millions de francs pour l'héberger dans ce lieu historique. Il sera inauguré mi-décembre. Massif, le nouveau bâtiment, dont la façade occu-

court sur 160 mètres, paraît surdimensionné pour ses 400 étudiants. On a fait simple, fonctionnel et sans clinquant, car « ce n'est pas le genre ici ».

Emblème malgré elle d'une thérapie collective, la Sup de Co stéphanoise se voit chargée de nombreux espoirs. « Cela fait vingt ans que les diplômés fouettent le camp de ce département. Aujourd'hui, il s'agit de former des élites qui créent et reprennent des entreprises, mais d'abord les nôtres », explique Pascal Clément, président (Démodocrite bérale) du conseil général de la Loire, premier financier de la réhabilitation de la friche Manufrance. « Cette école, qui venait juste d'accéder au grade de grande école, a subi de plein fouet la crise des Sup de Co. Si nous sommes sortis de notre

compétence en y investissant, c'est parce qu'elle a changé de projet pédagogique : elle va devenir l'école des chefs d'entreprise, ce dont l'économie locale a le plus besoin. » Au regard des critères habituels qui prévalent au sein des grandes écoles, Saint-Etienne a pourtant touché le fond à la rentrée : seuls 3 élèves issus de classes préparatoires ont été intégrés.

VERDICT EN JUIN
Une crise que l'école a vue venir il y a trois ans. En 1994, elle engage une restructuration sévère. Huit enseignants sur les vingt permanents sont licenciés. Le budget, abondé par la chambre de commerce à hauteur de 7 millions, ne s'est plus qu'à 5,5 millions. La CCI est alors l'une des plus endettées de France. L'ESC ne trouve son salut qu'en adoptant un nouveau projet pédagogique, centré sur les besoins de l'économie locale.

« Il fallait arrêter de perdre et de fermer des établissements. Désormais, on sait pourquoi on paie, précise Michel Dahmas, directeur général de la chambre. Il s'agit de former des cadres pour nos PME. » Le tissu économique - 4 000 PME industrielles parmi 18 000 entreprises - a besoin de cadres à double compétence, gestionnaire et technique, susceptibles de reprendre des affaires. Pour les diplômés, les débouchés sont a priori solides : sous-traitantes, les entreprises stéphanoises n'ont guère étouffé leur encadrement managérial et commercial.

L'école recrute désormais presque exclusivement des bac + 2 techniques - DUT ou BTS - sans renoncer aux classes prépas, qu'elle tentera de relancer pour le concours 1998. La totalité des nouveaux entrants suivent leur cursus en alternance, sous statut étudiant ou par apprentissage dans une filière rebaptisée ESC Entrepreneurs. Ce programme a débuté en 1995 avec 24 élèves. Ils sont 35 cette an-

née. Leurs employeurs s'appellent Autobar, Suchail, Eyraud/Plants ou Satab. Ils travaillent dans le plastique, le tissu, les cyclamènes ou la fourniture industrielle, et se qualifient d'innovateurs « opérationnels et responsables ». Certains ont triplé le chiffre d'affaires de leur entreprise. D'autres sont déjà promus à devenir directeur de filiale. La greffe semble prendre : 13 demandes d'entrepreneurs ont pu être satisfaites cette rentrée. Pour valider ce nouveau positionnement, il faudra attendre que la première promotion se place sur le marché du travail. Verdict en juin.

L'école comme ses partezoisies ou dissidentes pas les limites de la formule du tout-apprentissage appliquée à la formation de cadres : formation trop moonolithique et difficile d'interactionnalisation du cursus. Pour éviter ces écueils, l'école veille à « décontextualiser » la formation théorique des apprentis, sommés de travailler à l'école sur d'autres cas d'entreprises, et espère devenir pilote dans l'élaboration d'un statut européen de l'apprenti.

« Nous n'avons pas d'états d'âme vis-à-vis des autres ESC, indique Anne Damon, directeur délégué du groupe. Nous savons qu'il faudra nous battre pour conserver notre label grande école. Notre niveau académique est bien à bac + 5, même si certains essaient de nous faire croire qu'un DUT ne vaut pas une classe prépa. » La CCI entend aussi continuer à dispenser une formation nationale en attirant des étudiants et des entreprises (y compris des grandes) issus d'autres régions. L'expérience, portée à bout de bras par les acteurs locaux, a contribué à solder un lourd passé. Pour tenir, Saint-Etienne devra encore convaincre ses pairs qu'il n'y a pas trop d'écoles de commerce. Mais trop d'écoles identiques.

Nathalie Guibert

ADMISSION SUR TITRE EN DEUXIÈME ANNÉE



La multiplicité de ses talents est la plus grande richesse du visionnaire

Comme René Descartes, c'est grâce à la diversité de vos connaissances que vous aborderez votre métier avec passion et créativité. Que vous soyez ingénieur, médecin, pharmacien, titulaire d'une maîtrise (lettres, droit, sciences...) ou d'un diplôme de l'IEP, vous pouvez intégrer l'ESSEC en 2^e année par admission sur titre pour développer des compétences de généraliste du management.

ESSEC : premier centre européen de management accrédité par l'AACSB - The International Association for Management Education.

Informations clés :

- cursus personnalisé à votre initiative,
- alternance et statut d'apprentissage possibles,
- date limite de candidature pour la session de mars 1998 : le 15 février 1998.

Contactez Viviane :

Tél. : 01 34 43 31 26 - Fax : 01 34 43 31 11

E-mail : dhalluin@edu.essec.fr

ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - BP 105

95021 Cergy Pontoise cedex

ESSEC

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

L'atout indispensable pour une carrière internationale

MBA
SCIENCES PO

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme accrédité AMBA.

Réunion d'information le jeudi 11 décembre 1997 à 18h30 dans nos locaux

Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa

173, Bd Saint-Germain 75005 PARIS - Tél. : 01 45 24 67 43 - Fax : 01 45 24 68 92
Website : <http://www.sciences-po.fr> - E-Mail : laetitia.desjardins@sciences-po.fr

Une base de données sur Minitel et Internet pour mieux informer les lycéens et leurs familles

▼ La diffusion électronique des résultats permet un accès rapide à des données disponibles tout au long de l'année

AUJOURD'HUI, Le Monde fait le choix de diffuser sur des supports électroniques, Minitel et Internet, les résultats des classes préparatoires aux concours des grandes écoles, publiés jusqu'à présent sur un support papier, que ce soit de format magazine (avec Le Monde de l'éducation) ou de format livre de poche.

Ce choix est guidé à la fois par une contrainte et par une opportunité. Le volume croissant des informations traitées d'une année sur l'autre, en raison de l'ouver-

formation tout en l'offrant de façon continue et à un coût inférieur à celui de la publication papier, dans la mesure où l'utilisateur ne recherche le plus souvent que des données ponctuelles (par exemple, les résultats d'un seul lycée, ou d'un seul concours).

La base des résultats des classes préparatoires a été constituée à partir des réponses des écoles (ou du bureau du concours lorsqu'il s'agit d'un concours commun), questionnées sur le lycée d'origine des inscrits, des admissibles, des admis et des intégrés au concours d'entrée en première année. Seuls figurent dans la base

Internet. En revanche, le contenu des tableaux est commun à tous ces supports (voir ci-contre « Comment lire les tableaux »).

Dans le supplément de 8 pages, sont présentés les cinq meilleurs résultats (plus les ex-aequo, ce qui explique que peuvent parfois figurer plus de cinq lycées) à une sélection de 71 concours, choisis soit en raison de la notoriété des écoles, soit de l'importance des effectifs concernés. A ces tableaux s'ajoutent les résultats d'un sondage auprès de 250 proviseurs de lycée et responsables de classes préparatoires, à qui il a été demandé de classer en trois groupes les lycées offrant les mêmes filières qu'eux en fonction de leur niveau d'exigence à l'égard des bacheliers candidats à l'inscription en classe préparatoire.

SOUPLESSE DU MINITEL

Sur le Minitel (3615 LEMONDE, 2.23F/min), sont présentés la totalité des données (jusqu'au dernier admissible) sur les 118 concours dont Le Monde a obtenu les résultats. La navigation sur le serveur Minitel s'effectue à partir de la page d'accueil du 3615 LEMONDE, vers la rubrique « résultats des classes préparatoires ». Là, quatre choix sont proposés : concours ENS (écoles normales supérieures), écoles normales supérieures, écoles militaires, écoles commerciales (la touche « Guide » mène à des écrans d'explication sur la lecture des tableaux et des indicateurs qui y sont utilisés). Le choix mène sur une liste des concours, y compris les différentes options d'un même concours ; un nouveau choix mène au tableau des résultats.

La souplesse du support électronique permettra d'ajouter par la suite deux fonctions complémentaires, que les délais imposés par la collecte de l'information



rendent indisponibles à ce jour. Il sera ainsi possible, dans les semaines à venir, d'accéder, une fois affiché un tableau de résultats, à un commentaire sur le concours concerné : nombre total de candidats, d'admissibles, d'admis, d'intégrés, comparaison des performances des lycées.

Il sera également possible d'interroger la base des résultats à partir du nom d'un lycée. S'afficheront alors les performances des classes préparatoires de ce lycée aux différents concours où elles ont eu des candidats admissibles : effectif de la prépa, candidats, admissibles, admis, intégrés. Il sera également possible d'obtenir le classement, pour un concours donné, d'un groupe de lycées sélectionnés selon différents critères : localisation, langues enseignées, statut.

Sur Internet (<http://www.lemonde.fr> et cegetel.edu), seront disponibles gratuitement dès le 28 novembre les textes et les tableaux de ce supplément, y compris le classement des lycées en trois groupes en fonction de leur niveau d'exigence pour l'inscription en première année.

FICHES DE RENSEIGNEMENTS

Des fonctions complémentaires seront développées dans les semaines suivantes sur les deux sites. Il sera ainsi possible, en 1998, d'accéder gratuitement à des fiches de renseignements sur 102 écoles qui ont accepté de répondre à l'enquête du Monde, à partir d'un sommaire en quatre chapitres (écoles normales supérieures, écoles scientifiques, écoles militaires, écoles de commerce). Ces fiches, qui ont

servi de support aux synthèses publiées dans le présent supplément, comportent quatre parties :

- 1) identité et coordonnées ;
- 2) recrutement (part des différentes options de concours et des admissions parallèles dans les effectifs de l'école), frais de scolarité ;
- 3) organisation du cursus scolaire : poids respectifs des enseignements de tronc commun et de spécialisations, éventuellement cursus en alternance ou à l'étranger ;
- 4) débouchés des trois dernières promotions : recherche d'emploi (taux, durée), poursuite d'études, statut des emplois occupés (contrats à durée déterminée ou indéterminée), nature des emplois occupés (localisation, taille et secteur d'activité de l'entreprise, fonction exercée). Les informations sur la nature des emplois occupés ont été fournies par la Conférence des grandes écoles.

D'autres fonctions, dont l'accès sera payant, seront ultérieurement créées sur le site afin d'accéder sur Internet à l'intégralité des résultats des 118 concours, à la recherche des résultats par lycée ou par sélection de lycées, aux commentaires sur les concours, et surtout à des comparaisons avec les résultats des années antérieures. Le support électronique permet en effet de conserver et de récupérer la mémoire des numéros successifs du Monde de l'éducation consacrés aux classes préparatoires et aux grandes écoles. Au fil du temps se constituera ainsi un instrument d'information, d'orientation et d'évaluation intéressant autant les familles que les professionnels de l'éducation.

A.R.

Liste des concours sur le 3615 LEMONDE

Seules les écoles ayant envoyé les résultats de leur concours dans les délais figurent dans la base de données. Pour une même école (ou un même groupe d'écoles regroupées dans un concours commun), il existe la plupart du temps plusieurs types de concours (par exemple MP, PC, PSI et PT pour les écoles d'ingénieurs). Cela explique que le nombre de concours présentés sur le Minitel (118) est supérieur au nombre d'écoles ou de concours communs cités ci-dessous (33).

Ecoles normales supérieures : ENS Ulm ; ENS Fontenay-Saint-Cloud ; ENS Lyon ; ENS Cachan.

Ecoles scientifiques et militaires : Ecole polytechnique ; Ecole navale ; concours Mines-Ponts ; Ecole centrale de Paris ; Supélec ; Ecole supérieure d'optique ; Ecole centrale de Lyon ; Ecole centrale de Lille ; Ecole centrale de Nantes ; concours communs polytechniques ; Ensam ; INT-Ingénieurs ; INA-ENSA ; Ecoles nationales vétérinaires.

Ecoles de commerce : EAP ; HEC ; Essec ; ESCP ; ESC Lyon ; Edhec ; ESC Bordeaux ; ESC Marseille-Provence ; ESC Reims ; ICN Nancy ; ESC Nantes-Atlantique ; ESC Grenoble ; IEC Strasbourg ; ESC Clermont-Ferrand ; ESC Dijon ; Ceram Nice Sophia Antipolis.

* (2,23 francs la minute.)

ture continue de nouvelles classes préparatoires et de la complexification des concours, contraignent à augmenter sans cesse la pagination, et donc le prix de vente de la publication. D'autre part, la souplesse d'utilisation des supports électroniques offre l'opportunité d'enrichir la présentation de l'in-

formation des concours dont Le Monde a obtenu les résultats dans les délais nécessaires à la réalisation technique de la base. C'est à partir de cette base, mais selon des modalités différentes, que sont présentés les résultats des classes préparatoires dans ce supplément papier, sur Minitel et sur

Comment lire les tableaux

Les tableaux publiés sur Minitel, Internet ou dans ce supplément, ne concernent que les classes préparatoires ayant présenté au moins dix candidats et ayant eu au moins un admissible. En dessous de ce nombre, les pourcentages figurant dans les autres colonnes n'auraient en effet guère de signification. Toutefois, les prépas ayant présenté moins de dix candidats figurent sur le Minitel et sur Internet dans un tableau annexé, pour chaque concours, au tableau principal.

● La colonne (1) - Inscrits - indique le nombre de candidats présentés à un concours par chaque classe préparatoire. C'est une indication qui précise les pourcentages donnés dans les autres colonnes : pour un même taux d'admissibilité ou d'admis, le « mérite » d'une prépa n'est bien sûr pas le même selon qu'elle présente dix ou cent candidats.

● La colonne (2) - Admissibles - indique le rapport, en pourcentage, entre le nombre des

admissibles et celui des inscrits. C'est d'après ce résultat qu'est établi le classement. Ce sont en effet les résultats à l'écrit des concours qui permettent d'évaluer l'efficacité d'une prépa.

● La colonne (3) - Admis - indique le rapport, en pourcentage, entre le nombre total des admis (liste principale et liste complémentaire) et le nombre des inscrits.

● La colonne (4) - Intégrés - indique le rapport, en pourcentage, entre le nombre d'intégrés et le nombre total d'admis. La proportion des admis d'une prépa qui, en définitive, ont intégré l'école (ou l'une des écoles du concours) est une information à la fois sur la composition de la dernière promotion intégrée et sur l'attrait qu'exerce l'école sur les prépas de tête des palmarès : dans certains cas, aucun de leurs admis n'intègre ; acceptés dans d'autres écoles, ils laissent ainsi la place à d'autres.

J. L.

Débat d'initié

A la veille des vacances de l'été dernier, un certain nombre de proviseurs de grands lycées parisiens se sont vus assaillis de coups de téléphone de parents éplorés, suppliants de modifier l'inscription de leur progéniture en prépa scientifique. C'est par erreur qu'ils avaient choisi MPSI (à dominante mathématiques), alors qu'ils souhaitaient en réalité PCSI (à dominante physique-chimie).

Intrigués, les proviseurs enquêtent et s'aperçoivent que ce revirement était dû à la publication de la liste des admissibles au concours PC (physique-chimie) de l'Ecole polytechnique, bien plus longue que celle de MP (maths-physique) ! Ces parents si attentifs

aux destinées de leur descendance ne s'étaient tout simplement pas aperçus que la première liste concernait un bien plus grand nombre de places que la seconde, puisque l'X faisait pour la première fois de son histoire concours commun, mais pour la seule filière PC, avec l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielle (ESPCI).

L'anecdote en dit long, d'une part, sur les trésors de stratégie que déploient les familles les mieux initiées aux arcanes de l'orientation ; d'autre part, sur les erreurs que provoquent l'opacité et la complexité d'un système, malgré tous les efforts faits pour l'éclaircir.

A. R.

MASTERS ESG

12 FORMATIONS DE 3^{ÈME} CYCLE EN ALTERNANCE,
cartes maîtresses professionnelles pour les titulaires de diplômes de Bac+4 et plus, ingénieurs, etc.
formations pouvant être financées et rémunérées.

- FINANCES ET MARCHÉS DES CAPITAUX
- AUDIT ET CONTRÔLE DE GESTION
- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
- ASSURANCE ET GESTION DES PATRIMOINES
- FISCALITÉ, DROIT DES AFFAIRES ET MANAGEMENT
- GESTION DES ENTREPRISES
- MARKETING :
- OPTIONS "PUBLICITÉ" OU "PRESSE ET AUDIOVISUEL"
- COMMERCE INTERNATIONAL :
- OPTIONS "GÉNÉRALE" OU "LATINO-AMÉRICAIN"
- TOURISME ET LOISIRS :
- OPTIONS "GÉNÉRALE" OU "LATINO-AMÉRICAIN"

En anglais (en France et aux USA)
EUROPEAN MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION
AMERICAN MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION

En français et en espagnol (en France et à Cuba)
LATIN AMERICAN MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION

RENTREES EN OCTOBRE ET FÉVRIER

MASTERS ESG : 25 rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS
Tél : 01.43.55.44.44 - Fax : 01.43.55.73.74
Internet : <http://www.eseg.fr> - E-mail : eseg@worldnet.fr

Les livres sur Minitel

- 300 000 livres : romans, biographies, essais...
- Le Monde Editions : dessins de Plantu, Prix du jeune écrivain
- Les sélections du Monde des livres, et du Monde des poches

Recherche bibliographique et commande de livres
Livraison à domicile

3615 LEMONDE
(Sur Internet : <http://www.lemonde.fr/livres>)

LE SPÉCIALISTE EUROPÉEN

TOEIC
SAT
The
MBA
Center
TOEFL
GMAT
GRE

Vous attend au salon

MBA '97 Samedi 29 Novembre 1997
de 14h à 20h Hôtel Hülzon
18, avenue Suffren - 75015 Paris M. B. M. M. M.

Tél : 01 45 51 15 01

ipag

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

- Bac+4
- Diplôme visé
- 4 ans en alternance
- Des universités partenaires en Europe et aux États-Unis

Trente ans après sa création, IPAG forme 1400 étudiants aux fonctions de cadres d'entreprise.

Ses diplômés ont une expérience professionnelle de 10 à 16 mois et une référence d'au moins un semestre à l'étranger.

De formation généraliste, avec des spécialisations professionnelles ou internationales, ils sont immédiatement opérationnels.

Concours ouvert aux bacheliers - mai 98
Admissions directes en 2^{ème} et 3^{ème} années

IPAG Nice
4, bd Carabacel
06000 NICE
Tél. 04.93.13.39.00

IPAG Paris
184, bd St-Germain
75006 PARIS
Tél. 01.42.22.08.55

la schis

la réforme

GISEL